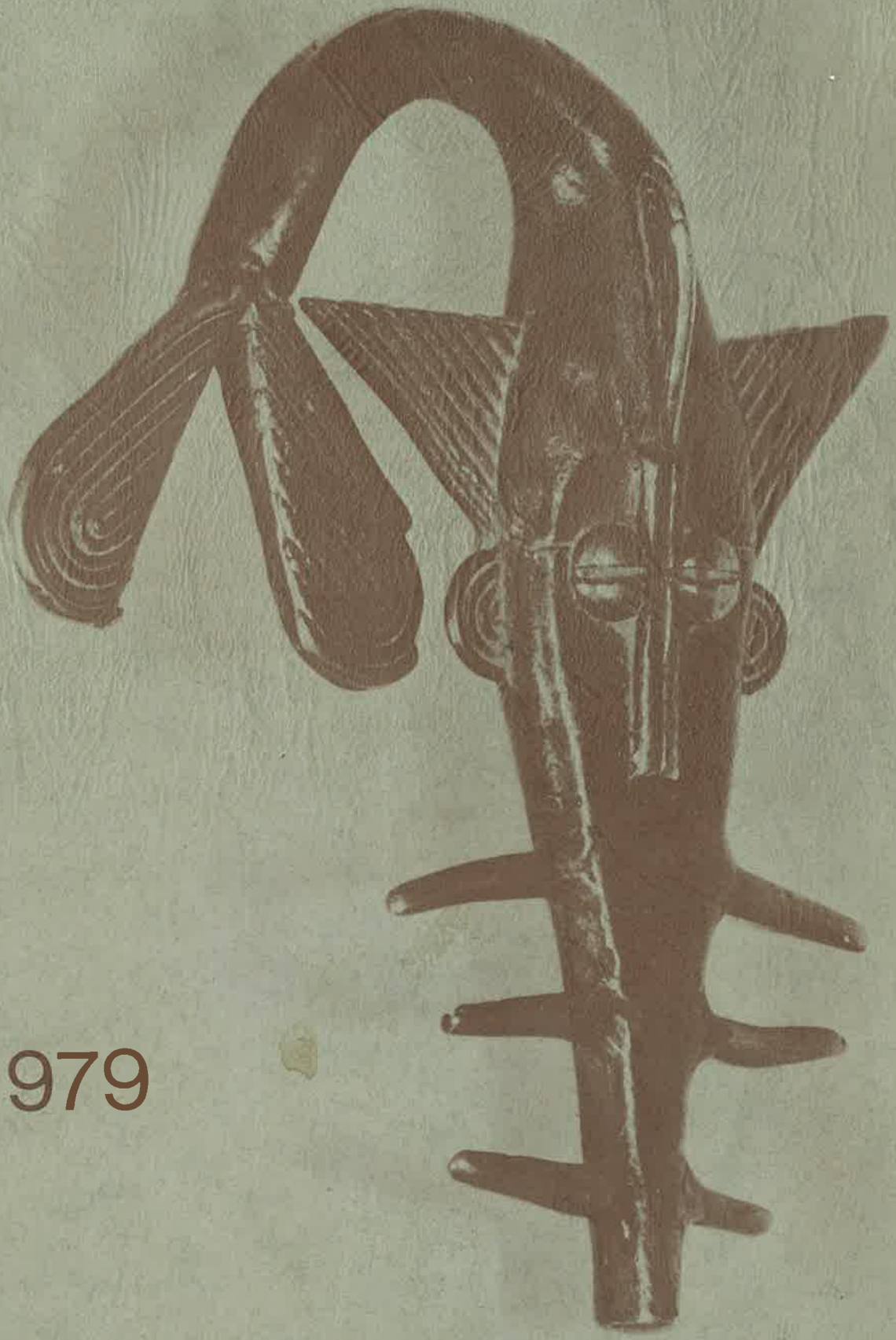


1979

banque centrale des états de l'afrique de l'ouest

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dont le dix-septième exercice d'activité est ici retracé, est l'organisme public international constitué par six Etats de l'Ouest africain pour assurer en commun la gestion de leur monnaie commune.

L'Union Monétaire Ouest Africaine, maintenant établie par le Traité du 14 novembre 1973 qui a remplacé celui du 12 mai 1962, groupe les six Républiques suivantes :

BÉNIN	*NIGER*
COTE D'IVOIRE	*SÉNÉGAL*
HAUTE-VOLTA	*TOGO*

BANQUE CENTRALE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SIÈGE SOCIAL

Dakar, avenue du Barachois
Boîte postale 3108
Téléphone : 21-16-15. - 21-44-59. - 23-10-42 et 21-45-01
Télex : 3154 et 3155 BCEAO SG

BÉNIN

Cotonou, route de Lomé
Boîte postale 325
Téléphone : 31-24-66 et 31-24-67
Adresse télégraphique : Instemafoc Cotonou
Télex : Instemafoc Ctnou 5211.

NIGER

Niamey, Rond-Point de la Poste
Boîte postale 487
Téléphone : 72-24-91 et 72-24-92
Adresse télégraphique : Instemafoc Niamey
Télex : BCEAO 5218 NI.

Zinder (agence auxiliaire)
Boîte postale 133
Téléphone : 20-92 et 20-94
Adresse télégraphique : Instemafoc Zinder.
Télex : BCEAO 8226 ZNI.

COTE D'IVOIRE

Abidjan, avenue Terrasson-de-Fougères
Boîte postale 1769 ABIDJAN 01
Téléphone : 32-04-66
Adresse télégraphique : Instemafoc Abidjan
Télex : Instema Abidjan 3761.

Bouaké (agence auxiliaire)
Boîte postale 773
Téléphone : 63-33-13 et 63-33-14
Adresse télégraphique : Instemafoc Bouaké
Télex : Instema Bouaké 9913.

SÉNÉGAL

Dakar, 3, avenue Georges Pompidou
Boîte postale 3 159
Téléphone : 22-13-30 et 22-53-84
Adresse télégraphique : Instemafoc Dakar
Télex : Instema SG 536.

Kaolack (agence auxiliaire)
Boîte postale 79
Téléphone : 41-13-86 et 41-13-87
Adresse télégraphique : Instemafoc Kaolack.
Télex : 7471 Instema SG.

HAUTE-VOLTA

Ouagadougou, avenue d'Arboussier
Boîte postale 356
Téléphone : 367-15 et 16
Adresse télégraphique : Instemafoc Ouagadougou
Télex : Instema 5 205 UV.

Bobo-Dioulasso (agence auxiliaire)
Boîte postale 603
Téléphone : 905-48 et 75 et 906-43
Adresse télégraphique : Instemafoc Bobo
Télex : 8228 Instema UV.

TOGO

Lomé, avenue de Sarakawa
Boîte postale 120
Téléphone : 21-25-12. - 21-53-84 et 21-53-85.
Adresse télégraphique : Instemafoc Lomé
Télex : Instemafoc Lomé 5216.

BUREAUX A L'EXTÉRIEUR DE L'UNION FRANCE

Paris, 29, rue du Colisée (75008)
Téléphone : 225-71-60
Adresse télégraphique : Instemafoc Paris
Télex : BECEAO 650087 F.

CONSEIL DES MINISTRES
AU 30 SEPTEMBRE 1979

PRÉSIDENT : M. l'Intendant Militaire de 2ème classe Isidore AMOUSSOU
Ministre des Finances
de la République Populaire du Bénin

République Populaire du Bénin

M. l'Intendant Militaire de 2ème classe Isidore AMOUSSOU, Ministre des Finances, Président du Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine.
M. le Lieutenant-Colonel Barthélémy OHOUENS, Ministre de l'Industrie et de l'Artisanat.

République de Côte d'Ivoire

M. Abdoulaye KONÉ, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan.

République de Haute-Volta

M. le Capitaine Léonard KALMOGO, Ministre des Finances.
M. Georges SANOGOH, Ministre du Plan et de la Coopération.

République du Niger

M. l'Intendant Militaire Moussa TONDI, Ministre des Finances.
M. Maï MAIGANA, Ministre des Affaires économiques, du Commerce et de l'Industrie.

République du Sénégal

M. Ousmane SECK, Ministre des Finances et des Affaires économiques.
M. Louis ALEXANDRENNE, Ministre du Plan et de la Coopération.

République togolaise

M. Tétê TÈVI-BENISSAN, Ministre des Finances et de l'Economie.
M. Koudjolou DOGO, Ministre du Plan, du Développement industriel et de la Réforme administrative.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 30 SEPTEMBRE 1979

PRÉSIDENT : M. Abdoulaye FADIGA
Gouverneur de la Banque centrale

République Populaire du Bénin

M. Jérôme AHOUANMÈNOU, Directeur des Affaires monétaires et bancaires au Ministère des Finances.
M. Jean ALOTOUNOU, Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique.

République de Côte d'Ivoire

M. Adama KONÉ, Trésorier Payeur Général.
M. Oumar DIARRA, Directeur général de l'Activité industrielle.

République de Haute-Volta

M. Benjamin HIEN, Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique au Ministère des Finances.
M. Pierre TAHITA, Directeur du Plan et des Etudes de développement au Ministère du Plan.

République du Niger

M. Ahmadou MAYAKI, Secrétaire général du Ministère des Finances.
M. Yacouba TCHERNAKA, Secrétaire général du Ministère du Plan.

République du Sénégal

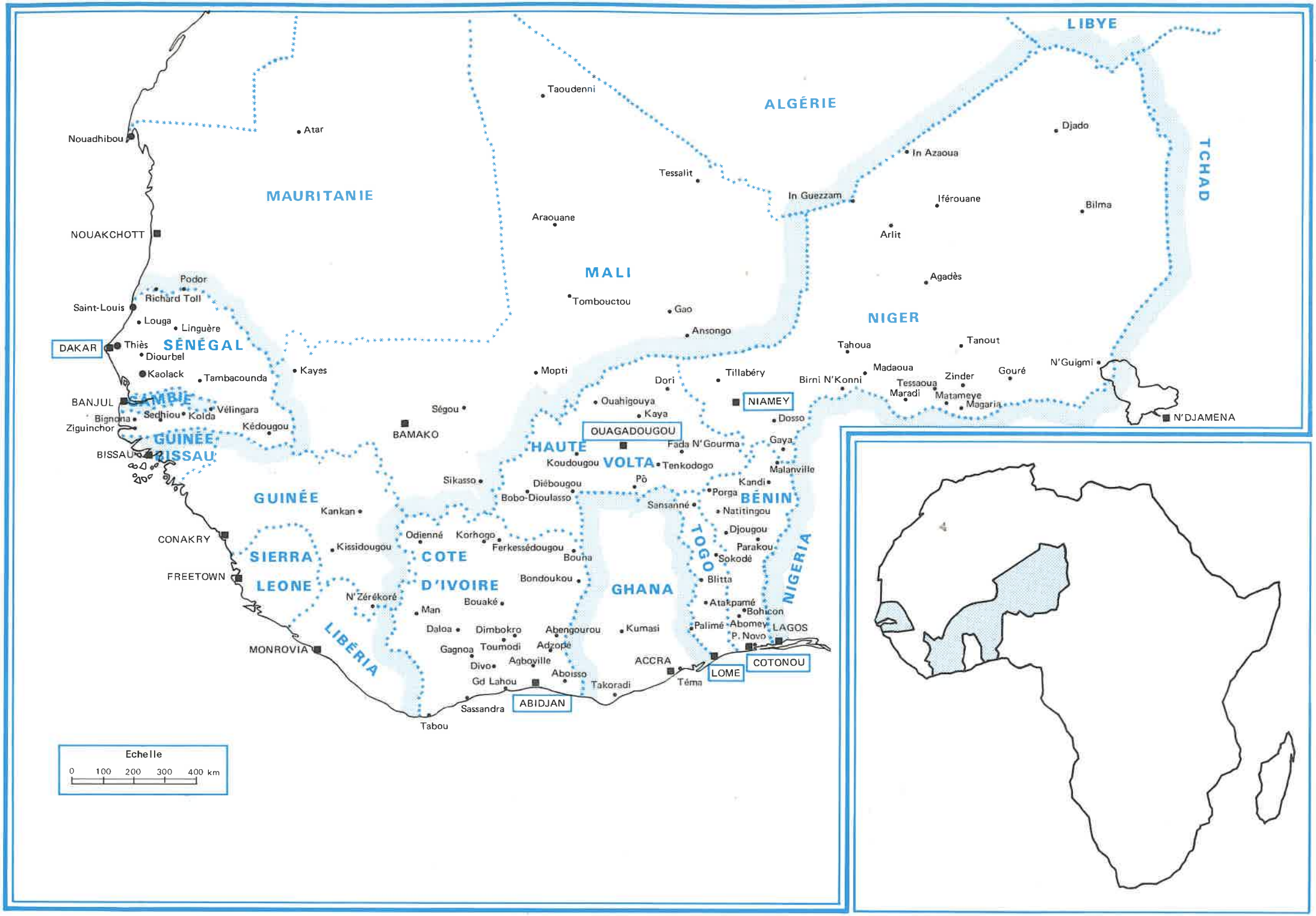
M. Aliou FALL, Directeur du Cabinet du Ministre du Plan et de la Coopération.
M. Moustapha NDIAYE, Directeur du Cabinet du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

République togolaise

M. Bawa MANKOUBI, Directeur de l'Economie au Ministère des Finances et de l'Economie.
M. Kouassi DOSSEH, Directeur des Douanes.

République française

M. Jean-Yves HABERER, Inspecteur des Finances, Directeur du Trésor au Ministère de l'Economie.
M. Christian JOUDIOU, Directeur du Développement économique au Ministère de la Coopération.


LIBYE
ALGÉRIE
TCHAD
MAURITANIE
MALI
NIGER
SÉNÉGAL
GAMBIE
GUINÉE BISSAU
GUINÉE
SIERRA LEONE
LIBÉRIA
COTE D'IVOIRE
HAUTE VOLTA
GHANA
TOGO
BÉNIN
NIGERIA
Nouadhibou
Atar
Taoudenni
Tessalit
Araouane
In Guezzam
In Azaoua
Djado
Iférouane
Bilma
Arlit
Agadès
NOUAKCHOTT
Podor
Richard Toll
Saint-Louis
Louga
Linguère
DAKAR
Thiès
Diourbel
Kaolack
Tambacounda
Kayes
Tombouctou
Gao
Ansongo
Mopti
Tahoua
Tanout
Madaoua
Tillabéry
Dori
Birni N'Konni
Tessaoua
Zinder
Gouré
N'Guigmi
Maradi
Matameye
Magaria
N'DJAMENA
BANJUL
Bignona
Sedhiou
Kolda
Vélingara
Ziguinchor
Kédougou
Ségou
BAMAKO
Ouahigouya
Kaya
NIAMEY
Dosso
OUAGADOUGOU
Fada N'Gourma
Gaya
Koudougou
Tenkodogo
Malanville
BISSAU
Sikasso
Diébougou
Pô
Kandi
Bobo-Dioulasso
Porga
Sansanné
Natitingou
Kankan
CONAKRY
Odienné
Korhogo
Djougou
Kissidougou
Ferkessédougou
Parakou
Bouna
Sokodé
FREETOWN
Bondoukou
Blitta
N'Zérékoré
Bouaké
Atakpamé
Man
Bohicon
Daloa
Dimbokro
Abengourou
Kumasi
Palimé
Abomey
LAGOS
P. Novo
MONROVIA
Gagnoa
Toumodi
Adzopé
Divo
Agboville
ACCRA
Aboisso
Gd Lahou
Takoradi
Téma
LOME
COTONOU
ABIDJAN
Sassandra
Tabou
Echelle
0 100 200 300 400 km

SOMMAIRE

L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE 15

LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION MONÉTAIRE

- Bénin 63
- Côte d'Ivoire 79
- Haute-Volta 99
- Niger 117
- Sénégal 133
- Togo 151

LA BANQUE CENTRALE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 173

Bilan au 30 septembre 1979 183

Taux des opérations de la Banque centrale au 30 septembre 1979 187

ANNEXE STATISTIQUE 191

INTRODUCTION

L'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale dans les Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine au cours de l'exercice 1978-1979 a largement tenu compte, non seulement des performances économiques et monétaires de l'exercice précédent, mais aussi des perspectives d'évolution de l'économie mondiale et des économies de l'Union. Les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu durant les années 1977 et 1978 ont eu comme conséquence de réduire le niveau de la plupart des productions agricoles des Etats de l'Union. En dépit de cette situation, l'activité industrielle a continué de progresser de manière satisfaisante et la hausse des prix pendant une bonne partie de l'année 1978 a été plutôt modérée.

La persistance de l'enlisement économique des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (O.C.D.E.), qui n'ont globalement réalisé qu'un taux de croissance de 3,5%, s'est traduite par le fléchissement des investissements et le ralentissement de la demande intérieure. De ce fait, la conjoncture économique internationale n'a guère été favorable pour permettre aux Etats de l'Union d'écouler les quantités importantes de leurs produits. Les cours des matières premières ont baissé, entraînant une détérioration de la balance des biens et services de l'ensemble de l'Union.

Sur le plan monétaire, il en est résulté une forte diminution des avoirs extérieurs nets. En effet, les réserves officielles de change de la Banque centrale ont baissé de 162,3 à 138,4 milliards entre 1977 et 1978, tandis que l'endettement extérieur des banques s'est accru de 12,4 milliards. Le crédit intérieur a enregistré une forte augmentation de 25% en raison essentiellement de l'évolution des crédits à l'économie. Avec l'amenuisement des réserves de devises étrangères, la masse monétaire a connu un taux de croissance relativement élevé. Il y a lieu toutefois de noter que les taux de progression de ces différents agrégats monétaires étaient en net recul par rapport à ceux constatés au cours des exercices précédents.

Face à ces développements monétaires et à une conjoncture économique internationale qui ne semblait guère s'améliorer, les autorités monétaires de l'Union, tout en réaffirmant la constance de leur politique monétaire qui est d'assurer un développement harmonieux de l'ensemble des Etats membres de l'Union dans le cadre du maintien d'un niveau satisfaisant des avoirs extérieurs, ont assigné à la Banque centrale pour l'année 1979 un certain nombre d'objectifs spécifiques portant sur :

1°) la nécessité de continuer à apporter le soutien de l'Institut d'émission aux secteurs productifs des économies en orientant l'action des banques et établissements financiers en faveur de ceux-ci ;

2°) une certaine pause dans la croissance des agrégats monétaires, modulée de manière progressive et suivant les Etats ;

3°) le maintien en équilibre de la balance des paiements de la plupart des Etats.

Les perspectives économiques de l'Union laissaient penser qu'une telle politique pouvait être menée sans grande difficulté. En effet, une amélioration sensible des conditions climatiques permettait d'espérer des niveaux de récoltes assez satisfaisants. Les principaux produits d'exportation de l'Union tels que le café, le cacao, l'arachide et le coton, ainsi que les cultures vivrières ont tous vu leurs productions augmenter de façon substantielle en 1979 ; celles du café et de l'arachide ont respectivement progressé par exemple d'environ 41% et 69%. cette situation a entraîné une activité industrielle accrue et l'évolution des prix a été modérée, enregistrant une hausse moyenne pour l'ensemble de l'Union d'environ 11%.

Malheureusement, la conjoncture économique mondiale ne s'est guère améliorée en 1979. Après la mise en œuvre en juillet 1978 à Bonn de la politique de « relance concertée » par les principaux pays industrialisés, quelques signes de reprise dans l'économie mondiale ont été enregistrés fin 1978 et début 1979. Mais ceux-ci ont été de courte durée en raison du relèvement du prix du pétrole. L'économie de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. a connu au cours de l'année 1979, un taux de croissance de 2% considéré comme étant un niveau de récession économique. Parallèlement à cette baisse de l'activité économique, ont été notés, dans les pays industrialisés, des taux d'inflation et de chômage très élevés, une baisse du rythme d'expansion du commerce mondial résultant, pour l'essentiel, des mesures protectionnistes adoptées par certains de ces pays, de l'instabilité des changes, et des déficits importants de leurs comptes courants.

Cette situation a contribué à la détérioration de la balance des paiements de l'Union qui a accusé un déficit global de 71,5 milliards. Cet important déficit s'explique à la fois par le solde négatif de 350 milliards du compte courant et une baisse de 22,7 milliards ou 15% des capitaux non monétaires. Il en est donc résulté une forte baisse des avoirs extérieurs de 70,4 milliards touchant aussi bien les réserves officielles de change de la Banque centrale que la position extérieure des banques : les réserves officielles ont enregistré une baisse de 35%, passant de 92,4 milliards à 60 milliards tandis que la position extérieure négative des banques s'est accentuée de 37,9 milliards. Du fait du resserrement des trésoreries publiques de la plupart des Etats de l'Union, conséquence de la stagnation des recettes fiscales, la position nette des Trésors nationaux s'est dégradée. Les crédits à l'économie se sont fortement accru de 23% à la suite des résultats favorables des récoltes agricoles, de l'augmentation des prix d'achat aux producteurs et de la constitution d'importants stocks dans certains pays. Cet accroissement a concerné aussi bien les crédits à court terme que les crédits à moyen et long terme qui ont respectivement progressé de 17% et de 35%. La progression rapide des crédits à moyen et long terme a porté la part relative de ceux-ci à 31% du total des crédits à l'économie et s'explique par l'expansion des secteurs de l'électricité et des mines et des entreprises des travaux publics. Pour ce qui est des crédits à court terme, l'augmentation a concerné tant les crédits ordinaires que les crédits de campagne : ceux-ci se sont respectivement accrus de 14% et 40%. L'accroissement de la masse monétaire a été, cependant, dans l'ensemble, modéré se situant à 19%. Malgré le relèvement des prix d'achat aux producteurs et du S.M.I.G. dans certains pays, la circulation fiduciaire n'a connu qu'un accroissement de 18% tandis que les dépôts ont atteint un niveau de 104,6 milliards, soit une hausse de 26% ; les dépôts à terme ont progressé à un rythme plus rapide - de l'ordre de 29% - que les dépôts à vue.

La détérioration rapide des avoirs extérieurs constatée au cours de ces deux dernières années et les taux d'expansion des différents agrégats monétaires qui appa-

raîssent encore relativement élevés ont amené les autorités de l'Union à adopter, pour l'exercice 1980, une politique monétaire plus contraignante, mais qui ne devrait, en aucun cas, compromettre la croissance économique des Etats de l'Union. Une telle politique monétaire s'avère nécessaire car en raison de l'irrégularité des précipitations, il est prévu au niveau de l'Union une baisse des récoltes agricoles d'exportation, notamment en ce qui concerne l'arachide et le cacao, et des produits vivriers.

Par ailleurs, la conjoncture économique internationale continuera de susciter plus d'inquiétude que les années précédentes dans la mesure où les récentes hausses successives du prix du pétrole ne feront que plonger davantage l'économie mondiale dans la récession. C'est ainsi que le taux de croissance économique prévu pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. sera probablement proche de zéro tandis que le taux d'inflation se situera à 13% environ. Les prévisions des cours des matières premières font apparaître également une légère baisse.

Cette situation aura des incidences négatives sur les recettes d'exportation des pays de l'Union, alors qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de réduire leurs importations de biens et services. Pour éviter qu'il n'en résulte une trop grande dégradation de la position des avoirs extérieurs de l'Union, la Banque centrale a décidé d'adapter sa politique monétaire en vue de freiner, autant que possible, ses concours aux banques et établissements financiers. A cet effet, elle a notamment introduit des normes mensuelles concernant les refinancements de l'Institut d'émission et demandé au système bancaire de limiter les utilisations de concours financiers extérieurs.

En ce qui concerne l'administration de la Banque, l'inauguration du siège de l'Institut d'émission le 26 mai 1979 a été l'évènement marquant de l'exercice écoulé. Elle s'est faite en présence des Chefs d'Etat des six pays membres de l'Union et de nombreux invités appartenant au monde financier international.

L'inauguration qui consacre en somme le retour définitif en terre africaine de la Banque centrale, a été précédée par la deuxième réunion de la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Au cours de cette réunion, son Excellence M. Léopold Sédar SENGHOR, Président de la République du Sénégal, a été porté à la présidence de la Conférence, succédant ainsi à son Excellence M. Gnassingbé EYADEMA, Président de la République togolaise, auquel ses pairs ont rendu un vibrant hommage pour avoir présidé depuis le 11 octobre 1974 l'instance suprême de l'Union. Les Chefs d'Etat ont également tenu à exprimer, à cette occasion, leur vive satisfaction pour le bon fonctionnement des institutions de l'Union Monétaire Ouest Africaine depuis la réforme de 1973 ; ils se sont félicités de l'africanisation des structures de la Banque centrale et ont apprécié les efforts accomplis par celle-ci pour une plus grande diversification de ses relations avec les autres Banques centrales et les intitutions internationales ainsi que la mise en place d'instruments modernes de gestion de la monnaie.

La politique d'africanisation du personnel de la Banque centrale qui constitue la mission prioritaire que les Chefs d'Etat ont assignée au Gouverneur s'est poursuivie en 1979. Ainsi, à la date du 30 septembre 1979, la coopération technique ne comptait que 21 agents sur un effectif du personnel d'encadrement de 346. Cette politique d'africanisation a été accélérée grâce à la création du *Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires* (C.O.F.E.B.) dont la première promotion a déjà renforcé le personnel d'encadrement de la Banque. Outre son enseignement théorique et pratique, le Centre a organisé tant à l'intention de ses stagiaires qu'à celle du personnel de la Banque, de nombreux séminaires destinés à compléter leur formation.

Siège de la Banque centrale à Dakar

Photo Michel Renaudeau

L'Union Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

1 – CONDITIONS GÉNÉRALES DE PRODUCTION 17

2 – L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR 22

1. Situation économique internationale 22
2. Situation des marchés des matières premières 24
3. Taux de change 26
4. Financements extérieurs 28
5. Relations avec le Fonds Monétaire International 31

3 – RELATIONS RÉGIONALES 36

1. Coopération économique et financière 36
2. Coopération monétaire 45

4 – ÉVOLUTION MONÉTAIRE DE L'UNION 51

1. Situation des institutions monétaires 51
2. Interventions de la Banque centrale 55
3. Les prises de participations de la Banque centrale pour l'exercice 1978-1979 61

TABLEAUX

Commercialisation des principaux produits 17
Evaluation de la production des principales cultures vivrières 18
Evolution des prix à la production des cultures d'exportation 20
Evolution de l'indice des prix à la consommation familiale africaine 21
Evolution des cours moyens des principaux produits 26
Evolution des taux de change 27
Montants nets des ressources provenant des pays membres du Comité d'Aide au Développement et des organismes internationaux 29
Financement des principales institutions internationales 30
Position globale des Etats de l'Union envers le F.M.I. 35
Situation monétaire intégrée 52
Avoirs extérieurs bruts de la Banque centrale 53
Evolution des concours de la Banque centrale 55
Répartition des concours de la Banque centrale aux banques et établissements financiers 56
Evolution des crédits bancaires 56
Evolution des ressources bancaires 57
Concours de la Banque centrale aux Trésors nationaux 57
Répartition par taux des concours de la Banque centrale 58
Répartition par nature des refinancements de la Banque centrale 58
Répartion par Etat des concours de la Banque centrale 59
Part des crédits à l'économie financée par la Banque centrale 60

1. CONDITIONS GÉNÉRALES DE PRODUCTION

L'amélioration d'ensemble des conditions climatiques qui a prévalu dans les pays de l'U.M.O.A. au cours de la saison 1978-1979 a permis d'obtenir une augmentation du niveau de la **production agricole** par rapport à celui de la campagne 1977-1978.

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la commercialisation des principales cultures d'exportation au cours des dernières années.

U.M.O.A. – COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

Produits	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Arachides d'huilerie				
En coque				
Sénégal	1 177,8	956,9	441,7	776,4
Décortiquées				
Bénin	7,0	7,9	2,7	1,3
Haute-Volta	13,1	4,7	1,8	1,0
Niger	3,8	7,2	14,0	8,9
Cacao				
Bénin	1,1	2,3	1,4	4,1
Côte d'Ivoire	234,4	235,8	306,0	311,8
Togo*	17,8	14,1	16,7	12,6
Café				
Bénin	0,1	0,8	0,4	0,1
Côte d'Ivoire	307,8	291,3	195,7	277,0
Togo (marchand)	6,2	9,4	4,1	4,3
Coton graine				
Bénin	20,1	17,5	13,9	18,7
Côte d'Ivoire	65,1	75,4	103,0	114,9
Haute-Volta	50,7	55,3	38,0	60,0
Niger	11,1	7,2	3,8	4,4
Sénégal	39,0	45,4	37,1	33,8
Togo	9,7	7,0	4,5	12,7
Karité				
Bénin	12,4	2,9	8,3	0,2
Haute-Volta	48,5	32,4	56,7	7,3
Togo	5,4	1,2	6,7	1,2

* Qualités supérieure et courante.

Sources : Organismes nationaux de commercialisation.

U.M.O.A. – ÉVALUATION DE LA PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIÈRES

Produits	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Mil et sorgho				
Bénin	75,8	80,8	64,5	...
Côte d'Ivoire	72,5	72,5	73,8	...
Haute-Volta	1 138,3	871,9	941,0	1 024,3
Niger	835,1	1 502,8	1 472,3	1 493,8
Sénégal	621,0	553,8	491,0	795,0
Togo	113,0	107,2	130,4	115,3
Maïs				
Bénin	181,7	234,5	308,4	...
Côte d'Ivoire	294,0	257,0	279,0	248,0 (a)
Haute-Volta	67,0	60,0	82,5	101,0
Sénégal	48,9	52,8	45,5	48,6
Togo	94,5	123,3	172,8	153,5
Riz paddy				
Bénin	18,4	20,5	8,5	...
Côte d'Ivoire	425,5	440,0	475,0	...
Haute-Volta	39,9	36,4	13,7	31,5
Niger	28,5	28,7	22,6	31,7
Sénégal	133,8	112,3	83,7	127,0
Togo	15,3	15,5	23,3	17,0
Niébé				
Niger	218,5	216,1	206,8	258,0
Sénégal	24,5	16,4	11,7	13,0
Manioc				
Bénin	623,6	624,6	698,0	...
Côte d'Ivoire	1 200,0	828,8	1 042,0	1 088,0 (a)
Sénégal	120,1	102,2	39,3	...
Togo	392,5	319,1	454,0	370,8
Igname				
Bénin	590,0	551,5	643,0	...
Côte d'Ivoire	2 030,0	1 836,0	2 167,0	1 793,0 (a)
Togo	416,5	394,3	474,0	497,7
Banane « Plantain »				
Côte d'Ivoire	1 035,0	1 058,0	1 147,0	1 171,0 (a)

N.B. - Pour le Bénin année civile.

(a) Chiffres provisoires.

Sources : Ministère de l'Agriculture des Etats.

La reprise de la *production arachidière* au Sénégal, principal producteur de l'U.M.O.A., après la sécheresse qui avait gravement compromis les résultats de la campagne 1977-1978, a permis un net redressement des tonnages commercialisés. Pour l'ensemble de l'U.M.O.A. 792 400 tonnes d'arachides, base coque, ont été commercialisées contre 468 900 tonnes en 1977-1978, soit une progression de 69,0%.

Une légère augmentation de la production ivoirienne de *cacao* a permis d'obtenir, en dépit de la baisse de la production au Togo, une progression de la commercialisation du cacao dans l'U.M.O.A. avec 328 500 tonnes au lieu de 324 100 tonnes la saison précédente.

Bénéficiant de la reprise de la production ivoirienne après une année de sécheresse, la commercialisation du *café* dans les pays de l'U.M.O.A. s'est accrue de 40,6% en 1978-1979 avec une collecte de 281 400 tonnes contre 200 200 tonnes un an auparavant.

La commercialisation du *coton graine* a enregistré des résultats en hausse en 1978-1979 dans tous les Etats de l'Union à l'exception du Sénégal où le recul de la production a été imputable à des chutes de pluies intervenues en fin de campagne. Au total 244 500 tonnes de coton graine ont été commercialisées contre 200 300 tonnes en 1977-1978, soit une progression de 22,1%.

L'expansion des ***cultures vivrières*** dans les pays de l'U.M.O.A. a été favorisée en 1978-1979 non seulement par l'apparition de bonnes conditions climatiques, mais également par les campagnes de sensibilisation déclenchées dans certains pays par les autorités. Dans les régions où les cultures de rente avaient souffert des séquelles de la sécheresse au cours de ces dernières années, les producteurs ont eu tendance à s'orienter de plus en plus vers les cultures vivrières.

L'**activité industrielle** a dans l'ensemble évolué de façon plus satisfaisante qu'en 1978. C'est notamment le cas au Sénégal et au Bénin où l'activité des huileries a pu bénéficier d'un relèvement des livraisons, après la sécheresse de 1977-1978. En Côte d'Ivoire, le secteur industriel a poursuivi son expansion. En Haute-Volta et au Togo, la situation a été moins satisfaisante. Toutefois, l'activité industrielle s'est maintenue à un niveau comparable à celui de l'année précédente. L'industrie nigérienne a par contre connu une année difficile. Les faibles résultats obtenus pour le coton et surtout pour l'arachide n'ont pas permis l'approvisionnement suffisant des unités existantes.

En ce qui concerne l'**activité minière**, la production de phosphate a connu une légère progression en dépit du marasme qui a persisté sur le marché international. La production du minerai concentré d'uranium a, quant à elle, enregistré une augmentation sensible en raison de l'entrée en activité d'une deuxième compagnie pour l'exploitation des gisements nigériens.

U.M.O.A. — ÉVOLUTION DES PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a. le kilo		
Arachides d'huilerie				
En coque				
Sénégal	41,5	41,5	41,5	41,5
Décortiquées				
Bénin	55,0	55,0	55,0	55,0
Haute-Volta	34,0	38,0	44,0	54,29
Niger	55,0	55,0	69,0	75,0
Togo	50,0	55,0	80,0	85,0
Cacao				
Bénin	250,0	250,0	250,0	250,0
Côte d'Ivoire	175,0	180,0	250,0	250,0
Togo (qualité supérieure)	120,0	130,0	150,0	200,0
Café				
Bénin	110,0	115,0	135,0	135,0
Côte d'Ivoire	150,0	180,0	250,0	250,0
Togo (marchand)	115,0	125,0	145,0	180,0
Coton graine				
Bénin	45,0	50,0	55,0	55,0
Côte d'Ivoire	70,0	80,0	80,0	80,0
Haute-Volta	40,0	40,0	55,0	55,0
Niger	47,0	47,0	55,0	62,0
Sénégal	47,0	49,0	49,0	49,0
Togo	48,0	50,0	60,0	60,0
Karité				
Bénin	15,0	20,0	24,0	35,0
Haute-Volta	20,0	20,0	22,0	23,0
Togo	21,0	21,0	26,0	31,0

Sources : Journaux officiels des Etats.

Les **prix à la consommation** ont suivi une évolution modérée durant le premier semestre de l'année. Une légère tendance à la hausse a toutefois commencé à se manifester sous l'influence, d'une part, de l'inflation mondiale dont l'effet le plus mécanique a été provoqué par la hausse des prix du pétrole et, d'autre part, de l'accroissement de la demande intérieure de certains produits locaux.

U.M.O.A. — ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE AFRICAINE

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
			Base 100 : Année 1970			
Abidjan						
Mars	124,5	141,8	157,3	181,5	215,8	250,1
Juin	132,1	143,8	161,8	222,9	241,1	282,7
Septembre	134,4	148,2	166,2	213,3	242,3	285,6
Décembre	137,5	151,0	171,8	208,8	248,6	282,9
Ouagadougou						
Mars	114,8	131,2	118,6	147,6	216,6	203,2
Juin	124,4	145,9	123,9	201,3	231,5	207,9
Septembre	110,8	146,4	140,0	168,2	205,5	194,7
Décembre	110,3	127,3	128,2	162,8	238,2	203,2
Niamey						
Mars	129,1	138,1	163,8	204,6	231,2	250,5
Juin	130,3	145,3	177,8	221,4	237,9	270,3
Septembre	132,9	145,5	189,8	231,1	249,2	271,6
Décembre	135,2	156,2	201,5	233,5	252,5	261,8
Dakar						
Mars	129,3	180,4	188,5	200,7	217,3	231,2
Juin	137,2	192,1	190,0	211,9	218,6	239,5
Septembre	152,1	189,6	192,8	219,0	214,6	244,9
Décembre	176,6	203,1	214,2	221,2	236,8	247,0
Lomé						
Mars	129,4	152,4	173,8	211,8	222,4	226,4
Juin	137,8	159,6	176,5	240,7	215,7	239,3
Septembre	136,6	158,7	182,4	207,9	219,7	229,7
Décembre	146,1	163,8	178,1	216,2	216,7	...

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux établis par les services nationaux de statistique sur les bases qui leur sont propres (Abidjan : Février 1960 - Ouagadougou : Année 1958 - Niamey : 1er juillet 1962 - 30 juin 1963 - Dakar : base mobile 100 année 1967 - Lomé : Année 1963).

2. L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

2.1. Situation économique internationale

Poursuivant la reprise enregistrée à la fin de 1978, la croissance économique dans les pays de l'*Organisation de Coopération et de Développement Economiques* (O.C.D.E.) s'est maintenue à un niveau dans l'ensemble satisfaisant durant le premier semestre 1979 avant de connaître un important ralentissement. Après s'être accru de 3,1% au cours du premier semestre, le Produit Intérieur Brut des pays de la zone O.C.D.E. n'a en effet enregistré qu'un rythme de progression de 2,3% durant les six derniers mois de l'année. Au total la croissance économique des pays de cette zone a été de 2,8% en 1979 contre 3,5% en 1978. Ce ralentissement de l'activité économique devrait se poursuivre en 1980 et conduire à un taux de croissance voisin de zéro.

Les experts de l'O.C.D.E. considèrent que le renchérissement du pétrole est intervenu pour environ 1,5 point dans la baisse du taux de la croissance économique.

Après avoir été pratiquement stable en valeur nominale et avoir même baissé en valeur réelle du fait de la dépréciation du dollar entre 1974 et 1978, les prix du pétrole ont connu d'importants ajustements en 1979. Le premier, le plus important, a été décidé à la fin du premier semestre par les pays de l'*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* (O.P.E.P.) qui ont fixé les prix de référence à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 18 et 23,5 dollars le baril alors qu'en 1978 le prix moyen pondéré ressortait à 12,79 dollars. Par la suite, le développement spéculatif du marché libre, favorisé par l'importance de la demande, a amené l'Arabie Saoudite à annoncer, avant la réunion à Caracas des pays de l'O.P.E.P. tenue en décembre 1979, une hausse de 33% de son prix de référence qui se trouvait alors fixé à 24 dollars le baril. En l'absence d'un consensus entre producteurs sur les marges de prix, le niveau de 24 dollars a été retenu à cette date comme nouveau prix de référence.

Le choc pétrolier aura contribué à aviver les difficultés économiques rencontrées par les pays de l'O.C.D.E. confrontés à des conjonctures très différentes.

Aux Etats-Unis, l'activité économique a connu une évolution en dents de scie. Après avoir progressé de 1,1% au cours du premier trimestre, le Produit Intérieur Brut a en effet chuté de 2,3% durant le second trimestre, pour croître ensuite de 2,4% au troisième trimestre. Ces fluctuations de l'appareil productif ajoutées à un niveau élevé des prix expliquent l'adoption par les autorités américaines d'une plus grande rigueur en matière de politique monétaire. La stagnation de l'activité écono-

mique aux U.S.A. a cependant été compensée par le dynamisme affiché par le Japon et la République Fédérale d'Allemagne.

Malgré un déficit important enregistré en balance commerciale, le Japon a réalisé le taux de croissance le plus élevé parmi les pays industrialisés. Celui-ci est estimé à près de 6%, pour l'exercice budgétaire 1979-1980.

En Allemagne, la production en 1979 s'est maintenue à un niveau élevé. L'essentiel des efforts a pu, par conséquent, être orienté vers la lutte contre l'inflation et le chômage dont le taux, proche de 3%, demeure le plus bas d'Europe.

En France où le taux de chômage était voisin de 6%, les autorités ont été confrontées tout à la fois au souci de défendre la monnaie par le biais d'une politique restrictive et à celui de relancer la production. Le déficit budgétaire initialement prévu par la loi de finances s'établissait à plus de 40 milliards de francs français.

En Italie et en Grande-Bretagne, l'activité économique a connu une nette décélération. Afin de relancer la production, les autorités italiennes ont prévu pour 1980 un important déficit budgétaire et des allègements fiscaux.

L'année 1979 a été caractérisée par une généralisation du processus inflationniste. Celui-ci a d'abord trouvé sa genèse dans la baisse du niveau de la production au moment où intervenaient des augmentations de salaires dans divers secteurs de l'économie. La hausse des prix a ensuite été accélérée par des facteurs monétaires ayant leurs sources tant dans le développement du crédit bancaire en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis que dans les actions de soutien massif apporté au dollar des Etats-Unis par les principales banques centrales européennes. En fait, la hausse du pétrole n'a fait que renforcer une tendance déjà vivace depuis 1978. Au cours de cette année en effet, la hausse des prix à la consommation dans les pays de l'O.C.D.E. avait atteint 7,9%. En 1979, la progression aura été de l'ordre de 11,5%. Elle devrait se maintenir à ce niveau en 1980.

Au cours des trois dernières années, le rythme d'expansion du commerce mondial a sensiblement fléchi. Après s'être accru en moyenne de 8% par an entre 1966 et 1976, le volume des échanges n'a progressé que de 4,0% en 1977 et d'environ 5,5% en 1978 et 1979. Outre les mauvaises performances enregistrées au plan de l'activité économique, le ralentissement des échanges est également imputable aux mesures protectionnistes prises depuis 1977 et à l'instabilité, jusqu'au début de 1979, des taux de changes. L'instauration du *Système Monétaire Européen*, en introduisant une plus grande stabilité de changes, a sans doute favorisé l'expansion des échanges entre les pays de la zone.

L'ajustement des prix du pétrole a fait naître en 1979 des déficits importants dans les balances des paiements. C'est ainsi que pour les pays de l'O.C.D.E., le déficit en compte courant aurait triplé par rapport à 1978 pour s'établir à 30 milliards de dollars. L'estimation pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole est de l'ordre de 45 milliards de dollars, soit un doublement d'une année à l'autre.

2.2. Situation des marchés des matières premières

En 1979, les cours des matières premières ont suivi une tendance haussière tout au long de l'année. C'est ainsi que l'indice en dollars de la *Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement* (C.N.U.C.E.D.) est passé de 235 points en janvier à 285 en décembre, soit une hausse de 21,3% contre 3,5% sur la même période de 1978.

Certes, cette évolution est imputable à l'ensemble des groupes, mais il convient de relever qu'un rôle particulier a été joué par les matières premières industrielles et les minerais et métaux, ces derniers ayant fait l'objet d'une forte spéculation à la fin de l'année.

L'indice en francs c.f.a. des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'U.M.O.A. a suivi la même tendance que celui de la C.N.U.C.E.D. durant le premier semestre de l'année. Au cours de cette période il a en effet progressé de 13,2% en passant de 286,4 à 324,2 points. Par la suite, alors que l'indice de la C.N.U.C.E.D. poursuivait sa tendance à la hausse en raison notamment de l'évolution favorable des cours des minerais et métaux, l'indice de la B.C.E.A.O. plus influencé par l'évolution des cours des produits alimentaires, a connu une légère baisse pour s'établir à 292,5 points en décembre 1979 enregistrant ainsi une moyenne de 300,6 points sur l'année contre 301,7 points en 1978, soit une baisse de 0,4%.

L'évolution par produit s'est présentée de la façon suivante en 1979 :

CAFÉ

Tout comme les années précédentes, le café a enregistré de très fortes fluctuations en 1979. C'est ainsi qu'au cours de l'année, le prix indicatif de l'*Organisation Internationale du Café* (O.I.C.) est sorti à deux reprises, dans un sens comme dans l'autre, de la fourchette de prix fixée, par le Conseil de l'Organisation réuni en septembre 1978, comme seuil devant provoquer la réunion du comité exécutif.

Toutefois, l'évolution du prix indicatif de l'O.I.C. traduit une amélioration au cours de l'année 1979. Deux éléments ont été à la base de cette situation. Tout d'abord l'action du groupe de Bogota à travers un soutien permanent des cours sur les marchés à terme et ensuite les gelées inattendues qu'a connues le Brésil au cours des mois de mai et juin 1979.

CACAO

De fortes fluctuations ont également été enregistrées pour le cacao au cours de l'année 1979. Les différentes phases de cette évolution se sont caractérisées par un

recul sur la période allant de janvier à mi-avril, puis une série de fluctuations de faible amplitude qui se sont succédées jusqu'à la fin de l'année. Entre janvier et décembre 1979, le prix indicatif de l'*Organisation Internationale du Cacao* (O.I.C.C.) est passé de 165,67 à 144,46 cents par livre traduisant ainsi une baisse de 12,8%.

Cette évolution défavorable n'a pas facilité la négociation d'un nouvel accord international, celui de 1975 étant arrivé à expiration le 30 septembre 1979. Devant les divergences entre producteurs et consommateurs sur la fixation d'une fourchette de prix, le Conseil du Cacao a décidé de proroger pour une durée de six mois l'accord de 1975.

Par la suite, la Côte d'Ivoire a décidé de suspendre ses exportations de cacao jusqu'à ce que les prix recouvrent un niveau suffisant. La situation a également préoccupé l'*Alliance des Pays Producteurs de Cacao* qui a entrepris de nombreuses concertations depuis l'échec de la Conférence des Nations-Unies sur la renégociation de l'accord international.

OLÉAGINEUX

En 1978-1979, les utilisations effectives d'huiles et de matières grasses ont porté sur 52,1 millions de tonnes contre 50,1 millions de tonnes la saison précédente.

Malgré cet accroissement de la demande, l'incidence des facteurs monétaires liés notamment à la baisse du dollar a conduit à une évolution irrégulière des cours. En position CAF Rotterdam, le prix moyen de l'huile brute d'arachide est passé de 976 dollars la tonne à 720 dollars entre janvier et décembre 1979. La moyenne de l'année ressort à 889 dollars contre 1 079 dollars en 1978, soit une baisse de 17,6%.

L'huile de palme a fait preuve d'une meilleure tenue, ses cotations enregistrant en moyenne sur les douze mois de l'année le niveau de 654 dollars la tonne contre 600 dollars en 1978.

COTON

Les cours du coton ont fluctué dans des limites étroites en 1979. Sur le marché de New-York, les cotations de la deuxième position à terme ont d'abord évolué en baisse, passant de 68 cents par livre en janvier à 61 cents en avril. Elles se sont ensuite stabilisées autour de 65 cents par livre, notamment en mai et juin, avant de s'inscrire en hausse à la fin de l'année.

U.M.O.A. – ÉVOLUTION DES COURS MOYENS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Huile			Cacao	Café	Coton fibre
	Arachide	Coprah	Palme	Moy. O.I.C.C.	Moy. O.I.C.	
	(a)	(b)	(c)		(d)	(e)
	$ U.S./tonne métrique			U.S. Cents/livre poids		
Moyenne mensuelle						
– Décembre 1978	1 022	886	604	179	132	70
– Décembre 1979	720	885	630	144	186	73
Cours en 1979						
– maximum	Janv. 976	Juil. 1 095	Fév. 694	Janv. 166	Juil. 200	Déc. 73
– minimum	Déc. 720	Déc. 885	Oct. 602	Nov. 137	Fév. 128	Avril 61
Moyenne annuelle						
– 1978	1 079	683	600	154	155	63
– 1979	889	985	654	149	170	66
	Pour cent					
Variations						
de 1978 à 1979	– 18	+ 44	+ 9	– 3	+ 10	+ 5

(a) Toutes origines, CAF Rotterdam. - (b) Origine : Indonésie, CAF Rotterdam. -

(c) Origine : Malaisie Sumatra, CAF Rotterdam. - (d) Prix composé I.C.A. 1976 (Autres doux et Robusta). - (e) Deuxième position à terme sur le marché de New-York.

Sources : Huiles : Oil World. - Cacao : O.I.C.C. - Café : O.I.C. - Coton : Financial Times.

2.3. Taux de change

Au cours de l'exercice qui vient de s'écouler, le franc c.f.a. s'est légèrement apprécié par rapport au Droit de Tirage Spécial (D.T.S.), le taux de change du D.T.S. à la fin du mois de septembre passant de 277,42 francs c.f.a. en 1978 à 270,18 francs c.f.a. en 1979. Comme pour l'exercice précédent, cette appréciation du franc c.f.a. a été plus marquée à l'égard du dollar des Etats-Unis. En ce qui concerne le comportement du franc c.f.a. vis-à-vis des monnaies des autres principaux partenaires commerciaux de l'Union Monétaire Ouest Africaine, il convient de noter la légère appréciation du deutsche mark ainsi que celle de la livre sterling pendant l'exercice 1978-1979.

Comme le laisse apparaître le graphique représentant les variations par rapport au mois de septembre 1978 du taux de change moyen mensuel de l'unité monétaire commune par rapport à certaines grandes devises, le franc c.f.a. a conservé une position centrale durant l'exercice écoulé.

Cette constatation est confirmée par l'évolution du taux de change effectif du franc c.f.a. à l'importation(a) qui s'est apprécié de 0,285% en 1979, ce qui traduit une quasi-stabilité.

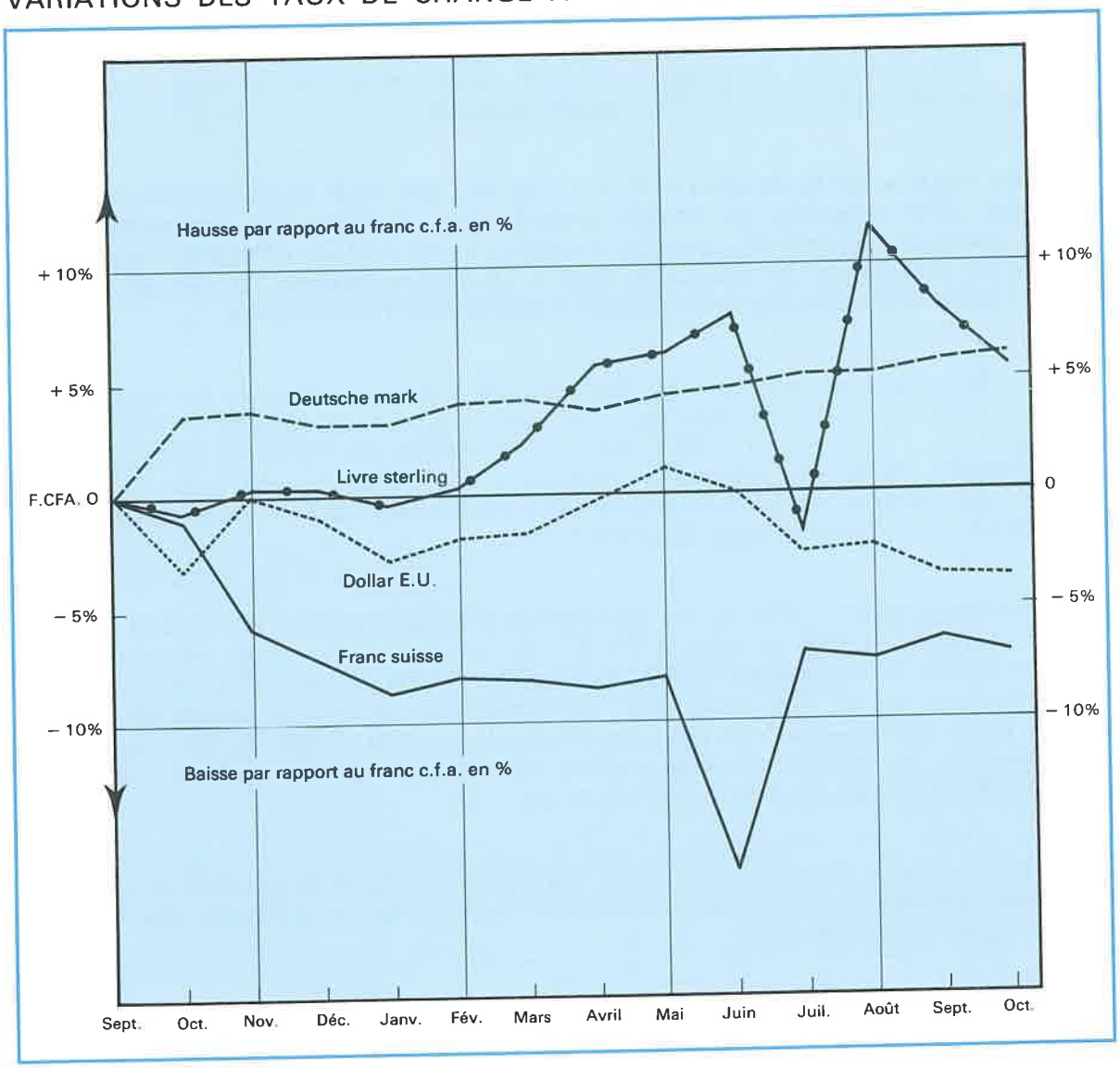
(a) Le taux de change effectif du franc c.f.a. à l'importation est déterminé par la Banque centrale en affectant aux différentes devises les pondérations suivantes : franc français 0,397 ; deutsche mark 0,071 ; dollar E.U. 0,067 ; livre sterling 0,042 ; yen 0,040 ; florin néerlandais 0,040 ; lire italienne 0,034 ; naïra 0,029 ; franc belge 0,022 ; peseta 0,015.
Le taux de change moyen annuel de chacune des devises retenu est celui publié par le Fonds Monétaire International dans sa revue International Financial Statistics (I.F.S.).

U.M.O.A. – ÉVOLUTION DES TAUX DE CHANGE

	1978				1979			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1e trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
	Francs c.f.a. par unité monétaire étrangère en fin de période							
Droit de Tirage Spécial	283,23	278,99	277,42	272,28	276,47	276,62	270,18	264,78
Dollar E.U.	229,03	225,08	216,55	209,00	214,85	214,25	205,03	201,00
Deutsche mark	113,21	108,46	111,71	114,33	115,04	116,31	117,66	116,08
Lire italienne	0,27	0,26	0,26	0,25	0,26	0,26	0,26	0,25
Livre sterling	425,16	418,68	427,06	425,22	444,48	464,58	450,57	447,02
Franc suisse	1,87	1,86	1,54	1,62	1,69	1,66	1,53	1,58

Source : B.C.E.A.O. et F.M.I. (International Financial Statistics).

VARIATIONS DES TAUX DE CHANGE PAR RAPPORT AU FRANC C.F.A.*



*Les variations concernent les taux de change moyens mensuels et sont calculées à partir de septembre 1978.

2.4. Financements extérieurs

Les engagements financiers extérieurs des Etats de l'U.M.O.A. n'ont pas suivi en 1979 la croissance rapide observée au cours de l'année antérieure en raison essentiellement du coût de plus en plus élevé du crédit international.

En dépit de l'engagement pris par les Gouvernements des pays donateurs de consacrer à l'aide aux pays en voie de développement une fraction plus importante de leur Produit Intérieur Brut, le rythme de progression des versements nets de ressources financières aux pays africains s'est ralenti en passant de 27,1% en 1977 à 24,5% en 1978. En valeur nominale, ces versements ont évolué de 12,0 milliards de dollars des Etats-Unis en 1976 à 15,3 milliards de dollars en 1977 avant d'atteindre 19,0 milliards en 1978.

Toutefois, selon les statistiques publiées par l'O.C.D.E., la décélération constatée à l'échelle du continent n'a pas affecté l'U.M.O.A. dont les Etats membres auraient reçu un montant net de ressources totales de toutes provenances qui serait passé de 971,4 millions de dollars en 1976 à 1 176,5 millions de dollars en 1977 puis à 1 571,8 millions de dollars en 1978 correspondant à des taux d'accroissement de 21,1% en 1977 et 33,6% l'année suivante.

Une analyse de la structure de ces apports, par type de ressources confirme l'ampleur, déjà observée les années précédentes, du recul des financements de source publique au profit de ceux provenant du secteur privé, offerts aux conditions du marché. Il convient de noter que, depuis 1978, les Etats de l'Union ont observé une pause dans le recours à cette dernière catégorie de financement.

Les financements publics sont dominés par l'*Aide Publique au Développement* (A.P.D.) dont les montants nets de toutes provenances ont atteint 819,3 millions de dollars en 1978 contre 548,5 millions de dollars en 1977 et 546,0 millions de dollars en 1976. Par rapport à l'ensemble des concours extérieurs, la part de l'A.P.D. est tombée de 56,2% en 1976 à 46,6% en 1977 ; mais elle a connu une reprise en 1978 en s'établissant à 52,1%.

Bien qu'en baisse relative, les versements bilatéraux au titre de l'A.P.D. demeurent importants. Ils ont représenté 61,6% des apports totaux avec un montant de 504,5 millions de dollars en 1978, alors qu'en 1976 et en 1977, leur part était respectivement de 67,0% et 67,5%. La diminution de l'A.P.D. bilatérale est liée à celle de la contribution des pays membres du *Comité d'Aide au Développement* (C.A.D.) dont les versements nets étaient estimés pour 1978 à 478,4 millions de dollars soit 94,8% de l'A.P.D. bilatérale totale.

Parmi les pays membres du C.A.D. apportant aux Etats de l'U.M.O.A. une aide bilatérale importante peuvent être notamment cités la France, la République Fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis.

L'aide française au développement n'a atteint, en 1978, que 0,57% du Produit National Brut au lieu de 0,60% en 1977 ; le montant total des interventions de la France en faveur des pays de l'U.M.O.A. passé par le canal de la *Caisse Centrale de Coopération Economique* (C.C.C.E.) et du *Fonds d'Aide et de Coopération* (F.A.C.) peut être estimé pour 1978 à 31,3 milliards de francs c.f.a.

**MONTANTS NETS DES RESSOURCES PROVENANT DES PAYS MEMBRES*
DU COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET DES ORGANISMES MULTILATERAUX**

	1975	1976	1977	1978
		Millions de dollars des E.U.		
Pays en développement	39 053	38 302	49 716	69 591
Afrique	9 327	9 970	13 701	17 909
dont : **U.M.O.A.**	**675**	**948**	**1 150**	**1 542**
		Milliards de francs c.f.a.		
U.M.O.A.	165,8	232,9	282,5	339,0

*Chiffres révisés.

Source : O.C.D.E.

Les opérations de la C.C.C.E., évaluées à 25,7 milliards de francs c.f.a. en 1978, ont financé, à concurrence de 12%, des projets relatifs aux cultures d'exportation et, dans une même proportion, des infrastructures économiques. L'élevage a bénéficié de 10,3% du montant global des interventions et la production d'énergie électrique de 6,0%. Les financements de la C.C.C.E. ont également été affectés à des prises de participations dans certaines institutions financières de développement à hauteur de 10,5%.

Les actions du F.A.C. ont concerné pour 3,5 milliards de francs c.f.a. des projets de développement rural cependant que 2,0 milliards de francs c.f.a. étaient utilisés au financement de travaux d'infrastructures et du développement industriel et minier.

L'aide accordée par ces deux institutions a atteint 39,2 milliards de francs c.f.a. en 1979 soit une progression de 25,2% par rapport à l'année précédente.

L'aide de la République Fédérale d'Allemagne, qui transite habituellement par le *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (K.F.W.) et la société allemande de développement *Deutsche Entwicklungsgesellschaft* (D.E.G.), correspondait à la fin de l'année 1978 à un montant cumulé d'engagements de 89,6 milliards de francs c.f.a. dont 3,2 milliards de francs c.f.a. accordés au titre de l'année 1978. La décision adoptée en 1979 par le Gouvernement allemand d'augmenter le budget de son ministère de la coopération de 12,5% par an jusqu'en 1985 laisse prévoir un renforcement des interventions allemandes. En 1979, les ressources financières totales accordées, 3,1 milliards, ont avoisiné le montant de celles de l'année précédente ; elles ont été affectées au secteur des équipements industriels et à la compensation des pertes de change résultant des transactions commerciales des Etats de l'Union avec l'Allemagne fédérale.

L'aide publique des Etats-Unis au développement de l'Union s'effectue par le canal de l'*Agence Américaine pour le Développement International* (US-AID), soit sous forme d'interventions directes, soit par l'intermédiaire du *Conseil de l'Entente* pour les pays membres de cette Institution. En 1979, les engagements souscrits par ce pays ont approché 32,0 milliards de francs c.f.a. dont près de 9% d'aide non remboursable. Cette aide a été orientée pour plus de 90% vers le développement du secteur rural.

En dehors des pays du C.A.D., des pays membres de l'*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* (O.P.E.P.) ont fait bénéficier certains Etats de l'U.M.O.A. de contributions financières bilatérales qui ont atteint un maximum de 5,5 milliards de francs c.f.a. en 1978 après avoir connu leur niveau le plus bas en 1977 avec une dotation de 1,2 milliard de francs c.f.a., représentant 1% de l'A.P.D. de toutes provenances au lieu de 3,7% en 1976 et 3,2% en 1978. La reprise ainsi amorcée pourrait se poursuivre au cours des années à venir compte tenu des récentes décisions prises par les pays de l'O.P.E.P. en vue d'accroître leurs concours aux pays en voie de développement.

U.M.O.A. – FINANCEMENT DES PRINCIPALES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

	Prêts accordés				Versements effectués			
	1976	1977	1978	1979	1976	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.							
B.I.R.D.	23,0	26,4	17,6	...	9,5	12,3	16,1	...
A.I.D.	20,3	13,3	14,3	...	8,6	10,3	16,3	12,1
B.A.D.	7,2	7,2	2,4	...	2,4	2,1	4,6	...
F.A.D.	–	5,3	4,7	...	0,2	2,1	1,7	...
C.E.E.	10,1	7,0	0,8	...	2,6	6,9	5,9	...
Total	**60,6**	**59,2**	**39,7**	**...**	**23,3**	**33,7**	**44,6**	**...**

Sources : Rapports des institutions internationales.

Parallèlement aux apports bilatéraux de capitaux les Etats ont reçu, au titre de l'A.P.D., des contributions des organismes multilatéraux avec des versements nets qui ont atteint 69,2 milliards de francs c.f.a. en 1978 contre 42,0 milliards de francs c.f.a. en 1977. Cet accroissement s'explique essentiellement par les interventions massives du groupe de la Banque Mondiale dont les opérations ont représenté plus de 46,8% des versements nets multilatéraux. Au 30 septembre 1979, les apports nets de 22,3 milliards de francs c.f.a. en provenance de ce groupe avaient contribué à porter le montant des encours à 200,8 milliards de francs c.f.a. ; à cette même date, les crédits accordés et non encore utilisés s'élevaient à 46,9 milliards de francs c.f.a. Les secteurs bénéficiant de ces financements ont été essentiellement l'agriculture et le développement rural avec plus de la moitié des crédits accordés, les transports avec près d'un quart du total des crédits.

Pour l'année 1978, les financements de la *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) en faveur des Etats de l'Union se sont élevés à 0,8 milliard et ont été affectés à la modernisation du secteur industriel ainsi qu'à des études sur les possibilités de valorisation de certaines ressources locales. De 1963 à 1978, le montant cumulé des prêts a atteint 46,7 milliards de francs c.f.a. comprenant des financements d'opérations sur ressources propres de la *Banque Européenne d'Investissement* (B.E.I.) à concurrence de 28,6 milliards de francs c.f.a. et des financements d'opérations de la section spéciale assurés par le *Fonds Européen de Développement* (F.E.D.) pour un montant de 18,1 milliards de francs c.f.a. Les concours de la B.E.I. aux Etats de l'U.M.O.A. représentaient 29,2% du total des interventions de cette Banque en faveur des *Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique* (A.C.P.) et des *Pays et Territoires d'Outre Mer* (P.T.O.M.) et les financements du F.E.D. dans l'U.M.O.A. 31,0% des facilités accordées par cet organisme à ces mêmes Etats. Pour 1979, les interventions de la C.E.E. auraient avoisiné 23,7 milliards dont 13,6 milliards au titre du Stabex.

Toujours en matière de financements multilatéraux, le montant des déboursements du *Fonds Monétaire International* au titre du Fonds fiduciaire s'élevait à 16,3 milliards au 30 septembre 1978. Compte tenu des nouveaux prêts intervenus en 1979, ce montant atteignait 19,5 milliards de francs c.f.a. au 30 septembre 1979.

En 1979 le niveau des apports financiers globaux aux conditions du marché a confirmé la tendance à la baisse amorcée en 1978 ; pour cette catégorie de financements, constituée essentiellement de crédits fournisseurs, de prêts bancaires et d'obligations, les Etats de l'Union ont contracté 187,1 milliards de francs c.f.a. d'engagements en 1978 contre 309,4 milliards de francs c.f.a. en 1977. Les flux nets de ressources enregistrés se sont établis à 124,6 milliards de francs c.f.a. en 1978.

Les pays en développement ont connu depuis 1973 un accroissement rapide de leur endettement extérieur par suite du renchérissement des produits manufacturés et de l'énergie. A la fin de 1978, année pour laquelle les données sont disponibles pour tous les Etats de Union, l'encours total de la dette était de 952,1 milliards de francs c.f.a. et compte tenu des possibilités de tirages, l'endettement global atteignait 1 531,3 milliards de francs c.f.a. constitué à hauteur de 54,3% par les crédits du secteur privé alors que les Gouvernements ou institutions publiques de financement et les organismes multilatéraux intervenaient respectivement pour 24,1% et 21,6% ; une telle structure a contribué à accroître le service de la dette qui est passé de 59,8 milliards de francs c.f.a. en 1976 à 128,0 milliards de francs c.f.a. en 1977.

Pour l'année 1978, le service de la dette a réprésenté 12,2% de la valeur estimée des exportations de biens et services de l'U.M.O.A.

2.5. Relations avec le Fonds Monétaire International

L'entrée en vigueur, le 1er avril 1978, du deuxième amendement des statuts du *Fonds Monétaire International* a déterminé, dans une large mesure, l'orientation des activités de cette institution au cours de l'année 1979.

Tout d'abord, les conditions attachées à l'utilisation des ressources du Fonds ont été assouplies par l'adoption de nouvelles directives, destinées à tempérer la rigueur des programmes financiers souscrits à l'occasion de la plupart des concours et à simplifier les procédures de consultation entre le F.M.I. et les Etats membres.

Parallèlement à ces dispositions, la durée des accords de confirmation, initialement limitée à un an, pourra être portée à trois ans, notamment dans le cas des pays en développement confrontés à des difficultés structurelles de balance des paiements et pour lesquels la période d'ajustement doit s'étaler sur une longue période. Cette extension a pour objet d'atténuer l'incidence des mesures correctives

sur les revenus réels et de favoriser au sein de l'économie une répartition plus équilibrée de la charge de l'ajustement plus compatible avec la conjoncture sociale et politique intérieure. Une tendance se dessine de plus en plus pour que les programmes de stabilisation ne comportent que des critères macro-économiques, conformes aux dispositions des statuts du Fonds et applicables uniquement aux tranches supérieures de crédit et aux mécanismes particuliers de financement.

Par ailleurs, dans le cas de calamités naturelles, les pays membres pourront bénéficier d'une utilisation inconditionnelle des ressources du F.M.I. Toujours dans le cadre de l'extension de ses concours, le Fonds a relevé le plafond d'endettement des pays membres au titre de la facilité de financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation. Désormais, ce plafond est fixé à 100% de la quote-part, alors qu'il était auparavant de 75% de celle-ci. En outre, dans le calcul des reversements, le niveau de référence sera la moyenne géométrique des exportations qui incluent maintenant les revenus tirés du tourisme et des transferts des travailleurs émigrés. La durée de la facilité élargie, aux termes d'une décision du Conseil des Gouverneurs prise en octobre 1979 a été portée de huit à dix ans.

Le système de financement supplémentaire est entré en vigueur le 23 février 1979. Ce système permet au Fonds de fournir des moyens de financement supplémentaires proportionnellement à l'importance des quotes-parts et conjointement avec l'utilisation des ressources ordinaires du Fonds, aux pays membres dont les paiements extérieurs accusent des déséquilibres structurels, lorsque le redressement requiert une période plus longue que celle qu'autorisent les concours ordinaires du Fonds. A fin juin 1979, la dotation de ce système, provenant de prêts de pays industrialisés et de pays producteurs de pétrole, s'élevait à 7,8 milliards de D.T.S. Les pays membres ne peuvent recourir à cette facilité que dans le cadre d'un accord de confirmation dans les tranches supérieures de crédit ou dans le cadre d'un arrangement au titre de la facilité élargie. Le Conseil des Gouverneurs a pris, en octobre 1979, une décision de principe pour la création d'un mécanisme de bonification des taux d'intérêt en faveur des pays les plus pauvres qui auraient recours aux prêts du système de financement supplémentaire.

Compte tenu de ces divers aménagements, une combinaison judicieuse des concours du F.M.I. à un pays membre pourrait atteindre 480% de sa quote-part, la limite théorique étant de 555%.

Dans le même temps, le Fonds a édicté de nouvelles directives pour le rachat anticipé par un pays membre de ses tirages effectués en vertu de l'article V, section 3 de ses statuts. Ces directives ne s'appliquent qu'au rachat anticipé résultant d'une amélioration de la situation de la balance des paiements et des réserves. Le Fonds a également arrêté des mesures complémentaires pour la surveillance des politiques de change des pays membres et a décidé une diversification des placements du Fonds fiduciaire.

Mais les principales modifications ou innovations survenues en 1979 concernent le droit de tirage spécial, la création d'un compte de substitution et la septième révision générale des quotes-parts.

S'agissant tout d'abord du droit de tirage spécial, une résolution, adoptée fin 1978, a prévu une nouvelle allocation de D.T.S. sur la période de base 1979-1981, à concurrence d'un volume de 4 milliards de D.T.S. au début de chaque année. C'est ainsi que le 1er janvier 1979, le Fonds a alloué aux participants 4 milliards de D.T.S., répartis au prorata - 10,4% - de leur quote-part. La part attribuée aux Etats de l'Union s'élève globalement à 19,1 millions de D.T.S. A l'issue de l'allocation de janvier 1979, le montant total de D.T.S. en circulation dans le monde atteignait 13,3 milliards. Dans le but de renforcer le rôle du D.T.S. en tant que principal instrument de réserve international, le Fonds a par ailleurs étendu son utilisation entre les participants au règlement d'obligations financières, aux prêts, à des opérations de nantissement ou de transfert visant à garantir l'exécution d'obligations financières.

Le principe de la création d'un compte de substitution, approuvé en octobre 1979 par le Conseil des Gouverneurs, concourt également à la réalisation de cet objectif. Il s'agit en effet de mettre en place un mécanisme, géré par le F.M.I., qui recevrait des dépôts en devises librement effectués par les pays membres en échange de créances libellées en D.T.S. pour un montant équivalent.

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé le 11 décembre 1978, le projet de résolution relatif à la septième révision générale des quotes-parts. Ce texte prévoit un relèvement uniforme de 50% des quotes-parts, à l'exception de onze pays en développement qui bénéficient d'un ajustement supplémentaire. Les pays membres ont jusqu'au 1er novembre 1980 inclus, pour consentir au relèvement de leur quote-part. Toutefois, le Conseil d'administration est habilité à proroger ce délai. Une fraction de l'augmentation des quotes-parts, 25%, devra être libérée en D.T.S. pour les participants au département des droits de tirages spéciaux et en monnaies spécifiées par le Fonds pour les autres pays membres. A l'issue de la septième révision générale, le total des quotes-parts au F.M.I. atteindra le volume de 58,6 milliards de D.T.S. contre 39,0 milliards actuellement. S'agissant des Etats de l'Union, leur part passera de 185,0 millions de D.T.S. à 277,5 millions.

Telles sont les principales décisions prises par le F.M.I. au cours de la période sous revue. Dans le domaine de ses activités, le Fonds a poursuivi ses consultations régulières ou spécifiques, avec les pays membres. Ainsi, plusieurs missions du F.M.I. se sont rendues dans les Etats de l'Union, soit dans le cadre des discussions statutaires, soit dans celui de négociations pour l'accès de ces Etats aux prêts du Fonds fiduciaire et/ou aux ressources du Fonds. Par ailleurs, le département des droits de tirage spéciaux et le département général ont évidemment enregistré des transactions et des opérations, tandis que le Fonds continuait ses ventes d'or mensuelles. A ce titre, le Fonds a procédé, le 31 juillet 1979, à la troisième distribution des plus-values sur ses ventes d'or au bénéfice des pays membres en développement. La part attribuée aux Etats de l'Union a représenté au total 6,8 millions de dollars, soit 1,4 milliard de francs c.f.a.

Enfin, le Fonds a procédé le 26 décembre 1978, à sa troisième restitution d'or aux pays membres. A ce titre, le Fonds a revendu aux Etats de l'Union 30 046,393 onces d'or fin au cours de 35 D.T.S. l'once. Comme pour les opérations précédentes, l'or a été restitué à la B.C.E.A.O., agent financier des Etats, qui l'a comptabilisé dans ses livres à sa valeur d'acquisition.

La deuxième période du Fonds fiduciaire a débuté le 1er juin 1978 et s'achèvera le 30 juin 1980. Le Fonds a réexaminé la liste des pays éligibles dont le nombre a été réduit de 61 à 59. Par ailleurs, le Conseil d'administration du F.M.I. a décidé, en juillet 1979, d'effectuer désormais trimestriellement les versements provisionnels des prêts du Fonds fiduciaire précédemment réglés semestriellement. Au cours de la période sous revue, trois Etats de l'Union : le Sénégal, le Togo et la Haute-Volta, ont été effectivement admis à bénéficier des concours du Fonds fiduciaire, respectivement à compter du 30 mars 1979, du 11 juin 1979 et du 26 octobre 1979.

En ce qui concerne le cadre spécifique des relations entre les Etats de l'Union et le F.M.I., la Côte d'Ivoire a été régulièrement incluse, pour les périodes trimestrielles couvrant l'exercice, dans le plan de désignation en D.T.S. A ce titre, le Fonds a effectivement désigné la Côte d'Ivoire pour lui fournir à deux reprises, en mai et juin 1979, l'équivalent d'un million de D.T.S. en francs français.

Au cours de l'exercice sous revue, la Côte d'Ivoire s'est acquittée en novembre 1978 de l'intégralité de ses dettes envers le F.M.I., soit 6,3 millions de D.T.S., à l'exception de la reconstitution de sa tranche de réserve qui est intervenue en juin 1979. Le Togo a soldé le 8 juin 1979 le tirage qu'il avait effectué en août 1976 sur le mécanisme de financement compensatoire et a reconstitué sa position de réserve auprès du F.M.I. Le Sénégal a poursuivi la reconstitution de sa position de réserve en procédant en décembre 1978 et juin 1979 pour un montant de 2,4 millions de D.T.S. au paiement des deuxième et troisième échéances semestrielles de l'achat effectué dans la tranche-or en décembre 1974. Il s'est par ailleurs acquitté de ses obligations trimestrielles de rachat au titre des deux mécanismes pétroliers pour un montant de 6,4 millions de D.T.S. En raison de la chute sensible de ses recettes d'exportation, liée essentiellement à la mauvaise campagne arachidière 1977-1978 affectée par la sécheresse, le Sénégal a par ailleurs bénéficié en novembre 1978 d'un tirage de 21 millions de D.T.S. sur le mécanisme de financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation.

Les statuts amendés du Fonds comportent une disposition selon laquelle les avoirs excédentaires de celui-ci en monnaie nationale non liés à des achats, devront faire l'objet d'un rachat dans les quatre années suivant l'entrée en vigueur des nouveaux statuts, soit le 31 mars 1982 au plus tard.

Par suite de la libération intégrale en monnaie nationale par le Sénégal de certaines augmentations de sa quote-part, les avoirs du Fonds en francs c.f.a. résultant des seules souscriptions de ce pays, abstraction faite de ses autres transactions, se situaient, au 20 mars 1979, à un niveau excédant 75% de sa quote-part. En conséquence, le Sénégal a décidé, en accord avec le Fonds monétaire, de procéder au remboursement de la différence, soit 3,7 millions de D.T.S., par des versements annuels égaux à partir du 31 mars 1979 jusqu'au 31 mars 1982.

Toujours en ce qui concerne le Sénégal, le Conseil d'administration du Fonds a approuvé le 30 mars 1979 une requête de ce pays pour l'utilisation éventuelle des ressources de la première tranche de crédit, dans le cadre d'un accord de confirmation conclu pour une durée d'un an et portant sur un montant équivalent à 10,5 millions de D.T.S.

Une requête analogue du Togo portant sur un montant équivalent à 15 millions de D.T.S. dans les tranches supérieures de crédit, a également été approuvée le 11 juin 1979, la durée de l'accord de confirmation allant jusqu'au 31 décembre 1980.

S'agissant des prêts du Fonds fiduciaire, le Sénégal et le Togo ont reçu respectivement, au titre des versements provisionnels de juillet 1979, les sommes de 2,3 et 1,0 milliards de francs c.f.a. correspondant à 8,1 et 3,6 millions de D.T.S. Dans le cadre du Fonds fiduciaire, la Banque centrale a également réglé, pour le compte des Etats de l'Union, les commissions semestrielles d'intérêt qui se sont élevées à 273 783 D.T.S. Toutefois, les Etats lui ont remboursé la contre-valeur en francs c.f.a. des paiements ainsi effectués, en application de l'avenant du 31 mars 1978 à la convention du 5 septembre 1975.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont bénéficié, comme les années précédentes, de versements du compte de subvention en atténuation des charges d'intérêt liées à l'utilisation des ressources du mécanisme pétrolier de 1975. Les transferts de l'espèce ont atteint 710 715 D.T.S. au profit de la Côte d'Ivoire et 481 161 D.T.S. au profit du Sénégal. La Haute-Volta et le Niger ont également perçu des revenus du Fonds s'élevant respectivement à 61 196 D.T.S. et à 77 640 D.T.S. mais au titre de la rémunération de leur super-position de réserve.

Enfin, les règlements des commissions périodiques, résultant de l'utilisation des ressources générales du Fonds, ont continué d'affecter le niveau des avoirs en D.T.S. de l'Union. Pour l'exercice sous revue, le montant de ces commissions s'est établi à 1 212 905 D.T.S. Toutefois, leur incidence sur la situation des avoirs de l'Union en D.T.S. a été en partie effacée par la reconstitution en novembre 1978 des avoirs en D.T.S. du Sénégal qui a affecté à cette opération la majeure partie, 17 millions de D.T.S., de son tirage sur le mécanisme de financement compensatoire. Ainsi au 30 septembre 1979, le niveau global des avoirs de l'Union en D.T.S. représentait 84,5% du volume global des allocations cumulatives nettes contre 68,9% un an plus tôt.

POSITION GLOBALE DES ÉTATS DE L'UNION ENVERS LE F.M.I.

	30 septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Millions de D.T.S.			
Département général				
Quotes-parts	140,0	140,0	185,0	185,0
Position de réserve	9,6	11,0	25,9	32,2
Encours des tirages	71,8	61,8	33,4	39,3
— Tranche de réserve	4,8	4,8	3,6	1,2
— Financement compensatoire	20,1	20,1	—	21,0
— Mécanisme pétrolier	46,9	36,9	29,8	17,1
Département des D.T.S.				
— Allocations	44,0	44,0	44,0	63,4
— Disponibilités	32,1	27,0	30,3	53,6
Fonds fiduciaire				
Encours des prêts	-	-	58,1	69,8

Source : B.C.E.A.O. (cf. annexes A.6 et A.7).

3. RELATIONS RÉGIONALES

L'année 1979 aura connu une activité intense dans le domaine de la coopération économique, financière et monétaire.

Ainsi, au plan international peuvent être cités, entre autres manifestations, la cinquième C.N.U.C.E.D. à Manille, le renouvellement de la convention de Lomé entre les pays d'*Afrique, des Caraïbes et du Pacifique* (A.C.P.) et la *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.), les négociations commerciales multilatérales du « Tokyo-Round » et la création du Fonds commun de stabilisation des matières premières.

Au niveau régional également, de nombreuses réunions intéressant l'évolution économique, financière ou monétaire des Etats de l'Union se sont succédées telles la sixième réunion ordinaire de l'*Association des Banques Centrales Africaines* (A.B.C.A.), la deuxième réunion du *Comité de Coordination des Arrangements Multilatéraux des Paiements* (C.C.A.M.P.), les réunions annuelles des différents organismes régionaux.

En raison de l'abondance du sujet, il ne sera fait état, que des seules relations susceptibles d'avoir une incidence dans les domaines monétaires ou financiers, centres des préoccupations de toute banque centrale. Priorité a par ailleurs été accordée aux relations régionales dans l'évolution desquelles l'U.M.O.A. et son Institut d'émission, la B.C.E.A.O. auront joué, durant la période sous revue, un rôle important en abritant diverses conférences et en participant activement à la plupart des réunions visant au développement ou à la promotion de ces relations.

3.1. Coopération économique et financière

Sur le plan des relations bilatérales, il faut noter les efforts individuels de chacun des six Etats de l'Union, en vue de renforcer ou de nouer des liens avec différents pays africains, européens, américains et asiatiques. Ainsi, parallèlement aux traditionnelles sessions des commissions mixtes, des efforts ont été déployés afin de réactiver les relations commerciales, tandis qu'ailleurs, il était question d'ébauches de coopération sectorielle.

Mais, c'est dans le domaine des relations multilatérales, notamment au sein des institutions régionales de développement qu'ont été menées les actions les plus importantes susceptibles de modifier, dans les années à venir, les échanges commerciaux et financiers, voire les relations monétaires des Etats de l'Union. Ce domaine est incontestablement dominé en Afrique de l'Ouest par les initiatives de deux institutions : la *Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest* (C.E.A.O.) et la *Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest* (C.E.D.E.A.O.).

La C.E.A.O. a poursuivi en 1979 ses actions orientées vers le développement intégré de ses Etats membres, sa politique de désarmement douanier et de formation, à l'aide de séminaires itinérants couvrant tous les secteurs de l'activité économique. Elle a développé parallèlement sa coopération avec les institutions régionales ou internationales à vocation économique ou financière. Toutefois, ce sont ses activités au sein du *Fonds Communautaire de Développement* (F.C.D.) et du *Fonds de Solidarité et d'Intervention pour le Développement de la Communauté* (F.O.S.I.D.E.C.) qui retiennent notre attention.

Au cours de l'année sous revue, la dotation du F.C.D., alimentée par les contributions des Etats membres, a été fixée à 2,4 milliards de francs c.f.a. Les deux tiers de cette somme sont statutairement affectés à compenser les moins-values résultant pour les Etats de la Taxe de Coopération Régionale (T.C.R.), tandis que le solde est utilisé à financer des actions communautaires de développement en faveur des Etats les moins avancés. Le montant prévu du F.C.D. pour l'année 1980 porte sur 4,2 milliards de francs c.f.a. traduisant ainsi l'intensification des échanges intra-communautaires.

Le F.O.S.I.D.E.C., quant à lui, s'est doté des structures nécessaires à son fonctionnement : Directeur général et cadres. Le Directeur général est M. Moussa DIAKITE du Mali. Le F.O.S.I.D.E.C. a pour vocation de faciliter l'accès des Etats membres aux marchés internationaux des capitaux, de mobiliser les ressources internes et externes pour le financement du développement et de consentir des prêts aux Etats membres les moins avancés. La dotation initiale du Fonds assurée par une contribution des Etats membres, s'élève à 5 milliards de francs c.f.a.

Le Conseil d'administration du F.O.S.I.D.E.C., composé des Ministres des Finances, s'est réuni deux fois au cours de l'année 1979, en vue de déterminer les modalités de contribution des Etats et de fixer les règles d'intervention du Fonds. La dotation du Fonds sera complétée par des dotations annuelles supplémentaires égales au moins à 1,5 milliard de francs c.f.a. indépendamment des emprunts qu'il aura pu contracter.

Toujours préoccupé des relations financières au sein de la Communauté, le Secrétariat général de la C.E.A.O., à la suite d'une résolution des Chefs d'Etat prise en octobre 1978 à Bamako, a entrepris une étude sur la liberté de circulation des capitaux à l'intérieur de la Communauté. Le projet a été soumis à l'examen des experts des Etats membres auxquels s'étaient joints ceux du Bénin et du Togo au cours d'une réunion tenue en septembre 1979 au siège de la B.C.E.A.O. à Dakar. Les recommandations des experts ont été ensuite présentées au Conseil des Ministres et à la Conférence des Chefs d'Etat de la Communauté en octobre 1979 à Nouakchott. Les Chefs d'Etat ont décidé de confier la poursuite de l'étude à un groupe de travail, composé des représentants des banques centrales des pays membres de la Communauté, à savoir la B.C.E.A.O., la *Banque Centrale du Mali* et la *Banque Centrale de Mauritanie*.

La C.E.A.O. a également renforcé sa coopération avec d'autres institutions régionales, en signant de nombreux accords dont les plus importants sont retracés ci-après.

Le 22 décembre 1978 à Abidjan et le 7 mars 1979 à Khartoum, deux accords étaient conclus respectivement avec le *Conseil de l'Entente* et la *Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique* (B.A.D.E.A.) pour l'échange d'informations et d'études, l'établissement de programmes de coopération entre experts, la mise sur pied de missions conjointes, la coordination d'études générales et d'actions d'évaluation de projets en même temps que leur co-financement.

A Dakar, trois accords ont été signés successivement avec l'*Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel* (O.N.U.D.I.), la C.N.U.C.E.D. et le *Centre de Commerce International*, afin de permettre à la C.E.A.O. de bénéficier de l'assistance de ces organismes respectivement en matière industrielle et commerciale.

Enfin, il convient de noter l'élaboration d'un projet d'accord entre l'*Union Africaine de Chemin de Fer* (U.A.C.) et la C.E.A.O. à soumettre aux instances compétentes des deux institutions.

Le second ensemble économique de l'Afrique, la C.E.D.E.A.O., s'est pour sa part, doté cette année de structures administratives et financières adaptées à ses dimensions et pour parfaire les relations entre ses institutions : Secrétariat exécutif et *Fonds de Coopération, de Compensation et de Développement* (F.C.C.D.). Concernant le F.C.C.D., l'ancien Directeur général, M. HORTON du Liberia a été remplacé par son compatriote M. TUBMAN.

La C.E.D.E.A.O. a amorcé la permière étape de son processus de désarmement douanier en mai 1979, lorsque les Chefs d'Etat de la Communauté, réunis à Dakar, ont décidé de consolider les tarifs douaniers en vigueur dans les seize Etats membres. Depuis cette date également, la libre-circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté est devenue une réalité, la procédure des visas préalables d'entrée étant supprimée pour les ressortissants d'un Etat membre désireux de se rendre dans un autre Etat de la Communauté.

S'agissant de ses réalisations, la C.E.D.E.A.O. a mené des études qui avaient pour finalité la promotion des échanges commerciaux et financiers intra-communautaires. Elle a également réuni à Cotonou, conformément au mandat de la Conférence, des Chefs d'Etat, les directeurs des postes et des télécommunications des pays membres, en vue d'organiser un réseau communautaire de télécommunications. Mais l'initiative la plus intéressante semble avoir été l'étude entreprise sur l'identification des obstacles monétaires et financiers à l'intérieur de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, afin de les éliminer et de faciliter les paiements à l'intérieur de celle-ci. Cette tentative devrait déboucher à terme sur un renforcement de la coopération monétaire et bancaire et une harmonisation des législations et pratiques bancaires.

A côté de ces deux grandes institutions régionales de développement économique, de nombreuses autres, de dimension et de vocation plus limitées ont apporté une contribution non négligeable au développement de la coopération économique régionale. Un inventaire exhaustif de leurs activités et de leurs réalisations dépasserait le cadre du présent rapport. Cependant certaines méritent d'être signalées, en raison de leurs incidences probables sur la production, le volume des échanges commerciaux ou les relations monétaires et financières des Etats de l'Union.

Le Conseil des Ministres de la *Communauté Economique du Bétail et de la Viande* (C.E.B.V.), au cours de sa dix-huitième session tenue à Cotonou, a adopté une série de recommandations tendant à améliorer la production et la commercialisation du bétail au sein des Etats membres. C'est ainsi qu'a été recommandée la création de stations et de centres d'appui technique d'intérêt communautaire, de même que le suivi de l'expérience de multiplication de la race « N'DAMA » en cours en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, il a été décidé de réaliser deux études, relatives l'une aux coûts de production du bétail, l'autre à l'organisation des circuits traditionnels d'approvisionnement.

Le *Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel* (C.I.L.S.S.) et le *Club du Sahel* ont uni leurs efforts pour doter les pays concernés de l'infrastructure et des ressources nécessaires pour lutter efficacement contre ce fléau. Priorité a été donnée à la définition d'un programme pluridisciplinaire, destiné à « réhabiliter la zone sahélienne ». Ce programme comporte la mise en place en trois étapes d'un réseau d'information et de documentation scientifiques et techniques. La première phase consisterait dans l'exploitation et dans l'analyse des recensements et autres études démographiques. Au cours de la deuxième étape, serait mise en place une banque des données socio-économiques et démographiques de la sous-région. Enfin, la dernière phase serait consacrée à l'extension des capacités de collecte, d'exploitation, d'analyse et de recherche démographiques.

Toujours dans le domaine des recherches, l'*Institut du Sahel* l'un des organes techniques du C.I.L.S.S. a été chargé d'élaborer le programme « de permière génération », devant constituer la plate-forme de travail pour les cinq années à venir. Dans l'attente de l'approbation de ce programme par le Conseil d'Administration de l'Institut, le Conseil des Ministres du C.I.L.S.S. a pris trois décisions visant :

- l'élaboration de politiques céréalières nationales, afin de garantir « l'autonomie collective en matière alimentaire »,
- la mise au point d'un nouveau plan de reboisement et de lutte contre la désertification,
- le renforcement des services nationaux et régionaux chargés de la planification, de la gestion et de l'évaluation des projets de développement.

Parallèlement à ces activités internes, le C.I.L.S.S., notamment par l'intermédiaire du Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et par l'entremise du *Club du Sahel*, a poursuivi une campagne active dans les pays industriels et dans les pays arabes producteurs de pétrole, en vue de mobiliser les très importantes ressources financières requises pour le financement du déficit céréalier et du programme dit de « première génération ». Ce programme, évalué à 3,1 milliards de dollars dont seulement 1,7 milliard est acquis, vise au désenclavement des pays du Sahel, à l'auto-suffisance alimentaire, à l'exploitation de leurs ressources et à l'utilisation des sources d'énergie locales.

L'*Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal* (O.M.V.S.) a concentré tous ses efforts sur la recherche de sources de financement pour les deux barrages de Diama et de Manantali. Les ressources nécessaires pour assurer la réalisation des deux ouvrages ont pu en définitive être obtenues des pays industriels et arabes. Le Conseil des Ministres a pu ainsi, au cours de sa session du 7 août 1979, procéder à l'acceptation des propositions d'offres pour le barrage de Manantali et a confirmé également, dans le même temps, la pose de la première pierre du barrage de Manantali pour la fin de l'année 1979 et celle du barrage de Diama pour 1980.

A l'image de l'O.M.V.S., trois autres organisations ouest-africaines entreprennent la mise en valeur communautaire de bassins fluviaux : le *Liptako-Gourma*, l'*Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie* (O.M.V.G.) et la *Commission du Bassin du Fleuve Niger*.

Le Comité de Développement du Liptako-Gourma a décidé à Ouagadougou la création d'un fonds de développement avec une dotation initiale de 600 millions de francs c.f.a. Parallèlement, a été retenu à Bamako un programme d'urgence comprenant des projets agro-sylvo-pastoraux, un programme prioritaire dans les domaines des infrastructures de désenclavement et de développement minier, préférence étant donnée aux projets régionaux.

L'*Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie* va pouvoir passer dans une phase opérationnelle avec la réalisation prioritaire de l'ouvrage de Yelintenda prévue pour 1980. Par ailleurs, l'adhésion prochaine de la Guinée qui a déjà donné son accord de principe, permettra d'élaborer des programmes plus ambitieux et plus intégrés.

La *Commission du Bassin du Fleuve Niger* a décidé au sommet de Lagos, l'institution d'une conférence biennale des Chefs d'Etat, en même temps qu'elle admettait la nécessité de mettre au point un programme de mise en valeur de l'ensemble du fleuve Niger. C'est dans ce cadre que l'organisation a signé une convention de financement avec la France pour l'étude des irrégularités du régime des crues du fleuve, notamment au niveau de son cours moyen au Mali et au Niger. La convention porte aussi sur l'étude de tous travaux hydrauliques relatifs au fleuve : construction de stations de pompage, ponts et barrages.

Avec la multiplication des organisations régionales de développement, est apparue la nécessité de coordonner leurs activités afin d'accroître leur efficacité.

Ainsi, le 15 février 1979, avait lieu à Ouagadougou la troisième réunion des Chefs d'institutions de financement du développement en Afrique de l'Ouest. Quatre mois plus tard, les organisations inter-gouvernementales ouest africaines se sont réunies, également à Ouagadougou pour discuter de la recherche agronomique, de la rationalisation et de la commercialisation des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage. Dans le même temps, le C.I.L.S.S. invitait ses organes techniques, notamment l'Institut du Sahel, à collaborer avec toute organisation inter-africaine ou internationale qui poursuivrait les mêmes objectifs que l'Institut.

Au niveau de toute la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, un effet bénéfique peut être attendu de ces concertations entre les différentes organisations inter-gouvernementales qui vont par ailleurs bénéficier de l'appui logistique de la section ouest africaine du *Centre Multinational de Programmation et d'Exécution des Projets* (MULPOC) créé à l'initiative de l'Organisation des Nations-Unies. C'est ce que vient de décider à Bamako le deuxième Conseil des Ministres du MULPOC-AO qui a adopté un programme triennal, comportant notamment :

- la publication d'un répertoire complet des institutions inter-gouvernementales de l'Afrique de l'Ouest,
- la publication d'un périodique pour ces organisations,
- une assistance technique à toute organisation de la région, outre une offre de participation à diverses études entreprises par la C.E.D.E.A.O.,
- l'identification des besoins de chacune de ces institutions en matière de formation.

Outre leur contribution aux activités des organisations ouest africaines, les Etats de l'U.M.O.A. ont participé à la vie des institutions continentales.

L'*Organisation Commune Africaine et Mauricienne* (O.C.A.M.) a poursuivi sa mutation d'organisme politique en organisme technique, réorientation confirmée par la dixième Conférence des Chefs d'Etat. C'est ainsi qu'elle a organisé en mars 1979 une conférence sur le développement du machinisme et de l'outillage agricole dans les Etats membres. Plus tard, en juin 1979, le *Conseil de Gestion du Fonds de Garantie et de Coopération* de l'O.C.A.M. a réorienté les interventions de ce dernier vers les projets intéressants plusieurs Etats membres et/ou susceptibles d'être financés conjointement par d'autres institutions financières régionales ou sous-régionales. Dans le même temps, le Fonds a été autorisé à adhérer à la Charte de Coopération des institutions régionales et sous-régionales de financement du développement en Afrique.

Peuvent être encore notées les diverses rencontres organisées par la *Commission Economique pour l'Afrique* (C.E.A.) dont la cinquième conférence ministérielle réunie à Rabat a adopté un projet de déclaration sur une « stratégie africaine pour le développement » à soumettre au prochain sommet de l'*Organisation de l'Unité Africaine* (O.U.A.). Cette stratégie globale porte notamment sur l'auto-suffisance alimentaire et l'amélioration des infrastructures pour favoriser le commerce africain et la coopération régionale.

Durant la période sous revue, les institutions spécialisées du continent, ont également déployé une activité intense en vue, d'une part, de dégager des solutions pour les problèmes spécifiques qui se posent aux Etats et d'autre part, de tenter de coordonner et d'harmoniser dans leurs secteurs respectifs, les actions individuelles entreprises par les pays membres.

En matière financière, la coopération en Afrique reste dominée par la *Banque Africaine de Développement*.

Au niveau de ses activités de crédit, la B.A.D. a continué d'accorder une place prépondérante aux projets d'infrastructures nationaux et régionaux. Elle a également étendu son réseau, en implantant à Nairobi sa première agence, chargée de coordonner ses interventions en Afrique centrale et orientale.

Lors de sa quinzième session tenue à Abidjan, le Conseil des Gouverneurs a pris la décision d'ouvrir le capital-actions de la Banque à des pays non africains, tout en l'assortissant de clauses destinées à garantir le contrôle aux pays africains. Cette mesure devrait permettre à la B.A.D. d'accroître substantiellement ses ressources afin de mieux répondre aux besoins de financement de ses membres.

En 1979, la coopération avec la Banque Africaine de Développement a franchi une nouvelle étape.

En effet, aux termes d'une convention de service financier signée le 1er août 1979 entre les deux institutions, la Banque centrale assume conjointement avec une banque privée américaine les fonctions d'agent financier pour l'émission et la gestion des bons 1979 de la B.A.D.

A ce titre, la Banque centrale doit :

- assurer l'authentification des obligations,
- procéder à la livraison des titres aux souscripteurs,
- effectuer toutes opérations sur titres nécessaires pendant la durée de vie de l'emprunt (transferts, remplacements, annulations etc...),
- recevoir, classer et détruire, à l'occasion, tout titre venu à échéance,
- conserver le stock de titres nécessaires aux opérations de remplacement ou de substitution.

Le Troisième emprunt B.A.D. 1979 a, comme les émissions précédentes (1975 et 1977), été proposé aux banques centrales et aux institutions gouvernementales africaines ou situées hors du continent. Ce troisième emprunt a connu un succès appréciable avec un taux de souscription de 96% contre 76% en 1977.

Au plan international, la coopération financière a été marquée par les travaux du *Club de Dakar*, les discussions sur la création d'un Fonds commun de stabilisation des prix des matières premières, la cinquième *Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement* (C.N.U.C.E.D.) et le renouvellement de la Convention de Lomé entre les pays d'*Afrique, des Caraïbes et du Pacifique* (A.C.P.) et la *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.).

Le *Club de Dakar* a organisé de nombreuses rencontres et conférences entre représentants du tiers-monde et des pays industriels. Au cours d'une de ces rencontres, le Gouverneur de la B.C.E.A.O. a présenté une étude sur l'indexation des prix des matières premières, en vue de stabiliser les recettes d'exportation des pays en développement. Le Club a par ailleurs proposé « l'organisation d'une coopération scientifique en matière de développement des énergies nouvelles ». Dans une communication dite « Déclaration de Libreville », le Club a souligné l'insuffisance de la coopération euro-africaine, la nécessité d'étendre le champ d'application du STABEX de la Convention de Lomé I et l'urgence d'une profonde réforme de la coopération industrielle entre la C.E.E. et les pays A.C.P.

Ces préoccupations devaient être prises en considération dans les négociations qui ont abouti au renouvellement de la *Convention de Lomé*. Le nouvel accord signé le 31 octobre 1979 et dénommé Convention de Lomé II a en effet abouti, à l'issue d'âpres négociations, à améliorer les dispositions du précédent. Les principaux aménagements ont trait à l'élargissement et à l'assouplissement du STABEX, à l'aide financière de la C.E.E., à la coopération industrielle et au développement minier.

Le mécanisme du STABEX a été étendu à dix nouveaux produits, dont le caoutchouc, les noix de cajou, les graines de coton et les crevettes. Les seuils de dépendance - part minimum du produit dans les recettes globales d'exportation d'un pays A.C.P. requise pour la mise en jeu du mécanisme - ont été réduits. De 2,5% pour

les A.C.P. les plus pauvres et 7% pour les plus riches, ces seuils ont été ramenés respectivement à 2% et 6,5%. Par ailleurs, les conditions de remboursement des concours du STABEX ont été assouplies. La durée a été portée de cinq à sept ans et le remboursement ne sera requis que si les exportations du produit concerné enregistrent une croissance d'au moins 6,5%. Enfin les pays confrontés à des situations difficiles pourront bénéficier d'un différé de deux ans.

Le volume de l'aide financière de la C.E.E. a été fixé à 5,6 milliards d'Unités de Comptes Européennes (U.C.E.), soit environ 1 568 milliards de francs c.f.a., dont 4,5 milliards d'U.C.E. - 1 260 milliards de francs c.f.a. - au titre du Fonds Européen de Développement (F.E.D.) et 0,9 milliard d'U.C.E. - 252 milliards de francs c.f.a. - au titre de la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.). En outre, si la C.E.E. n'a pas accepté la co-gestion proposée par les A.C.P., elle a cependant admis d'associer ces derniers à la préparation et à l'exécution des projets.

S'agissant de la coopération industrielle, il a été prévu la création d'un centre technique de coopération agricole pour une meilleure vulgarisation des innovations technologiques. A défaut d'un fonds de développement industriel distinct du F.E.D., demandé par les A.C.P., la C.E.E. a accepté le principe de mobiliser, en faveur du développement industriel des A.C.P., des ressources financières additionnelles. En ce qui concerne la protection des investissements de la C.E.E., il a été convenu que la promotion des investissements privés dans le secteur minier et énergétique pourra « s'appuyer sur la conclusion, avec les A.C.P. qui le souhaitent, d'accords spécifiques de protection ». Par ailleurs, ont été étendus à toute la Communauté les avantages des membres de la C.E.E. les plus favorisés dans le domaine des investissements.

Mais la principale innovation de cette nouvelle convention a trait au régime des minerais destiné à permettre aux A.C.P. de « maintenir leur potentiel de production » dans le secteur minier. Le mécanisme consiste en des prêts spéciaux qui seront accordés à partir d'une dotation de 280 millions d'U.C.E. - 78,4 milliards de francs c.f.a. - aux pays dont les exportations de minerai (cuivre, cobalt, phosphates, bauxite et alumine, manganèse, étain et minerai de fer) représentent au moins 15% du total des exportations et dont les capacités d'exportation vers la C.E.E. risquent d'être réduites d'au moins 10%.

En marge de la convention de Lomé II, le projet de création d'une banque de commerce et d'investissement des A.C.P. est entrée dans sa phase finale. Au cours de l'exercice écoulé, la B.C.E.A.O. a été associée aux travaux du groupe d'experts des Nations Unies, chargé d'examiner le projet. La dernière réunion dudit groupe s'est tenue à Bruxelles du 28 février au 2 mars 1979. Elle a été consacrée à la mise au point de la structure du rapport et à la mise en place d'un comité de rédaction. Les experts ont assigné à la Banque les fonctions de financement du commerce, de financement d'investissements rentables liés aux exportations, de garantie éventuelle des investissements ou de toute autre garantie nécessitée par les opérations d'exportation et d'importation. La Banque serait organisée sous la forme d'un holding avec une institution centrale pouvant créer des filiales. La majorité du capital, 51%, serait détenue par les pays A.C.P., le solde étant réparti entre les pays de la C.E.E. et d'autres pays. Le rapport a été transmis au Comité des Ambassadeurs du groupe A.C.P. dont les conclusions devaient être soumises aux Ministres des A.C.P. au cours d'une réunion initialement prévue en décembre 1979. La décision de créer la Banque et de fixer le déroulement des opérations préliminaires à son entrée en activité appartient maintenant aux Etats A.C.P. et notamment à leurs Ministres des Finances.

Dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du « Tokyo-Round », des réductions tarifaires ont été décidées, notamment en faveur de certains produits qui intéressent les pays en développement. Un traitement spécial pour les produits tropicaux et des dispositions particulières dans les codes qui seront joints à l'Accord ont été également institués. Il a été surtout prévu d'associer les pays en développement à la définition de ces codes, ce qui devrait les autoriser à mieux défendre leurs intérêts.

La cinquième C.N.U.C.E.D. à Manille a été l'occasion pour les pays en développement de dénoncer avec vigueur le protectionnisme des pays industrialisés. Cette conférence a enregistré des résultats mitigés.

Au rang des satisfactions, on peut avancer en premier lieu la résolution relative au transfert des ressources réelles aux pays en développement et celle concernant une aide spécifique en faveur des pays les moins avancés. De même, la question de la stabilisation des recettes d'exportation a fait naître l'idée d'un système STABEX à l'échelle mondiale qui reste cependant à approfondir et à définir.

Par contre, les pays en développement ont éprouvé de nombreuses désillusions. Tout d'abord, dans le domaine monétaire et financier, la réforme du système monétaire international n'a pu trouver de solution. En vue de poursuivre l'étude de cette question, il a été recommandé la création d'un groupe d'experts internationaux ; la B.C.E.A.O. a été pressentie pour en faire partie. Les problèmes de la facilité multilatérale de crédit à l'exportation, de la dette extérieure ou le système de coopération financière internationale ont également fait l'objet de renvois pour de nouvelles études par les organes permanents de la C.N.U.C.E.D. Dans le domaine commercial et industriel, le transfert de technologie et de certaines industries des pays développés vers les pays en développement n'a pu être résolu. Si les participants ont en effet reconnu la nécessité de cet ajustement structurel, ils ont suggéré toutefois de l'adapter aux besoins des différents partenaires qui, plus est, disposent de la faculté d'en arrêter les modalités et le calendrier. Quant aux accords de produits, les discussions n'ont guère avancé et aucun accord n'a été conclu. Le seul progrès a consisté dans l'inclusion de nouveaux produits : céréales, tungstène, viande, dans la liste des produits retenus.

Dans le domaine des négociations commerciales, les discussions entamées depuis deux ans sur la création d'un Fonds commun de stabilisation des matières premières ont abouti en mars 1979 à l'adoption d'un accord cadre, compromis laborieux entre les positions des pays en développement et des pays industrialisés. Les parties ont ainsi convenu de la création de deux guichets. Le premier guichet, d'un montant de 400 millions de dollars - environ 82,4 milliards de francs c.f.a. -, servira à financer des stocks régulateurs, tandis que le deuxième guichet - 320 millions de dollars ou 65,9 milliards de francs c.f.a. - sera utilisé à la diversification et à l'amélioration de la production. Les ressources du Fonds Commun proviendront des contributions des Etats membres - 1 million de dollars, soit 206 millions de francs c.f.a. par Etat -, de contributions volontaires et de garanties souscrites par les membres signataires de l'accord. Dans un premier temps, le Fonds concernerait le cacao, le café, le caoutchouc, le cuivre, l'étain, le jute, le sucre, le thé, le coton et les fibres dures. Toutefois, la mise en application de l'accord exigera encore des délais pour en préciser les modalités techniques et définir les accords particuliers à chaque produit.

3.2. Coopération monétaire

Au cours de l'année écoulée, la B.C.E.A.O. a eu l'honneur d'organiser et de présider tant au niveau régional que sous-régional, diverses conférences ou réunions. Les responsabilités ainsi confiées à la B.C.E.A.O. sont une marque de l'estime et de la confiance que lui témoignent les autres banques centrales ; elles traduisent, s'il en est besoin, sa vocation et son ouverture africaines.

En mai 1979, Abidjan a abrité les réunions annuelles de la Chambre de Compensation et du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest. Le renouvellement des organes de ces institutions a porté la B.C.E.A.O. à leur présidence pour la période 1979-1980. En particulier, M. Abdoulaye FADIGA, Gouverneur de la *Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest*, est devenu Président du *Comité de change et de compensation* et Président du *Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest*. Les travaux ont porté essentiellement sur le fonctionnement de la *Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest*, l'examen de la situation économique et financière des pays de la sous-région et celui des problèmes monétaires internationaux.

Les activités de la Chambre de Compensation ont enregistré une forte expansion durant l'exercice 1978-1979, atteignant 74,3 millions d'Unités de Compte de l'Afrique de l'Ouest (U.C.A.O.) (a) contre 43,8 millions d'U.C.A.O. l'exercice précédent, soit respectivement environ 20,1 et 11,8 milliards de francs c.f.a. Cette forte progression, + 69,6%, s'est accompagnée de fluctuations assez prononcées dans le volume des transactions mensuelles qui ont varié entre 2,7 millions d'U.C.A.O. ou 0,7 milliard de francs c.f.a. et 11,3 millions d'U.C.A.O. ou 3,1 milliards de francs c.f.a. En l'absence d'une identification précise de la nature économique des transactions, une ventilation estimative fait ressortir une prépondérance des règlements commerciaux qui totaliseraient 37,4 millions d'U.C.A.O. soit 10,1 milliards de francs c.f.a. ou 50,4% des transactions globales contre 31,4 millions d'U.C.A.O. soit 8,5 milliards de francs c.f.a. ou 42,3% des transactions globales pour les transferts financiers. Les opérations en capital, éligibles au système de compensation sous réserve d'accord mutuel entre les banques concernées, se sont élevées à 3,5 millions d'U.C.A.O. correspondant à 0,9 milliard de francs c.f.a. et représentaient 4,7% des transactions globales. Le solde des transferts, 2,6% des transactions, concernait des opérations de nature indéterminée.

La forte hausse du volume des transactions ne s'est malheureusement pas répercutée sur le taux de compensation qui a régressé de 32,4% pour l'exercice précédent à 21,0% pour l'exercice considéré. Cette évolution traduit le déséquilibre de plus en plus accentué entre les positions des banques créditrices et débitrices, de même qu'une participation encore insuffisante de certains pays membres. Conséquence de cette situation, les règlements ont atteint la somme de 58,6 millions d'U.C.A.O. ou 15,8 milliards de francs c.f.a., soit 79,0% du volume total des transactions.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation substantielle du volume des opérations. Parmi les plus importants, on peut citer l'amélioration des moyens de communication qui a facilité les transferts, l'effort entrepris par certaines banques centrales auprès des organismes publics de leurs pays respectifs en vue de les inciter ou les contraindre à utiliser la Chambre de compensation pour tous les règlements dans la sous-région, et enfin la perception par certains opérateurs avertis des avantages non négligeables qu'offre le mécanisme, en l'occurrence la réduction des coûts de transfert.

(a) L'Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest - U.C.A.O. - équivaut à un Droit de Tirage Spécial - D.T.S. - du F.M.I. Pour la conversion en francs c.f.a., il a été retenu le taux suivant : 1 U.C.A.O. = 270 francs c.f.a.

La répartition des opérations par Banque centrale montre que la *Banque Centrale du Nigeria* arrive largement en tête avec 36% des opérations, suivie par la *Banque du Ghana* (21%), la *Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest*, la *Banque Centrale de la Guinée* et la *Banque Centrale de la Gambie*, avec respectivement 5,1%, 4,0% et 3,5%.

Cette disproportion dans la répartition du volume des opérations semble liée au régime de change en vigueur dans les divers pays et aux liens existant entre les banques centrales et les banques commerciales d'un même pays pour les opérations avec l'extérieur. Ainsi, il apparaît clairement que les volumes des opérations sont relativement élevés dans les pays ayant un régime de change strict et dans lesquels les banques commerciales sont obligées de passer par la banque centrale pour leurs opérations de change. Cette dépendance permet aux banques centrales des pays concernés d'orienter les transferts à destination de la sous-région vers la Chambre.

Dans les pays où le régime des changes est plus libéral et dans lesquels les banques commerciales ne sont pas tenues de transiter par la banque centrale pour leurs opérations ponctuelles de change, la marge de manœuvre des banques centrales est beaucoup plus faible ce qui explique en partie la faiblesse du volume des transactions canalisées par l'intermédiaire de la Chambre.

En ce qui concerne la B.C.E.A.O., sa part relative dans le volume des transactions est revenue de 7,1% en 1977-1978 à 5,1% pour le dernier exercice, progressant toutefois de 3,1 millions d'U.C.A.O. c'est à dire 1,0 milliard de francs c.f.a. Par contre si le montant cumulé de sa position nette créditrice s'est fortement accru, en valeur absolue, en passant de 24,6 millions d'U.C.A.O. soit 6,6 milliards de francs c.f.a. à 52,4 millions d'U.C.A.O. ou 14,1 milliards de francs c.f.a., sa part dans les positions créditrices globales a peu varié représentant 92% contre 91% l'exercice précédent.

A l'intérieur de l'U.M.O.A., les flux des opérations acheminées par l'intermédaire de la Chambre de Compensation ont varié d'un Etat à l'autre. Mais, d'une manière générale, le volume des transferts émis par l'U.M.O.A. est resté négligeable au regard de la masse des transferts reçus.

Pour parer à cette situation, la B.C.E.A.O. a multiplié ses efforts auprès des banques commerciales de l'U.M.O.A., afin de les inciter à accroître leur utilisation du circuit de la Chambre de Compensation pour toutes les opérations de transfert destinées à la sous-région. Par ailleurs, avec le démarrage des opérations relatives aux règlements des lettres de crédit et la rapidité d'exécution des opérations offertes à un coût moindre, il existe un réel espoir que le volume des transferts émis par les banques de l'U.M.O.A. connaisse un développement considérable.

Pour améliorer le fonctionnement de la Chambre de Compensation et éliminer les difficultés rencontrées par les banques commerciales dans l'application du système, les Gouverneurs ont pris une série de décisions importantes à Abidjan. C'est ainsi que des stages d'initiation et de perfectionnement seront organisés à l'intention des agents des banques chargés de l'exécution des opérations de la Chambre, de même que des séminaires regroupant les responsables des banques commerciales. La suppression des commissions perçues par les banques centrales sur les transferts, l'exonération des frais de câble pour les transferts télégraphiques supérieurs à 1 000 U.C.A.O., la révision en hausse des lignes nettes débitrices et créditrices, la modification de la procédure de compensation relative aux crédits documentaires irrévocables et confirmés constituent autant d'améliorations introduites dans le système. Par ailleurs, les Gouverneurs se sont préoccupés d'éliminer les obstacles monétaires et financiers aux paiements à l'intérieur de la sous-région. A cet effet, une étude tendant à l'assouplissement des réglementations des changes a été confiée au *Centre Africain d'Etudes Monétaires* (C.A.E.M.).

Enfin, pour renforcer les relations entre les banques commerciales de la sous-région, un projet de statuts de l'Association des banques de l'Afrique de l'Ouest a été approuvé. Ce projet sera soumis à la ratification des banques commerciales et de toutes les institutions de crédit établies dans la sous-région. L'entrée en vigueur des statuts interviendra à l'issue de cette procédure et devrait avoir lieu en 1980.

Du 27 au 31 août 1979, la sixième réunion biennale de l'*Association des Banques Centrales Africaines* (A.B.C.A.) a réuni à Dakar les Gouverneurs de celle-ci. Antérieurement à la séance plénière de l'Association, le Conseil d'administration du C.A.E.M., composé de deux représentants par comité sous-régional et au sein duquel siège la B.C.E.A.O. en tant qu'observateur, avait été convoqué dans la même ville pour élaborer le budget du Centre et examiner ses activités. Le Centre dont le démarrage remonte à l'année 1978 a déjà produit plusieurs études et a lancé une revue mensuelle intitulée « Nouvelles Financières ». Le Conseil s'est par ailleurs penché notamment sur son programme de travail pour la période 1979-1981, sur un projet de règlement régissant la qualité de membre coopérant pour les institutions désireuses de coopérer avec le Centre et sur les conditions de l'assistance technique et financière extérieure au Centre.

La réunion de l'Association proprement dite a été inaugurée par M. Abdou DIOUF, Premier Ministre de la République du Sénégal. Les Gouverneurs ont ensuite porté à la présidence de l'Association pour la période 1979-1981 le Gouverneur de la B.C.E.A.O., M. Abdoulaye FADIGA.

Les activités des différents comités sous-régionaux ont été dominées en Afrique centrale par la création d'une chambre de compensation et de paiements, en Afrique du Nord par le projet de création d'un marché commun, en Afrique de l'Ouest par le fonctionnement de la C.C.A.O. et la mise en place prochaine d'une Association des Banques de l'Afrique de l'Ouest, enfin par les études en vue de l'institution d'accords de paiements en Afrique Orientale et Australe.

Au cours de la période sous revue, l'Association a également organisé deux séminaires : l'un à Lusaka en janvier-février 1979 sur l'inflation dans les pays africains, l'autre à Freetown en juin 1979 sur le rôle des banques commerciales dans les accords de compensation et de paiements.

Le séminaire de Freetown a, quant à lui, permis de dégager une série de propositions visant à améliorer l'activité bancaire et à renforcer la coopération entre les banques commerciales d'Afrique dont c'était la première rencontre au niveau continental. Parmi les conclusions figurent essentiellement :

- l'adaptation du financement bancaire à la structure de l'économie,
- le financement des activités de production et d'exportation agricoles à des taux préférentiels,
- le contrôle des banques centrales sur l'orientation réelle des concours à taux préférentiels, en vue d'éviter leur détournement à d'autres fins,
- l'institution de systèmes de promotion et de garantie des exportations,
- la constitution d'une fédération des Chambres de Commerce de l'Afrique,
- la création d'une Banque Africaine du Commerce Extérieur et celle d'une Association des Banques d'Afrique,
- l'harmonisation et l'assouplissement des réglementations de change,
- le désarmement douanier et tarifaire des échanges intra-africains.

Les Gouverneurs ont ensuite adopté le budget du C.A.E.M. pour la période 1979-1981. Ils ont procédé au renouvellement des membres du Conseil d'administration de cette institution dont la présidence a été confiée à la *Central Bank of Kenya*. Ils ont enfin décidé de conférer la qualité de membres coopérants du Centre, sous réserve d'acceptation des organismes concernés, à la *Commission Economique pour l'Afrique* (C.E.A.), à la *Banque Africaine de Développement* (B.A.D.) et à la *Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique* (B.A.D.E.A.).

Au sujet des problèmes monétaires internationaux, les Gouverneurs ont noté avec satisfaction les assouplissements apportés à la « conditionnalité » des ressources du *Fonds Monétaire International* et les études en cours pour améliorer le fonctionnement du système monétaire international. Ils ont cependant souhaité que cette orientation soit confirmée et renforcée en prenant en considération les intérêts des pays en développement rappelés dans les déclarations du Groupe des 77 à Arusha et du Groupe des 24, mais trop souvent négligés. Ils ont exprimé leur inquiétude quant à la représentation des pays africains au sein du F.M.I. et du Groupe de la Banque Mondiale.

Les Gouverneurs ont ensuite défini le programme de travail de l'Association dont la réalisation a été confiée au C.A.E.M. Ce programme comporte l'organisation à Dakar en janvier 1980 d'un symposium sur la théorie et la politique monétaires, celle de quatre séminaires et d'études diverses sur des sujets d'actualité dans le domaine monétaire et financier : problèmes de balances des paiements, contrôle des changes, dette extérieure, réforme à long terme du F.M.I., incidences du système monétaire européen sur les pays africains, systèmes monétaires et financiers des pays africains, répercussions monétaires et financières du commerce frontalier, liaison entre les différents accords de compensation et de paiements.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ont présenté leur expérience respective de banques centrales multinationales. Enfin, les Gouverneurs ont décidé le transfert du secrétariat de la C.E.A. au C.A.E.M.

La deuxième réunion du *Comité de Coordination des Arrangements Multilatéraux des Paiements* (C.C.A.M.P.) s'est également tenue à Dakar, du 22 au 24 octobre 1979. C'est au Dr. Alassane OUATTARA, Directeur des Etudes à la B.C.E.A.O., qu'est revenue la mission de présider aux destinées du Comité pour l'année 1980. Les participants ont eu pour préoccupation principale la promotion du commerce intra-régional et du système de production. A cet effet, ils ont cherché à renforcer la coopération et les liens entre leurs diverses institutions, à inventorier les mécanismes et instruments de financement du commerce et à évaluer les possibilités de coordonner les accords de crédit existants, tout en assurant une meilleure connaissance du fonctionnement des accords de compensation et des paiements et en veillant à leur amélioration. Le programme de travail adopté par le Comité découle de ces considérations. Le Comité a décidé par ailleurs de demander la prorogation du mandat de secrétariat technique exercé par la C.N.U.C.E.D. et dont l'expiration devait intervenir en 1980.

Enfin Dakar a également abrité en novembre 1979, la seconde réunion du Comité des Gouverneurs des banques centrales des pays membres de la C.E.D.E.A.O. dont la présidence était assumée par M. Charles Bila KABORE, Vice-Gouverneur de la B.C.E.A.O. L'ordre du jour comportait essentiellement l'étude sur les obstacles monétaires et financiers à l'expansion du commerce dans la sous-région

et sur les améliorations susceptibles d'être apportées aux paiements. Cette étude contient de nombreuses suggestions qui relèvent en fait de la compétence des instances dirigeantes de la C.C.A.O. : extension de la période de règlement, transactions éligibles, modifications de parités et ajustement des taux de change, taux d'intérêt débiteurs et créditeurs, aménagement sélectif de la procédure de compensation... En conséquence, son examen a été renvoyé au Sous-Comité et au Comité de change et de compensation de la C.C.A.O.

L'*Union Africaine et Mauricienne des Banques de Développement* (U.A.M.B.D.) a organisé en avril 1979 à Abidjan un séminaire sur les nouvelles réglementations bancaires et la restructuration des banques de développement avant de réunir son Conseil Supérieur à Cotonou. Après avoir fait le point des activités de l'exercice écoulé, le Conseil a décidé d'organiser à Dakar, en collaboration avec la B.C.E.A.O. et la B.E.A.C. un séminaire sur « la gestion de la trésorerie des banques de développement » et a chargé le Secrétariat exécutif de l'U.A.M.B.D. de poursuivre les contacts avec l'O.N.U.D.I., en vue de l'organisation d'un séminaire sur le « financement de la petite industrie ».

Au niveau africain, la dernière manifestation importante a été la tenue en juillet-août 1979 à Yaoundé d'un séminaire sur le rôle de la politique monétaire dans le développement, sous l'égide de l'Ecole Internationale de Bordeaux. La B.C.E.A.O. a présenté à cette occasion une étude sur les instruments de politique monétaire dans les pays en développement, leur utilisation et leur efficacité, référence toute particulière étant faite à l'*Union Monétaire Ouest Africaine*. Les autres thèmes essentiels concernaient les mécanismes de création et de régulation monétaires, les pratiques monétaires nationales, la pratique monétaire extérieure, la politique monétaire et les politiques de développement, le cadre institutionnel de la Zone franc et les divers projets de reconstruction d'un système monétaire international conforme aux intérêts des pays africains.

Dans le domaine de la coopération monétaire internationale, la deuxième réunion des Gouverneurs des banques centrales des pays de la Conférence Islamique s'est tenue à Kampala en mars 1979. Trois des six Etats de l'Union Monétaire font partie de la Conférence Islamique, à savoir la Haute-Volta, le Niger et le Sénégal. Les participants se sont préoccupés d'instaurer une meilleure information des activités des institutions financières des pays islamiques et de renforcer leur coopération. Ils ont également recherché les voies et moyens aptes à faciliter la circulation des capitaux entre les pays membres, en vue du financement du commerce et des investissements. A cet effet, ils ont pris connaissance du rapport élaboré par le Groupe d'experts et notamment du document préparé par la B.C.E.A.O. sur les mécanismes de paiements et les accords de compensation et de crédit. Ils ont recommandé que chaque pays s'acquitte de sa contribution au *Centre de Recherches Statistiques, Economiques, Sociales et de Formation* d'Ankara, en vue de doter cette institution des ressources nécessaires pour poursuivre ses études dans le domaine de la coopération financière et organiser des séminaires de formation. Les Gouverneurs ont approuvé les propositions relatives au financement du commerce intra-communautaire à l'exportation comme à l'importation, à la promotion et à l'expansion des marchés de capitaux et à l'accès des pays membres à ces marchés. Ils ont par ailleurs confié à la *Banque Centrale d'Egypte* et à la *Banque Centrale du Maroc* le soin de réaliser respectivement une étude sur les préférences commerciales et tarifaires et une autre sur les facilités de crédit et les garanties des risques à l'exportation. Ils ont enfin préconisé que les banques centrales membres s'accordent mutuellement des lignes de crédit et des découverts.

Enfin, les deux réunions des Ministres de l'Economie et des Finances des pays membres de la Zone franc, se sont déroulées à Paris, respectivement les 5 février et 27 septembre 1979. Les points inscrits à l'ordre du jour étaient, comme de tradition, la situation économique et financière des pays membres, le commerce extérieur et la balance des paiements de la France, l'évolution du franc français et des problèmes économiques et monétaires internationaux.

Toutefois, la réunion du 5 février 1979 était l'occasion pour les Ministres d'échanger leurs opinions sur l'entrée en vigueur imminente du *Système Monétaire Européen* (S.M.E.), tandis que celle du 27 septembre 1979, outre le récent réaménagement des parités au sein du S.M.E., examinait l'accord conclu le 24 juillet 1979 à Kigali entre les Ministres des Postes et Télécommunications de l'*Union Africaine des Postes et Télécommunications* (U.A.P.T.) et leur homologue français sur le règlement des dettes et créances postales au sein de la Zone franc, afin d'apurer les arriérés et de mettre en place un système équilibré et viable. A cet effet, il a été convenu que les offices postaux nationaux ouvriraient un compte dans les livres de leur banque centrale respective qui servira d'agent financier. Par ailleurs, la France a annoncé au cours des travaux de septembre 1979 son intention de participer au doublement du capital de la Banque Mondiale, à la sixième reconstitution des ressources de l'*Association Internationale pour le Développement* (A.I.D.) et au capital-actions de la B.A.D. Une innovation introduite depuis septembre, consiste à faire précéder la réunion des Ministres par une réunion d'experts.

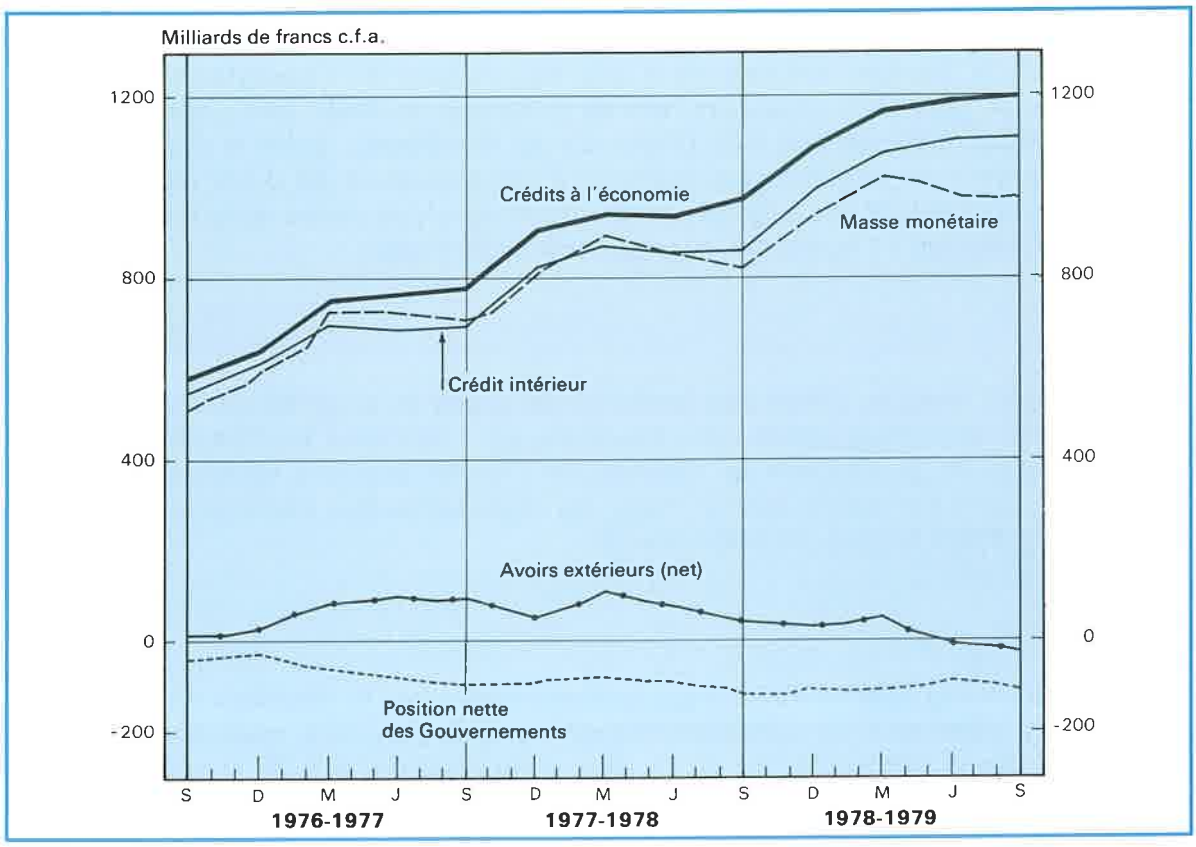
4. ÉVOLUTION MONÉTAIRE DE L'UNION

4.1. Situation des institutions monétaires

Pour l'ensemble des pays de l'U.M.O.A., la conjoncture économique a été essentiellement caractérisée en 1978-1979 par une campagne agricole plus satisfaisante que la précédente, par une meilleure tenue des prix de certaines matières premières sur les marchés internationaux dans un environnement économique international peu favorable marqué par une baisse du taux d'expansion de l'activité économique de la plupart des pays industrialisés, des pressions inflationnistes renforcées et une vive tension des taux d'intérêt sur les grandes places financières.

Cette conjoncture s'est traduite pendant l'exercice 1978-1979 par une dégradation de la position extérieure nette des institutions monétaires, un accroissement du rythme de progression du crédit intérieur et une légère accélération de la création monétaire.

U.M.O.A. — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



* Les données concernant le Bénin résultent d'estimations depuis juillet 1976, les situations d'une des banques devant faire l'objet de révisions.

U.M.O.A. — SITUATION MONÉTAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	16,5	93,0	45,8	— 24,5
— *Banque centrale*	*56,9*	*127,9*	*92,4*	*60,0*
— *Trésor*	—	—	—	—
— *Banques*	*— 40,4*	*— 34,9*	*— 46,6*	*— 84,5*
Crédit intérieur	549,9	695,4	868,9	1 108,2
— *Gouvernements (net)*	*— 36,1*	*— 93,3*	*— 111,5*	*— 102,6*
— *Crédits à l'économie*	*586,0*	*788,7*	*980,4*	*1 210,9*
Masse monétaire	515,2	701,9	822,1	980,7
Autres éléments nets	51,2	86,5	92,5	103,0

Source : B.C.E.A.O.

Entre septembre 1978 et septembre 1979, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires sont passés de 45,8 milliards à — 24,5 milliards, accusant ainsi une diminution de 70,3 milliards plus importante que celle relevée un an plus tôt, 47,2 milliards.

La chute des avoirs extérieurs nets a résulté d'une détérioration de la position extérieure de la Banque centrale et d'une aggravation de l'endettement net des banques. Ainsi, les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale sont passés de 92,4 milliards à 60,0 milliards soit une baisse de 32,4 milliards. Dans le même temps, la position extérieure négative des banques s'est accentuée de 37,9 milliards à la suite de l'accroissement des engagements extérieurs à long terme et de l'aggravation de l'endettement net à l'égard des correspondants étrangers.

En rapport avec le déficit des balances de biens et services provoqué par un accroissement des importations, des transferts sur l'extérieur au titre des services, la dégradation de la situation en devises de l'Union provient essentiellement de deux Etats. Dans les quatre autres Etats, les règlements des opérations effectuées avec l'extérieur ont dégagé un solde positif.

Les réserves officielles de change comptabilisées sur la situation de la Banque centrale ont certes suivi les variations des avoirs extérieurs nets, mais leur fléchissement a été moins prononcé. En effet, elles s'établissaient à 120,7 milliards à fin septembre 1979 contre 138,4 milliards un an plus tôt, soit une diminution de 17,7 milliards. Rapportées aux engagements monétaires à vue, ces réserves faisaient ressortir à la fin de l'exercice 1979 un ratio en baisse assez sensible par rapport à celui calculé un an auparavant, 32,5% au lieu de 41,7%.

U.M.O.A. – AVOIRS EXTERIEURS BRUTS DE LA BANQUE CENTRALE

	1976	1977	1978		1979		
	Septembre	Septembre	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre
			Milliards de francs c.f.a.				
Or	–	0,3	0,6	0,9	0,9	0,9	0,9
Devises	80,2	151,0	121,9	163,3	141,0	93,4	96,5
F.M.I.							
– Tranche de réserve	2,6	3,2	7,3	7,4	7,4	8,6	8,4
– D.T.S. détenus	8,7	7,8	8,6	9,8	15,1	15,1	14,9
Total	**91,5**	**162,3**	**138,4**	**181,4**	**164,4**	**118,0**	**120,7**

Source : B.C.E.A.O.

Durant l'exercice écoulé, diverses opérations des Etats de l'U.M.O.A. avec le F.M.I. ont été comptabilisées dans les avoirs officiels de l'Union.

Deux Etats ont effectués des tirages au titre du Fonds fiduciaire pour une contre-valeur totale représentant 3,3 milliards de francs c.f.a. et un Etat a bénéficié du mécanisme de financement compensatoire pour un montant de 5,9 milliards de francs c.f.a.

Dans le cadre des transferts directs aux pays en développement des plus-values sur ventes d'or, les Etats de l'Union ont reçu la contre-valeur en devises de 1,4 milliard de francs c.f.a.

Enfin, de nouvelles allocations de D.T.S. ont été attribuées à l'ensemble des Etats pour un total équivalent 5,4 milliards de francs c.f.a.

Au cours de la période sous revue, le **crédit intérieur** s'est accru de 239,3 milliards, soit 27,5% au lieu de 24,9%, par suite d'un amenuisement de la position créditrice nette des Gouvernements atténué par une légère baisse du rythme d'expansion des crédits à l'économie.

La *position créditrice nette des Gouvernements* s'élevait à 102,6 milliards au 30 septembre 1979 contre 111,5 milliards un an plus tôt. Ce fléchissement de 8,9 milliards en contraste avec l'amélioration de 18,2 milliards relevée un an auparavant a traduit le resserrement des trésoreries publiques dû à la stagnation des recettes des Trésors entraînant un prélèvement sur les disponibilités déposées à la Banque centrale ou un recours accru aux concours statutaires de celle-ci.

Entre le 30 septembre 1978 et le 30 septembre 1979, l'encours des *crédits à l'économie* a augmenté de 230,5 milliards soit 23,5% contre 24,3% un an plus tôt.

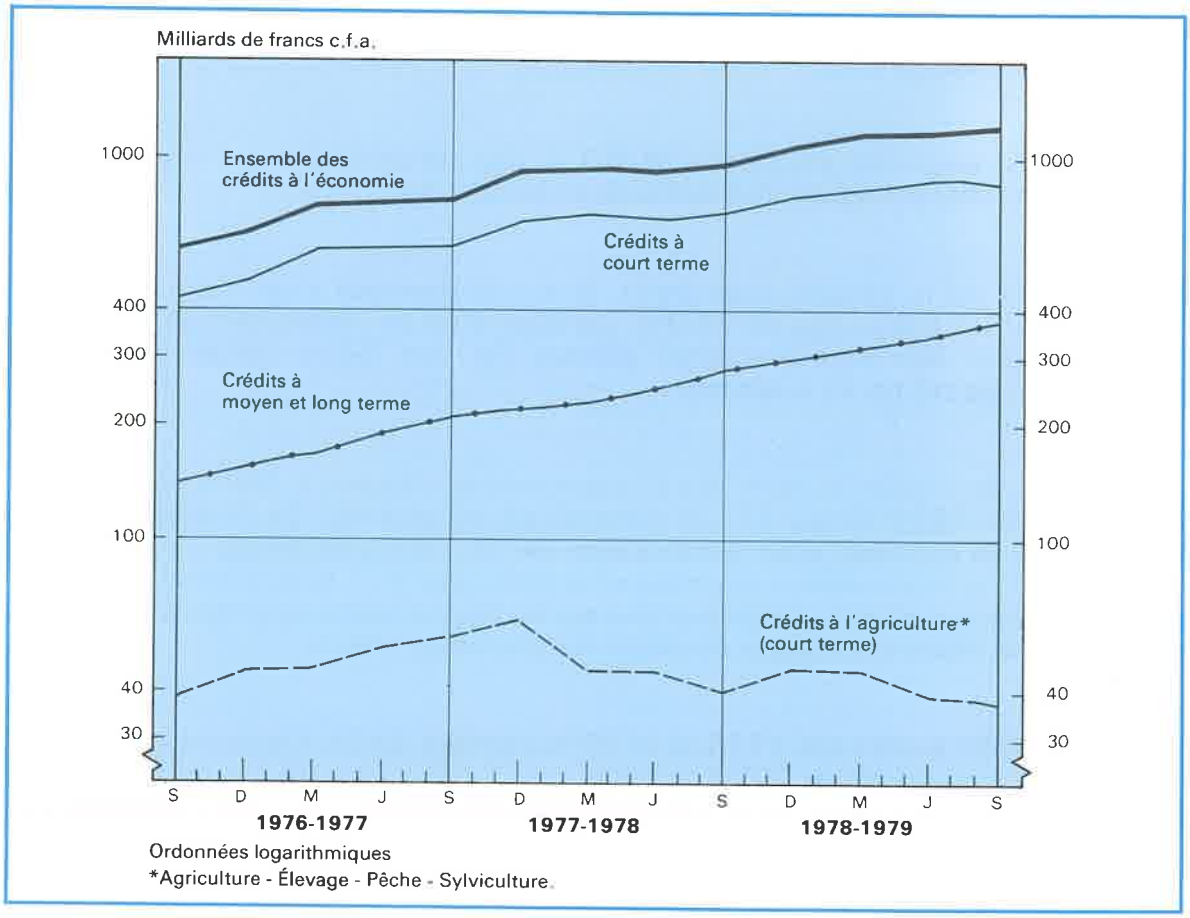
Le ralentissement de la progression des crédits à l'économie constaté au cours de l'exercice 1978-1979 a concerné tous les Etats de l'Union sauf le Sénégal.

L'augmentation des crédits a intéressé pour 131,8 milliards les crédits à court terme et pour 98,7 milliards ceux destinés au financement des investissements. La progression relative des premiers a toutefois été inférieure à celle des seconds, 18,8% au lieu de 35,4% de sorte que la part des crédits à moyen et long terme s'est relevée de 28,4% à 31,2%.

L'analyse des crédits à court terme montre que leur progression a reposé tant sur les crédits ordinaires que sur ceux ayant financé la campagne agricole dont l'encours a été porté de 66,5 milliards au 30 septembre 1978 à 111,4 milliards un an plus tard. Les résultats favorables des récoltes agricoles, l'augmentation des prix d'achat aux producteurs et la rétention de stocks de certains produits ont été les facteurs déterminants de la hausse des crédits de l'espèce. Les crédits ordinaires à court terme, ont progressé de 86,9 milliards soit une hausse de 13,7%. Les entreprises industrielles notamment celles appartenant au secteur alimentaire et à celui des textiles ont développé globalement leurs recours à cette catégorie de crédits de plus de 50 milliards, alors que les entreprises de travaux publics, en raison tout à la fois de nouveaux chantiers et d'un allongement du délai des règlements administratifs, ont accru de 7,2 milliards leur endettement auprès des banques. Enfin les entreprises commerciales ont contribué pour plus de 15 milliards à cet accroissement.

Les concours à moyen et long terme se sont accrus de 98,7 milliards soit 35,4% contre 35,1% un an auparavant. Les financements supplémentaires à moyen et long terme consentis par les banques ont surtout bénéficié à la production d'électricité, aux mines, aux industries alimentaires et aux entreprises de travaux publics. L'effort dans le domaine de l'habitat s'est également traduit par un développement sensible de ces concours.

U.M.O.A. — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



Le développement du crédit intérieur a constitué l'unique source de création monétaire. Ainsi, le taux de progression de la **masse monétaire** qui était de 17,1% au cours de l'exercice 1977-1978 est passé à 19,3% pendant l'exercice 1978-1979.

Cette évolution s'est localisée au Bénin et au Sénégal. En Côte d'Ivoire, le taux de progression de la masse monétaire est demeuré stable et dans les trois autres Etats de l'Union, une baisse de ce taux a été enregistrée.

La hausse de 158,6 milliards de la masse monétaire a concerné aussi bien la circulation fiduciaire que les dépôts en banque.

Sur la période considérée, le montant de la circulation fiduciaire a augmenté de 38,7 milliards soit 18,1% contre 20,1% pendant l'exercice précédent. Cette décélération a affecté l'ensemble des Etats de l'Union malgré le relèvement des prix d'achat aux producteurs agricoles et l'accroissement du SMIG dans certains Etats.

La progression des dépôts en banque du secteur privé s'est chiffrée à 104,0 milliards soit un taux de croissance de 26,2% au lieu de 22,8% au cours de l'exercice précédent. Les dépôts à terme de ce secteur ont progressé à un rythme plus rapide que les dépôts à vue, 29,0% contre 25,0%, ainsi, leur part dans le total des dépôts bancaires du secteur privé s'est relevée de 30,6% à 31,3%.

Les dépôts en banque des organismes publics ont augmenté de 17,9 milliards soit 9,0% contre une hausse de 4,2% au cours de l'exercice précédent. Cette hausse a concerné tous les Etats de l'Union, excepté le Niger, et plus particulièrement le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo.

4.2. Interventions de la Banque centrale

Les interventions de la Banque centrale en faveur des Trésors, des banques et des établissements financiers ont connu au cours de l'exercice 1978-1979 une progression de 26,0% en nette décélération par rapport à l'expansion de 40,3% observée l'exercice précédent.

U.M.O.A. — ÉVOLUTION DES CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE

	30 septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.			
Banques et établissements financiers	147,9	173,6	247,3	297,6
Trésors publics	21,5	16,9	19,9	39,1
— dont escompte d'obligations cautionnées	*0,1*	*0,8*	—	—
Total	**169,4**	**190,5**	**267,2**	**336,7**

Source : B.C.E.A.O.

Le ralentissement a concerné uniquement les concours aux banques et établissements financiers dont le taux annuel d'accroissement s'est établi à 20,3% en 1979 contre 42,4% en 1978. Les concours aux Trésors publics se sont au contraire inscrits en forte hausse, en raison notamment des tirages effectués au titre de l'article 15 des statuts de la Banque centrale, destinés au financement de projets d'investissement.

U.M.O.A. — RÉPARTITION DES CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE AUX BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

	30 septembre			30 septembre		
	1977	1978	1979	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.			Pour cent		
Réescompte. Pensions	113,3	178,2	231,2	65,3	72,1	77,6
Marché monétaire	15,0	8,9	18,1	8,6	3,6	6,1
Autres avances	45,3	60,2	48,3	26,1	24,3	16,3
Total	**173,6**	**247,3**	**297,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : B.C.E.A.O.

L'accroissement des concours de la Banque centrale a intéressé, pour l'essentiel, les effets, mobilisés par voie de réescompte et de prise en pension. L'évolution en baisse de la part relative des avances garanties par des dépôts d'effets privés, amorcés durant l'exercice 1977-1978, s'est poursuivie en 1978-1979.

La décélération du rythme de progression des refinancements s'explique par un développement moins rapide des crédits à l'économie alors qu'un accroissement plus marqué, par rapport à l'exercice précédent, est observé au niveau des ressources bancaires.

U.M.O.A. — ÉVOLUTION DES CRÉDITS BANCAIRES

	30 septembre			
	1976*	1977*	1978*	1979**
	Milliards de francs c.f.a.			
Long terme	45,4	55,0	57,2	74,5
Moyen terme	99,0	152,5	221,4	302,7
Court terme	421,1	553,3	670,1	800,3
— *dont crédits de campagne*	*83,1*	*74,0*	*66,5*	*111,4*
Total	**565,5**	**760,8**	**948,7**	**1 177,5**

*Chiffres définitifs pour tous les Etats de l'Union sauf pour le Bénin où les données ont fait l'objet d'estimations. - **Données provisoires.

Source : B.C.E.A.O.

L'évolution des crédits bancaires a résulté pour l'essentiel d'une baisse du taux d'expansion des crédits à court et moyen terme. Par contre l'ensemble des dépôts a enregistré des taux de progression nettement plus élevés que ceux observés durant l'exercice 1977-1978 contribuant ainsi à une forte poussée des ressources bancaires.

U.M.O.A. — ÉVOLUTION DES RESSOURCES BANCAIRES

	30 septembre			
	1976*	1977*	1978*	1979**
	Milliards de francs c.f.a.			
Dépôts des particuliers et entreprises privées	253,4	322,9	396,4	500,4
Dépôts des organismes publics	99,5	191,4	199,3	217,2
Dépôts des Trésors	59,2	61,6	70,6	122,9
Autres ressources	26,5	54,4	53,9	62,2
Ressources totales	**438,6**	**630,3**	**720,2**	**902,7**

*Chiffres définitifs pour tous les Etats de l'Union sauf pour le Bénin où les données ont fait l'objet d'estimations. -**Données provisoires.

Source : B.C.E.A.O.

La nette poussée des interventions en faveur des Trésors nationaux, qui ont presque doublé par rapport à la fin de l'exercice précédent, a contrasté avec le ralentissement des concours aux banques et établissements financiers.

U.M.O.A. — CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE AUX TRÉSORS NATIONAUX

	30 septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.			
Bénin	—	0,9	0,4	3,9
Côte d'Ivoire	15,6	—	—	20,0
Haute-Volta	—	1,1	2,0	2,0
Niger	—	0,7	3,2	3,3
Sénégal	3,4	8,3	4,4	—
Togo	2,5	5,9	9,9	9,9
Total	**21,5**	**16,9**	**19,9**	**39,1**

N.B. - Les montants ci-dessus comprennent l'escompte des obligations cautionnées mais n'incluent pas les concours au titre du Fonds fiduciaire.

Source : B.C.E.A.O.

L'accroissement constaté a résulté pour l'essentiel, des tirages effectués au titre de l'article 15 des statuts de la Banque centrale, par les Trésors nationaux, notamment au Bénin et en Côte d'Ivoire.

La répartition des concours de la Banque centrale par taux d'intervention a confirmé la prépondérance des opérations justiciables du taux d'escompte préférentiel et des anciens taux de 3,50% et 5,50% applicables aux crédits à moyen terme accordés avant le 1er juillet 1975.

U.M.O.A. — RÉPARTITION PAR TAUX DES CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE

	Montants		Part relative	
	30 septembre			
	1978	1979	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.		Pour cent	
Taux d'escompte normal (8,00%)	119,3	122,3	44,6	36,3
Trésor (5,50%)	19,9	39,1	7,4	11,6
Crédits à court terme (5,50%)				
— campagne	55,2	94,5	20,7	28,0
— autres au T.E.P.	42,9	33,3	16,1	9,9
Crédits à moyen terme				
— à 5,50%	20,2	21,2	7,6	6,3
— à 3,50%	0,8	0,3	0,3	0,1
Marché monétaire	8,9	18,1	3,3	5,4
Taux majoré (12,5%)	—	7,9	—	2,4
Total	**267,2**	**336,7**	**100,0**	**100,0**

Source : B.C.E.A.O.

Contrairement à la forte progression relevée en 1978, la part des interventions au taux d'escompte normal a baissé sensiblement en 1979 au profit des concours assortis de taux privilégiés, des avances au titre du marché monétaire et en raison de l'apparition de concours au taux majoré.

Le développement des interventions à des taux privilégiés a résulté de la poussée des concours consentis aux Trésors nationaux et de la rigidité à la baisse des crédits de campagne.

U.M.O.A. — RÉPARTITION PAR NATURE DES REFINANCEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

	30 septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.			
Refinancements de la Banque centrale :				
— Crédits de campagne	57,1	66,6	55,2	94,5
— Crédits ordinaires	90,8	107,0	192,1	203,1
— Escompte d'obligations cautionnées	0,1	0,8	—	—
Total	**148,0**	**174,4**	**247,3**	**297,6**

Source : B.C.E.A.O.

L'analyse des interventions de la Banque centrale par Etat de l'Union monétaire permet de constater qu'à l'exception du Togo où une relative stabilité a été observée, les concours de l'Institut d'émission se sont plutôt raffermis.

U.M.O.A. — RÉPARTITION PAR ÉTAT DES CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE

	30 septembre 1978			30 septembre 1979		
	Concours aux Trésors	Concours aux banques*	Total	Concours aux Trésors	Concours aux banques*	Total
	Milliards de francs c.f.a.					
Bénin	0,4	11,9	12,3	3,9	13,6	17,5
Côte d'Ivoire	—	155,0	155,0	20,0	168,0	188,0
Haute-Volta	2,0	9,3	11,3	2,0	11,3	13,3
Niger	3,2	7,8	11,0	3,3	13,7	17,0
Sénégal	4,4	56,4	60,8	—	84,5	84,5
Togo	9,9	6,9	16,8	9,9	6,5	16,4
Total	**19,9**	**247,3**	**267,2**	**39,1**	**297,6**	**336,7**

*Y compris les établissements financiers.

Source : B.C.E.A.O.

Au *Bénin*, les interventions de la Banque centrale ont progressé de 42,3% sous l'effet conjugué des refinancements de crédits ordinaires et des concours au Trésor.

En *Côte d'Ivoire*, les concours de la Banque centrale se sont ressentis des effets modérateurs de l'action menée par les autorités monétaires en vue d'amener les banques à ralentir la distribution du crédit. Ainsi, malgré les tirages effectués par le Trésor public au titre de l'article 15 des statuts et la rigidité à la baisse des crédits de campagne, les interventions de la Banque centrale ont connu une nette décélération, leur taux de progression revenant de 44,3% à 21,3% au cours des deux derniers exercices écoulés.

En *Haute-Volta*, l'accroissement de 17,7% des interventions de la Banque centrale a concerné uniquement les crédits de campagne, les concours au Trésor demeurant stables et les crédits ordinaires étant en régression de 23,1%.

Au *Niger*, malgré la stabilité des concours à l'Etat, les interventions de la Banque centrale ont augmenté de 54,5% du fait des refinancements en faveur des banques. Le développement des crédits bancaires et des refinancements a trouvé son origine dans une croissance économique soutenue basée notamment sur le secteur minier, et sur celui des travaux publics et du bâtiment.

Au *Sénégal*, l'accélération du rythme de progression annuel des concours de la Banque centrale qui s'est établi à 39,5% a intéressé aussi bien les crédits de campagne que les crédits ordinaires. La fermeté des crédits de campagne s'explique par les bonnes performances agricoles et les difficultés rencontrées dans l'écoulement des produits arachidiers et du mil.

Au *Togo*, les interventions de la Banque centrale ont été caractérisées par leur stabilité tant en ce qui concerne les concours en faveur du Trésor public que les refinancements des crédits bancaires.

U.M.O.A. — PART DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE FINANCÉE PAR LA BANQUE CENTRALE

	30 septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Milliards de francs c.f.a.			
Bénin				
— Crédits à l'économie (C.E.)	31,5	37,0	43,5	50,0
— Refinancements (R.)	9,4	10,7	11,9	13,6
— *Rapport R/C.E. (pour cent)*	*29,8*	*28,9*	*27,4*	*27,2*
Côte d'Ivoire				
— Crédits à l'économie (C.E.)	343,8	498,6	614,4	745,1
— Refinancements (R.)	84,2	107,4	155,0	168,0
— *Rapports R./C.E. (pour cent)*	*24,5*	*21,5*	*25,2*	*22,5*
Haute-Volta				
— Crédits à l'économie (C.E.)	27,7	38,7	49,7	57,1
— Refinancements (R.)	5,4	5,5	9,3	11,3
— *Rapport R./C.E. (pour cent)*	*19,5*	*14,2*	*18,7*	*19,8*
Niger				
— Crédits à l'économie (C.E.)	26,3	32,4	51,2	63,6
— Refinancements (R.)	0,5	0,8	7,8	13,7
— *Rapport R./C.E. (pour cent)*	*1,9*	*2,5*	*15,2*	*21,5*
Sénégal				
— Crédits à l'économie (C.E.)	126,1	142,4	171,4	238,2
— Refinancements (R.)	44,6	44,6	56,4	84,5
— *Rapport R./C.E. (pour cent)*	*35,4*	*31,4*	*32,9*	*35,5*
Togo				
— Crédits à l'économie (C.E.)	30,6	40,0	50,2	56,8
— Refinancements (R.)	3,9	5,4	6,9	6,6
— *Rapport R./C.E. (pour cent)*	*12,7*	*13,5*	*13,7*	*11,6*
U.M.O.A.				
— Crédits à l'économie (C.E.)	586,0	788,7	980,4	1 210,8
— Refinancements (R.)	148,0	174,4	247,3	297,6
— *Rapport R./C.E. (pour cent)*	*25,2*	*22,1*	*25,2*	*24,6*

Durant l'exercice 1978-1979, trois catégories d'opérations ont continué de se traiter sur le marché monétaire, les opérations au jour le jour et celles à terme d'un ou de trois mois.

Tout en restant relativement faible, la part du marché monétaire dans les concours accordés par la Banque centrale s'est nettement accrue au cours de l'exercice écoulé. A fin septembre 1979, le total de l'encours des avances accordées au titre de ce marché s'élevait à 18,1 milliards soit 5,4% des interventions de la Banque centrale en faveur des banques et établissements financiers au lieu de 8,9 milliards et 3,3% un an plus tôt.

Pour le compartiment des opérations au jour le jour, de loin le plus important, la part relative des avances au titre du marché monétaire dans les refinancements de la Banque centrale a sensiblement augmenté au cours de l'exercice 1978-1979. Calculée à partir des encours en fin de mois elle ressortait en moyenne à 5,7% de l'ensemble des concours aux banques et établissements financiers contre 4,9% pour l'exercice précédent.

En valeur absolue le montant des avances en fin de mois a évolué, durant l'exercice, entre un minimum de 2,9 milliards et un maximum de 20,6 milliards.

Les volumes moyens mensuels des dépôts et des demandes sur le marché monétaire se sont élevés respectivement à 316,5 milliards contre 235,0 milliards et 683,9 milliards contre 584,0 milliards pour l'exercice précédent.

Malgré une hausse de 35% les dépôts n'ont pas atteint le niveau de l'exercice 1976-1977 soit 467 milliards.

Les deux compartiments des opérations à terme autorisées depuis le mois d'août 1978 n'ont encore connu qu'une activité très limitée au cours de l'exercice en raison de la faiblesse des dépôts. Toutes les places sont intervenues dans le compartiment des opérations à un mois où les moyennes mensuelles des offres et des demandes se sont respectivement élevées à 0,973 et 12,6 milliards.

Pour le compartiment des opérations à trois mois, caractérisé par la régularité de demandes importantes sur la place d'Abidjan et l'absence quasi-constante de contreparties, offres et demandes ont atteint respectivement 0,2 et 172,7 milliards.

4.3 Les prises de participations de la Banque centrale pour l'exercice 1978-1979

Le Conseil d'administration au cours de sa séance du 19 décembre 1977 à Ouagadougou, a autorisé la Banque centrale à participer plus que par le passé aux augmentations du capital social des ex-banques de développement, en vue du renforcement de leurs fonds propres.

Conformément à cette recommandation, les interventions de la Banque centrale, dans ce domaine, se sont traduites, au cours de l'exercice considéré, aussi bien par des prises de participations complémentaires que par des prises de participations nouvelles.

Prises de participations complémentaires à l'occasion des décisions d'augmentation du capital social des institutions financières nationales de développement suivantes :

- le *Crédit de Côte d'Ivoire* : souscription pour un montant de 1 416,7 millions à libérer sur trois exercices, ce qui devra relever la fraction portée par la Banque centrale à 1 600,0 millions soit 33,3% du capital social,
- la *Banque de Développement de la République du Niger* : souscription pour un montant de 207,6 millions à l'opération d'augmentation, portant ainsi la part de la B.C.E.A.O. à 307,6 millions soit 12,3% du capital,
- la *Banque Ouest Africaine de Développement* : souscription complémentaire de 10 800 millions à l'occasion du décuplement du capital social, dont 1 200 millions à libérer sur quatre exercices. Cette souscription porte la part de la B.C.E.A.O. à 12 000 millions.

Prises de participations nouvelles au capital social de :

- la *Caisse Nationale de Crédit Agricole du Togo* pour un montant de 200 millions représentant 20% du capital,
- la *Banque de l'Habitat du Sénégal* pour 100 millions équivalant à 10% du capital social de cette nouvelle institution.

L'évolution économique et financière de la République Populaire du Bénin

1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES PRIX ET SALAIRES EN 1979

Grâce à l'amélioration des conditions climatiques, le Bénin a connu en 1979 une évolution économique dans l'ensemble plus satisfaisante qu'en 1978.

Les mesures de relance de la production agricole prises par les autorités ont permis d'obtenir des résultats en hausse par rapport à 1977-1978, notamment en ce qui concerne le coton et le palmier à huile.

Essentiellement tournée vers la transformation des produits du palmier, l'activité industrielle a tiré profit de la progression de la production agricole. Le secteur de la construction et des travaux publics a également connu une activité soutenue.

En définitive, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut devrait se situer en 1979 à un niveau voisin de 14%.

Au plan des salaires, il n'y a pas eu d'évolution sensible. Il en est de même des prix qui dans l'ensemble sont demeurés stables durant la majeure partie de l'année.

1.1. La production agricole

La campagne 1978-1979 a, contrairement aux deux précédentes, bénéficié de la clémence des conditions climatiques.

Les tableaux ci-après retracent les résultats obtenus durant la campagne écoulée en comparaison avec ceux des campagnes précédentes.

BÉNIN — COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Arachides décortiquées	7,0	7,9	2,7	1,3
Cacao	1,1	2,3	1,4	4,1
Café	0,1	0,8	0,4	0,1
Coton graine	20,1	17,5	13,9	18,7
Karité	12,4	2,9	8,3	0,2

Sources : Société Nationale pour la Production Agricole (SONAGRI).
Société Nationale pour l'Industrie des Corps Gras (SONICOG).

BÉNIN — PRODUITS DU PALMIER

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Régimes collectés	128,4	74,8	53,3	58,4
Production d'huile de palme	23,0	13,5	10,5	11,9
Production d'huile de palmiste	21,4	22,2	5,3	10,7
Tourteaux	21,6	22,9	5,7	11,2

Sources : Société Béninoise de Palmier à Huile (SOBEPALH).
Société Nationale pour l'Industrie des Corps Gras (SONIGOG).

BÉNIN — PRIX A LA PRODUCTION

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a. le kg		
Arachides décortiquées	55,00	55,00	55,00	55,00
Café (1ère qualité)	110,00	115,00	135,00	135,00
Coton graine (Allen 1ère qualité)	45,00	50,00	55,00	55,00
Karité	15,00	20,00	24,00	35,00

Source : Journaux officiels de la République populaire du Bénin.

Au cours de la campagne 1978-1979, la *Société Nationale pour la Production Agricole* (SONAGRI) a commercialisé 18 740 tonnes de **coton graine** contre 13 889 tonnes en 1977-1978, traduisant ainsi un redressement de 34,9%. Toutefois, les quantités commercialisées sont demeurées inférieures à celles de la campagne 1975-1976 au cours de laquelle elles s'étaient situées à plus de 20 000 tonnes. La production de fibre a reflété de son côté le bon niveau de la campagne cotonnière avec 7 773 tonnes au lieu de 5 575 tonnes en 1977-1978.

La commercialisation des **produits du palmier** a également connu une reprise en 1978-1979. C'est ainsi qu'à la fin de la campagne, la *Société Béninoise de Palmier à Huile* (SOBEPALH) avait commercialisé 58 443 tonnes de régimes de palme contre 53 302 tonnes au titre de la campagne précédente. D'une campagne à l'autre, les quantités de palmistes reçues par la *Société Nationale pour l'Industrie des Corps Gras* (SONICOG) ont presque doublé passant de 11 818 tonnes à 23 430 tonnes.

En ce qui concerne les **arachides** et le **karité**, la campagne 1978-1979 a été moins satisfaisante. La commercialisation de l'arachide n'a porté que sur 1 341 tonnes et celle des amandes de karité sur 248 tonnes.

Dans le domaine des **cultures vivrières**, le redressement s'est poursuivi après la chute occasionnée en 1976 par la détérioration des conditions climatiques. C'est ainsi que les récoltes obtenues en 1978 ont dans l'ensemble été meilleures que celles de la saison précédente. L'amélioration des conditions climatiques en 1979 a permis de maintenir le niveau de la production vivrière.

BÉNIN – PRODUCTION DES CULTURES VIVRIÈRES

	1975	1976	1977	1978
		Milliers de tonnes		
Maïs	217	182	235	308
Mil	15	4	5	3
Sorgho	52	72	76	62
Riz paddy	13	18	21	9
Total (céréales)	**297**	**276**	**337**	**382**
Igname	445	590	552	643
Manioc	461	624	625	698

Source : Ministère du Développement rural et de l'Action coopérative, Direction des Etudes et de la Planification.

1.2. L'élevage

Selon les estimations actuellement disponibles, le cheptel béninois s'est régulièrement accru au cours des dernières années.

BÉNIN – ÉVOLUTION DU CHEPTEL

	1975	1976	1977	1978
		Nombre de têtes		
Bovins	679 374	711 321	725 548	740 000
Ovins	730 324	755 234	780 891	907 000
Caprins	799 641	823 630	848 339	874 000
Porcins	368 383	384 961	402 284	420 000

Source : Ministère de Développement rural et de l'Action coopérative, Service de l'Elevage.

Le développement de la production animale s'est poursuivi en 1979 avec la mise en place des infrastructures nécessaires à un élevage moderne. Il s'agit en particulier des programmes de construction de parcs à bétail et de ranches de reproduction entamés depuis 1978.

1.3. La pêche

En 1977, la production de ce secteur, estimée à 24 928 tonnes dont 20 550 tonnes pour la pêche lagunaire et fluviale, a été insuffisante pour couvrir une consommation intérieure de 29 943 tonnes.

La tendance à la baisse enregistrée au cours des dix dernières années a rendu nécessaire une intervention de plus en plus marquée des autorités dans ce secteur. A cet égard, les efforts déployés en 1979 ont permis de doter la *Société Nationale de Pêche* (SONAPECHE) de deux nouveaux bâtiments pour la pêche maritime. Le redressement attendu dans les années à venir devra également permettre la reprise des exportations de crevettes qui ont été pratiquement suspendues au cours des trois dernières années.

BÉNIN — ÉVOLUTION DE LA PÊCHE

	1975	1976	1977	1978
		Tonnes		
Pêche maritime	5 695	4 015	4 378	...
Pêche lagunaire et fluviale	20 600	20 550	20 550	...
Total production	**26 295**	**24 565**	**24 928**	...
Importations	8 875	12 492	7 671	...
Exportations	3 524	2 705	2 656	...
Consommation intérieure	**31 646**	**34 352**	**29 943**	...

Source : Ministère du Développement rural et de l'Action coopérative, Direction des Pêches.

1.4. La production industrielle

Le **secteur des huileries** qui représente la principale activité industrielle a enregistré des résultats satisfaisants en 1978-1979 grâce au niveau élevé des approvisionnements. Ainsi, la *Société Nationale pour l'Industrie des Corps Gras* (SONICOG) a pu produire 10 475 tonnes d'huile de palmiste et 11 151 tonnes de tourteaux contre respectivement 5 337 tonnes et 5 707 tonnes au cours de la campagne précédente. Cette reprise a été moins forte pour la *Société Béninoise de Palmier à Huile* (SOBEPALH) dont la production a été de 11 855 tonnes au lieu de 10 522 tonnes en 1977-1978. Concernant le développement de ce secteur, il convient de noter l'achèvement des travaux de Génie civil relatifs à la construction d'une huilerie mixte à Bohicon.

La **production de ciment** s'est élevée à 255 000 tonnes en 1979 contre 136 000 tonnes en 1978. La forte augmentation ainsi enregistrée est liée à la création d'une nouvelle unité, la *Société Nationale des Ciments* (SONACI) dont la production au cours de cette première année d'activité a été de 107 000 tonnes. Par ailleurs, la réalisation du projet de cimenterie à Onigbolo a démarré avec les travaux de Génie civil. Tous les contrats financiers ont été signés et au 31 décembre 1979, la réalisation du projet était en avance sur le planning établi.

Le **secteur agro-industriel** a également suscité beaucoup d'intérêt au cours de l'année 1979. C'est ainsi que la *Banque Ouest Africaine de Développement* (B.O.A.D.) a donné son accord pour le financement d'une maïserie à Bohicon. Par ailleurs, la partie agricole du projet sucrier de Savè a été réalisée et un accord de financement obtenu pour le reste des travaux.

Enfin, la **production minière** devrait bientôt bénéficier de l'exploitation du gisement de pétrole pour laquelle un accord de financement a été passé avec des firmes norvégiennes pour un montant de 21,2 milliards de francs c.f.a. représentant 90% du coût du projet.

1.5. Le tourisme

La capacité hôtelière du Bénin s'est légèrement accrue en 1979, totalisant 669 chambres au lieu de 637 en 1978. Cette évolution était rendue nécessaire par l'expansion enregistrée dans ce secteur au cours des dernières années. En effet, le nombre d'arrivées était passé de 24 905 en 1977 à 28 727 en 1978 et, dans le même temps, le nombre de nuitées s'est élevé de 57 780 à 66 996.

L'infrastructure hôtelière va se renforcer dans les années à venir avec la construction d'un hôtel de classe internationale de 200 chambres à Cotonou, d'un hôtel à Parakou et de motels dans d'autres villes à l'intérieur du pays.

1.6. Les prix et salaires

Malgré l'influence de la tendance à la hausse des prix des produits importés, les prix intérieurs ont dans l'ensemble suivi une évolution proche de celle de 1978. Certains produits vivriers tels que le maïs et la tomate ont cependant enregistré des hausses records sur les marchés de la capitale économique. Les variations ont été plus limitées en ce qui concerne les matériaux de construction.

2. FINANCES PUBLIQUES

La politique de rigueur observée dans la gestion des Finances publiques au cours de ces dernières années s'est poursuivie en 1978 où l'exécution du budget de fonctionnement s'est soldée par un excédent de 4,8 milliards, chiffre nettement supérieur à celui de l'exercice antérieur. Ce résultat a été en grande partie dû aux bonnes performances réalisées dans le recouvrement des recettes, notamment fiscales qui se sont élevées à 21,2 milliards alors que les dépenses maintenues en deçà des chiffres prévisionnels, se montaient à 16,4 milliards.

BÉNIN — BUDGET NATIONAL*

	1976	1977	1978	1979
		Réalisations		Prévisions
		Milliards de francs c.f.a.		
Recettes	**18,7**	**19,9**	**21,2**	**26,9**
— Recettes fiscales	18,0	17,7	20,2	21,7
dont : *Douanes*	*10,2*	*11,5*	*12,0*	*12,9*
— Autres recettes	0,7	2,2	1,0	5,2
— Financements extérieurs	—	—	—	—
Dépenses	**13,0**	**19,2**	**16,4**	**26,9**
— Budget de fonctionnement	13,0	19,2	16,4	26,9
— Budget d'équipement	—	—	—	—
Déficit (—) ou excédent (+)	**+ 5,7**	**+ 0,7**	**+ 4,8**	...
Apports des correspondants	...	...	...	...
Autres opérations du Trésor (a)	...	...	...	...
Variations des avoirs nets auprès du système bancaire (b)	+ 3,9	+ 3,9	+ 1,9	+ 5,9

***Exercice 1er janvier - 31 décembre**

(a) Décalages de trésorerie, budgets annexes et comptes spéciaux.

(b) Le signe + indique un accroissement des créances nettes ou une réduction des engagements nets.

Source : Services du Trésor béninois.

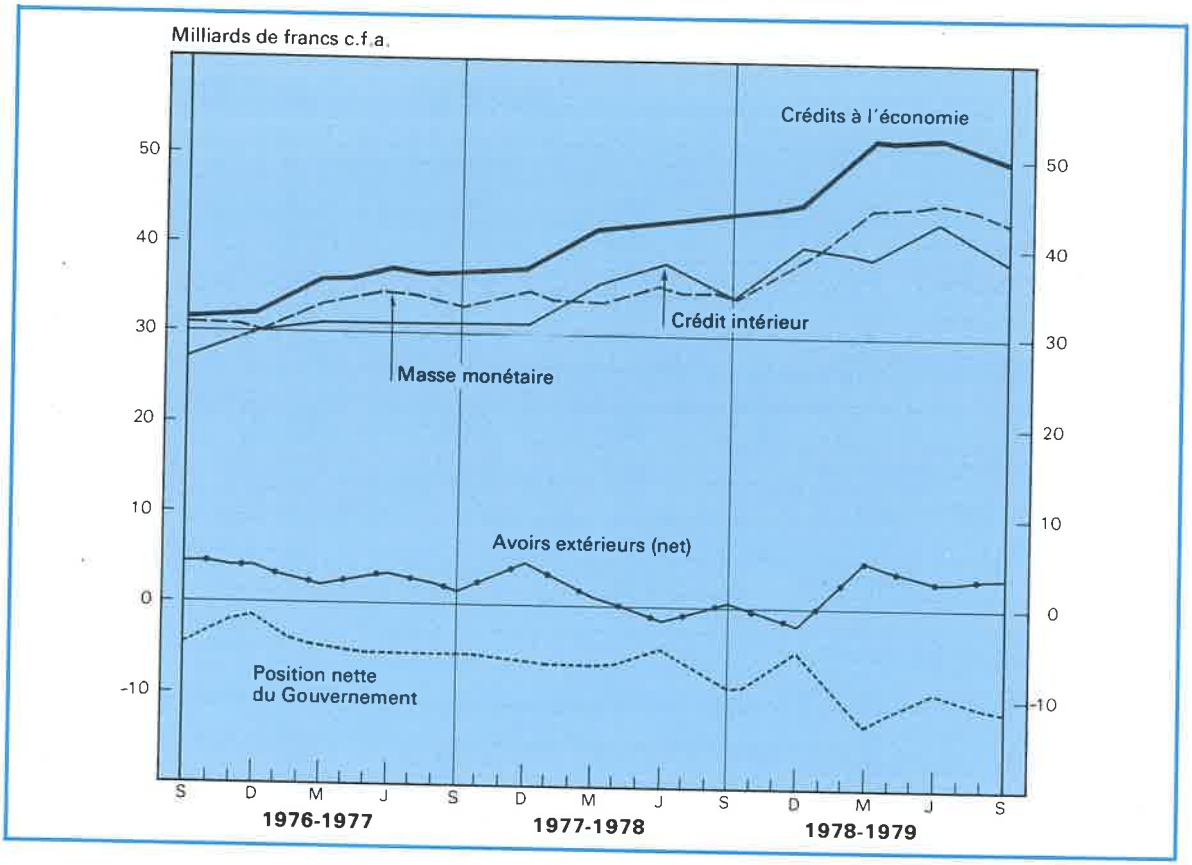
Comparé au budget de l'exercice précédent, le budget de l'année 1979, équilibré en recettes et en dépenses à 26,9 milliards a enregistré un taux d'accroissement de 15,9%. La part relative des recettes fiscales dans l'ensemble des ressources s'établissait, en légère baisse, à 80,7% en 1979 contre 82,3 et 83,6% respectivement en 1978 et 1977. Tandis que les dépenses de personnel progressaient de 10,7% d'une année à l'autre, l'augmentation des dépenses de matériel ressortait à 27,5%. Les crédits destinés aux subventions, bourses et secours, connaissaient également une hausse importante dépassant de 46% les montants prévus au budget précédent.

Par ailleurs, en vue de souscrire au capital d'entreprises publiques participant au développement, l'Etat a recouru en 1979 au concours de l'Institut d'émission en application des dispositions de l'article 15 des statuts de ce dernier.

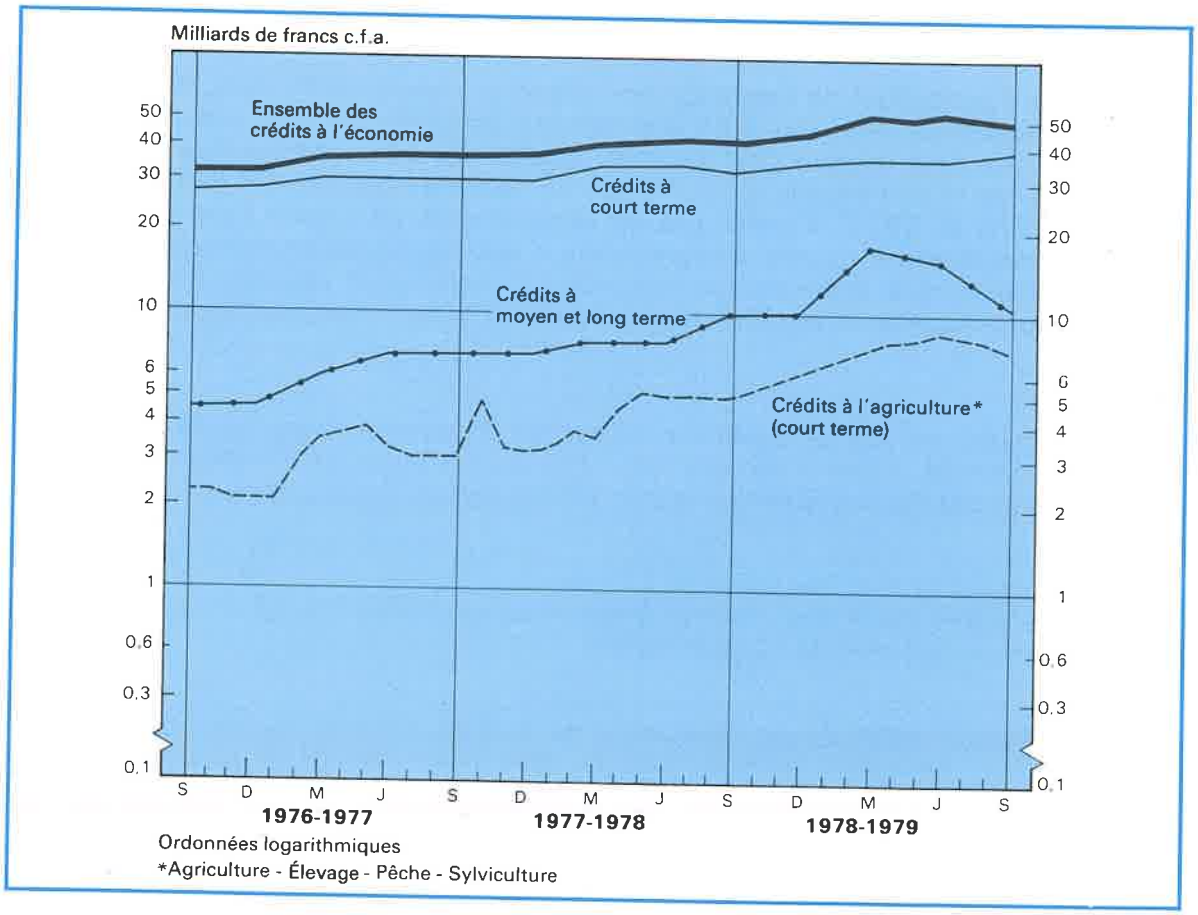
Les données provisoires relatives à l'exécution du budget de 1979 font ressortir une rentrée appréciable des recettes douanières se chiffrant à 14,4 milliards pour une prévision budgétaire de 12,9 milliards.

Les résultats définitifs de l'exécution du budget d'investissement ne sont pas encore connus. Toutefois, compte tenu du démarrage effectif de plusieurs projets inscrits dans la deuxième tranche du Plan d'Etat, le taux de réalisation des investissements de 1979 doit avoir dépassé les 36% enregistrés en 1978. Les décaissements intervenus au cours de la période considérée ont entraîné une baisse des avoirs du Trésor auprès du système bancaire.

BÉNIN — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



BÉNIN — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



3. MONNAIE ET CRÉDIT

La conjoncture économique marquée par une amélioration de la campagne agricole et une activité industrielle plus soutenue s'est traduite, en 1979, au niveau des agrégats monétaires, par un renforcement de la position extérieure des institutions monétaires, une progression modérée du crédit intérieur et une accélération de la croissance de la masse monétaire.

BÉNIN — SITUATION MONÉTAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976*	1977*	1978*	1979*
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	4 529	2 017	424	3 040
— *Banque centrale*	*2 529*	*1 017*	*624*	*— 5 360*
— *Banques*	*2 000*	*1 000*	*— 200*	*8 400*
Crédit intérieur	27 221	31 790	34 680	38 625
— *Gouvernement (net)*	*— 4 279*	*— 5 210*	*— 8 820*	*— 11 375*
— *Crédits à l'économie*	*31 500*	*37 000*	*43 500*	*50 000*
Masse monétaire	31 422	34 275	35 833	43 125
Autres éléments nets	+ 328	— 468	— 729	— 1 460

*Estimations.

Source : B.C.E.A.O.

Les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires se sont accrus de 2,6 milliards au cours de l'exercice 1978-1979. Cette évolution provient de la reconstitution des disponibilités extérieures des banques qui ont augmenté de 8,6 milliards. La situation en devises de la Banque centrale s'est par contre fortement dégradée, sa position extérieure nette, créditrice de 0,6 milliard en début d'exercice était, en effet, débitrice de 5,4 milliards à fin septembre 1979. Le montant des avoirs extérieurs enregistrés à l'actif de la situation de la Banque centrale est passé de 4,5 milliards à — 0,2 milliard entre la fin et le début de l'exercice 1978-1979.

Entre le 30 septembre 1978 et le 30 septembre 1979, le **crédit intérieur** a augmenté de 3,9 milliards pour atteindre 38,6 milliards soit une progression de 11,4%, légèrement supérieure à celle enregistrée un an plus tôt, 9,1%.

La *position créditrice nette du Gouvernement* à l'égard des institutions monétaires a augmenté de 2,6 milliards pour atteindre 11,4 milliards à fin septembre 1979.

Cette amélioration a correspondu, pour l'essentiel, au développement des dépôts des organismes d'Etat, notamment ceux de la Caisse Autonome d'Amortissement auprès des banques. Le Gouvernement a bénéficié au cours de l'exercice 1978-1979 d'un concours de 2,9 milliards accordé par la Banque centrale au titre de l'article 15 de ses statuts.

Aucun nouveau versement n'étant intervenu durant l'exercice, le montant des sommes mises à la disposition du Trésor béninois au tire du Fonds fiduciaire n'a pas varié et s'est maintenu à 1,5 milliard de francs c.f.a.

La plus grande aisance de la trésorerie publique, traduite par l'évolution de la position créditrice nette du Gouvernement au cours de l'exercice sous revue a été la conséquence du développement des recettes, notamment douanières, et d'une gestion rigoureuse en matière de dépenses publiques.

Le volume des *crédits à l'économie* s'est accru de 6,5 milliards ou 15%, taux légèrement inférieur à celui enregistré un an plus tôt, 17,6%. Les crédits ordinaires ont contribué à cette progression pour 5,5 milliards.

Avec des taux respectifs de 17,6 et de 6,0%, l'accroissement de la demande des crédits ordinaires a porté davantage sur les crédits à court terme que sur ceux à moyen et long terme.

L'augmentation des crédits ordinaires a pratiquement bénéficié à l'ensemble des secteurs d'activité, mais plus particulièrement au commerce autre que d'exportation de produits agricoles, à l'agriculture et aux industries non alimentaires.

La progression des crédits à moyen et long terme, a par contre principalement profité aux entreprises de transport et de transit.

Le rythme d'expansion de la **masse monétaire** s'est nettement accéléré au cours de l'exercice avec un taux de progression de 20,3% au lieu de 4,5% pour l'exercice précédent.

Cette évolution a été uniquement le fait des dépôts en banque, la circulation fiduciaire ayant légèrement regressé au cours de la période considérée.

Le montant des dépôts bancaires s'est accru de 7,8 milliards, soit un taux de croissance annuel de 33,6% au lieu de 4,0%. Cette progression est imputable aussi bien aux dépôts constitués par le secteur privé 29,6% contre 5,2% qu'à ceux des organismes publics 42,8% contre 1,4%.

La **base monétaire** (a) s'est développée à un rythme un peu moins rapide qu'au cours de l'exercice précédent, 4% au lieu de 6,9%. La progression plus accentuée de la masse monétaire pendant la période sous revue traduit un relèvement du multiplicateur de 3,11 à 3,67 résultant de la diminution de la part relative de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire, 22,8% au lieu de 29,3% dont les effets ont été partiellement compensés par un quasi-doublement du coefficient de réserve des banques.

BÉNIN — ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE

	1976	1977	1978		1979		
	Sept.	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Base monétaire (B.M.)	**9 260**	**10 560**	**11 287**	**10 003**	**11 363**	**11 111**	**11 734**
— Circulation fiduciaire	8 739	10 269	10 519	7 955	9 629	9 148	9 846
— Réserves des banques	521	291	768	2 048	1 734	1 963	1 888
— Autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—
Contreparties de la base monétaire	**9 260**	**10 560**	**11 287**	**10 003**	**11 363**	**11 111**	**11 734**
— Avoirs extérieurs nets	2 529	1 016	624	– 1 699	– 2 378	– 5 950	– 5 360
— Position du Gouvernement	– 2 711	– 1 165	– 1 204	366	– 698	3 107	3 576
— Concours aux banques et aux établissements financiers	9 446	10 710	11 883	11 341	14 441	13 959	13 583
— Autres éléments nets	– 4	– 1	– 16	– 5	– 2	– 5	– 65
Masse monétaire (M2)	**31 422**	**34 275**	**35 833**	**39 017**	**44 729**	**45 338**	**43 125**
Multiplicateur $\frac{M2}{BM}$	***3,39***	***3,24***	***3,11***	***3,90***	***3,94***	***4,08***	***3,67***
			Pour cent				
Partage des encaisses							
— Circulation fiduciaire	27,8	29,9	29,4	20,4	21,5	20,2	22,8
— Dépôts en C.C.P.	4,4	5,0	5,9	6,3	5,8	4,6	5,3
— Dépôts en banque	67,8	65,1	64,7	73,3	72,7	75,2	71,9
Coefficients de réserves (a)	2,4	1,3	3,3	7,2	5,3	5,7	6,1

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

a) La base monétaire, définie comme l'ensemble des engagements liquides de la Banque centrale, conditionne le niveau de la masse monétaire par le jeu du *multiplicateur*. Les éléments déterminants de cette relation sont, d'une part, le comportement du public partageant ses encaisses entre monnaie fiduciaire et dépôts bancaires, et, d'autre part, le coefficient de réserves choisi par les banques. Les variations de la masse monétaire peuvent ainsi se décomposer en variations de la base (qui reflètent la politique de la Banque centrale) et variations du multiplicateur (qui reflètent le comportement du public et des banques).

4. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

4.1. Échanges commerciaux avec l'extérieur

L'amélioration constatée en 1977 ne s'est pas confirmée en 1978 où les exportations officielles ont à nouveau enregistré en valeur des montants particulièrement faibles. Malgré la relative stabilité des importations, la balance commerciale a ainsi enregistré un déficit de 54,4 milliards de francs c.f.a., le plus élevé de la décennie, et la couverture des importations par les exportations a été ramené à 9,6%.

BÉNIN — ÉCHANGES EXTÉRIEURS

	1974	1975	1976**	1977**	1978**
			Milliards de francs c.f.a.		
Exportations	10,2	6,8	5,5	7,6	5,8
Importations*	35,5	42,1	52,2	60,4	60,2
Balance commerciale	– 25,3	– 35,3	– 46,7	– 52,8	– 54,4
			Pour cent		
Couverture des importations par les exportations	28,7	16,2	10,5	12,6	9,6

*Non compris admission temporaire. **Chiffres provisoires.

Source : Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Analyse économique. Direction de l'Institut National de la Statistique et de l'analyse Economique.

L'année 1978 a en effet subi les conséquences de conditions climatiques peu favorables qui ont provoqué une baisse générale de la production et partant des expéditions de la plupart des produits d'exportation. Les produits du palmier, en particulier, ont enregistré un recul sensible. Globalement, la valeur de leurs ventes à l'étranger est tombé de 1,7 milliard de francs c.f.a. en 1977 à seulement 0,7 milliard en 1978.

Les exportations de coton égréné ont également diminué en quantité ; toutefois en raison de cours de réalisation plus élevés que l'année précédente, leur valeur est passée de 1,3 milliard en 1977 à 1,6 milliard en 1978. Les tonnages de cacao expédiés à l'étranger ont en revanche augmenté de 1 105 tonnes en 1977 à 1 852 tonnes en 1978, pour des montants de 0,8 et 1,4 milliard de francs respectivement.

Les meilleures conditions climatiques de l'année 1979 devraient permettre de redresser la situation au niveau des produits du palmier et du coton et la poursuite de la progression du cacao.

Au total, les importations se sont maintenues en 1978 pratiquement au même niveau qu'en 1977, 60,2 milliards de francs contre 60,4. Leur composition s'est toutefois quelque peu modifiée. Ainsi les achats de céréales se sont contractés de 66,7%, avec un montant de 0,9 milliard de francs en 1978, contre 2,7 milliards en 1977. Les autres produits du groupe « Alimentation, Boissons, Tabacs » ont également enregistré un recul sensible, à l'exclusion des importations de tabac qui ont fortement progressé : 8,2 milliards en 1978 au lieu de 5,7 milliards en 1977, soit une augmentation de 43,9%. Les achats de fers, fontes, aciers et ouvrages divers en métaux sont restés pratiquement au même niveau, 3,2 milliards de francs c.f.a. contre 3,1 milliards un an plus tôt, de même que les approvisionnements en produits pétroliers, 2,9 milliards en 1978 contre 3,0 milliards en 1977. Par contre, les achats de tissus en coton sont revenus de 7,6 milliards en 1977 à 4,3 milliards en 1978, tandis que les approvisionnements en produits pharmaceutiques ont presque triplé en s'élevant à 2,3 milliards contre 0,8 milliard un an auparavant.

En 1978, la part des pays de la C.E.E. dans les relations commerciales du Bénin avec l'étranger s'est renforcée au niveau des importations où elle a représenté 59,0% du total, au lieu de 54,5% en 1977. Elle est par contre revenue de 55,3% à 52,4% sur le plan des exportations. Les échanges avec les autres pays de l'U.M.O.A. sont restés peu importants, principalement en ce qui concerne les importations, et ont même marqué une tendance à se contracter. La part des pays membres de l'U.M.O.A. a en effet atteint seulement 2,1% à l'importation en 1978 au lieu de 3,3% un an auparavant et 9,7% à l'exportation contre 10,8% en 1977.

Les estimations établies pour l'année 1979 laissent apparaître une aggravation du déficit commercial, résultant d'une hausse des importations plus forte que celle des exportations.

4.2. Balance des paiements

Les orientations générales dégagées de l'évolution des données douanières du commerce extérieur se retrouvent au niveau de la balance des paiements qui enregistre toutefois une progression de 11,8% des dépenses d'importation en 1978. Cette dernière a entraîné une dégradation plus marquée du déficit des opérations sur marchandises qui est passé de 32,0 milliards en 1977 à 42,0 milliards en 1978.

En revanche, les opérations au titre des services ont dégagé en 1978 des excédents notables liés au développement des recettes de transit. Cette tendance est appelée à se maintenir à l'avenir. En effet, des travaux sont en cours, en vue d'accroître la capacité d'accueil du port de Cotonou et d'améliorer les routes commerciales entre le Bénin, le Niger et le Nigeria. Le développement de la marine marchande et de l'aviation civile devrait permettre également de renforcer les résultats positifs de la balance des services. Les performances actuelles demeurent cependant modestes au regard du lourd déficit commercial enregistré.

Malgré une augmentation des rapatriements d'économies sur salaires des ressortissants béninois à l'étranger, les transferts sans contrepartie ont néanmoins enregistré un certain tassement en 1978 en raison de la diminution de l'aide extérieure publique. Le solde traditionnellement excédentaire de ces opérations est revenu de 20,5 milliards de francs en 1977 à 18,8 milliards en 1978. Le Bénin a notamment bénéficié en 1978 pour un montant de 1,3 milliard de francs, d'apports relatifs au mécanisme du STABEX destinés à compenser la chute des exportations.

Les entrées nettes de capitaux à long terme se sont considérablement accrues en 1978 en liaison avec la mise en place effective des programmes d'investissements prévus par le plan triennal. Parmi les projets dont la réalisation a débuté, il convient de mentionner l'extension du Port Autonome de Cotonou financée en partie par la B.A.D.E.A. à hauteur d'environ un milliard de francs c.f.a., les travaux d'infrastructure routière financés par une participation du F.E.D. à concurrence de 4,0 milliards de francs c.f.a. et de la B.A.D. pour environ 0,8 milliard de francs c.f.a.

Ces entrées massives de capitaux n'ont toutefois pu compenser totalement le déficit des opérations courantes et, en définitive, la balance des paiements aurait enregistré en 1978 un déficit de 1,5 milliard de francs c.f.a.

BÉNIN — BALANCE DES PAIEMENTS

	1974	1975	1976	1977	1978
			Milliards de francs c.f.a.		
Marchandises	– 18,4	– 25,5	– 26,5	– 32,0	– 42,0
dont – *Exportations FOB*	*+ 22,4*	*+ 24,9*	*+ 23,5*	*+ 36,0*	*+ 37,0*
– *Importations CAF*	*– 40,8*	*– 50,4*	*– 50,0*	*– 68,0*	*– 79,0*
Services	+ 1,1	– 0,3	+ 2,5	+ 1,0	+ 4,7
Transferts sans contrepartie	+ 10,2	+ 14,4	+ 11,4	+ 20,5	+ 18,8
dont – *Privés*	*+ 2,1*	*+ 3,9*	*+ 4,7*	*+ 6,4*	*+ 8,1*
– *Publics*	*+ 8,1*	*+ 10,5*	*+ 6,7*	*+ 14,1*	*+ 10,7*
Balance des paiements courants	**– 7,1**	**– 11,4**	**– 12,6**	**– 10,5**	**– 18,5**
Mouvements de capitaux non monétaires à long terme	+ 4,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 4,7	+ 13,3
Balance de base	**– 2,4**	**– 7,6**	**– 8,4**	**– 5,8**	**– 5,2**
Mouvements de capitaux non monétaires à court terme	+ 2,9	+ 5,0	+ 3,9	+ 2,4	+ 3,7
Erreurs et omissions nettes	+ 2,6	+ 4,9	+ 8,0	+ 6,8	–
Balance globale	**+ 3,1**	**+ 2,3**	**+ 3,5**	**+ 3,4**	**– 1,5**

N.B. - Le signe + indique un excédent, le signe – un déficit.

*Données provisoires. - **Estimations.

Source : B.C.E.A.O.

4.3. Dette extérieure

Selon les données définitives de l'année 1978, la dette extérieure du Bénin s'établissait à 77,0 milliards de francs c.f.a. en fin d'année, répartis à hauteur de 36,9 milliards de francs c.f.a. pour l'encours et de 40,1 milliards de francs c.f.a. pour le solde des crédits engagés et non encore versés.

Au cours de cette période, les nouveaux engagements contractés pour la totalité auprès des institutions internationales de financement et des organismes publics, se sont élevés à 10,7 milliards de francs c.f.a. Par rapport à l'année précédente, ils ont ainsi accusé une hausse d'environ 1,1 milliard de francs c.f.a.

Par suite du démarrage effectif d'importants projets industriels inscrits au Plan triennal d'Etat et des travaux d'infrastructures portuaires, les tirages ont atteint 7,9 milliards de francs c.f.a. contre 6,7 milliards de francs c.f.a. en 1977 soit une progression de 17,9% d'une année à l'autre.

Au cours de la période sous revue, le flux net des transferts de ressources financières s'est élevé à 7,3 milliards de francs c.f.a., enregistrant ainsi un accroissement de 21,6% par rapport à l'année précédente.

Le service de la dette a sensiblement augmenté comparativement à son niveau de l'année 1977 en raison du montant élevé des remboursements effectués, presque à parts égales, au profit des organismes officiels et des sources privées de financement. Les remboursements ont correspondu à concurrence de 0,6 milliard de francs c.f.a. aux amortissements et de 0,4 milliard de francs c.f.a. aux charges afférentes aux intérêts.

Rapporté à la valeur estimée des exportations de biens et services, le service de la dette a représenté en 1978 un taux voisin de 2,8%.

BÉNIN — DETTE EXTÉRIEURE*

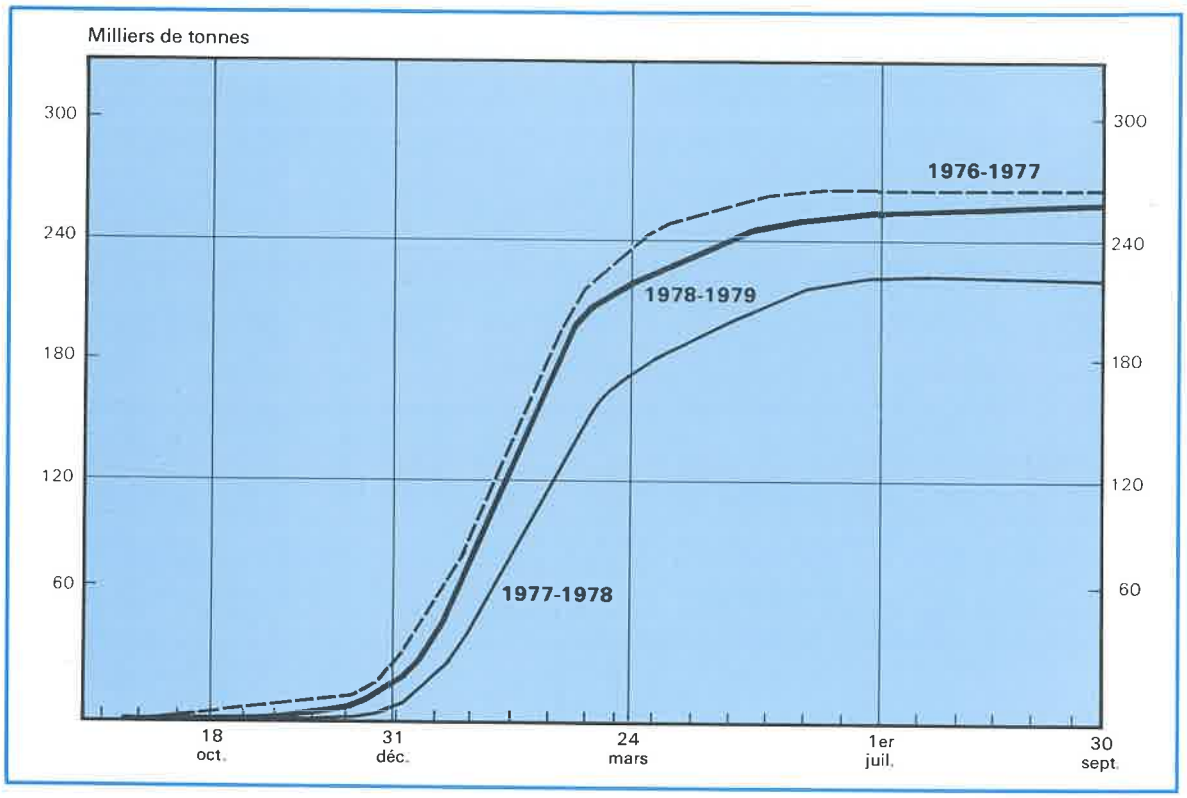
Origine des prêts		Opérations de la période				Dette en fin de période	
			Service de la dette				Partie
		Tirages	Amortis-sements	Intérêts	Total	Encours	non encore prélevée
		Millions de francs c.f.a.					
Institutions internationales	1975	1 829,1	—	6,2	6,2	5 811,7	5 549,3
	1976	1 985,1	—	6,7	6,7	8 661,9	9 185,0
	1977	3 356,5	9,9	—	9,9	12 401,1	5 390,9
	1978	5 810,5	20,1	143,8	163,9	18 939,4	14 565,6
	1979	...	...	...	...	...	...
Gouvernements	1975	731,2	690,6	62,9	753,5	7 806,0	22 206,5
	1976	1 987,7	677,9	107,4	785,3	12 065,0	25 804,8
	1977	1 759,3	552,2	125,0	667,2	10 777,6	9 085,9
	1978	2 089,5	443,2	169,3	612,5	14 787,9	24 470,2
	1979	...	...	...	...	...	...
Banques et autres établissements financiers	1975	330,0	187,3	2,2	189,5	308,0	251,6
	1976	30,2	43,1	0,9	44,0	145,9	28,0
	1977	1 593,0	51,7	8,7	60,4	2 210,2	—
	1978	—	51,5	19,8	71,3	202,5	1 036,6
	1979	...	...	...	...	...	...
Crédits fournisseurs	1975	63,7	255,7	60,2	315,9	3 180,8	96,8
	1976	—	34,7	10,9	45,6	3 066,4	—
	1977	—	138,5	31,6	170,1	2 702,6	101,7
	1978	—	125,4	24,9	150,3	2 970,2	—
	1979	...	...	...	...	...	...
Autres origines	1975	—	10,1	2,8	12,9	85,4	—
	1976	1,3	—	—	—	84,2	—
	1977	—	—	—	—	—	—
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Total	1975	2 954,0	1 143,7	134,3	1 278,0	17 192,6	28 104,2
	1976	4 004,3	755,7	125,9	881,6	24 017,4	35 017,8
	1977	6 708,8	752,3	165,3	917,6	28 091,5	14 578,5
	1978	7 900,0	640,2	357,8	998,0	36 900,0	40 072,4
	1979	...	...	...	...	...	...

*Dette directe de l'Etat et dette garantie par l'Etat.

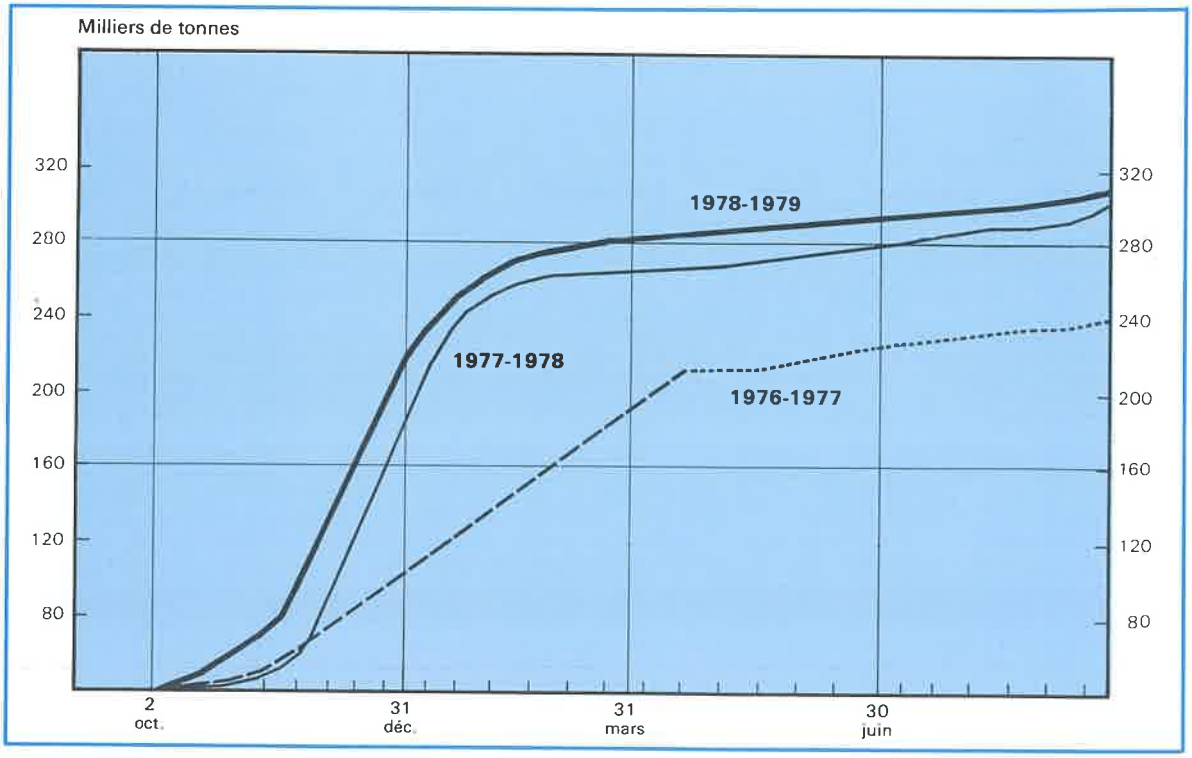
Source : Rapports annuels adressés à la B.I.R.D.

L'évolution économique et financière de la République de Côte d'Ivoire

COMMERCIALISATION DU CAFÉ EN COTE D'IVOIRE



COMMERCIALISATION DU CACAO EN COTE D'IVOIRE



1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES PRIX ET SALAIRES EN 1979

La forte expansion économique enregistrée en 1976 et 1977 a été suivie en 1978 d'une période d'ajustement à la suite de la sécheresse qui avait profondément perturbé les résultats de la campagne 1977-1978.

L'amélioration sensible des conditions climatiques en 1979, en favorisant une reprise de la production agricole tant vivrière que d'exportation, a permis de maintenir l'activité économique en Côte d'Ivoire à un bon niveau. Evalué aux prix courants, le Produit Intérieur Brut aurait connu une progression de 10,1 % au lieu de 12,1 % en 1978.

Le secteur primaire a été à la base de cette performance, mais, dans l'ensemble, l'activité industrielle, singulièrement celle tournée vers la transformation des produits agricoles, a été également soutenue.

Les prix intérieurs, après une stabilité relative au cours du premier trimestre, ont eu tendance à s'accroître à partir du mois de mars sous l'influence des prix des produits alimentaires et des ajustements rendus nécessaires par l'accélération de l'inflation mondiale.

1.1. La production agricole

Les tableaux ci-après retracent l'évolution de la commercialisation des principaux produits agricoles en 1978-1979 en comparaison avec celle des années précédentes.

COTE D'IVOIRE — COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Cacao	234,4	235,8	306,0	311,8
Café vert	307,8	291,3	195,7	277,0
Coton graine	65,1	75,4	103,0	114,9

Source : Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Productions Agricoles (C.S.S.P.P.A.)

COTE D'IVOIRE – PRIX A LA PRODUCTION

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a. le kilo		
Cacao	175	180	250	250
Café vert	150	180	250	250
Coton graine	70	80	80	80
Régimes de palme	8,11	8,11	10	10
Tabac (2ème catégorie)	140	170	170	170

Source : Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire.

Grâce à l'amélioration des conditions climatiques, la campagne de commercialisation 1978-1979 s'est inscrite en hausse sensible par rapport à celle de la saison précédente. L'évolution a été particulièrement favorable pour le café, cependant que le cacao a maintenu ses bonnes performances et que la culture du coton a poursuivi son expansion.

Au cours de la campagne 1978-1979, la **production caféière** a pratiquement recouvré son niveau de 1976-1977. Ainsi, le volume commercialisé s'est établi à 277 048 tonnes de café vert contre 195 742 tonnes pour la campagne précédente.

Les cours mondiaux du café, après une évolution modérée durant les quatre premiers mois de l'année, ont connu une appréciation sensible en mai et juin pour se stabiliser à un niveau satisfaisant jusqu'au mois d'octobre ; par la suite, un léger fléchissement est intervenu au cours des deux derniers mois de l'année. La reprise de la production ivoirienne, alliée à une politique de vente judicieuse qui a su tirer profit du redressement des prix, a permis à la Côte d'Ivoire d'accroître ses recettes d'exportation. A l'issue de l'année 1979, les exportations de café avaient porté sur 259 708 tonnes contre 230 114 tonnes au cours de l'année 1978.

La campagne de commercialisation du **cacao** , close le 30 septembre 1979 a atteint 311 808 tonnes contre 305 959 tonnes en 1977-1978 permettant à la Côte d'Ivoire de conserver le rang de premier producteur mondial qu'elle avait ravi au Ghana la saison précédente.

Les résultats satisfaisants encore obtenus cette année sont liés à la politique de régénération cacaoyière entreprise depuis plusieurs années par les autorités ivoiriennes.

Tout comme pour le café, le maintien des prix aux producteurs à 250 francs c.f.a. le kilo a permis de distribuer des revenus estimés à 78,0 milliards contre 76,5 milliards au titre de la saison précédente.

Contrairement à ceux du café, les cours du cacao, après avoir atteint des montants relativement élevés durant le premier trimestre, ont eu tendance à évoluer en baisse malgré un certain raffermissement en mai et juin. Les exportations ivoiriennes durant l'année 1979 ont été de 170 843 tonnes de fèves contre 244 011 tonnes l'année antérieure.

La production commercialisée de **coton,** initialement prévue à 105 000 tonnes, s'est élevée à 114 886 tonnes, contre 103 000 tonnes l'année précédente, enregistrant ainsi une hausse de 11,5 %.

Ces performances ont résulté de l'amélioration des conditions climatiques et surtout de l'extension des superficies affectées à cette culture qui sont passées de 87 549 hectares en 1978 à 107 245 hectares en 1978-1979.

S'agissant des **cultures fruitières,** l'ananas et la banane notamment, les prévisions pour l'année 1979 n'ont pas été réalisées. En effet, selon les statistiques de la *Coopérative de Producteurs pour la Commercialisation des Fruits et Légumes* de la Côte d'Ivoire, les exportations de bananes n'ont porté que sur 114 558 tonnes alors qu'on s'attendait à en exporter 178 800 tonnes pour l'année. Il en a été de même pour les ananas frais dont les exportations au cours de l'année n'ont totalisé que 87 415 tonnes contre 90 573 tonnes l'année précédente. Il convient de noter que la culture de l'ananas se heurte à un problème de rentabilité, les coûts de production devenant de plus en plus élevés face à une quasi-stagnation des cours mondiaux.

La collecte de **régimes de palme** est encore restée marquée par les effets de la sécheresse qui a caractérisé les deux campagnes précédentes. A l'issue des six premiers mois de l'année 1979, la production d'huile de palme s'établissait à 68 882 tonnes, accusant une baisse de 18,9 % par rapport à la même période de l'année 1978. La production de palmiste s'est également inscrite en baisse de 14,0 % avec 15 564 tonnes contre 18 095 tonnes en 1978.

Il convient toutefois d'indiquer que la Côte d'Ivoire est le troisième exportateur mondial d'huile de palme et le premier au niveau africain. En 1978, la production s'était établie à 150 775 tonnes. L'achèvement du programme de plantations de la SODEPALM devrait permettre d'accroître très sensiblement la production ivoirienne.

En 1978-1979, la production de **sucre de canne** a atteint 52 600 tonnes au lieu de 32 210 tonnes la campagne précédente. L'essentiel de la production a été assuré par Ferkéssédougou I avec 39 700 tonnes, en hausse de 22,0 % par rapport à la campagne antérieure. Parmi les autres complexes déjà entrés en production, il convient de citer Ferkéssédougou II avec 9 000 tonnes, Borotou-Koro avec 3 300 tonnes tandis que ceux de Sérébou et Zuénoula en sont à leur phase d'essai.

La production de **riz** attendue était de 507 000 tonnes pour la campagne 1978-1979 contre 475 000 tonnes au titre de la campagne précédente. Cette production est encore insuffisante pour couvrir les besoins du pays. D'importants projets ont été mis sur pied, parmi lesquels le programme de la SODEFEL qui comporte l'aménagement de 1 800 hectares pour les cultures de riz, maïs, ignames et arachides de bouche.

1.2 L'exploitation forestière

La Côte d'Ivoire poursuit activement son plan de reboisement avec notamment le concours financier de la Banque Mondiale. Ce plan intéresse 20 000 hectares de réserves forestières.

Durant l'année 1979, les exportations ont porté sur 2 193 774 tonnes de grumes et 208 883 tonnes de bois sciés contre respectivement 2 003 090 tonnes et 243 190 tonnes pour l'année 1978. La tendance à la baisse de l'exploitation forestière en Côte d'Ivoire a pour objectif de ramener progressivement la production qui était de 5 096 000 m³ en 1976 à 4 200 000 m³ en 1980.

1.3 L'élevage

La production de viande animale en Côte d'Ivoire couvre environ 40 % des besoins intérieurs. Aussi, d'importants projets ont-ils été mis sur pied tant sur le plan national que régional, notamment au niveau du *Conseil de l'Entente.* Les objectifs arrêtés par le Ministère de la Production animale pour faire face à la situation actuelle se présentent de la façon suivante :

	Effectifs en 1977	**Objectifs pour 1985**
	Milliers de têtes	
Bovins	550	880
Ovins	1 300	3 000
Porcins	285	520
Volailles	15 000	40 000

La réalisation de ce plan devrait conduire à l'autosuffisance en ce qui concerne le porc et la volaille d'ici à une dizaine d'années. La couverture des besoins sera réalisée à hauteur de 50 % pour le mouton et du tiers pour le bœuf. Il est néanmoins prévu une forte croissance d'environ 6 % du rythme d'augmentation du cheptel bovin. La mise en place progressive des différents programmes se traduit par la création de ranches et de centres de multiplication des races. Bien qu'une tradition pastorale ne soit pas tout à fait établie en milieu rural ivoirien, la mise en place d'un encadrement efficace par le biais de la *la Société pour le Développement de la Production Animale* (SODEPRA) a déjà permis d'obtenir des résultats encourageants, surtout dans la région Boundiali.

1.4 La pêche

Depuis quelques années, la pêche thonière est devenue le secteur le plus dynamique de la pêche en Côte d'Ivoire. C'est ainsi que le total des prises des thoniers ivoiriens est passé de 10 900 tonnes en 1976 à 17 652 tonnes en 1978. Cette évolution s'est accompagnée d'une expansion de l'industrie de la conserve de thon essentiellement tournée vers l'exportation. En 1980, les unités de ce secteur devraient totaliser une capacité de traitement de 30 000 tonnes par an.

La pêche industrielle a été également soutenue au cours des dernières années par l'activité des chalutiers et sardiniers. En 1979, ceux-ci ont pêché 37 935 tonnes contre 40 674 tonnes en 1978.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a mis en place un programme d'exploitation des lacs artificiels issus des barrages destinés soit à la production d'énergie électrique, soit à l'irrigation des cultures. C'est notamment le cas du barrage de Kossou qui devrait permettre l'installation de 5 000 pêcheurs pour une production de 15 000 tonnes de poisson par an. Il en est de même du barrage de Taabo déjà mis en service et de ceux de Buyo et Soubré en cours de réalisation.

1.5 La production industrielle

Dans le domaine de l'**énergie**, le premier groupe turbo-alternateur de la centrale hydro-électrique de Taabo a été mis en service le 25 janvier 1979. Le coût total des ouvrages est estimé à 47 milliards de francs c.f.a. et la production escomptée est de un milliard de kWh. Le barrage de Buyo, déjà mentionné est en cours de réalisation sur le fleuve Sassandra.

L'**activité minière** qui est jusqu'ici demeurée au stade de la recherche va bientôt se concrétiser avec la mise en exploitation au large de Grand-Bassam d'un gisement de pétrole à partir du deuxième semestre 1980. La production initiale attendue est de 400 000 tonnes par an. Au cours de l'année le capital de la *Société Ivoirienne de Raffinage* (S.I.R.) est passé de 2 à 7 milliards de francs c.f.a. en prévision du doublement de la capacité de raffinage de l'usine qui sera portée à 4 millions de tonnes.

Dans l'ensemble, l'**activité industrielle** a été soutenue en 1979. L'indicateur de l'activité industrielle a marqué au cours des dix premiers mois de l'année, une hausse de 8,7 % par rapport à la même période de 1978. Cette reprise est liée aux bons résultats de la campagne agricole.

Les difficultés dans l'industrie textile, liées en partie à la conjoncture internationale, commence à connaître un début de solution grâce à la série de mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre les importations frauduleuses. Les résultats restent cependant modestes. Les *Etablissements Robert Gonfreville,* principale unité de ce secteur, ont vu leur bénéfice net passer de 563 millions en 1977 à 187 millions en 1978. Aussi, les programmes d'extension prévus pour 1979 ont-ils été différés en raison des incertitudes qui continuent de planer sur la plupart des marchés.

En ce qui concerne les différents projets industriels, il convient de signaler l'entrée en activité du complexe agro-industriel de Sinematiali. Cette réalisation de 4,8 milliards de francs c.f.a. comporte une unité agricole de 1 800 hectares entièrement irrigués et répartis en dix fermes autonomes employant un effectif total de 600 agriculteurs. Elle vise essentiellement la production de 3 000 tonnes de concentré de tomate par an, soit le tiers de la consommation intérieure.

COTE D'IVOIRE — INDICATEUR DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Mois	1976	1977	1978	1979
		Base 100 : Année 1972		
Janvier	173,8	225,2	257,1	289,1
Février	183,2	224,3	256,0	298,9
Mars	180,1	213,5	244,0	299,3
Avril	185,8	220,2	274,7	302,9
Mai	188,4	211,0	224,5	259,9
Juin	174,9	216,4	257,6	234,1
Juillet	183,0	214,4	228,4	230,9
Août	171,9	213,2	230,1	258,9
Septembre	182,6	206,5	256,0	240,5
Octobre	194,8	206,9	256,9	287,5
Novembre	200,9	213,8	251,2	...
Décembre	211,7	229,9	253,9	...

Source : Ministère de l'Economie et des Finances (Direction centrale des Marchés).

1.6. Le tourisme

La politique de promotion touristique menée en Côte d'Ivoire commence à porter ses fruits. En 1978, 179 484 touristes étrangers ont visité la Côte d'Ivoire contre 137 747 en 1977, soit une progression de 30,3 % d'une année à l'autre. Cet important accroissement a permis de réaliser un taux de remplissage des hôtels de 80 %.

En 1979, l'infrastructure touristique s'est enrichie de 574 chambres de grand confort grâce à l'ouverture des nouveaux hôtels SEBROKO et NOVOTEL à Abidjan. Ces réalisations ont coûté respectivement 3,5 milliards et 3 milliards de francs c.f.a.

Par ailleurs, des réductions de tarifs sur les lignes AIR IVOIRE et sur la location des chambres sont intervenues en 1979 afin de favoriser les mouvements touristiques à l'intérieur du pays.

1.7. Les prix et salaires

Après avoir varié dans des limites étroites au début de l'année, les **prix** ont connu une brusque accélération au cours du deuxième trimestre.

C'est ainsi qu'à la fin du mois de juin 1979, l'indice des prix à la consommation africaine s'établissait à 282,7 points, en hausse de 13 % par rapport au mois de mars de la même année. Cette tendance, essentiellement liée au renchérissement des produits alimentaires, s'est cependant infléchie au cours du troisième trimestre.

ABIDJAN — ÉVOLUTION DE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE AFRICAINE

	1976	1977	1978	1979
		Base 100 : Année 1970		
Janvier	155,1	177,4	221,5	254,1
Février	156,2	179,6	211,8	248,7
Mars	157,3	181,5	215,8	250,1
Avril	158,5	206,1	228,0	259,8
Mai	161,1	218,1	233,8	277,5
Juin	161,8	222,9	241,1	282,7
Juillet	162,4	233,8	240,1	291,5
Août	163,9	224,6	237,3	290,0
Septembre	166,2	213,3	242,3	285,6
Octobre	167,3	214,2	240,2	272,2
Novembre	169,6	212,5	248,9	278,4
Décembre	171,8	208,8	248,6	282,9
Moyenne annuelle	*162,6*	*206,9*	*234,1*	*272,8*

N.B. : Indice calculé par la B.C.E.A.O. à partir de ceux publiés par la Direction de la Statistique et des Etudes économiques de la Côte d'Ivoire, sur la base février 1960.

Tout comme en 1978, les **salaires** ont été réajustés en Côte d'Ivoire à compter du 1er janvier 1979. Le SMIG est ainsi passé de 143,75 francs à 158,125 francs accusant une hausse de 10 % contre 24 % en 1978.

COTE D'IVOIRE — ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM INTER-PROFESSIONNEL GARANTI *

Dates	Francs c.f.a.	Dates	Francs c.f.a.
1970 - 1er janvier	58,30	1976 - 1er janvier	115,00
1973 - 1er août	73,00	1978 - 1er janvier	143,75
1974 - 1er février	87,60	1979 - 1er janvier	158,125
1er août	92,00		

* Taux horaires pour les professions industrielles soumises au régime de 40 heures par semaine, zone unique.

2. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget national de l'exercice 1978 s'est traduite par un excédent global de 23,0 milliards de francs c.f.a., le montant total des recettes s'étant chiffré à 522,8 milliards et les dépenses à 499,8 milliards. Le budget général de fonctionnement arrêté en recettes et en dépenses à 253,7 milliards a dégagé en

fin de période un solde positif de 10,3 milliards tandis que le budget spécial d'investissement et d'équipement voté en équilibre à 257,2 milliards a enregistré un excédent de 12,7 milliards.

La pause observée en 1978 dans la progression des masses budgétaires s'est poursuivie en 1979 où le budget primitif n'a enregistré qu'un faible accroissement de 1,2 % contre 15,2 % l'année précédente, par suite de la prévision d'une baisse des cours mondiaux des principaux produits agricoles, lors de l'élaboration de la loi de finances. Pour cette raison, les pouvoirs publics ont arrêté un budget d'austérité permettant le maintien ou la poursuite d'actions déjà entreprises et laissant peu de place au démarrage d'actions nouvelles. Toutefois, l'adoption en cours d'année d'un collectif budgétaire a porté le montant global du budget à 524,4 milliards soit une hausse de 2,6 %, résultante d'une augmentation de 20,1 % du budget général de fonctionnement passé de 253,7 milliards à 304,6 milliards et d'une baisse de 14,6 % du budget spécial d'investissement et d'équipement ramené de 257,2 milliards à 219,8 milliards.

Les ressources du *budget général de fonctionnement* restent dominées par les recettes fiscales qui ont augmenté de 50,6 milliards d'une année à l'autre, les autres recettes étant demeurées pratiquement stables. Les dépenses de personnel ont enregistré une progression de 21,0 % alors que celles de matériel ne se sont élevées que de 10,9 %.

Pour ce qui concerne le *budget spécial d'investissement* et *d'équipement*, le fléchissement des recettes ordinaires, ramenées de 174,5 milliards à 133,2 milliards s'explique essentiellement par la baisse sensible de la contribution de la *Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Productions Agricoles* (C.S.S.P.P.A.), limitée à 69,6 milliards au lieu de 86,2 milliards et par le maintien du B.S.I.E. Trésor pratiquement à son niveau antérieur. Les contributions extérieures sont passées, quant à elles, de 82,7 milliards à 88,6 milliards.

En définitive, le budget 1979 a reflété les objectifs des pouvoirs publics visant à préserver l'équilibre budgétaire, à freiner les dépenses de fonctionnement des administrations pour dégager une épargne publique élevée et à soutenir vigoureusement l'action de développement notamment dans le domaine de la formation.

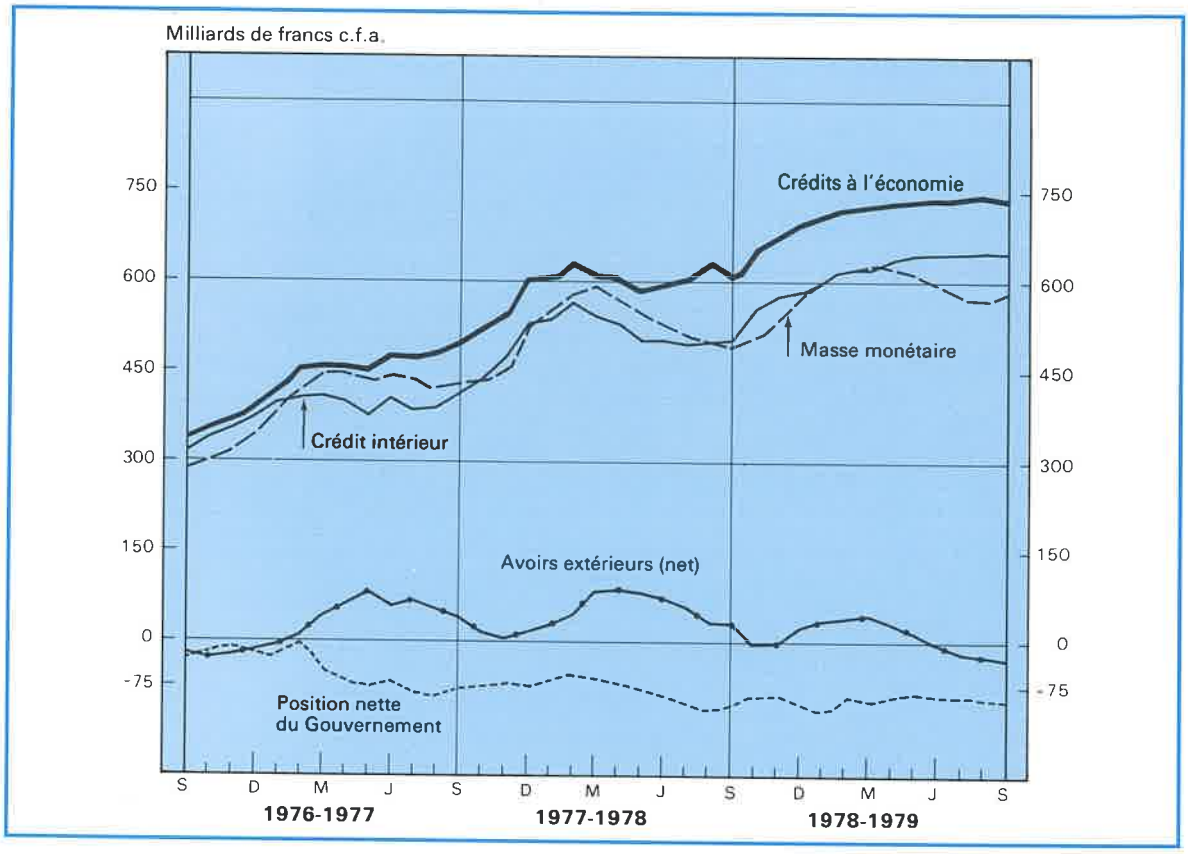
COTE D'IVOIRE — BUDGET NATIONAL*

	1976**	1977**	1978	1979
		Réalisations		Prévisions
		Milliards de francs c.f.a.		
Recettes	**231,6**	**438,6**	**522,8**	**524,4**
— Recettes fiscales	196,6	266,1	293,7	300,8
— Autres recettes	3,2	120,1	147,1	137,0
— Financements extérieurs	31,8	52,4	82,0	86,6
Dépenses	**226,6**	**378,9**	**499,8**	**524,4**
— Budget de fonctionnement	155,5	201,2	253,6	304,6
— Budget d'équipement	71,1	177,7	246,2	219,8
Déficit (—) ou excédent (+)	**+ 5,0**	**+ 59,7**	**+ 23,1**	
Apports des correspondants	10,2	— 4,1	— 6,5	
Autres opérations du Trésor et solde de la C.A.A. (a)	3,9	32,8	23,4	
Variation des avoirs nets auprès du système bancaire (b)	— 3,8	+ 55,1	+ 43,4	

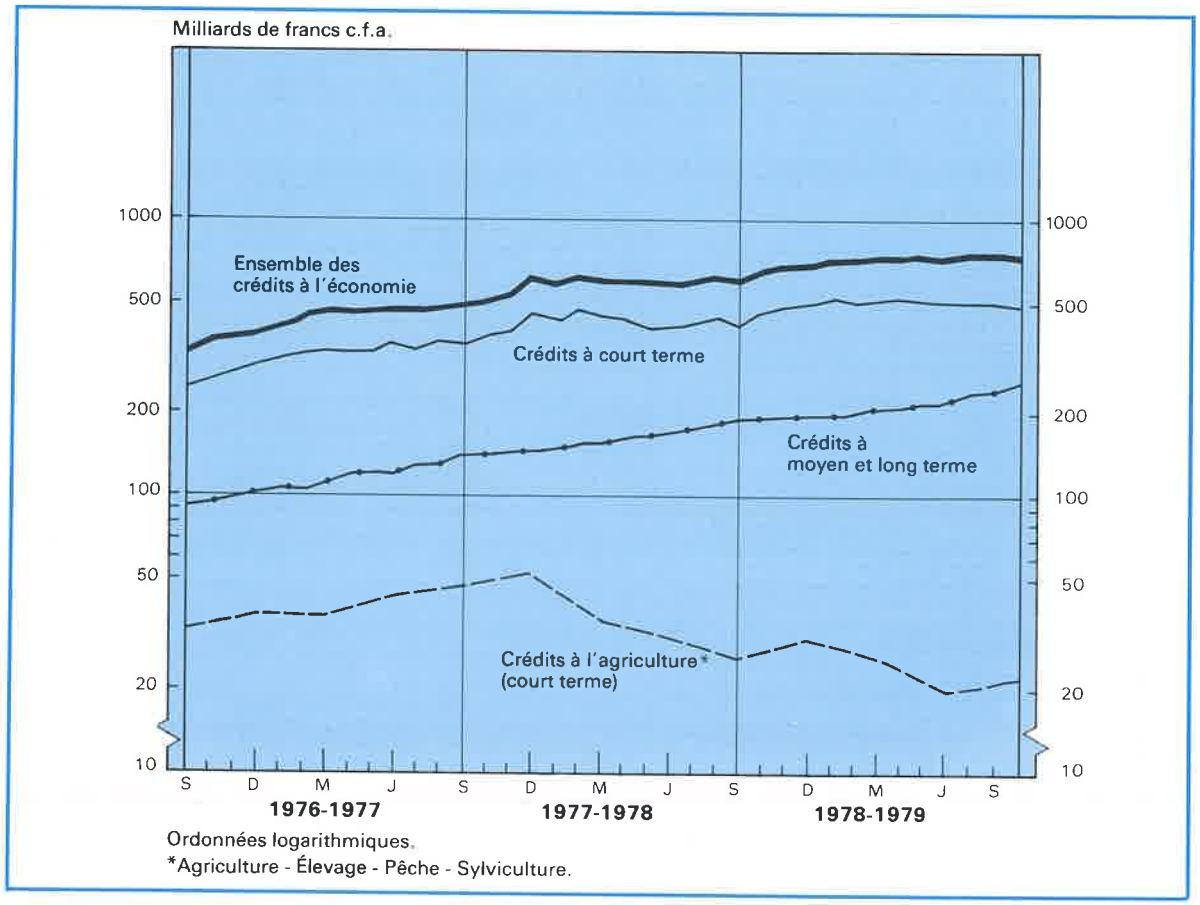
***Exercice : 1er janvier - 31 décembre.** — **Chiffres provisoires. — (a) Décalage de trésorerie, budgets annexes et comptes spéciaux. — (b) Le signe + indique un accroissement des créances nettes ou une réduction des engagements nets.

Source : Services du Trésor et Caisse Autonome d'Amortissement.

COTE D'IVOIRE — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



COTE D'IVOIRE — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



3. MONNAIE ET CRÉDIT

Les agrégats monétaires ont évolué pendant l'exercice 1978-1979 dans une conjoncture économique principalement marquée par des conditions climatiques relativement favorables ayant entraîné une hausse des principales productions agricoles vivrières et d'exportation, par une activité industrielle soutenue et une demande intérieure ferme.

COTE D'IVOIRE — SITUATION MONETAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	— 24 341	49 073	32 670	— 24 277
— Banque centrale	*1 877*	*63 701*	*52 043*	*26 354*
— Banques	*— 26 218*	*— 14 628*	*— 19 373*	*— 50 631*
Crédit intérieur	319 974	415 929	505 616	649 607
— Gouvernement (net)	*— 23 839*	*— 82 245*	*— 108 824*	*— 95 500*
— Crédits à l'économie	*343 813*	*498 174*	*614 440*	*745 107*
Masse monétaire	288 326	432 040	499 119	585 939
Autres éléments nets	7 307	32 962	39 167	39 391

Source : B.C.E.A.O.

Entre le 30 septembre 1978 et le 30 septembre 1979, les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires ont enregistré des mouvements alternés de hausse et de baisse qui se sont soldés par une diminution de 56,9 milliards largement supérieure à celle de l'exercice précédent, 16,4 milliards.

La baisse constatée au cours de l'exercice sous revue a reflété une réduction des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale de 25,7 milliards et un surcroît d'endettement extérieur des banques de 31,2 milliards. La détérioration de la position extérieure nette des institutions monétaires peut être attribuée, pour une large part, à l'accentuation du déficit de la balance courante consécutive à l'accroissement des dépenses de services et à une quasi-stagnation des recettes d'exportation.

Le montant des réserves officielles de change comptabilisées au bilan de la Banque centrale est passé de 64,7 milliards à fin septembre 1978 à 43,8 milliards au 30 septembre 1979, enregistrant ainsi une diminution de 20,9 milliards. Le rapport de ces réserves aux engagements monétaires à vue de la Banque centrale qui s'élevait à 32,4 % à fin septembre 1978 est tombé à 20,6 % un an plus tard.

Le **crédit intérieur** a été porté de 505,6 milliards au début de l'exercice à 649,6 milliards à la fin de celui-ci soit un accroissement de 28,5 %, sous la double influence de l'expansion des crédits à l'économie et d'un amenuisement de la position créditrice nette du Gouvernement.

La *position créditrice nette du Gouvernement* à l'égard des institutions monétaires, après une hausse de 32,3 % au cours de l'exercice précédent, a baissé de 13,3 milliards ou 12,3 % en raison de la diminution des versements de la *Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Productions Agricoles* (C.S.S.P.P.A.) au titre de sa contribution aux dépenses publiques d'équipement et de l'augmentation des transferts effectués au titre du service de la dette publique.

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque centrale a mis à la disposition du Trésor ivoirien une somme de 6,0 milliards, contre-valeur d'un versement reçu du F.M.I. au titre des concours du Fonds fiduciaire.

Les *crédits à l'économie* ont évolué de 614,4 milliards à 745,1 milliards, correspondant à une augmentation de 21,3 % au lieu de 23,3 % au cours de l'exercice précédent. La baisse légère du taux de croissance de cet agrégat d'un exercice à l'autre, après la très forte décélération constatée au cours de l'exercice 1977-1978, a fait suite aux mesures de freinage prises dans le cadre de la politique de contrôle du crédit après la période de surchauffe observée pendant l'exercice 1976-1977. Cette décélération a concerné uniquement les crédits à court terme dont le rythme de progression s'est établi à 13,0 % contre 40,6 % pour ceux à moyen et long terme.

L'évolution des crédits à court terme au cours de l'exercice 1978-1979 a reposé aussi bien sur les crédits ordinaires que sur les crédits de campagne. La croissance des crédits ordinaires, 40,7 milliards ou 10,4 %, a répondu à des besoins supplémentaires de financement exprimés notamment par les entreprises industrielles et commerciales ainsi que par les entreprises de travaux publics et de génie civil. Les crédits de campagne ont augmenté de leur côté de 15,1 milliards soit 40,0 % en raison essentiellement des résultats favorables de la campagne agricole 1978-1979 ainsi que du ralentissement de l'écoulement de certains produits agricoles.

L'encours des crédits à moyen et long terme a enregistré un accroissement de 74,9 milliards. La contribution supplémentaire ainsi apportée au financement des investissements a profité en particulier au secteur de l'industrie, dont notamment la construction immobilière, les transports et les travaux publics et génie civil, et, aux transports.

La **masse monétaire** s'est accrue de 86,8 milliards ou 17,4 % au cours de l'exercice au lieu de 15,5 % au cours de l'exercice précédent. Cette légère augmentation du taux annuel d'expansion s'explique par une croissance plus vive du crédit intérieur, 28,5 % au lieu de 21,6 %, malgré l'effet déflationniste de la diminution des avoirs extérieurs nets.

Le montant de la circulation fiduciaire a augmenté de 17,8 % contre 30,3 % au cours de l'exercice 1977-1978.

Par contre, les dépôts en banque sont passés de 374,7 milliards au début de l'exercice à 442,8 milliards à la fin de celui-ci, soit une hausse de 18,2 % au lieu de 11,4 % un an plus tôt. Cette évolution a concerné aussi bien les dépôts des organismes publics que ceux des particuliers et entreprises privées. Elle a cependant été plus marquée pour ces derniers qui ont enregistré une hausse de 57,9 milliards en passant de 222,1 milliards à fin septembre 1978 à 280,0 milliards à fin septembre 1979.

La **base monétaire** (a) a progressé de 28,0 milliards sous l'effet d'une augmentation de 21,5 milliards de la circulation fiduciaire et de 6,5 milliards des réserves des banques.

L'expansion de la base monétaire a eu pour contreparties une très forte diminution de la position créditrice nette du Gouvernement vis-à-vis de la Banque centrale et un renforcement des interventions de cette dernière en faveur des banques et des établissements financiers, variations dont les effets ont été partiellement limités par une diminution de moitié des avoirs extérieurs nets entre le début et la fin de l'exercice 1978-1979.

Alors que la part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire demeurait quasiment stable, 24,4 % à fin septembre 1979 au lieu de 24,3 % un an plus tôt, l'augmentation du coefficient de réserve des banques, passé de 6,0 % à 6,6 %, a entraîné un léger fléchissement du multiplicateur ramené de 3,46 à 3,40.

COTE D'IVOIRE - ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE

	1976	1977	1978		1979		
	Sept.	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Base monétaire (B.M.)	**98 735**	**128 796**	**144 336**	**221 016**	**224 229**	**184 424**	**172 374**
– Circulation fiduciaire	79 748	93 322	121 578	164 469	176 272	153 870	143 166
– Réserves des banques	18 960	35 390	22 640	56 365	47 312	30 435	29 170
– Autres dépôts	27	84	118	182	645	119	38
Contreparties de la base monétaire	**98 735**	**128 796**	**144 336**	**221 016**	**224 229**	**184 424**	**172 374**
– Avoirs extérieurs nets	1 877	63 701	52 043	77 180	80 313	38 668	26 354
– Position du Gouvernement	12 793	– 42 332	– 62 562	– 34 772	– 44 138	– 32 747	– 21 966
– Concours aux banques et aux établissements financiers	84 175	107 428	154 991	179 198	188 065	178 799	167 993
– Autres éléments nets	– 110	– 1	– 136	– 590	– 11	– 296	– 7
Masse monétaire (M2)	**288 326**	**432 040**	**499 119**	**581 604**	**636 744**	**596 642**	**585 939**
Multiplicateur $(\frac{M2}{BM})$	***2,92***	***3,35***	***3,46***	***2,63***	***2,84***	***3,23***	***3,40***
			Pour cent				
Partage des encaisses							
– Circulation fiduciaire	27,7	21,6	24,3	28,3	27,7	25,8	24,4
– Dépôts en C.C.P.	1,3	0,5	0,6	0,4	–	–	–
– Dépôts en banque	71,0	77,9	75,1	71,3	72,3	74,2	75,6
Coefficients de réserves (a)	9,3	10,5	6,0	13,6	10,3	6,9	6,6

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

(a) La base monétaire, définie comme l'ensemble des engagements liquides de la Banque centrale conditionne le niveau de la masse monétaire par le jeu du *multiplicateur*. Les éléments déterminants de cette relation sont, d'une part, le comportement du public partageant ses encaisses entre monnaie fiduciaire et dépôts bancaires, et, d'autre part, le coefficient de réserves choisi par les banques. Les variations de la masse monétaire peuvent ainsi se décomposer en variations de la base (qui reflètent la politique de la Banque centrale) et variations du multiplicateur (qui reflètent le comportement du public et des banques).

4. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

4.1. Échanges commerciaux avec l'extérieur

En 1978, les échanges commerciaux de la Côte d'Ivoire avec l'extérieur ont, pour la première fois, franchi le cap des 1 000 milliards de francs c.f.a. Ils se sont en effet établis à 1 046,9 milliards de francs c.f.a. contre 958,8 milliards de francs c.f.a. en 1977, soit une progression globale de 9,2 %. Les résultats de l'année 1979 font apparaître un tassement de ce rythme de progression qui, par rapport à l'année antérieure, n'a été que de 1,6 %.

COTE D'IVOIRE — ÉCHANGES EXTÉRIEURS

	1975	1976	1977	1978	1979
			Milliards de francs c.f.a.		
Exportations	254,6	392,5	529,2	524,4	534,8
Importations	241,4	311,6	429,6	522,5	528,9
Balance commerciale	+ 13,2	+ 80,9	+ 99,6	+ 1,9	+ 5,9
			Pour cent		
Couverture des importations					
par les exportations	105,5	126,0	123,2	100,4	101,1

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan : Direction Générale des Douanes, Service des statistiques douanières.

En 1979, les exportations ont enregistré une nouvelle augmentation qui a porté leur valeur à 534,8 milliards de francs c.f.a. contre 524,4 milliards en 1978. Cette progression de la valeur des ventes a résulté principalement d'une amélioration sensible des cours de deux des trois principaux produits exportés : café et bois. Les livraisons de café vert se sont élevées à 166,5 milliards contre 131,1 milliards en 1978, soit une augmentation de 27,0 % en valeur pour un accroissement en volume de 12,9 %. La valeur des expéditions de bois a augmenté de 71,3 milliards en 1978 à 85,2 milliards en 1979, en progression de 19,6 % en valeur alors que les tonnages ont enregistré une réduction sensible de 19,3 %. Les ventes de produits pétroliers se sont établies à 23,9 milliards en 1979 au lieu de 19,4 milliards en 1978. Quant aux ventes de cacao en fèves, elles ont totalisé 116,2 milliards de francs c.f.a. au lieu de 160,9 milliards en 1978, soit une baisse en valeur de 27,8 % pour une réduction des tonnages de 30,0 %.

L'effort d'investissement constaté en 1977 et 1978 s'est légèrement ralenti en 1979 en raison de l'achèvement de certains grands travaux. Ce ralentissement s'est traduit, par une diminution des importations de matières premières et de

certains biens d'équipement. Ainsi, les achats de machines et appareils sont revenus de 113,9 milliards de francs c.f.a. en 1978 à 96,8 milliards en 1979, soit une contraction de 15,0 %. De même, les importations de produits sidérurgiques, ont diminué de 55,0 milliards en 1978 à 44,0 milliards en 1979, soit une baisse de 20,0 %. En revanche, les achats de produits alimentaires ont enregistré une augmentation de 12,6 %, atteignant 58,2 milliards de francs c.f.a. en 1979 contre 51,7 milliards en 1978, sous l'effet d'une forte progression des approvisionnements en céréales qui sont passés de 14,9 milliards de francs c.f.a. en 1978 à 20,2 milliards en 1979. Sous la poussée de la hausse des prix des produits pétroliers et d'une augmentation des tonnages de 17,4 %, la valeur des importations de ces derniers s'est située à 77,0 milliards en 1979 contre 49,7 milliards soit un accroissement de 54,9 %.

En 1979, la répartition géographique des partenaires de la Côte d'Ivoire en matière de relations commerciales avec l'extérieur confirme le poids prépondérant de la C.E.E. : 292,5 milliards en 1979, soit 50,3 % pour les importations et 333,1 milliards, soit 62,3 % pour les exportations. Les pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine sont intervenus pour 1,3 % des importations et 5,2 % des exportations.

4.2. Balance des paiements

La balance des paiements de la Côte d'Ivoire s'est soldée en 1978 par un excédent de 20,1 milliards de francs c.f.a. Son évolution confirme le caractère ouvert de l'économie ivoirienne et l'importance du commerce extérieur pour ce pays.

Le solde des opérations sur marchandises, excédentaire de 200,1 milliards de francs c.f.a. en 1977, est revenu à 128,9 milliards en 1978. Ce résultat consécutif à la stagnation des exportations liée à la réduction des tonnages et à la baisse des cours de certains produits exportés, traduit également l'accroissement sensible de l'effort d'équipement relatif à la création de grands complexes agro-industriels et la politique de renforcement des infrastructures de base.

Les sorties nettes au titre des services ont régulièrement augmenté de 1974 à 1978. D'un montant de 78,5 milliards de francs c.f.a. en 1974, le déficit de la balance des services a atteint 134,9 milliards en 1976 et 169,7 milliards en 1977 ; pour 1978, malgré le développement des activités des compagnies maritimes nationales laissant prévoir une progression des recettes, ce déficit a été estimé à 208,4 milliards. Si l'importance des échanges commerciaux ivoiriens justifie en partie ce lourd déficit, il n'en reste pas moins que son augmentation est imputable également au service de la dette extérieure. En 1978, les intérêts et commissions payés à ce titre auraient atteint 37,9 milliards de francs c.f.a., soit 6,6 % des recettes d'exportations de biens.

Les sorties nettes occasionnées par les transferts sans contreparties s'étaient ralenties en 1977, après une expansion rapide entre 1974 et 1976. Toutefois cette pause ne s'est pas confirmée en 1978 où leur rythme de progression a atteint 28,4 % contre 19,3 % un an plus tôt.

Outre l'évolution constatée de la balance des services et de la balance des transferts sans contrepartie, les résultats moins favorables du commerce extérieur en 1978 ont contribué à déterminer une accentuation du déficit de la balance courante qui serait passé de 43,3 milliards de francs c.f.a. en 1977 à 174,1 milliards. Les entrées nettes de capitaux non monétaires à court et à long terme ont toutefois plus que doublé et ont permis en définitive de dégager pour 1978 un excédent de la balance des paiements de 20,1 milliards au lieu de 44,7 milliards en 1977.

COTE D'IVOIRE — BALANCE DES PAIEMENTS

	1974	1975	1976	1977*	1978**
			Milliards de francs c.f.a.		
Marchandises	+ 86,2	+ 48,6	+ 137,2	+ 200,1	+ 128,9
dont — *Exportations FOB*	*+ 301,3*	*+ 265,5*	*+ 414,6*	*+ 592,5*	*+ 590,3*
— *Importations FOB*	*— 215,1*	*— 216,9*	*— 277,4*	*— 392,4*	*— 461,4*
Services	— 78,5	— 100,5	— 134,9	— 169,7	— 208,4
Transferts sans contrepartie	— 22,3	— 30,3	— 61,8	— 73,7	— 94,6
dont — *Privés*	*— 32,1*	*— 38,1*	*— 66,5*	*— 82,3*	*— 96,9*
— *Publics*	*+ 9,8*	*+ 7,8*	*+ 4,7*	*+ 8,6*	*+ 2,3*
Balance des paiements courants	**— 14,6**	**— 82,2**	**— 59,5**	**— 43,3**	**— 174,1**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à long terme	+ 41,8	+ 48,8	+ 57,6	+ 101,6	+ 194,2 (a)
Balance de base	**+ 27,2**	**— 33,4**	**— 1,9**	**+ 58,3**	**+ 20,1 (b)**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à court terme	— 1,2	— 4,8	+ 7,5	— 7,6	...
Erreurs et omissions nettes	— 5,0	+ 3,1	+ 2,2	— 6,0	...
Balance globale	**+ 21,0**	**— 35,1**	**+ 7,8**	**+ 44,7**	**+ 20,1**

N.B. - Le signe + indique un excédent, le signe — un déficit.

*Données provisoires. **Estimations.

(a) Long terme + court terme.
(b) Solde globale des transactions non monétaires y compris les mouvements de capitaux à court terme.

Source : B.C.E.A.O.

4.3. Dette extérieure

L'endettement de la Côte d'Ivoire a marqué une pause en 1978. A la fin de cette même année, l'endettement global de cet Etat, évalué à 968,6 milliards de francs c.f.a., se situait à un niveau sensiblement égal à celui de 1977.

Les nouveaux engagements sont passés de 442,9 milliards de francs c.f.a. en 1977 à 182,8 milliards de francs c.f.a. en 1978 soit une diminution de 58,7 %.

Ces nouvelles ressources ont été affectées, entre autres, au financement de la construction de l'autoroute Abidjan-Ndouci, du barrage de Buyo et de la cimenterie de Tabligbo. Ces trois projets ont totalisé 54,4 milliards de francs c.f.a. représentant près de 30,0 % des engagements.

Les prêts accordés aux conditions du marché ont constitué 50,8 % de l'ensemble des nouveaux engagements ; une telle structure a contribué à alourdir le service de la dette qui est passé de 71,5 milliards de francs c.f.a. en 1977 à 93,7 milliards de francs c.f.a. en 1978 représentant ainsi 14,7 % de la valeur estimée des exportations de biens et services.

Les flux nets se sont établis à 181,2 milliards de francs c.f.a. en 1978 et, après déduction des intérêts payés, les transferts nets de ressources ont totalisé 142,6 milliards de francs c.f.a.

A la fin de l'année 1978, l'encours de la dette, représentant le montant des tirages non encore amortis, atteignait 601,8 milliards de francs c.f.a. constitués à concurrence de 59,0 % par la dette gérée par la Caisse Autonome d'Amortissement. Le faible volume des engagements en 1978 et les 236,3 milliards de francs c.f.a. de tirages intervenus au cours de la même année, ont réduit le montant des possibilités de tirages de 492,2 milliards de francs c.f.a. à 366,8 milliards de francs c.f.a.

La ventilation par devises, à fin 1978, faisait apparaître une nette prépondérance de la dette exprimée en dollars des E.U. qui représentait 44,7 % de la dette totale alors que le franc français intervenait pour 19,9 % et le franc suisse pour 7,8 %.

COTE D'IVOIRE — DETTE EXTÉRIEURE*

Origine des prêts		Opérations de la période				Dette en fin de période	
		Service de la dette					Partie
		Tirages	Amortis-sements	Intérêts	Total	Encours	non encore prélevée
		Millions de francs c.f.a.					
Institutions internationales	1975	9 574,6	789,9	509,4	1 299,3	31 227,5	48 282,6
	1976	8 804,1	1 071,5	1 004,5	2 076,0	35 609,0	49 099,8
	1977	...	...	...	...	...	...
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Gouvernements	1975	7 847,5	4 661,3	2 430,9	7 092,2	53 198,8	16 422,5
	1976	10 543,8	3 922,9	2 187,4	6 110,3	73 145,9	56 791,2
	1977	...	...	...	...	...	...
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Banques et autres établissements financiers	1975	7 176,8	4 140,2	6 442,5	10 582,7	71 967,3	31 088,5
	1976	34 339,1	13 320,1	8 174,8	21 494,9	108 895,3	58 038,5
	1977	...	...	...	...	...	...
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Crédits fournisseurs	1975	13 414,9	6 926,3	1 567,3	8 493,6	34 528,0	22 537,5
	1976	29 767,3	10 173,2	3 083,9	13 257,1	46 822,3	45 876,4
	1977	...	...	...	...	...	...
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Autres origines	1975	4 342,1	—	—	—	4 939,4	2 080,0
	1976	832,7	828,4	246,1	1 074,5	3 026,6	8 117,9
	1977	...	...	...	...	...	...
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Total	1975	42 355,9	16 517,7	10 950,1	27 467,8	195 861,0	120 411,0
	1976	84 287,0	29 316,8	14 696,7	44 013,5	267 499,1	217 983,9
	1977	202 230,3	46 899,3	24 552,2	71 451,5	435 047,0	492 228,4
	1978	236 311,0	55 069,8	38 655,5	93 725,3	601 813,5	366 799,6
	1979	...	...	...	...	...	...

*Dette de l'Etat et dette garantie par l'Etat (Air Afrique, CIMAO, R.A.N. et S.M.B. y compris).

Source : Rapports à la B.I.R.D. — Rapport annuel de la Caisse Autonome d'Amortissement.

L'évolution économique et financière de la République de Haute-Volta

1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET DES PRIX ET SALAIRES EN 1979

En dépit de conditions climatiques encore peu favorables, la production agricole a connu une certaine amélioration en 1979. Les résultats satisfaisants qui ont été obtenus dans le domaine des cultures vivrières ont permis de ramener à 52 000 tonnes le déficit céréalier qui avait atteint 176 000 tonnes à la fin de la campagne 1977-1978.

Dans le domaine industriel, les efforts ont porté sur la mise en place de petites unités de transformation qui devraient permettre de mieux valoriser les produits de l'agriculture et de l'élevage.

Une certaine détente a été observée au niveau des prix grâce à une meilleure répartition de la production vivrière.

1.1. La production agricole

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution des principales cultures d'exportation et celle des prix d'achat aux producteurs au cours des dernières campagnes.

HAUTE-VOLTA — COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Amandes de karité	48,5	32,4	56,7	7,3
Arachides décortiquées	13,1	4,7	1,8	1,0
Coton graine	50,7	55,3	38,0	60,0
Sésame	1,8	3,2	1,7	4,3

Source : Caisse de Stabilisation.

HAUTE-VOLTA — PRIX A LA PRODUCTION

	1975--1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a.		
Amandes de karité	20	20	22	23,00
Arachides décortiquées	34	38	44	54,29
Coton graine (Allen)	40	40	55	55,00
Sésame	34	39	45	63,89

Source : Journaux officiels de la République de Haute-Volta.

Malgré une légère augmentation des prix à la production, la collecte d'**amandes de karité** a été très faible en 1978-1979. La commercialisation n'a porté que sur 7 263 tonnes au lieu de 56 653 tonnes au cours de la campagne précédente. Cette évolution est essentiellement due au caractère cyclique de cette production.

Après un démarrage difficile, la commercialisation du **coton** a finalement atteint le niveau record de 59 957 tonnes correspondant à une hausse de 57,6% par rapport à la campagne antérieure. La production de fibre en 1978-1979 s'est ainsi élevée à 22 347 tonnes contre 13 902 tonnes précédemment.

Au plan de la commercialisation du coton, il convient de signaler la création de la *Société des Fibres Textiles* (SOFITEX) dont les activités ont démarré le 1er octobre 1979. Cette société s'est substituée à l'association en participation entre la Haute-Volta et la *Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles* (C.F.D.T.) mise en place en 1970 pour l'encadrement de la production et de la commercialisation du coton. Son capital, fixé à 1,1 milliard de francs c.f.a. est détenu à hauteur de 55% par l'Etat Voltaïque, 44% par la C.F.D.T. et 1% par des privés nationaux.

La campagne 1978-1979 a confirmé la tendance à la baisse de la **production arachidière**. De plus de 18 000 tonnes en 1974-1975, la commercialisation de l'arachide n'a plus atteint que 999 tonnes au cours de la dernière campagne. Cette évolution a été à la fois la conséquence de la sécheresse et d'une certaine désaffection des paysans qui ont préféré s'orienter vers la culture du coton jugée plus rémunératrice. Il convient de noter toutefois qu'en 1978-1979, le prix d'achat au producteur de l'arachide a été augmenté de 23,4% pour s'établir à 54,29 francs le kilo contre 55 francs pour le coton.

Au cours de la campagne 1978-1979, la commercialisation du **sésame** s'est fortement redressée, elle a porté sur 4 251 tonnes au lieu de 1 699 tonnes en 1977-1978.

S'agissant des **fruits et légumes**, la campagne 1978-1979 a été moins bonne que la précédente. L'*Union Voltaïque des Coopératives Agricoles et Maraîchères* (UVOCAM) n'a pu réaliser ses prévisions de commercialisation qu'à 30,5%. Le volume des exportations s'est inscrit en baisse de 14,5% par rapport à la campagne 1977-1978. Au total, 1 157,3 tonnes de fruits et légumes ont été exportés contre 1 354,2 tonnes en 1977-1978.

En 1978-1979, la *Société Sucrière de Haute-Volta* (SO.SU.HV) a produit 31 018 tonnes de **sucre** au lieu de 30 214 tonnes au titre de la campagne précédente. Cette légère augmentation a été obtenue grâce à l'amélioration du cycle végétatif moyen de la campagne. En 1978-1979, ce cycle a été de 354 jours au lieu de 320 jours au cours de la campagne précédente. Le rendement à l'hectare s'est également amélioré en passant de 76,1 tonnes en 1977-1978 à 80,8 tonnes en 1978-1979.

En ce qui concerne les **cultures vivrières**, la campagne 1978-1979 a enregistré une amélioration sensible. La production céréalière a été estimée à 1 156 912 tonnes, soit 120 000 tonnes de plus qu'en 1977-1978. L'amélioration a surtout porté sur le mil et le sorgho ainsi que sur le riz dont la récolte a été estimée à 31 505 tonnes contre 13 700 tonnes en 1977-1978. Toutefois, cette progression n'a pu résorber entièrement le déficit céréalier qui s'est encore élevé à 52 000 tonnes à la fin de la campagne 1978-1979.

HAUTE-VOLTA — PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979*
	Milliers de tonnes			
Mil, Sorgho, Maïs	1 205,3	932,0	1 023,5	1 125,4
Riz paddy	39,9	36,4	13,7	31,5
Total	1 245,2	968,4	1 037,2	1 156,9

*Chiffres provisoires.

Source : Ministère du Développement rural.

1.2. L'élevage

Dans ce domaine, l'année 1979 aura été marquée par l'amélioration des circuits de commercialisation. C'est ainsi que les abattoirs de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ont été rattachés à l'*Office National d'Exploitation des Ressources Animales* (O.N.E.R.A.) et que diverses améliorations ont été apportées à leurs installations. Par ailleurs, l'O.N.E.R.A. a procédé à une diversification de ses débouchés extérieurs en exportant vers le Bénin, le Liberia, le Nigeria, tout en continuant ses ventes traditionnelles en Côte d'Ivoire et au Ghana.

S'agissant de la production elle-même, un important projet a été mis sur pied pour la promotion de l'élevage dans les *Offices Régionaux de Développement* (O.R.D.) des Hauts-Bassins. Le projet, évalué à 2 585 millions de francs c.f.a., est financé par la *Banque Mondiale*. A fin 1979, la situation de ce projet pouvait être considérée comme satisfaisante. En effet, un premier ranch collectif de 18 000 hectares a été ouvert à Samoragban et deux autres, déjà dotés d'infrastructures, doivent l'être prochainement.

Enfin, grâce à un financement des Pays-Bas, des boucheries modernes seront installées à Ouagadougou et dans d'autres villes du pays. La réalisation de ces boucheries permettra d'améliorer la qualité des produits de l'élevage, notamment la viande, les cuirs et les peaux.

HAUTE-VOLTA — ÉVOLUTION DU CHEPTEL

	1975	1976	1977	1978
	Milliers de têtes			
Bovins	1 600	2 550	2 601	2 653
Ovins	2 550	1 648	1 698	1 748
Caprins	2 400	2 472	2 556	2 632
Volailles	10 000	10 200	10 404	10 612

Source : Ministère du Développement rural.

1.3. Les ressources minières

L'exploitation du gisement de marbre et calcaire de Tiara initialement prévue pour début 1978 a démarré à la fin du troisième trimestre 1979. La *Compagnie Voltaïque d'Exploitation Minière* (COVEMI) qui a la concession du gisement prévoit la production de 10 000 tonnes de marbre, 30 000 mètres carrés de mosaïques et 10 000 tonnes de granit par an.

Par ailleurs, le projet de construction du chemin de fer de Tambao a été relancé en 1979. La révision du projet sur des bases plus économiques implique la réalisation d'une cimenterie de 150 000 tonnes par an dont le coût a été estimé à 9 milliards de francs c.f.a. Dans le même ordre d'idée, il a été envisagé de réduire les prévisions initiales de production de manganèse. Sur ces bases, la France et l'Allemagne associées dans la *Société Minière de Tambao* (SOMITAM) se sont engagées au titre de l'aide bilatérale à prendre en charge respectivement la révision des modalités de réalisation du chemin de fer et la réactualisation de l'étude.

1.4. L'industrie

L'expansion industrielle de la Haute-Volta s'est poursuivie en 1979 tant du point de vue de la production des principales entreprises que de l'implantation des unités nouvelles.

En effet, la raffinerie de sucre, principale activité industrielle de la Haute-Volta, a tiré profit de l'amélioration des rendements enregistrée dans les plantations de canne. La production de la *Société Sucrière de Haute-Volta* (SO.SU.HV.) s'est ainsi élevée à 31 018 tonnes de sucre contre 30 214 tonnes au titre de la campagne précédente.

S'agissant du secteur des cuirs et peaux, les autorités voltaïques ont défini en 1979 les grandes lignes d'une politique nationale visant à confier l'essentiel des activités de tannage à la *Société Voltaïque de Tannerie* (SOVOLTA). Celle-ci utilisera, pour son approvisionnement et pour la commercialisation aval vers les industries manufacturières, de nouvelles structures dont la mise en place devrait intervenir très prochainement.

L'industrie alimentaire s'est également agrandie d'une unité supplémentaire en 1979. Il s'agit de la *Société agro-industrielle de productions de concentré de tomate et de jus de fruits* (SAVANA), entrée en activité depuis mars 1979, qui a pour activité principale la production de jus, de concentrés et de confitures de fruits et légumes locaux. Cette unité représente un investissement de 400 millions de francs c.f.a. et a une capacité de production d'une tonne par heure.

Il convient de signaler enfin la mise en place d'un nouveau code des investissements dans le but d'améliorer le niveau des investissements et la création d'emplois. Ces nouvelles dispositions devraient ainsi favoriser l'implantation de grandes unités industrielles.

1.5. Le tourisme

La mise en place de l'infrastructure touristique s'est poursuivie en 1979 avec la construction d'un hôtel de classe internationale à Ouagadougou. Cet investissement, évalué à 3,2 milliards de francs c.f.a., comporte la réalisation de 160 chambres de grand standing.

Par ailleurs, il a été créé en octobre 1979 par décret présidentiel la *Société Voltaïque d'Exploitation et de Réalisation Touristiques et Hôtelières* (SOVERTH). La SOVERTH devrait notamment assurer la gestion du nouvel hôtel de Ouagadougou.

1.6. Les prix et salaires

Une production vivrière plus importante et mieux répartie a permis une détente sensible sur les **prix** intérieurs. Cette évolution, particulièrement marquée dès le mois de janvier qui a enregistré une baisse des prix de 12,9% par rapport à décembre 1978, s'est poursuivie durant toute l'année.

En décembre 1979, l'indice des prix à la consommation familiale africaine s'établissait à 203,2 points contre 238,2 pour la même période de l'année 1978 et 207,4 en janvier 1979.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de cet indice au cours des dernières années.

OUAGADOUGOU – ÉVOLUTION DE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX A LA CONSOMMATION AFRICAINE

	1976	1977	1978	1979
		Base 100 : Année 1970		
Janvier	121,3	143,7	216,6	207,4
Février	134,6	150,0	208,7	209,5
Mars	118,6	147,6	216,6	203,2
Avril	127,6	168,5	216,6	202,6
Mai	124,7	175,4	224,9	207,3
Juin	123,9	201,3	231,5	207,9
Juillet	119,6	185,8	226,3	203,9
Août	120,9	178,7	209,0	208,8
Septembre	140,0	168,2	205,5	194,7
Octobre	123,2	169,3	212,7	197,8
Novembre	130,5	160,1	218,0	202,5
Décembre	128,2	162,8	238,2	203,2
Moyenne annuelle	*126,1*	*167,6*	*218,7*	*204,1*

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux publiés par la Direction de la Statistique de la Haute-Volta sur la base année 1958.

Au plan des **salaires**, le Conseil des Ministres du 10 janvier 1979 a décidé une hausse hiérarchisée des salaires allant de 6% pour les cadres de la catégorie A à 18% pour ceux de la catégorie D. Par ailleurs, tous les travailleurs en dessous de la catégogie D ont bénéficié d'une augmentation de 25%, égale à celle du SMIG qui est passé de 72 francs à 90 francs c.f.a. l'heure. Ces mesures ont pris effet à partir du 1er janvier 1979.

2. FINANCES PUBLIQUES

Les effets conjugués d'une bonne rentrée des impôts (114%) et d'un taux de réalisation exceptionnel des recettes non fiscales (317,4%) ont contribué à renforcer de façon très notable les ressources budgétaires en 1977. Celles-ci ont atteint en effet 29,5 milliards pour une prévision de 22,9 milliards tandis que les dépenses se sont établies à 25,9 milliards permettant ainsi de dégager en fin de période un excédent de 3,6 milliards.

Compte tenu du solde d'exécution du programme spécial 1977, l'excédent global de l'exercice budgétaire s'est élevé à 4,2 milliards.

Selon les données provisoires relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1978, les performances réalisées un an plus tôt en matière de recouvrement se sont maintenues d'une année à l'autre. Ces recouvrements ressortaient à 30,7 milliards alors que les prévisions de recettes portaient sur un montant de 30,6 milliards.

Le budget primitif pour l'année financière 1979 a été arrêté en recettes et en dépenses à 35,7 milliards, ce qui correspond par rapport à l'exercice précédent, à un accroissement de 16,8%, en net retrait sur le pourcentage moyen d'augmentation de 30% constaté au cours des quatre dernières années. Toutefois, un léger relèvement est intervenu en cours d'année par suite de l'adoption d'un collectif budgétaire de 1 milliard correspondant à des aides extérieures. En outre, lorsque le décret d'avances ayant incorporé au budget 4,5 milliards d'emprunts extérieurs fera l'objet de ratification par l'Assemblée nationale, le montant total du budget sera de 41,2 milliards soit une progression globale de 34,6% d'une année à l'autre.

Les informations actuellement disponibles sur l'exécution du budget 1979 permettent de conclure à une rentrée satisfaisante des recettes.

HAUTE-VOLTA — BUDGET NATIONAL*

	1976	1977 (c)	1978 (c)	1979
	Réalisations		Prévisions	
		Milliards de francs c.f.a.		
Recettes	**21,7**	**34,2**	**33,1**	**36,7**
— Recettes fiscales	20,5	28,1	27,4	31,1
— Autres recettes	0,4	3,8	3,2	4,6
— Financements extérieurs	0,8	2,3	2,5	1,0
Dépenses	**21,0**	**30,0**	**33,1**	**36,7**
— Budget de fonctionnement	...	21,3	26,2	32,6
— Budget d'équipement	...	8,7	6,9	4,1
Déficit (—) ou excédent (+)	**+ 0,7**	**+ 4,2**	**—**	**—**
Apports des correspondants	—	—	—	—
Autres opérations du Trésor (a)	— 0,3	—	—	—
Variation des avoirs nets				
auprès du système bancaire (b)	+ 2,0	+ 0,8	+ 1,4	—

***Exercice : 1er janvier - 31 décembre.**

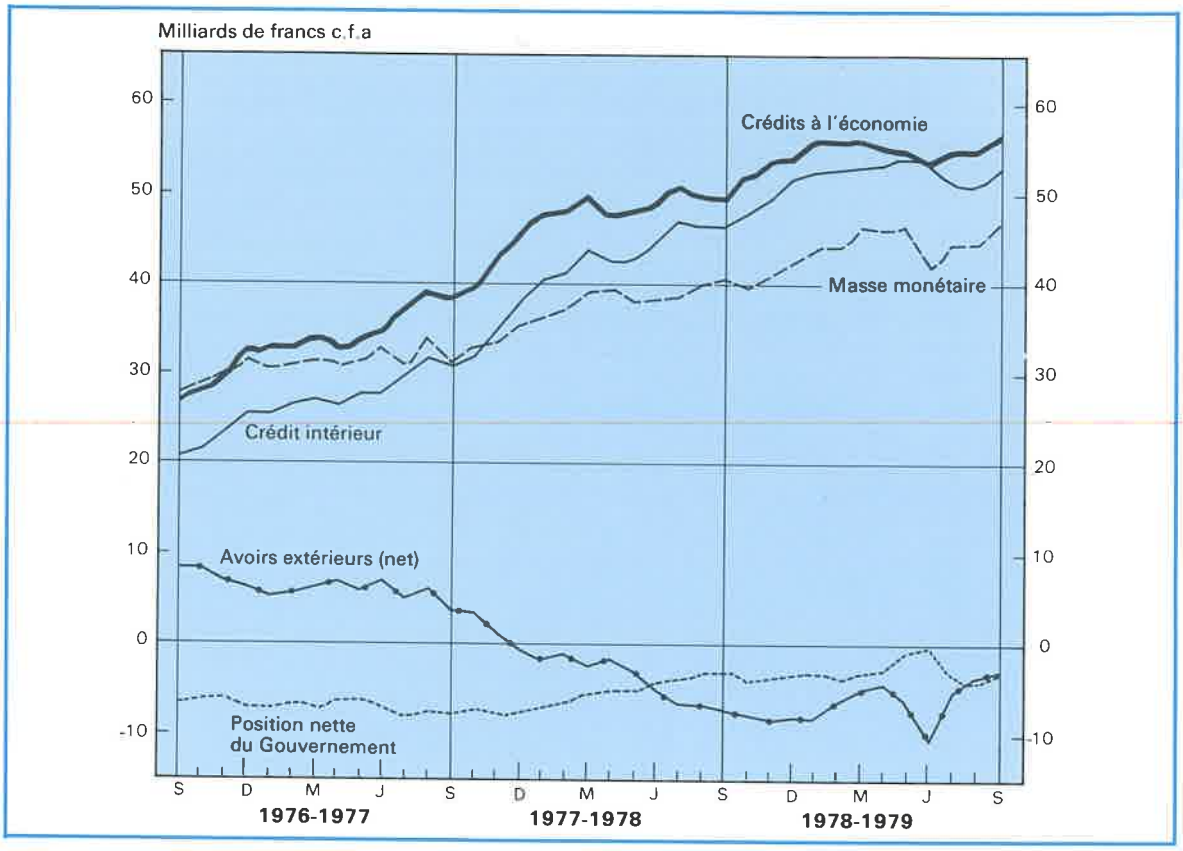
(a) Décalages de trésorerie, et comptes spéciaux.

(b) Le signe + indique un accroissement des créances nettes ou une réduction des engagements nets.

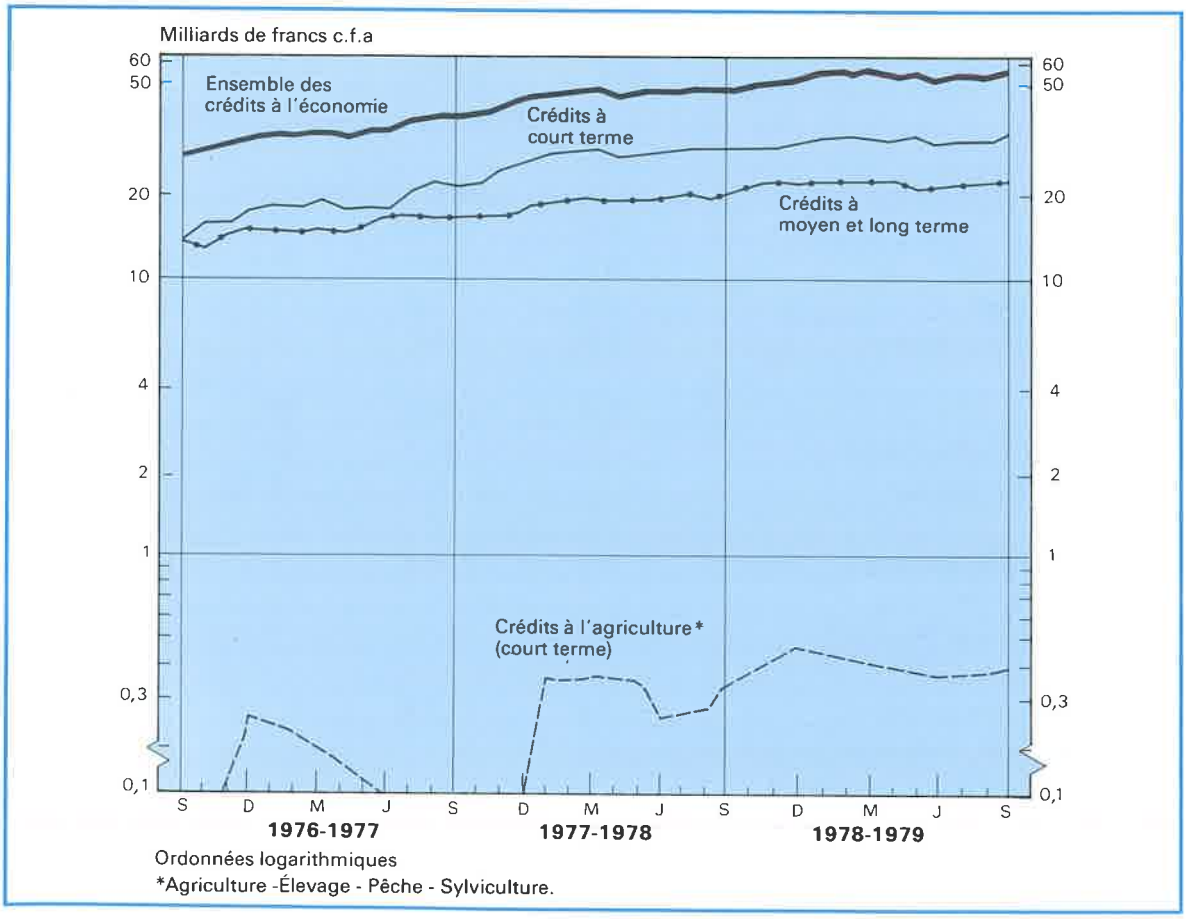
(c) Y compris « Programme spécial d'équipement ».

Source : Services du Trésor voltaïque.

HAUTE-VOLTA — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



HAUTE-VOLTA — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



3. MONNAIE ET CRÉDIT

L'activité économique ci-dessus décrite s'est traduite au niveau des agrégats monétaires par une amélioration de la position extérieure nette des institutions monétaires, une croissance plus faible du crédit intérieur et une expansion modérée de la masse monétaire.

HAUTE-VOLTA — SITUATION MONÉTAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	8 609	3 864	– 6 134	– 3 100
– Banque centrale	*13 835*	*14 297*	*5 211*	*6 342*
– Trésor	*5*	*5*	*5*	*5*
– Banques	*– 5 231*	*– 10 438*	*– 11 350*	*– 9 447*
Crédit intérieur	20 918	31 081	46 466	53 289
– Gouvernement (net)	*– 6 754*	*– 7 654*	*– 3 229*	*– 3 849*
– Crédits à l'économie	*27 672*	*38 735*	*49 695*	*57 138*
Masse monétaire	27 754	31 420	40 394	46 435
Autres éléments nets	1 773	3 525	– 62	3 754

Source : B.C.E.A.O.

La **position extérieure nette** des institutions monétaires, constamment négative au cours de l'exercice s'est améliorée de 3,0 milliards, passant de – 6,1 milliards au 30 septembre 1978 à – 3,1 milliards à fin septembre 1979. Cette évolution favorable s'explique essentiellement par un ralentissement du rythme des importations lié aux résultats satisfaisants de la production vivrière.

L'amélioration de la position extérieure est imputable aussi bien à la Banque centrale dont les avoirs extérieurs nets ont progressé d'environ 1,0 milliard qu'aux banques qui ont réduit de 2,0 milliards leurs engagements à l'égard de l'extérieur par suite essentiellement de la baisse des dépôts d'organismes internationaux. Le montant des réserves officielles de change enregistrées dans la situation de la Banque centrale s'est renforcé de 1,0 milliard entre le début et la fin de l'exercice 1978-1979. Le taux de couverture des engagements monétaires à vue de la Banque centrale par ces réserves officielles de change est revenu de 48,2% à 47,2% compte tenu du développement desdits engagements.

Le **crédit intérieur** est passé de 46,5 milliards à 53,3 milliards soit une augmentation de 14,9% très inférieure à celle de 49,5% constatée au cours de l'exercice précédent. Le ralentissement enregistré a résulté principalement d'une baisse du taux de croissance des crédits à l'économie.

La *position créditrice nette du Gouvernement* à l'égard des institutions monétaires est passée de 3,2 à 3,8 milliards de septembre 1978 à septembre 1979 alors que l'exercice précédent s'était soldé par une diminution de 4,4 milliards en raison des prélèvements dus en particulier aux charges résultant de l'importation de produits vivriers et à une accélération des dépenses publiques d'investissement.

Aucun nouveau versement n'étant intervenu durant l'exercice, le montant des sommes mises à la disposition du Trésor voltaïque au titre du Fonds fiduciaire n'a pas varié. Elles s'élevaient à 1,5 milliard de francs c.f.a. à fin septembre 1979.

L'encours des *crédits à l'économie* s'est accru de 7,4 milliards ou 14,9% entre septembre 1978 et septembre 1979 au lieu de 11 milliards ou 28,3% au cours de l'exercice précédent. La décélération amorcée durant l'exercice 1977-1978 s'est poursuivie et a affecté aussi bien les crédits à court terme que ceux à moyen et long terme.

La progression des crédits à court terme a été presqu'exclusivement due aux crédits ordinaires qui ont augmenté de 3,9 milliards alors que les crédits de campagne n'ont progressé que de 0,6 milliard.

Le commerce et l'industrie ont été les seuls secteurs bénéficiaires de l'accroissement des crédits ordinaires à court terme.

Pour les crédits à moyen et long terme, l'augmentation d'environ 2,9 milliards a essentiellement profité aux entreprises de services.

La **masse monétaire** s'est accrue de 6,0 milliards ou 15,0% pendant l'exercice 1978-1979 au lieu de 28,6% au cours de l'exercice précédent. La décélération constatée est imputable à la monnaie scripturale.

Les dépôts en banque ont enregistré un accroissement de 4,4 milliards inférieur de moitié à celui de l'exercice précédent soit un taux annuel 16,6% contre 45,4%. Les dépôts des particuliers et entreprises privées ont seuls contribué à cette hausse. Ceux des organismes publics n'ont pratiquement pas varié entre septembre 1978 et septembre 1979 alors qu'ils avaient été à l'origine de près de la moitié de l'accroissement des dépôts en banque au cours de l'exercice précédent.

La circulation fiduciaire a progressé au rythme annuel de 13,6% passant de 12,5 milliards à 14,2 milliards. Cette augmentation qui a contrasté avec le fléchissement constaté au cours de l'exercice 1977-1978 peut être attribuée aux bons résultats de la campagne agricole et au relèvement du SMIG.

La **base monétaire** (a) a pratiquement progressé au même rythme que la masse monétaire de la fin d'un exercice à l'autre. De ce fait, durant le même intervalle de temps, le multiplicateur s'est quasiment maintenu à son niveau antérieur : 2,98 à fin septembre 1979 au lieu de 2,97 un an plus tôt.

L'expansion de la base monétaire a eu pour contrepartie le développement des concours de la Banque centrale aux banques et établissements financiers et la progression des avoirs extérieurs nets dont les effets ont été partiellement compensés par un accroissement sensible de la position créditrice du Gouvernement.

HAUTE-VOLTA — ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE

	1976	1977	1978		1979		
	Sept.	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Base monétaire (B.M.)	**12 537**	**13 590**	**13 599**	**15 186**	**16 389**	**12 707**	**15 578**
— Circulation fiduciaire	11 012	12 161	12 486	13 500	14 956	10 793	14 181
— Réserves des banques	1 525	1 429	1 113	1 686	1 432	1 914	1 394
— Autres dépôts	—	—	—	—	1	—	3
Contreparties de la base monétaire	**12 537**	**13 590**	**13 599**	**15 186**	**16 389**	**12 707**	**15 578**
— Avoirs extérieurs nets	13 840	14 302	5 216	3 629	4 243	172	6 347
— Position du Gouvernement	— 6 662	— 6 260	— 791	— 1 869	— 1 316	+ 1 347	— 2 007
— Concours aux banques et aux établissements financiers	5 362	5 549	9 273	13 692	13 470	11 189	11 317
— Autres éléments nets	— 3	— 1	— 99	— 266	— 8	— 1	— 79
Masse monétaire (M2)	**27 754**	**31 420**	**40 394**	**42 515**	**46 478**	**42 353**	**46 435**
Multiplicateur $\left(\frac{M2}{BM}\right)$	***2,21***	***2,31***	***2,97***	***2,80***	***2,83***	***3,33***	***2,98***
			Pour cent				
Partage des encaisses							
— Circulation fiduciaire	39,7	38,7	30,9	31,8	32,2	25,5	30,5
— Dépôts en C.C.P.	4,5	3,6	3,8	5,0	4,1	3,8	3,2
— Dépôts en banque	55,8	57,7	65,3	63,2	63,7	70,7	66,3
Coefficients de réserves (a)	9,8	7,8	4,2	6,3	4,8	6,4	4,5

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

a) La base monétaire, définie comme l'ensemble des engagements liquides de la Banque centrale, conditionne le niveau de la masse monétaire par le jeu du *multiplicateur*. Les éléments déterminants de cette relation sont, d'une part, le comportement du public partageant ses encaisses entre monnaie fiduciaire et dépôts bancaires, et, d'autre part, le coefficient de réserves choisi par les banques. Les variations de la masse monétaire peuvent ainsi se décomposer en variations de la base (qui reflètent la politique de la Banque centrale) et variations du multiplicateur (qui reflètent le comportement du public et des banques).

4. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

4.1. Échanges commerciaux avec l'extérieur

La détérioration de la balance commerciale de la Haute-Volta, déjà accentuée en 1977, se serait, d'après les dernières estimations, encore renforcée en 1978 en raison de l'évolution défavorable des conditions climatiques qui avaient engendré à nouveau des résultats déficitaires pour la plupart des productions agricoles tant industrielles que vivrières. En 1979, une stabilisation relative a pu se dessiner en raison de l'amélioration constatée au niveau de la production de certaines cultures d'exportation ainsi que la décélération des importations de produits alimentaires liée à une commercialisation vivrière en hausse.

HAUTE-VOLTA — ÉCHANGES EXTÉRIEURS

	1973	1974	1975	1976	1977
			Milliards de francs c.f.a.		
Exportations	5,6	8,7	9,4	12,7	13,6
Importations*	21,7	34,7	32,4	34,4	51,4
Balance commerciale	– 16,1	– 26,0	– 23,0	– 21,7	– 37,8
			Pour cent		
Couverture des importations par les exportations	25,8	25,1	29,0	36,9	26,5

*A compter de 1974, y compris importations en franchise.

Source : Ministère du Commerce, du Développement industriel et des Mines : Direction du Commerce.

Après les dures années de sécheresse qui ont profondément perturbé ses exportations, la Haute-Volta a encore subi en 1977 et en 1978 les effets d'une mauvaise répartition des pluies se traduisant par un tassement de certaines exportations. Cependant, la politique de reconstitution du cheptel a permis, dès 1977, de dépasser le niveau des exportations de bétail atteint les années précédentes. De 4,0 milliards de francs c.f.a. en 1977, la valeur des exportations de produits de l'élevage serait passée à 5,1 milliards de francs c.f.a. en 1978 et à 7,2 milliards en 1979. Quant aux produits agricoles, malgré la baisse continuelle de la commercialisation d'arachide, la valeur des exportations se serait accrue en liaison avec l'accroissement sensible de la collecte d'amande de karité. L'amélioration relative des conditions climatiques en 1979 et les bonnes récoltes de coton et de sésame qui s'en sont suivies, devraient permettre une forte reprise des exportations de ces produits.

Après la vive progression des importations en 1977, liée à la politique active d'investissement mise en œuvre par le Gouvernement, mais aussi renforcée par les achats supplémentaires de produits alimentaires, un certain ralentissement est intervenu en 1978 et s'est accentué en 1979. Selon les dernières estimations, le rythme de progression des importations qui s'était établi à 49,4% en 1977, aurait été voisin de 30,0% en 1978 et serait revenu à 10,0% en 1979. Dans le même temps, la valeur globale des importations serait passée de 51,4 milliards de francs en 1977 à 67 milliards en 1978 et à 74 milliards en 1979.

L'orientation géographique des échanges extérieurs de la Haute-Volta en 1977 n'a pas subi de modification majeure par rapport aux années précédentes. La C.E.E. demeure le principal partenaire avec 47,8% des exportations et 61,7% des importations. La situation de pays enclavé explique essentiellement l'importance des échanges avec les autres pays de l'U.M.O.A. et les Etats frontaliers. La part de l'U.M.O.A. atteignait 34,6% pour les exportations et 14,6% pour les importations.

4.2. Balance des paiements

Au niveau de la balance des paiements, l'évolution du solde des transactions au titre des marchandises a été similaire à celle décrite ci-avant. Résultat des faibles performances du secteur agricole mais également reflet de l'augmentation des besoins en biens importés nécessaires au renforcement de la capacité productive du pays, le déficit commercial s'est régulièrement aggravé. De 20,2 milliards de francs c.f.a. en 1976, il est passé à 29,8 milliards en 1977 et à 32,2 milliards en 1978.

La position enclavée de la Haute-Volta rend ce pays largement tributaire de ses voisins pour le transport aussi bien de ses approvisionnements que de ses expéditions. Les augmentations du coût du fret liées aux hausses du prix des produits pétroliers ont pesé lourdement sur les dépenses de services et contribué à creuser le déficit net enregistré pour ces opérations. En 1977, l'encombrement du réseau ferroviaire a nécessité un recours plus important au transport routier, toutefois beaucoup plus onéreux. Il en est résulté une augmentation très forte des sorties nettes de devises qui sont passées de 16,6 milliards de francs c.f.a. en 1976 à 24,9 milliards en 1977. La normalisation intervenue en 1978 a permis de ramener le déficit au titre des services au niveau de 21,1 milliards, supérieur toutefois aux montants dégagés en 1976.

Après une relative stabilité entre 1974 et 1976, les transferts sans contrepartie ont enregistré une nouvelle progression nette en 1977 où ils se sont situés à 35,7 milliards de francs c.f.a., niveau pratiquement atteint en 1978. Ils ont ainsi permis d'alléger quelque peu le déficit des paiements courants qui s'est trouvé en 1978 légèrement inférieur au montant de 1977, soit 18,3 milliards contre 19,0 milliards.

Les difficultés de mobilisation par l'Etat des emprunts contractés à l'extérieur et la stagnation des investissements privés en 1978 ont contribué à maintenir le solde excédentaire des mouvements de capitaux non monétaires au niveau de 11 milliards de francs c.f.a. atteint un an plus tôt.

Compte tenu de ces mouvements, le déficit de la balance des paiements a été en 1978 du même ordre de grandeur qu'en 1977, soit 7,3 milliards de francs c.f.a.

HAUTE-VOLTA — BALANCE DES PAIEMENTS

	1974	1975	1976	1977*	1978**
			Milliards de francs c.f.a.		
Marchandises	– 19,6	– 24,4	– 20,2	– 29,8	– 32,2
dont – *Exportations (FOB)*	*+ 15,9*	*+ 15,8*	*+ 19,8*	*+ 23,7*	*+ 24,2*
– *Importations (FOB)*	*– 35,5*	*– 40,2*	*– 40,0*	*– 53,5*	*– 56,4*
Services	– 10,6	– 15,4	– 16,6	– 24,9	– 21,1
Transferts sans contrepartie	+ 29,3	+ 30,9	+ 29,0	+ 35,7	+ 35,0
dont – *Privés*	*+ 9,6*	*+ 10,1*	*+ 11,5*	*+ 14,2*	*+ 14,4*
– *Publics*	*+ 19,7*	*+ 20,8*	*+ 17,5*	*+ 21,5*	*+ 20,6*
Balance des paiements courants	**– 0,9**	**– 8,9**	**– 7,8**	**– 19,0**	**– 18,3**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à long terme	+ 3,1	+ 4,1	+ 4,0	+ 10,7	+ 10,0
Balance de base	**+ 2,2**	**– 4,8**	**– 3,8**	**– 8,3**	**– 8,3**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à court terme	– 1,6	+ 2,8	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,0
Erreurs et omissions nettes	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,6	–
Balance globale	**+ 0,9**	**– 1,5**	**– 3,2**	**– 7,2**	**– 7,3**

N.B. - Le signe + indique un excédent, le signe – un déficit.

*Données provisoires.-**Estimations.

Source : B.C.E.A.O.

4.3. Dette extérieure

A la fin de l'année 1979, le volume total de la dette extérieure s'établissait à 79,9 milliards de francs c.f.a., alors qu'il était de 69,2 milliards de francs c.f.a. au 31 décembre 1978, soit une progression de 16,9% par rapport à l'année précédente. Ce montant se répartissait à concurrence de 50,9 milliards pour l'encours et de 29,0 milliards pour la partie non encore prélevée.

Les nouveaux engagements, qui ont plus que doublé d'une année à l'autre, ressortaient à environ 12,2 milliards de francs c.f.a. alors qu'ils se montaient à 5,7 milliards un an plus tôt. La part des banques et établissements financiers privés est demeurée peu importante comparativement aux apports des organismes multilatéraux et des institutions gouvernementales qui ont représenté la quasi-totalité des crédits. Les emprunts ont été pour l'essentiel destinés au financement de projets d'éducation, de développement agricole et d'adduction d'eau.

Au cours de la période sous revue, les tirages qui se chiffraient, au 31 décembre 1978, à 7,6 milliards de francs c.f.a. ont atteint 15,9 milliards de francs c.f.a., portant ainsi le niveau global de l'encours à 50,9 milliards, après déduction des amortissements dont le montant est passé de 944,8 millions de francs c.f.a. à 786,0 millions. La forte baisse des amortissements, 16,8%, est essentiellement due à un arrêt des remboursements consécutif à la remise de la dette décidée par certains pays créanciers.

Comparé à son niveau de 1978, le service de la dette a enregistré une variation en hausse de 16,7% et s'est élevé à 1,7 milliard de francs c.f.a., soit 5,0% de la valeur estimée des exportations de biens et services.

HAUTE-VOLTA — DETTE EXTÉRIEURE*

Origine des prêts		Opérations de la période				Dette en fin de période	
			Service de la dette				Partie
		Tirages	Amortis-sements	Intérêts	Total	Encours	non encore prélevée
		Millions de francs c.f.a.					
Institutions internationales	1975	2 170,4	11,9	89,9	101,8	5 285,3	11 199,9
	1976	1 827,8	13,5	26,7	40,2	7 539,3	19 868,9
	1977	6 584,6	13,4	56,3	69,7	15 383,5	16 155,7
	1978	5 654,4	19,4	113,7	133,1	18 443,4	13 992,8
	1979	8 359,4	20,5	234,7	255,2	24 675,7	12 239,9
Gouvernements	1975	2 783,3	604,0	212,4	816,4	8 501,2	17 875,0
	1976	3 847,4	481,8	228,1	709,9	12 491,2	18 262,2
	1977	3 847,9	530,8	224,2	755,0	14 953,4	15 718,1
	1978	1 804,1	537,8	297,3	835,1	17 549,4	18 022,7
	1979	2 025,6	512,2	293,0	805,2	19 809,3	16 704,4
Banques et autres établissements financiers	1975	93,5	0,8	0,5	1,3	95,0	—
	1976	99,5	20,9	8,9	29,8	183,4	1 161,4
	1977	894,5	20,0	17,5	37,5	1 028,0	256,3
	1978	173,0	104,9	47,7	152,6	590,8	77,0
	1979	5 577,0	120,2	311,4	431,6	6 055,1	—
Crédits fournisseurs	1975	66,1	128,6	32,4	161,0	364,5	—
	1976	273,3	161,2	29,2	190,4	476,6	—
	1977	595,8	266,7	46,6	313,3	1 163,0	—
	1978	—	282,7	72,6	295,3	502,9	—
	1979	—	133,2	27,2	160,4	369,7	...
Autres origines	1975	—	—	—	—	—	—
	1976	—	—	—	—	—	—
	1977	—	—	—	—	—	—
	1978	—	—	—	—	—	—
	1979	—	—	—	—	—	—
Total	1975	5 113,3	745,3	335,2	1 080,5	14 246,0	29 074,9
	1976	6 048,0	679,4	292,9	970,3	20 690,5	39 292,5
	1977	11 842,8	770,9	323,9	1 094,2	32 527,9	32 130,1
	1978	7 631,5	944,8	471,3	1 416,1	37 086,5	32 095,5
	1979	15 962,4	786,1	866,3	1 652,4	50 909,8	28 944,3

*Dette de l'Etat et dette garantie par l'Etat.

Source : Rapports à la B.I.R.D.

L'évolution économique et financière de la République du Niger

1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES PRIX ET SALAIRES EN 1979

L'expansion de l'économie nigérienne s'est poursuivie en 1979 grâce au développement de l'activité minière consécutif à l'entrée en activité d'une deuxième unité pour l'exploitation des gisements d'uranium.

La campagne agricole 1978-1979 a dans l'ensemble été plus satisfaisante que la précédente. La commercialisation de l'arachide d'huilerie s'est cependant inscrite en retrait par rapport à celle de 1977-1978.

Dans le domaine industriel, l'activité de l'huilerie demeure handicapée par la faiblesse des livraisons d'arachide.

Au plan des salaires, il convient de signaler que des augmentations intéressant toutes les catégories professionnelles sont intervenues à partir du 1er mai 1979.

Enfin, la hausse des prix a été faible en raison notamment du bon niveau de la production vivrière.

1.1. La production agricole

Les tableaux ci-après présentent les résultats de la campagne 1978-1979 en comparaison avec ceux des années précédentes.

NIGER — COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Milliers de tonnes			
Arachides décortiquées	3,8	7,2	14,0	8,9
Coton graine	11,1	7,2	3,8	4,4
Niébé	44,4	49,0	4,1	20,8

Sources : Société Nigérienne de Commercialisation de l'Arachide (SONARA).
Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles (C.F.D.T.).
Office des Produits Vivriers du Niger (O.P.V.N.).

NIGER — PRIX A LA PRODUCTION

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a. le kilo		
Arachides décortiquées	55	55	69	75
Coton graine (1er choix)	47	47	55	62
Niébé	40	30	30	45

Source : Journaux officiels de la République du Niger.

Malgré deux augmentations successives du prix d'achat au producteur de 25,5% en 1977-1978 et de 8,7% en 1978-1979, la **production arachidière** n'a pu retrouver le niveau de 100 000 tonnes qui était régulièrement atteint avant la période de sécheresse.

En 1978-1979, la commercialisation de l'arachide n'a porté que sur 8 888 tonnes de graines au lieu de 14 585 tonnes au titre de la campagne précédente accusant une baisse de 39,1%.

Close le 30 juin 1979, la **campagne cotonnière** 1978-1979 a permis de commercialiser 4 371 tonnes de coton graine contre 3 799 tonnes précédemment, soit une amélioration de 15,1%.

Le rendement à l'égrenage a été moins élevé que celui de la campagne 1977-1978, la production de fibre s'élevant à 1 480 tonnes et celle de graines à 2 237 tonnes contre respectivement 1 349 tonnes et 1 607 tonnes au cours de la campagne précédente. La commercialisation en aval portait à la fin de l'année sur 1 023 tonnes dont 582 livrées à la *Société Nouvelle Nigérienne des Textiles* (SONITEXTIL) et 441 tonnes vendues à l'exportation.

La commercialisation du **niébé**, avec 20 788 tonnes, a quintuplé par rapport à la campagne précédente. Toutefois, le niveau enregistré est nettement inférieur à celui de 48 990 tonnes réalisé en 1976-1977.

La SONARA a rencontré des difficultés à écouler le niébé vers le débouché traditionnel que constitue le Nigeria. Les exportations vers ce pays qui avaient débuté au mois de mai, ne totalisaient que 2 897 tonnes à la fin de l'année.

S'agissant des **cultures vivrières**, il y a lieu de relever qu'entre 1973-1974 et 1978-1979, les superficies aménagées à cet effet ont plus que doublé. Cette expansion des cultures vivrières a permis au Niger de satisfaire en 1978-1979 la quasi-totalité de ses besoins en céréales, alors que ceux-ci n'étaient couverts qu'à hauteur de 72% en 1973-1974.

La production de mil a très légèrement fléchi au cours de la campagne 1978-1979 ; elle a en effet atteint 1 122 560 tonnes contre 1 130 325 tonnes en 1977-1978. Par contre, celle de sorgho, estimée à 371 220 tonnes au lieu de 342 035 tonnes précédemment, a progressé de 8,5%.

La campagne de commercialisation de produits vivriers a bénéficié du bon niveau des récoltes. C'est ainsi que les achats de l'O.P.V.N. ont porté sur 18 704 tonnes de mil et 39 850 tonnes de sorgho contre respectivement 6 496 et 7 146 tonnes en 1977-1978.

1.2. L'élevage

A la suite de la sécheresse des années 1972 à 1974, les autorités nigériennes avaient entrepris un programme de reconstitution du cheptel. En 1979, cet objectif a été réalisé à 100% pour les caprins et les asins et à 68% pour les bovins.

Par ailleurs, un programme pour le développement de l'élevage a été mis sur pied dans les provinces de Zinder, Maradi et Diffa. Ce projet a bénéficié d'un financement de l'A.I.D. et devrait permettre d'accroître la production nigérienne de viande de 7 500 tonnes et de lait de 7 200 tonnes d'ici à dix ans.

1.3. La production minière

La production nigérienne de minerai d'uranium s'est élevée à 3 540 tonnes en 1979 contre 2 109 tonnes l'année précédente. La forte augmentation de 67,9% ainsi enregistrée est due à l'entrée en pleine activité de la *Compagnie Minière d'Akouta* (COMINAK).

Les ventes de minerai d'uranium ont porté sur 3 404 tonnes soit une amélioration de 51,4% par rapport à l'année précédente. L'augmentation du volume des ventes et dans une moindre mesure celle des prix de vente ont permis de réaliser un chiffre d'affaires global de 83,4 milliards de francs au lieu de 52,4 milliards en 1978.

NIGER — PRODUCTION ET VENTES D'URANIUM

	1976	1977	1978	1979
	Tonnes de concentré d'uranium			
Production	1 459	1 416	2 109	3 540
Ventes	1 500	1 466	2 249	3 404
	Millions de francs c.f.a.			
Valeur des ventes	21 005	28 320	52 352	83 399

1.4. La production industrielle

La faiblesse persistante de la production arachidière a continué de compromettre l'activité des huileries du Niger. Ainsi, la production arachidière ayant représenté moins du dixième de la capacité de trituration du secteur des huileries, deux des trois unités locales ont dû cesser toute activité. Seule la *Socité Industrielle et Commerciale du Niger* (SICONIGER) a continué de recevoir des graines ; elle avait reçu 7 630 tonnes à l'issue des neuf premiers mois de l'année 1979.

En 1979, la production de la Cimenterie de Malbaza s'est maintenue à un niveau comparable à celui de l'année précédente. Durant les neuf premiers mois de l'année 1979, elle a produit 32 627 tonnes de clinker et 24 524 tonnes de ciment contre respectivement 24 703 tonnes et 29 440 tonnes au cours de la même période de l'année précédente.

1.5. Le tourisme

Un important projet de 248 chambres va bientôt permettre de doubler la capacité hôtelière de la ville de Niamey. Le coût total de cet hôtel est estimé à 4,7 milliards de francs c.f.a. Le projet est partiellement financé par la C.C.C.E. pour un montant de 1,3 milliard de francs.

Par ailleurs, il est envisagé la construction d'un hôtel de 60 chambres à Arlit dont l'occupation est garantie à 100% par la SOMAÏR. Le coût de l'ouvrage est estimé à 700 millions de francs c.f.a.

1.6. Les prix et salaires

L'indice général des **prix** à la consommation africaine a progressé de façon régulière durant les dix premiers mois de l'année 1979. Au cours de cette période, il est passé de 241,5 à 282,8 points avant de redescendre à 261,8 points en décembre.

Evaluée en termes de moyenne annuelle, la progression des prix s'est de nouveau ralentie, s'établissant à 8,4% contre 10,1% en 1978, elle ne représentait plus ainsi que le tiers environ de celle de 1977 qui était de 23,3%.

NIAMEY – ÉVOLUTION DE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE AFRICAINE

	1976	1977	1978	1979
		Base 100 : Année 1970		
Janvier	153,8	202,1	237,4	241,5
Février	155,8	203,2	227,8	242,5
Mars	163,8	204,6	231,2	250,5
Avril	166,4	204,2	234,1	252,8
Mai	174,0	198,3	236,1	257,1
Juin	177,8	221,4	237,9	270,3
Juillet	184,4	236,2	247,9	273,9
Août	187,4	236,7	249,9	275,3
Septembre	189,8	231,1	249,2	271,6
Octobre	185,2	236,5	248,3	282,8
Novembre	198,6	228,0	249,4	263,2
Décembre	201,5	233,5	252,5	261,8
Moyenne annuelle	*178,2*	*219,7*	*241,8*	*262,0*

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux publiés par la Direction de la Statistique du Niger, sur la base 1er juillet 1962 - 30 juin 1963.

S'agissant des **salaires**, il convient de signaler que le taux horaire du SMIG a été augmenté de 31,0% à partir du 1er mai 1979 pour s'établir à 99,11 francs contre 75,65 francs précédemment.

De même, la valeur du point indiciaire de la fonction publique est passée de 2 200 francs à 2 500 francs, accusant une hausse de 13,6%.

2. FINANCES PUBLIQUES

Les données définitives relatives à l'exécution du budget général de l'exercice 1977-1978 ont fait apparaître un solde excédentaire de 2,5 milliards, le total des recettes s'étant établi à 58,4 milliards contre 55,9 milliards pour les dépenses.

Ce résultat traduit la volonté des pouvoirs publics de contenir les dépenses de fonctionnement dans les limites raisonnables et d'accroître les dépenses d'équipement ; en effet alors que celles-ci ont plus que doublé d'une année à l'autre, passant de 5,9 milliards à 13,0 milliards, les premières, après déduction des transferts, sont demeurées à un niveau presque identique à celui de l'exercice antérieur soit environ 29 milliards.

Le budget primitif de l'exercice 1978-1979 arrêté en recettes et en dépenses à 56,7 milliards a enregistré un taux d'accroissement de 20,7% par rapport au budget précédent. Ce taux est passé à 36,7% après l'adoption en cours d'exercice d'un collectif budgétaire qui a porté le budget définitif de l'année sous revue à 59,3 milliards.

Aucun impôt nouveau n'ayant été créé, l'amélioration attendue des recettes était liée aux efforts entrepris en vue d'accroître le rendement de l'impôt aux taux existants. La progression de plus de 50% des impôts directs et des taxes indirectes, s'explique par l'entrée en service de nouvelles unités industrielles telles que la COMINAK.

La tendance à la baisse de la part relative des dépenses consacrées aux pouvoirs publics et aux moyens des services s'est une fois de plus confirmée ; en 1979, celle-ci a représenté 41,8% de la masse globale des dépenses contre 45,1% en 1978 et 50,7% en 1977.

Les crédits consacrés aux interventions publiques et plus spécialement aux investissements ont été nettement renforcés dans le budget 1978-1979 où ils constituaient 40% de l'ensemble des dépenses alors que leur part n'était que de 33% dans le budget précédent.

D'une manière générale, la répartition des dépenses d'équipement fait apparaître le souci de l'Etat de participer de plus en plus activement à la couverture des besoins sociaux et à la mise en valeur des ressources humaines. Dans ce cadre, l'Education nationale, la Santé publique et les Affaires sociales, le Développement rural, les Mines et l'Hydraulique reçoivent plus de 30% du Fonds National d'Investissement.

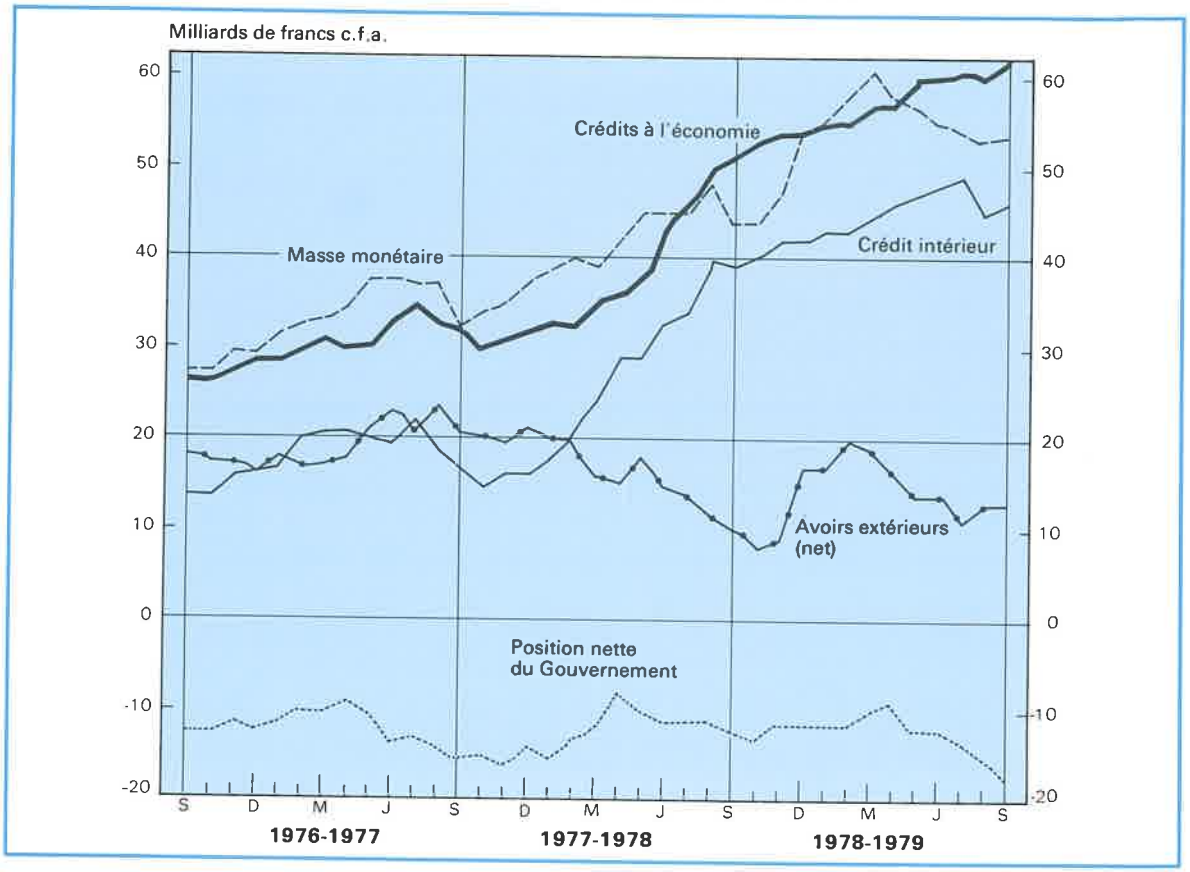
NIGER — BUDGET GÉNÉRAL*

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979**
		Réalisations		Prévisions
		Milliards de francs c.f.a.		
Recettes	**30,5**	**43,8**	**58,4**	**59,3**
— Recettes fiscales	23,1	30,3	38,8	47,1
— Autres recettes	7,4	13,5	19,6	12,2
— Financements extérieurs	—	—	—	—
Dépenses	**28,6**	**41,8**	**55,9**	**59,3**
— Budget de fonctionnement	26,0	35,9	42,9	59,3
dont : *Transferts au budget d'équipement*	*3,8*	*7,8*	*14,1*	—
— Budget d'équipement	2,6	5,9	13,0	21,9
Déficit (—) ou excédent (+)	**+ 1,9**	**+ 2,0**	**+ 2,5**	**—**
Apports des correspondants	+ 2,3	+ 0,5	...	...
Autres opérations du Trésor (a)	+ 0,4	+ 0,5	...	...
Variation des avoirs nets				
auprès du système bancaire (b)	+ 4,6	+ 3,0	— 0,7	...

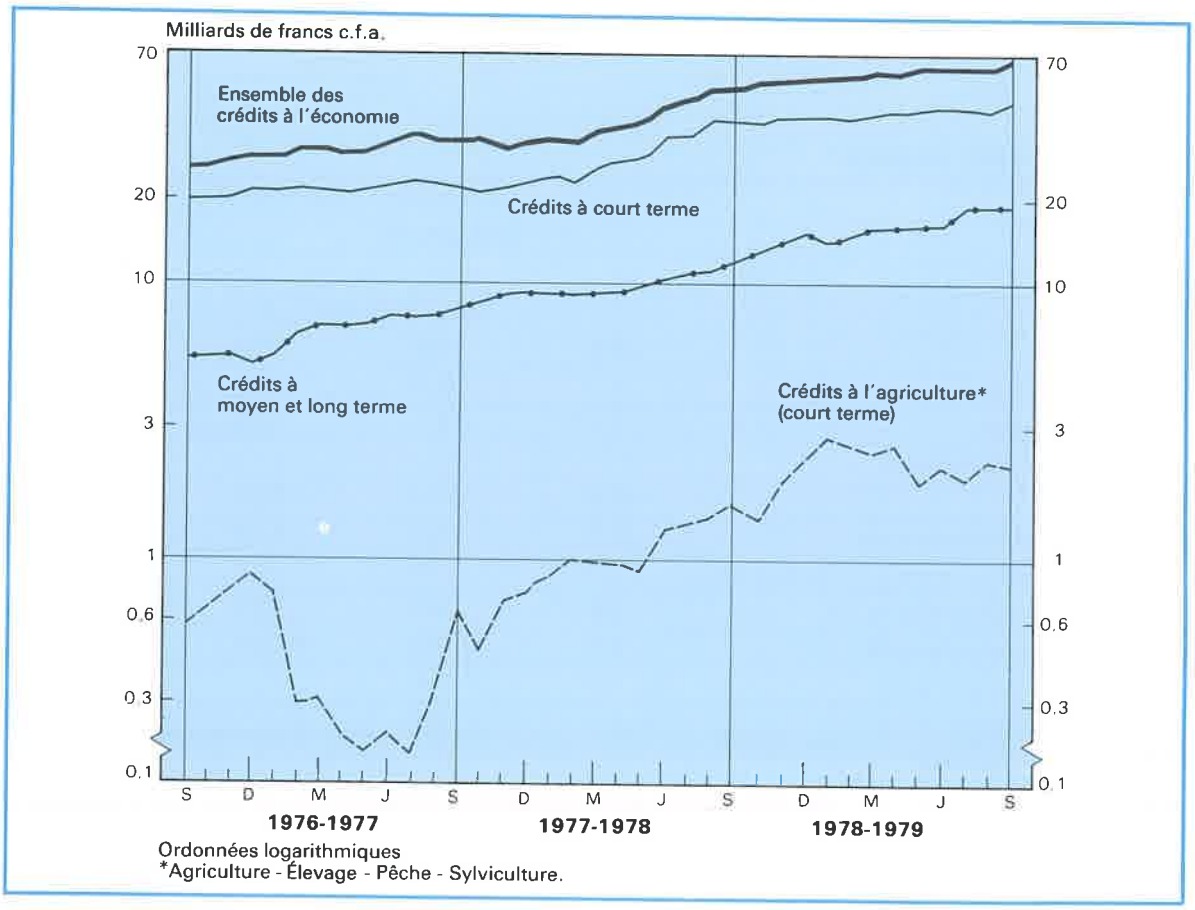
***Exercice : 1er octobre - 30 septembre.** -**Ces chiffres ne tiennent pas compte des transferts.-(a) Décalages de trésorerie, budgets annexes et comptes spéciaux. - (b) Le signe + indique un accroissement des créances nettes ou une réduction des engagements nets.

Source : Services du Trésor nigérien.

NIGER — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



NIGER — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



3. MONNAIE ET CRÉDIT

L'économie nigérienne a bénéficié au cours de l'exercice 1978-1979 des résultats satisfaisants de la campagne agricole et de l'expansion de l'activité minière.

Dans cette conjoncture économique, la situation monétaire du Niger a été essentiellement marquée par une amélioration des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, une baisse du rythme de croissance du crédit intérieur et une expansion modérée de la masse monétaire.

NIGER — SITUATION MONÉTAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	18 018	21 204	10 585	13 271
— *Banque centrale*	*17 266*	*23 504*	*14 888*	*17 832*
— *Banques*	*+ 752*	*— 2 300*	*— 4 303*	*— 4 561*
Crédit intérieur	13 790	16 873	38 577	46 310
— *Gouvernement (net)*	*— 12 530*	*— 15 511*	*— 12 595*	*— 17 267*
— *Crédits à l'économie*	*26 320*	*32 384*	*51 172*	*63 577*
Masse monétaire	27 401	32 734	44 034	54 219
Autres éléments nets	4 407	5 343	5 128	5 362

Source : B.C.E.A.O.

Le montant des **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires est passé de 10,6 milliards à 13,3 milliards soit une hausse de 25,4% au lieu d'une baisse de 50,0% enregistrée au cours de l'exercice précédent. Cette évolution favorable de la position extérieure nette du Niger a concerné uniquement la Banque centrale pour 2,9 milliards car les engagements extérieurs nets des banques se sont aggravés de 0,2 milliard.

L'amélioration constatée a eu pour cause la hausse des recettes en devises procurées par les exportations de minerai d'uranium dont la production a sensiblement augmenté et la baisse des importations de produits vivriers.

Les réserves officielles de change comptabilisées au bilan de la Banque centrale ont de leur côté augmenté de 3,5 milliards. Toutefois, le développement des engagements monétaires à vue a ramené leur taux de couverture par ces réserves de 65,5% à 59,2%.

Le **crédit intérieur** est passé de 38,6 milliards au 30 septembre 1978 à 46,3 milliards un an plus tard soit un accroissement de près de 20% alors que cet agrégat avait connu une hausse de plus de 100% au cours de l'exercice 1977-1978. Cette décélération du rythme de croissance du crédit intérieur a été consécutive à un ralentissement dans la progression des crédits à l'économie conjugué à un renforcement de la position créditrice nette du Gouvernement.

La *position nette du Gouvernement* vis-à-vis des institutions monétaires, toujours créditrice, atteignait 17,3 milliards à fin septembre 1979 après s'être établie à 12,6 milliards un an plus tôt. Ce renforcement traduit une plus grande aisance de la trésorerie publique résultant d'un retard dans l'exécution des dépenses inscrites au Fonds National d'Investissement et sans doute aussi de l'importance des rentrées fiscales liées aux exportations de minerai d'uranium.

Aucun nouveau versement n'étant intervenu durant l'exercice, le montant des sommes mises à la disposition du Trésor nigérien au titre du Fonds fiduciaire n'a pas varié. Elles s'élevaient à 1,5 milliard de francs c.f.a. à fin septembre 1979.

L'encours des *crédits à l'économie* passé de 51,2 milliards à 63,6 milliards, a accusé un net ralentissement de son taux de progression ramené de 58,0% à 24,2% d'un exercice à l'autre.

Le ralentissement de la demande de crédit a été particulièrement remarquable pour les concours à court terme dont le rythme de croissance s'est abaissé de 57,2% pour l'exercice 1977-1978 à 19,8% pour l'exercice suivant. Dans le même temps, le taux de progression des crédits à moyen et long terme fléchissait de 60,4% à 36,8%.

L'accroissement des crédits à court terme a concerné pour 4,1 milliards les crédits de campagne et pour 3,4 milliards les crédits ordinaires. L'évolution des premiers a été déterminée principalement par les besoins de financement liés à la commercialisation des produits vivriers dont les récoltes ont été sensiblement meilleures que celles de la campagne 1977-1978. L'expansion des crédits ordinaires a été notamment le fait des secteurs de l'électricité, des industries non alimentaires et des travaux publics. La hausse de 4,9 milliards des crédits à moyen et long terme a été due pour l'essentiel aux entreprises minières, à celles de travaux publics et de transport.

La **masse monétaire** a augmenté de 10,2 milliards ou 23,1% au cours de l'exercice, contre 34,5% pour l'exercice précédent.

La décélération de la création monétaire ainsi constatée a eu pour origine un fort ralentissement des dépôts en banque dont le rythme de croissance est passé de 47,8% à 17,8%. En effet, le doublement des taux de progression des dépôts des particuliers et entreprises privées, passé, d'un exercice à l'autre, de 28,3% à 56,1% n'a pu compenser la diminution des dépôts des organismes publics qui, après la forte hausse de 77,0% enregistrée l'exercice précédent, ont fléchi de 24% au cours de l'exercice sous revue.

La circulation fiduciaire a enregistré un accroissement de 32,2% au lieu de 17,7% au cours de l'exercice précédent. Cette progression peut être attribuée au relèvement important du *Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti* et à la majoration des prix d'achat aux producteurs.

La **base monétaire** (a) s'est accrue de 6,1 milliards ou 34% de la fin d'un exercice à l'autre sous la double influence de l'augmentation de la circulation fiduciaire et des réserves des banques. Dans le même temps le multiplicateur est passé de 2,43 à 2,34 en raison des augmentations de la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire : 40,2% au 30 septembre 1979 au lieu de 37,2% un an auparavant et du coefficient de réserves des banques qui s'est élevé de la fin d'un exercice à l'autre de 6,4% à 7,5%.

Un fort accroissement des concours aux banques et établissements financiers et une augmentation moins marquée mais néanmoins substantielle des avoirs extérieurs nets dont les effets ont été partiellement compensés par le renforcement de la position créditrice nette du gouvernement à l'égard de la Banque centrale ont constitué les contreparties de l'expansion de la base monétaire.

NIGER — ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE

	1976	1977	1978		1979		
	Sept.	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Base monétaire (B.M.)	**12 773**	**15 956**	**18 113**	**26 474**	**27 438**	**25 451**	**24 186**
— Circulation fiduciaire	11 074	13 929	16 392	19 736	21 304	22 686	21 830
— Réserves des banques	1 691	2 021	1 719	6 728	6 129	2 754	2 351
— Autres dépôts	8	6	2	10	5	11	5
Contreparties de la base monétaire	**12 773**	**15 956**	**18 113**	**26 474**	**27 438**	**25 451**	**24 186**
— Avoirs extérieurs nets	17 266	23 504	14 888	23 366	22 823	16 948	17 832
— Position du Gouvernement	– 4 752	– 8 296	– 4 592	– 3 008	– 814	– 2 413	– 7 232
— Concours aux banques et aux établissements financiers	463	786	7 840	6 666	5 463	10 916	13 656
— Autres éléments nets	– 204	– 38	– 23	– 550	– 34	–	– 70
Masse monétaire (M2)	**27 401**	**32 734**	**44 034**	**54 197**	**61 176**	**55 445**	**54 219**
Multiplicateur $(\frac{M2}{BM})$	***2,15***	***2,05***	***2,43***	***2,05***	***2,23***	***2,18***	***2,24***
			Pour cent				
Partage des encaisses							
— Circulation fiduciaire	40,4	42,5	37,2	36,4	34,8	40,9	40,2
— Dépôts en C.C.P.	2,3	2,0	2,0	1,4	1,5	1,5	1,5
— Dépôts en banque	57,3	55,5	60,8	62,2	63,7	57,6	58,3
Coefficients de réserves (a)	10,8	11,1	6,4	20,0	15,7	8,6	7,5

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

a) La base monétaire, définie comme l'ensemble des engagements liquides de la Banque centrale, conditionne le niveau de la masse monétaire par le jeu du *multiplicateur*. Les éléments déterminants de cette relation sont, d'une part, le comportement du public partageant ses encaisses entre monnaie fiduciaire et dépôts bancaires, et, d'autre part, le coefficient de réserves choisi par les banques. Les variations de la masse monétaire peuvent ainsi se décomposer en variations de la base (qui reflètent la politique de la Banque centrale) et variations du multiplicateur (qui reflètent le comportement du public et des banques).

4. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

4.1. Échanges commerciaux avec l'extérieur

Sous la forte poussée des investissements liés à l'exploitation de l'uranium et de l'augmentation de la production qui s'en est suivie, les échanges commerciaux du Niger ont enregistré une forte progression à partir de 1975. Les exportations sont ainsi passées de 19,6 milliards en 1975 à 32,0 milliards en 1976. Les importations ont dans l'ensemble augmenté à un rythme moins rapide, si bien qu'après le déficit de 10,5 milliards enregistré en 1974, la balance commerciale du Niger s'est redressée et a connu en 1976 son premier excédent qui devrait se confirmer les années suivantes.

NIGER — ÉCHANGES EXTÉRIEURS

	1972	1973	1974	1975	1976
			Milliards de francs c.f.a.		
Exportations	13,7	13,8	12,6	19,6	32,0
Importations	16,6	19,1	23,1	21,9	30,4
Balance commerciale	— 2,9	— 5,3	— 10,5	— 2,3	+ 1,6
			Pour cent		
Couverture des importations par les exportations	82,5	72,3	54,5	89,5	105,3

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique et des Comptes nationaux.

En 1978, l'entrée en activité d'une deuxième société d'extraction de l'uranium s'est traduite par une nouvelle progression des exportations de ce minerai qui, selon les compagnies productrices, ont porté sur 2 249 tonnes pour une valeur totale de 52,4 milliards de francs c.f.a. contre 1 466 tonnes en 1977 équivalent à 28,4 milliards, soit en valeur, une progression de 84,5%. Les produits de l'élevage ont été estimés à 11,6 milliards de francs c.f.a. en 1978. Ils retrouvent ainsi une place de choix dans les exportations nigériennes, loin après l'uranium toutefois. Le recul du coton amorcé entre 1976 et 1977 s'est poursuivi en 1978 où toutefois on note une légère reprise des exportations de coton fibre, de l'ordre de 304 tonnes. Les ventes d'huile d'arachide ont été interrompues en 1978 en raison de la faiblesse des livraisons d'arachides aux huileries. En définitive, les exportations nigériennes en 1978 ont été constituées essentiellement par le minerai d'uranium pour près de 75% et par les produits de l'élevage pour 17% environ. La part de l'uranium s'est encore renforcée en 1979.

Les importations ont subi en 1978 le contrecoup d'une production vivrière déficitaire et l'Office des Produits Vivriers du Niger a dû mettre en œuvre un plan d'approvisionnement en céréales importées pour combler un déficit estimé à 50 000 tonnes. Cependant, la part des importations de produits alimentaires demeure faible comparée aux importants achats de biens d'équipement qui traduisent l'effort d'investissement consenti dans le secteur minier. Les importations liées à ces investissements sont passées de 2,2 milliards de francs c.f.a. en 1977 à 19,9 milliards en 1978 et sont estimées à plus de 30,0 milliards en 1979. Quant aux produits pétroliers, troisième grand poste des importations nigériennes, leur valeur a augmenté en raison de l'accroissement de la consommation locale. Au total, les importations de biens d'équipement auraient représenté en 1977 et en 1978 près de 75% du total des importations du Niger. En 1979, l'amélioration de la production vivrière a sans doute induit une décélération des achats de céréales, tandis que les importations de biens d'équipement auraient continué de progresser au rythme enregistré l'année précédente.

Principal client du Niger pour l'uranium, la France conserve la première place dans les autres transactions extérieures du pays. Au total, les pays de la C.E.E. ont acheté 73,2% des exportations du Niger en 1976 et fourni 56,2% des importations. Le commerce avec les autres pays de l'U.M.O.A. a porté sur 9,9% des importations et seulement 2,6% des exportations pour la même année.

4.2. Balance des paiements

Après les excédents successifs enregistrés depuis 1975, la balance des paiements s'est trouvée déficitaire en 1978.

Compte tenu des divers ajustements apportés et notamment de la prise en compte du commerce frontalier traditionnel, les opérations sur marchandises ont encore dégagé un déficit estimé à 1,7 milliard de francs c.f.a. en 1978, légèrement inférieur aux 2,1 milliards enregistrés en 1977.

Les transactions au titre des services ont accusé en 1978 une forte dégradation de leur solde négatif après l'amélioration constatée en 1977. Cette dégradation a résulté de l'effet conjugué des dépenses au titre du fret engendrées par l'augmentation des importations, des transferts à l'étranger des revenus d'investissements directs dans les mines et de la hausse des charges financières relatives au service de la dette extérieure.

Les transferts sans contrepartie sont demeurés stables en 1977 et en 1978 à hauteur de 8 milliards de francs c.f.a., malgré le déficit céréalier observé en 1978, qui aurait pu se traduire par un renforcement de l'aide extérieure.

En raison de l'importance des sorties nettes au titre des services, la balance des paiements courants s'est fortement détériorée en 1978 où le déficit estimé est passé à 21,8 milliards de francs c.f.a. au lieu de 11,1 milliards en 1977.

Entrainées à la hausse par le niveau élevé des investissements miniers et des travaux d'infrastructures d'accompagnement, pour la plupart financés directement sur emprunts extérieurs, les entrées nettes de capitaux non monétaires sont passées de 10,9 milliards en 1976 à 16,1 milliards en 1977 et ont été estimés à 18,1 milliards en 1978.

En dépit de cette progression de 12,4% d'une année à l'autre et de la nouvelle réduction du solde négatif dégagé par les opérations sur marchandises, les transactions extérieures du Niger se sont en définitive clôturées sur un déficit estimé à 3,7 milliards en 1978.

NIGER – BALANCE DES PAIEMENTS

	1974	1975	1976*	1977*	1978*
			Milliards de francs c.f.a.		
Marchandises	– 15,2	– 2,0	– 6,4	– 2,1	– 1,7
dont – *Exportations (FOB)*	*+ 19,6*	*+ 29,7*	*+ 41,0*	*+ 44,9*	*+ 68,8*
– *Importations (FOB)*	*– 34,8*	*– 31,7*	*– 47,4*	*– 47,0*	*– 70,5*
Services	– 12,9	– 13,5	– 20,4	– 17,0	– 28,4
Transferts sans contrepartie	+ 24,9	+ 13,7	+ 21,7	+ 8,0	+ 8,3
dont – *Privés*	*– 3,4*	*– 3,5*	*– 3,9*	*– 4,0*	*– 4,5*
– *Publics*	*+ 28,3*	*+ 17,2*	*+ 25,6*	*+ 12,0*	*+ 12,8*
Balance des paiements courants	**– 3,2**	**– 1,8**	**– 5,1**	**– 11,1**	**– 21,8**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à long terme	+ 4,4	+ 7,8	+ 10,9	+ 15,1	+ 18,1 (a)
Balance de base	**+ 1,2**	**+ 6,0**	**+ 5,8**	**+ 4,0**	**– 3,7 (b)**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à court terme	+ 1,8	– 0,5	– 1,6	+ 1,0	...
Erreurs et omissions nettes	– 4,0	– 5,2	+ 3,2	...	...
Balance globale	**– 1,0**	**+ 0,3**	**+ 7,4**	**+ 5,0**	**– 3,7**

N.B. - Le signe + indique un excédent, le signe – un déficit.

* Données provisoires.**Estimations.-(a) Long terme + court terme. - (b) Sode global des transactions non monétaires y compris les mouvements de capitaux à court terme.

Source : B.C.E.A.O.

4.3. Dette extérieure

Les nouveaux engagements extérieurs contractés en 1978 ont été d'environ 23,2 milliards de francs c.f.a. en valeur nominale. Le recours aux ressources financières en provenance des institutions internationales et des organismes publics a connu un recul au profit des financements en provenance du secteur privé : le montant total des engagements aux conditions du marché est passé de 487,6 millions de francs c.f.a. à fin décembre 1977 à 8,8 milliards de francs c.f.a. un an plus tard, représentant ainsi plus de 37% des engagements totaux, contre 5,7% en 1977.

Les tirages ont plus que doublé d'une année à l'autre en s'établissant à 16,8 milliards de francs c.f.a. et ont engendré des flux nets de ressources de 15,3 milliards de francs c.f.a. en 1978 au lieu de 5,5 milliards de francs c.f.a. en 1977. Cette augmentation sensible est due aux interventions des institutions internationales dont les actions ont représenté plus du tiers du montant total des flux nets.

En 1978, le service de la dette est resté presque identique à celui de l'année précédente et s'est chiffré à 2,4 milliards de francs c.f.a. et a représenté 3,1% de la valeur estimée des exportations de biens et services.

Compte tenu des nouvelles signatures, le niveau d'endettement global est passé de 71,6 milliards à fin 1977 à 85,2 milliards à fin 1978. A cette dernière date, les créances du secteur privé sur l'Etat nigérien représentaient 11 milliards soit 12,9% de l'endettement total alors que celles des institutions internationales et des gouvernements ou organismes publics se chiffraient respectivement à 33,1% et à 54,0%. Cette répartition était la même en ce qui concerne l'encours de la dette dont le montant s'élevait à 42,5 milliards de francs c.f.a. en 1978.

NIGER — DETTE EXTÉRIEURE*

Origine des prêts		Opérations de la période				Dette en fin de période	
			Service de la dette				Partie
		Tirages	Amortis-sements	Intérêts	Total	Encours	non encore prélevée
		Millions de francs c.f.a.					
Institutions internationales	1975	1 452,5	52,4	45,8	98,2	5 671,2	2 455,6
	1976	1 031,8	38,3	79,3	117,6	7 197,9	12 226,6
	1977	1 602,1	38,0	82,2	120,2	7 766,0	13 575,1
	1978	5 685,3	33,6	97,3	130,9	13 647,5	14 537,0
	1979	...	...	...	...	...	...
Gouvernements	1975	5 307,1	662,4	441,0	1 103,4	19 094,4	18 171,1
	1976	4 706,3	886,2	542,8	1 429,0	24 893,7	23 069,4
	1977	5 405,3	906,6	540,3	1 446,9	18 946,8	21 632,2
	1978	5 218,7	802,4	505,7	1 308,1	22 240,5	23 799,2
	1979	...	...	...	...	...	...
Banques et autres établissements financiers	1975	—	0,4	0,3	0,7	2,1	—
	1976	158,9	0,3	0,2	0,5	160,7	—
	1977	—	59,0	4,7	63,7	94,2	—
	1978	4 075,1	52,8	112,6	165,4	3 967,8	4 375,4
	1979	...	...	...	...	...	...
Crédits fournisseurs	1975	100,0	28,0	4,0	32,0	182,7	62,5
	1976	62,3	58,8	11,3	70,1	190,0	—
	1977	—	93,4	42,8	136,2	466,2	575,0
	1978	1 790,7	461,4	97,2	558,6	2 233,8	—
	1979	...	...	...	...	...	...
Autres origines	1975	413,6	823,5	176,1	999,6	2 472,0	420,6
	1976	38,3	776,3	130,0	906,3	1 606,7	—
	1977	—	456,8	57,0	513,8	565,0	—
	1978	...	161,4	34,8	196,2	403,6	—
	1979	...	...	...	...	...	...
Total	1975	7 273,2	1 566,7	667,2	2 233,9	27 422,4	21 109,8
	1976	5 997,8	1 759,9	763,6	2 523,5	34 049,0	35 296,0
	1977	7 007,4	1 553,8	727,0	2 280,8	35 838,2	35 782,3
	1978	16 769,8	1 511,6	847,6	2 359,2	42 493,2	42 711,6
	1979	...	...	...	...	...	...

* Dette de l'Etat et dette garantie par l'Etat.

Source : Rapports à la B.I.R.D.

L'évolution économique et financière de la République du Sénégal

1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES PRIX ET SALAIRES EN 1979

L'économie sénégalaise a amorcé en 1979 une phase de reprise modérée en raison de l'évolution dans l'ensemble satisfaisante de la production agricole à la suite de l'installation de meilleures conditions climatiques.

Si la production s'est inscrite en baisse pour le coton, elle a connu, par rapport à la campagne précédente, des hausses de 92% pour l'arachide et 61% pour le mil.

Ces bonnes performances ont favorisé l'ensemble de l'activité économique et notamment les huileries qui constituent le secteur dominant de l'industrie.

Evalué aux prix courants, le Produit Intérieur Brut a enregistré une progression d'environ 18% par rapport à 1978.

Les prix ont connu une stabilité relative jusqu'au mois de mai avant de s'inscrire en hausse en juin-juillet. L'évolution a par la suite été modérée jusqu'à la fin de l'année.

1.1. La production agricole

L'hivernage de l'année 1978 a été d'une manière générale plus favorable à la production agricole. Toutefois, les pluies hors saison enregistrées en décembre 1978 et janvier 1979 ont sensiblement endommagé la récolte de coton et détérioré la qualité des graines d'arachide.

Les tableaux ci-après retracent l'évolution de la campagne 1978-1979 en comparaison avec celle des années précédentes.

SÉNÉGAL — COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

Produits	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Milliers de tonnes		
Arachides en coque	1 177,8	956,9	441,7	776,4
Coton graine	39,0	45,4	37,1	33,8

Sources : Office National de Coopération et d'Assistance pour le Développement (O.N.C.A.D.).
Société de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX).

SÉNÉGAL — PRIX A LA PRODUCTION

Produits	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a. le kilo		
Arachides d'huilerie (base coque)	41,50	41,50	41,50	41,50
Coton graine	47,00	49,00	49,00	49,00

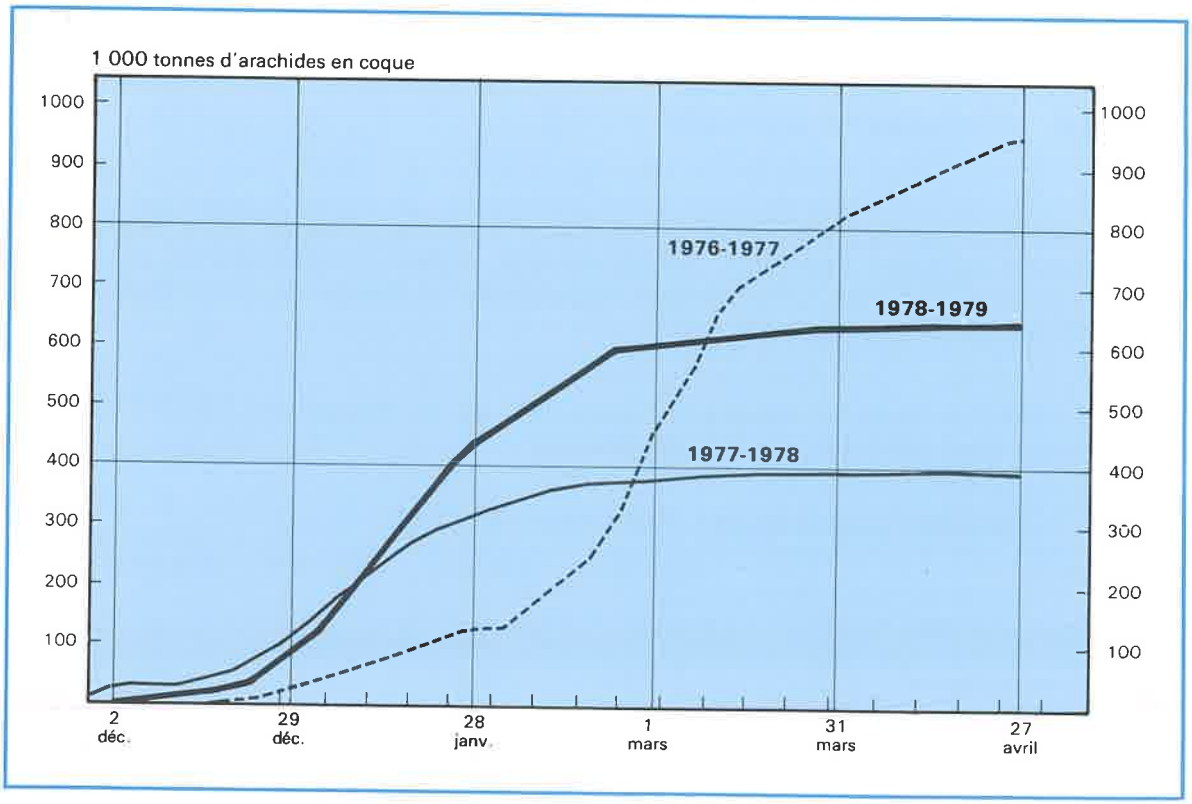
Source : Journaux officiels de la République du Sénégal.

Grâce à l'amélioration des conditions climatiques, la **production arachidière** du Sénégal a recouvré son niveau normal en 1978-1979. La production contrôlée d'arachide a pratiquement doublé d'une campagne à l'autre en passant de 474 800 tonnes à 911 974 tonnes.

Les livraisons d'arachides aux huileries ont également suivi les progrès de la commercialisation. Au titre de la campagne 1978-1979, les livraisons aux huileries se sont élévées à 661 464 tonnes au lieu de 271 075 tonnes la saison précédente. De ce fait, 84,6% des quantités d'arachide commercialisées auront été transformées localement alors que cette part n'avait été que de 61,4% un an auparavant.

L'augmentation de la production a permis d'accroître de façon sensible le revenu distribué aux paysans qui peut être estimé à 32,2 milliards de francs contre 17,7 milliards en 1977-1978.

ACHATS DÉCLARÉS D'ARACHIDES D'HUILERIE AU SÉNÉGAL



La commercialisation du **coton** n'a porté que sur 33 800 tonnes en 1978-1979 contre 37 077 tonnes précédemment. La baisse de 8,8% ainsi enregistrée a résulté essentiellement des pertes occasionnées par les pluies hors saison et le développement des attaques de parasites.

Malgré la baisse de la production cotonnière, la revalorisation des prix à la production a permis de maintenir les revenus distribués aux paysans au même niveau qu'en 1977-1978, soit 1,8 milliard de francs c.f.a.

Les meilleures conditions climatiques ont également permis le redressement de la **production céréalière** en 1977-1978.

SÉNÉGAL — ESTIMATION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Milliers de tonnes			
Mil-Sorgho	621	554	491	795
Riz paddy	134	112	84	127

Source : Ministère du Développement rural et de l'Hydraulique.

En 1978-1979, la production de mil et de sorgho a atteint 795 000 tonnes contre 491 000 tonnes au titre de la campagne précédente. La commercialisation s'en est favorablement ressentie en s'établissant à 108 636 tonnes, ce qui n'a d'ailleurs pas manqué de poser le problème du stockage et de l'écoulement des quantités commercialisées.

La récolte de riz est passée de 83 700 tonnes en 1977-1978 à 127 000 tonnes en 1978-1979 enregistrant ainsi une progression de 51,7%.

1.2. La pêche

La pêche industrielle a souffert en 1979 de la rareté du thon, notamment durant les mois de février et mars. Alors qu'elles avaient atteint 15 032 tonnes au cours de la campagne 1977-1978, les mises à terre de la dernière campagne ne se sont élevées qu'à 9 110 tonnes dont 943 tonnes pour les armements sénégalais et 8 167 tonnes pour les armements français.

Par suite de la faible participation de l'ex-SOSAP qui a eu ses bateaux immobilisés les uns après les autres, la part des armements sénégalais est ainsi tombée de 32,4% en 1978 à 10,3% en 1979.

S'agissant de la pêche artisanale, la constitution de groupements coopératifs de pêcheurs s'est poursuivie en 1979 ; elle a favorisé la modernisation de cette activité avec, notamment, un programme de motorisation qui touche actuellement près de 70% des pirogues. Ce programme devrait être achevé d'ici à 1981 ainsi que le prévoit le Vème Plan de Développement économique et social.

Toujours dans le cadre de la modernisation de la pêche, il convient de signaler l'installation d'une usine de transformation à Djifer dans la région du Sine-Saloum.

En 1979, le Sénégal a conclu un certain nombre d'accords dans le domaine de la pêche. C'est ainsi qu'en juin 1979, un accord a été signé avec la C.E.E., autorisant des bateaux des pays de la Communauté à pêcher au large des côtes sénégalaises. Cet accord prévoit une compensation financière de 2,5 milliards de francs pour les deux premières années d'application. Un autre accord du même genre a été signé avec l'Espagne, la compensation financière dans ce cas ressortant à 2,3 milliards de francs.

1.3. La production minière

Le marasme du marché international du **phosphate** a continué d'affecter l'activité minière au Sénégal.

Au cours de l'année 1979, la production de phosphates de calcium s'est élevée à 1 650 700 tonnes contre 1 555 800 tonnes pour l'année précédente, n'enregistrant qu'une progression de 6,1%.

La **production des salins** du Sine-Saloum n'a pas varié entre 1978-1979 ; elle s'est maintenue à 140 000 tonnes. Cependant, les exportations de sel marin ont baissé en 1979, en raison de difficultés d'écoulement sur les marchés africains.

1.4. La production industrielle

En relation avec le bon niveau de la campagne arachidière, la production industrielle dans son ensemble a connu une nette amélioration en 1979. C'est ainsi que l'indice de la production industrielle s'est établi à 171,1 points en 1979 au lieu de 137,5 l'année précédente, soit une progression de 24,4%.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de cet indice au cours des deux dernières années.

SÉNÉGAL — ÉVOLUTION DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	Avec huileries		Sans huileries	
	1978	1979	1978	1979
	Base mobile trimestrielle 1969 = 100			
1er trimestre	145,8	164,4	173,0	186,5
2ème trimestre	133,1	159,2	151,7	172,8
3ème trimestre	152,1	188,7	178,6	189,5
4ème trimestre	157,3	600,0	174,8	179,4
Année	**137,5**	**171,1**	**159,5**	**185,6**

Source : Direction de la Statistique du Sénégal

1.5. Le tourisme

Entre 1972 et 1976, le nombre des arrivées au Sénégal a presque doublé en passant de 69 446 à 136 166. Les dépenses des touristes ont, pendant ce temps évolué de 1,8 milliard à 9 milliards de francs. Il convient d'observer que les dépenses moyennes par touriste ont également progressé de 25 919 francs en 1972 à 66 096 francs en 1976.

Au cours des dernières années, le secteur touristique a pris une importance économique grandissante. Les recettes totales issues du tourisme se sont élévées à 13 milliards en 1978, faisant ainsi de ce secteur la troisième source de devises après l'arachide et le phosphate.

Cette expansion du tourisme se traduit par la mise en place de nombreux projets allant de petits villages de vacances aux grands complexes hôteliers. C'est dans ce cadre que s'est situé le protocole d'accord signé le 24 mars 1979 entre le groupe français Novotel-Sieh et les autorités sénégalaises en vue de la réalisation de trois hôtels de classe internationale, deux à Dakar et un à Sali-Portudal. La réalisation de ce programme, financé par la *Banque de Paris et des Pays-Bas,* devrait procurer 500 nouveaux emplois.

1.6. Les prix et salaires

L'évolution des **prix** en 1979 résulte essentiellement de tensions apparues au niveau de certains produits locaux et d'ajustements sectoriels rendus nécessaires par la hausse des prix des produits pétroliers.

En moyenne annuelle, la hausse des prix a été de 9,5% en 1979 contre 2,9% en 1978 et 10,2% en 1977.

L'indice général des prix à la consommation africaine a connu, en 1979, une stabilité relative jusqu'au mois de mai avant de s'inscrire en hausse en juin-juillet, sous l'influence de l'inflation importée et des tensions existant sur certaines productions locales, pour suivre ensuite une évolution plus irrégulière à des niveaux proches du maximum atteint en juillet.

DAKAR — ÉVOLUTION DE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE AFRICAINE

	1976	1977	1978	1979
		Base 100 : Année 1970		
Janvier	186,0	207,9	218,0	228,5
Février	188,9	204,7	218,9	232,0
Mars	188,5	200,7	217,3	231,2
Avril	190,7	201,0	215,1	230,6
Mai	189,6	202,4	219,9	230,6
Juin	190,0	211,9	218,6	239,5
Juillet	186,8	213,6	216,1	249,5
Août	193,0	238,9	212,3	249,5
Septembre	192,8	219,0	214,6	244,9
Octobre	191,8	212,3	211,9	247,2
Novembre	207,1	222,2	231,5	249,5
Décembre	214,2	221,2	236,8	247,0
Moyenne annuelle	*193,3*	*213,0*	*219,2*	*240,0*

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux publiés par la Direction de la Statistique du Sénégal, sur la base mobile année 1967.

Au plan des **salaires**, il convient de relever que le Gouvernement sénégalais a autorisé en mars 1979 la négociation d'une prime d'attente de 10% dans le secteur privé.

2. FINANCES PUBLIQUES

Les prévisions du budget général de l'exercice financier 1978-1979 ont porté, en recettes et dépenses, sur un montant de 136,5 milliards de francs c.f.a. enregistrant ainsi une hausse de 27,6% par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, à l'exécution du budget, ces chiffres n'ont pu être atteints en raison essentiellement du faible niveau des contributions extérieures et de la réalisation partielle des dépenses d'équipement.

Les résultats obtenus en fin de période ont été à la mesure du réalisme prudent dont les pouvoirs publics ont fait preuve. En effet, pour la deuxième année consécutive le solde du budget général a été positif, l'excédent constaté s'étant établi à 1,5 milliard. Cette situation s'explique par la bonne rentrée des recettes du budget de fonctionnement qui se sont élevées à 107,4 milliards pour une prévision de 103,5 milliards, alors que les dépenses sont intervenues à hauteur de 100,5 milliards. Les 6,9 milliards d'épargne budgétaire ainsi réalisée ont permis de financer entièrement le déficit d'exécution du budget d'équipement dont les recettes et les dépenses se sont chiffrées respectivement à 5,5 milliards et à 10,9 milliards.

Le budget général de l'exercice 1979-1980 a été élaboré en tenant compte du programme de redressement économique et financier décidé par les autorités et dont les principaux objectifs visaient d'une part, à freiner le taux de croissance des dépenses de fonctionnement en vue d'augmenter l'épargne budgétaire, d'autre part, à restreindre les dépenses d'équipement dans les limites de cette épargne ; ces différentes mesures tendent à mettre fin à la procédure de financement de l'investissement public par des ressources de trésorerie.

De ce fait, le budget général, équilibré en recettes et en dépenses à 130 milliards accuse une baisse globale de 4,8% par rapport à celui de l'exercice précédent. Les dépenses de fonctionnement sont en très faible progression de 4,4% tandis que celles d'équipement ont subi une réduction de 11 milliards d'une année à l'autre. L'ensemble des dépenses est couvert dans une proportion de 106,0 milliards par les recettes ordinaires, le reste, soit 24 milliards, devant être financé par des recettes extraordinaires essentiellement constituées par des emprunts extérieurs à concurrence de 15 milliards et par une subvention de 7,5 milliards de la Caisse de Péréquation et de Stabilisation des prix.

Toutefois, une loi de finances rectificative, votée en cours d'exercice, a porté le niveau du budget à 134,2 milliards. Les modifications intervenues concernent uniquement le budget de fonctionnement qui passe de 106 milliards à 110,2 milliards.

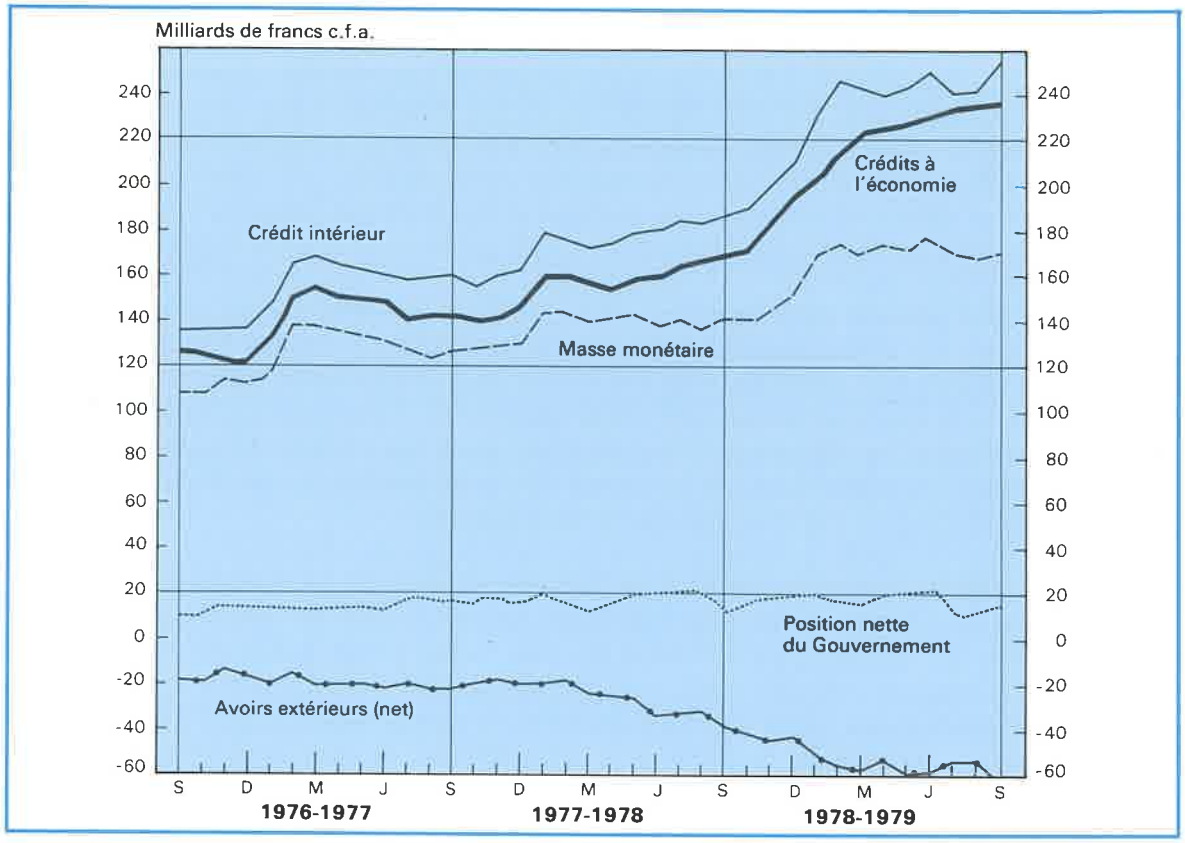
SÉNÉGAL — BUDGET GÉNÉRAL*

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980
		Réalisations		Prévisions
		Milliards de francs c.f.a.		
Recettes	**86,0**	**101,4**	**112,9**	**134,2**
— Recettes fiscales	81,6	94,6	104,9	109,2
— Autres recettes	4,4	4,0	2,5	1,0
— Recettes extraordinaires	—	2,8	5,5	24,0
Dépenses	**107,7**	**96,8**	**111,4**	**134,2**
— Budget de fonctionnement	81,6	91,0	100,5	110,2
— Budget d'équipement	26,1	5,8	10,9	24,0
Déficit (—) ou excédent (+)	**— 21,7**	**+ 4,6**	**+ 1,5**	—
Apports des correspondants	4,6	4,9	13,5	—
Autres opérations du Trésor (a)	10,0	4,9	0,3	—
Variation des avoirs nets				
auprès du système bancaire (b)	— 7,1	— 3,0	— 2,2	—

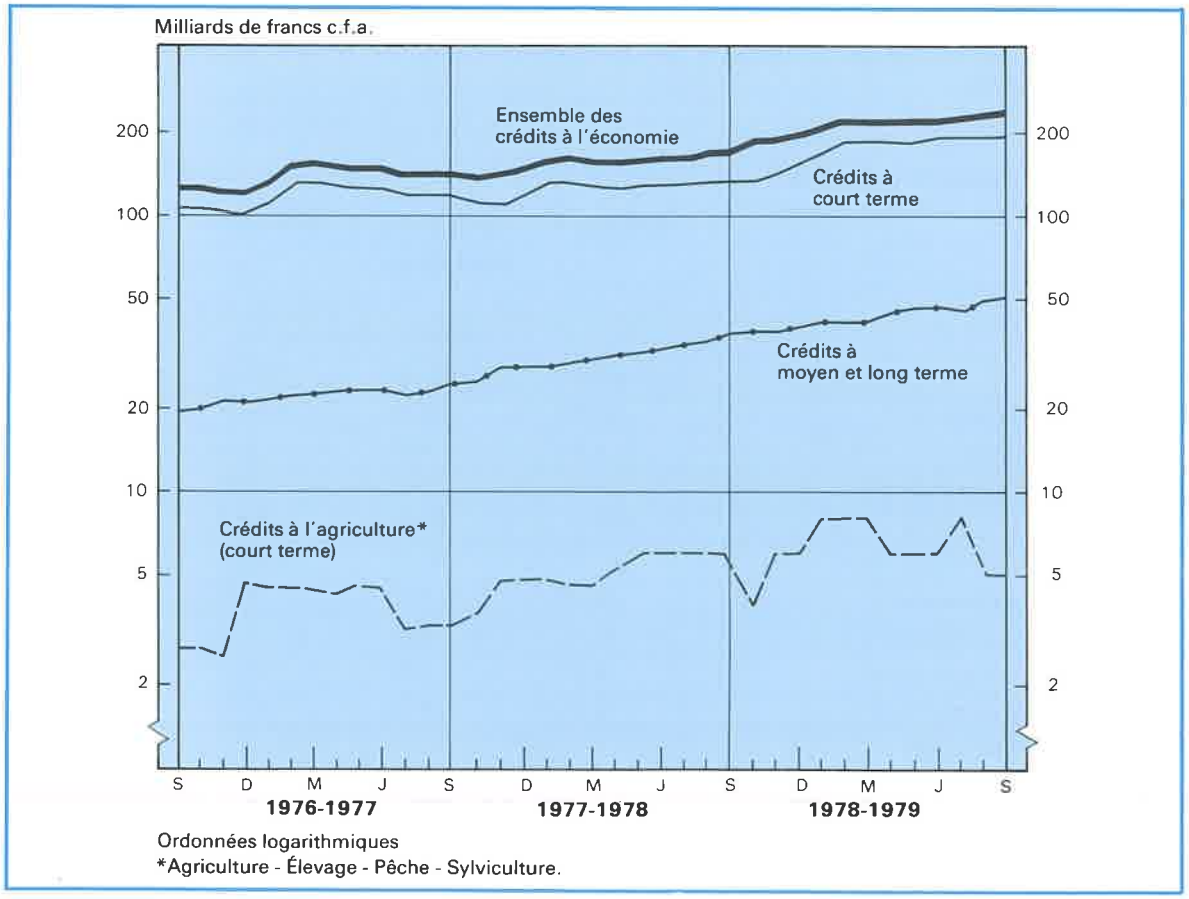
***Exercice : 1er juillet-30 juin.** - (a) Décalage de trésorerie, budgets annexes et comptes spéciaux. - (b) Le signe + indique un accroissement des créances nettes ou une réduction des engagements nets.

Source : Services du Trésor sénégalais.

SÉNÉGAL — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



SÉNÉGAL — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



3. MONNAIE ET CRÉDIT

L'évolution monétaire a été caractérisée au cours de l'exercice 1978-1979 par une dégradation de la position extérieure nette des institutions monétaires et une expansion de la masse monétaire liée à un important développement du crédit intérieur.

SÉNÉGAL — SITUATION MONÉTAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	— 19 021	— 22 790	— 37 400	— 63 213
— *Banque centrale*	— *9 588*	— *12 011*	— *22 463*	— *35 790*
— *Banques*	— *9 433*	— *10 779*	— *14 937*	— *27 423*
Crédit intérieur	135 917	159 148	186 423	255 258
— *Gouvernement (net)*	*9 830*	*16 805*	*15 069*	*17 022*
— *Crédits à l'économie*	*126 087*	*142 343*	*171 354*	*238 236*
Masse monétaire	107 229	126 232	140 665	174 944
Autres éléments nets	9 667	10 126	8 358	17 101

Source : B.C.E.A.O.

La détérioration de la **position extérieure nette** des institutions monétaires, s'est encore accélérée au cours de l'exercice 1978-1979. Durant cette période, le solde négatif de cet agrégat a enregistré une augmentation de 25,8 milliards malgré une contribution de 13,7 milliards reçue au titre du STABEX. Cette situation résulte de l'augmentation des importations dont les effets sur les avoirs extérieurs nets n'ont pu être compensés par les recettes au titre des exportations des produits arachidiers et miniers. L'aggravation de la position extérieure a concerné la Banque centrale pour 13,3 milliards et les banques pour 12,5 milliards. Ces dernières, pour accroître leurs emplois, ont dû recourir dans une large mesure à l'endettement auprès de leurs correspondants extérieurs et à des emprunts à long terme auprès d'institutions financières étrangères ou internationales.

A fin septembre 1979 par rapport à la même date de l'année antérieure, le **crédit intérieur** avait progressé de 36,9% au lieu de 17,1% au cours de l'exercice précédent. La progression de cet agrégat a reposé essentiellement sur l'expansion des crédits à l'économie.

La *position débitrice nette du Gouvernement* à l'égard des institutions monétaires qui s'élevait à 15,1 milliards à fin septembre 1978 s'est établie à 17,0 milliards à fin septembre 1979 soit un accroissement de 13,6% contre une baisse de 10,3% au cours de l'exercice 1977-1978. L'aggravation ainsi constatée, en dépit

de la contribution reçue au titre du STABEX, a résulté d'une utilisation accrue des concours des banques. La contribution du STABEX a cependant permis à l'Etat de se désengager vis-à-vis de la Banque centrale et, à fin septembre 1979, les concours statutaires de cette dernière n'atteignaient plus que 0,8 milliard au lieu de 4,3 milliards un an plus tôt. L'Etat n'ayant pas bénéficié de nouveau versement du Fonds fiduciaire, les facilités accordées à ce titre par la Banque centrale se sont maintenues à 4,0 milliards.

La demande de crédit s'est fortement accélérée d'un exercice à l'autre. L'encours des *crédits à l'économie* est passé de 171,4 milliards à 238,2 milliards soit une progression de 66,8 milliards ou 38,9% au lieu de 20,4% au cours de l'exercice précédent. Cette expansion a concerné aussi bien les crédits de campagne que les crédits ordinaires. Le montant des crédits de campagne, qui a presque triplé au cours de l'exercice, atteignait 36,0 milliards à fin septembre 1979. L'importance de la récolte d'arachide ainsi que les difficultés d'écoulement de certains produits agricoles ont été les facteurs déterminants de la hausse des crédits de l'espèce.

Les crédits ordinaires, ont augmenté de 43,3 milliards dont 28,6 milliards pour les crédits à court terme et 14,7 milliards pour ceux à moyen et long terme. L'accroissement des crédits à court terme a essentiellement concerné les activités commerciales et, dans une moindre mesure, le secteur industriel en particulier les industries alimentaires et textiles ainsi que les entreprises de travaux publics en raison tout à la fois de nouveaux chantiers et d'un allongement des délais de règlements administratifs.

En ce qui concerne les crédits à moyen et long terme les concours supplémentaires ont bénéficié principalement à des personnes physiques, aux entreprises industrielles non alimentaires et à la construction immobilière.

Au cours de l'exercice 1978-1979,la **masse monétaire** a progressé de 34,3 milliards, pour atteindre 174,9 milliards à fin septembre 1979. A cette date, le taux de croissance annuel s'élevait à 24,3% alors qu'il n'était que de 11,5% à fin septembre 1978. L'accélération constatée a résulté aussi bien de la circulation fiduciaire que des dépôts en banque.

La circulation fiduciaire dont l'évolution est étroitement dépendante du volume des revenus agricoles, a connu au cours de l'exercice 1978-1979, une augmentation nette de 6,7 milliards ou 19,2% au lieu de 1,4 milliard ou 4,1% au cours de l'exercice précédent.

Le montant des dépôts en banque, a progressé de 26,8 milliards contre 11,8 milliards pendant l'exercice précédent, correspondant à des taux de croissance respectifs de 22,6% et 13,2%. Cette évolution a été principalement le fait des dépôts des particuliers et entreprises privées qui ont augmenté de 22,6 milliards, pendant l'exercice considéré, dont 16,6 milliards pour les seuls dépôts à vue qui constituaient 68,4% de cette catégorie de dépôts à fin septembre 1979.

En raison de la progression sensible de la circulation fiduciaire et des réserves des banques la **base monétaire** (a) s'est fortement accrue au cours de l'exercice 1978-1979, en passant de 39,8 à 50,9 milliards.

(a) La base monétaire définie comme l'ensemble des engagements liquides de la Banque centrale, conditionne le niveau de la masse monétaire par le jeu du *multiplicateur*. Les éléments déterminants de cette relation sont, d'une part, le comportement du public partageant ses encaisses entre monnaie fiduciaire et dépôts bancaires, et, d'autre part, le coefficient de réserves choisi par les banques. Les variations de la masse monétaire peuvent ainsi se décomposer en variations de la base (qui reflètent la politique de la Banque centrale) et variations du multiplicateur (qui reflètent le comportement du public et des banques).

Cette situatuion a été la conséquence de la hausse, 28,1 milliards ou 49,7%, enregistrée durant l'exercice par les concours de la Banque centrale aux banques et établissements financiers. L'évolution des autres contreparties de la base monétaire a au contraire exercé un effet modérateur : en 1978-1979 la position déficitaire des avoirs extérieurs nets a augmenté de 13,3 milliards soit 59,3% et en même temps les concours nets de la Banque centrale au Gouvernement ont diminué de 3,0 milliards ou 50,3%.

Pendant l'exercice écoulé, le fléchissement de 24,8 à 23,8% de la proportion des billets et monnaie dans le total de la masse monétaire ainsi que la hausse du coefficient de réserves des banques porté de 4,5 à 7,3 ont ramené le multiplicateur de 3,53 à 3,43.

SÉNÉGAL – ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE

	1976	1977	1978		1979		
	Sept.	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Base monétaire (B.M.)	**37 719**	**38 974**	**39 826**	**55 811**	**60 828**	**59 907**	**50 942**
– Circulation fiduciaire	29 416	33 606	34 894	46 225	51 046	46 100	41 616
– Réserves des banques	8 208	5 166	4 575	9 494	9 532	13 410	8 917
– Autres dépôts	95	202	357	92	250	397	409
Contreparties de la base monétaire	**37 719**	**38 973**	**39 826**	**55 811**	**60 828**	**59 907**	**50 942**
– Avoirs extérieurs nets	– 9 588	– 12 011	– 22 463	– 22 814	– 38 636	– 39 447	– 35 789
– Position du Gouvernement	2 925	7 188	5 874	6 346	5 607	8 021	2 931
– Concours aux banques et aux établissements financiers	44 448	43 800	56 426	72 373	94 036	91 544	84 485
– Autres éléments nets	– 66	– 4	– 11	– 94	– 179	– 211	– 685
Masse monétaire (M2)	**107 229**	**126 232**	**140 666**	**158 834**	**171 478**	**178 362**	**174 944**
Multiplicateur $(\frac{M2}{BM})$	***2,84***	***3,24***	***3,53***	***2,85***	***2,82***	***2,98***	***3,43***
			Pour cent				
Partage des encaisses							
– Circulation fiduciaire	27,4	26,6	24,8	29,1	29,8	25,8	23,8
– Dépôts en C.C.P.	2,9	2,4	3,1	2,3	2,7	2,8	2,9
– Dépôts en banque	69,7	71,0	72,1	68,6	67,5	71,4	73,3
Coefficients de réserves (a)	11,0	5,8	4,5	8,7	8,2	10,5	7,3

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

4. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

4.1. Échanges commerciaux avec l'extérieur

Après l'amélioration constatée en 1977, la balance commerciale du Sénégal se serait à nouveau détériorée considérablement en 1978, où le taux de couverture des importations par les exportations se serait situé au niveau de 60,0% seulement contre une moyenne dépassant 75% au cours des quatre années précédentes.

L'amélioration des conditions climatiques pour la campagne 1978-1979 et la stabilisation des cours des principaux produits exportés ont été de nature à redresser quelque peu la situation en 1979.

SÉNÉGAL — ÉCHANGES EXTÉRIEURS

	1973	1974	1975	1976	1977
			Milliards de francs c.f.a.		
Exportations	43,2	94,0	99,1	115,9	152,9
Importations	80,1	119,4	124,6	153,9	187,5
Balance commerciale	– 36,9	– 25,4	– 25,5	– 38,0	– 34,6
			Pour cent		
Couverture des importations					
par les exportations	53,9	78,7	79,5	75,3	81,5

Source : Ministère des Finances et des Affaires économiques : Direction des Douanes - Direction de la Statistique.

Fortement tributaires des ventes de produits arachidiers qui constituent le plus important poste des exportations du pays avec 55,5% du total en 1976 et 48,5% en 1977, les recettes totales d'exportation du Sénégal ont considérablement baissé en 1978 à la suite de la mauvaise campagne arachidière. Malgré les cours favorables sur les marchés internationaux, les revenus tirés des ventes de produits arachidiers n'auraient plus été que de l'ordre de 22 milliards de francs c.f.a. contre 74,2 milliards en 1977. La légère baisse de la production et le recul des prix moyens de réalisation des phosphates ont également contribué à réduire les recettes d'exportation de ce produit, d'environ 5% d'une année à l'autre.

Pour l'année 1979, les exportations devraient bénéficier du bon niveau de la production et de la hausse sensible des livraisons de graines aux huileries même si la production minière principalement axée sur l'extraction de phosphates a peu varié.

En ce qui concerne les importations, le ralentissement de l'activité économique lié essentiellement à la baisse de la production arachidière et à la diminution des

revenus des agriculteurs aurait ramené leur valeur en 1978 à un niveau voisin de 150 milliards de francs c.f.a., moins élevé qu'en 1977. Pour l'année 1979, la suspension de plusieurs investissements inscrits au plan quinquennal de développement a contribué à limiter la progression des importations.

Les pays de la C.E.E. ont absorbé 62,8% des exportations sénégalaises en 1977 contre 64,1% en 1976. Le Sénégal a importé la même année 57,6% de biens de ces pays tout comme en 1976. La part des pays membres de l'U.M.O.A. s'est située en 1977 à 3,5% des importations contre 3,6% en 1976 et 6,6% des exportations au lieu de 6,2% l'année précédente.

4.2. Balance des paiements

En 1978, malgré la baisse des importations de 21,2%, le solde des opérations sur marchandises s'est à nouveau détérioré en raison de la chute encore plus prononcée des recettes d'exportations liée à la faiblesse de la production arachidière ; il est passé de 25,9 milliards en 1977 à 59,7 milliards en 1978. Les exportations ont regressé de 45,1% en revenant de 163,9 milliards en 1977 à 89,9 milliards en 1978, tandis que les importations étaient ramenées de 189,8 milliards en 1977 à 149,6 milliards l'année suivante.

En raison de la réduction du montant des frais connexes aux importations, liée à la diminution de ces dernières, les dépenses nettes au titre des services se sont également réduites d'une année à l'autre. Etablies à hauteur de 14,9 milliards de francs c.f.a. au lieu de 16,9 milliards en 1977, elles ont néanmoins alourdi le déficit de la balance des biens et services.

En revanche, le montant des transferts nets sans contrepartie est resté au niveau atteint en 1977, soit 26,3 milliards de francs c.f.a. Cet excédent est imputable aux rapatriements d'économies des travailleurs sénégalais à l'étranger et aux aides diverses liées à la conjoncture agricole défavorable.

En raison de l'important déficit commercial, la balance des paiements courants s'est considérablement détériorée, le solde négatif passant de 16,5 milliards en 1977 à 48,3 milliards en 1978.

Les entrées nettes de capitaux non monétaires ont pratiquement doublé en 1977 et 1978 où elles se sont élevées à 28,2 milliards. Cette évolution est en partie imputable au versement, dans le cadre des dispositions du STABEX, d'une avance de 5,3 milliards de francs c.f.a. destinée à compenser partiellement la chute de la production arachidière.

Ces entrées nettes n'ont toutefois pas permis de financer en totalité le déficit important dégagé par les opérations courantes avec l'extérieur et, en définitive, le solde négatif de la balance des paiements s'est établi à 20,1 milliards de francs c.f.a. en 1978 contre 3,2 milliards en 1977.

SÉNÉGAL — BALANCE DES PAIEMENTS

	1974	1975	1976	1977*	1978**
			Milliards de francs c.f.a.		
Marchandises	– 47,5	– 23,3	– 34,8	– 25,9	– 59,7
dont – *Exportations FOB*	*+ 100,3*	*+ 107,8*	*+ 122,8*	*+ 163,9*	*+ 89,9*
Importations FOB (a)	*– 147,8*	*– 131,1*	*– 157,6*	*– 189,8*	*– 149,6*
Services	+ 16,5	– 12,6	– 12,7	– 16,9	– 14,9
Transferts sans contrepartie	+ 15,3	+ 17,9	+ 25,4	+ 26,3	+ 26,3
dont – *Privés*	*– 2,0*	*+ 0,7*	*+ 6,1*	*+ 6,8*	...
Publics	*+ 17,3*	*+ 17,2*	*+ 19,3*	*+ 19,5*	...
Balance des paiements courants	**– 15,7**	**– 18,0**	**– 22,1**	**– 16,5**	**– 48,3**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à long terme	+ 9,9	+ 13,6	+ 19,9	+ 15,9	+ 28,2 (b)
Balance de base	**– 5,8**	**– 4,4**	**– 2,2**	**– 0,6**	**– 20,1 (c)**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à court terme	+ 1,3	+ 4,3	– 3,2	– 1,7	...
Erreurs et omissions nettes	+ 4,1	– 2,1	+ 3,1	– 0,9	...
Balance globale	**– 0,4**	**– 2,2**	**– 2,3**	**– 3,2**	**– 20,1**

N.B. - Le signe + indique un excédent, le signe – un déficit.

*Données provisoires. **Estimations.

(a) Importations C.A.F. en 1974. - (b) Long terme + court terme. - (c) Solde global des transactions non monétaires y compris les mouvements de capitaux à court terme.

4.3. Dette extérieure

Selon les données définitives, l'encours de la dette extérieure s'élevait au 31 décembre 1979 à 133,1 milliards de francs c.f.a. soit une progression de 27,1% par rapport à l'année précédente. La partie non encore prélevée s'établissait à 99,0 milliards et la dette totale en fin de période ressortait à 232,1 milliards.

Au cours de la période sous revue, le total des tirages a porté sur un montant de 29,6 milliards alors que les amortissements se sont chiffrés à 14,1 milliards ; de ce fait, le flux net des ressources a atteint 15,5 milliards.

Le recours accru au financement extérieur en provenance des banques et des établissements financiers privés avait contribué à grever de façon sensible le service de la dette ; c'est la raison pour laquelle les autorités ont décidé de réduire la part des emprunts privés dans cette catégorie de financement. Selon les renseignements statistiques les plus récents, les nouveaux engagements de l'année 1979 auraient atteint 40,0 milliards ; ils ont été contractés pour la presque totalité auprès d'institutions gouvernementales et d'organismes publics.

La répartition des nouveaux engagements par secteur d'activité montre que ce sont surtout l'éducation, les transports et routes et l'agriculture, avec notamment la production fruitière qui ont bénéficié de la majeure partie des transferts nets.

Le service de la dette qui s'élevait à 19,8 milliards en 1978, s'est alourdi en 1979 pour atteindre 22,5 milliards à la fin de l'année, soit environ 12,8% de la valeur estimée des exportations de biens et services.

La mise en application, par les pouvoirs publics, du plan de redressement économique et financier récemment annoncé devrait permettre une stabilisation sinon une baisse du niveau de la dette extérieure.

SÉNÉGAL — DETTE EXTÉRIEURE*

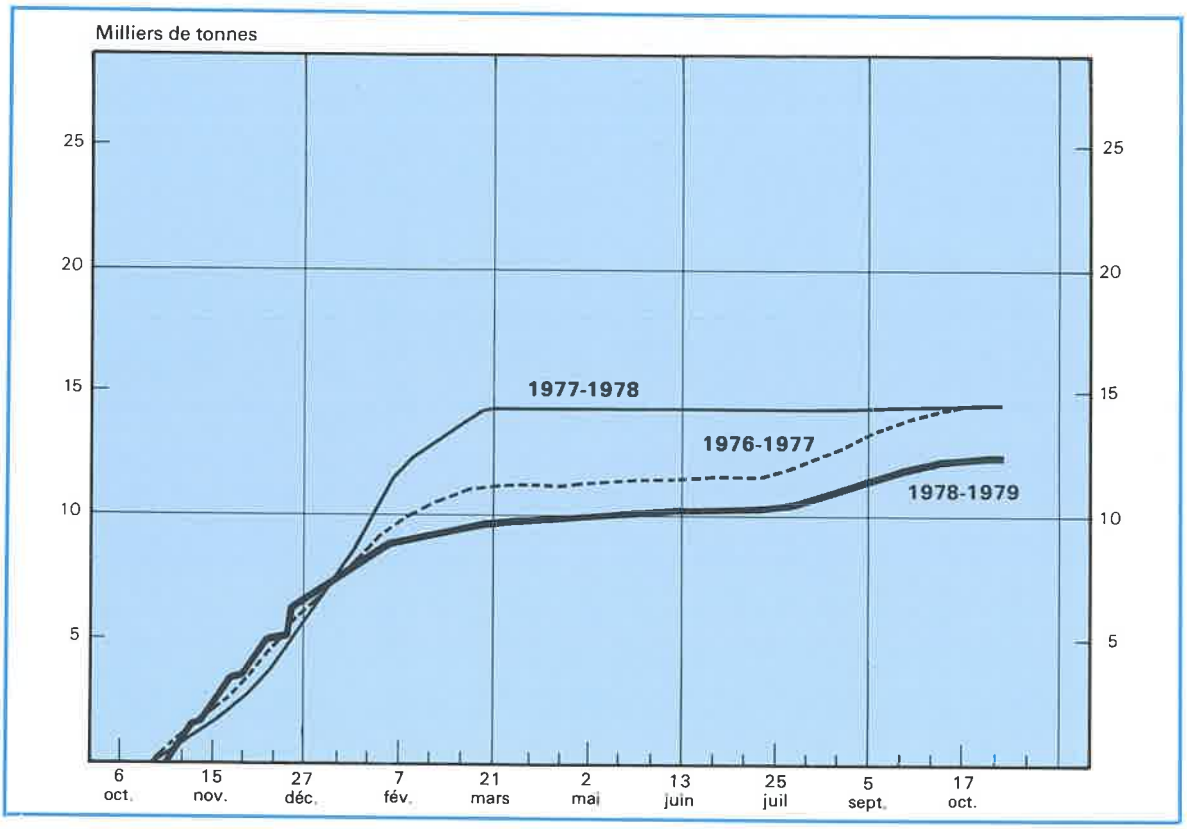
Origine des prêts		Opérations de la période				Dette en fin de période	
			Service de la dette				Partie
		Tirages	Amortissements	Intérêts	Total	Encours	non encore prélevée
		Millions de francs c.f.a.					
Institutions internationales	1975	5 373,7	226,3	105,6	331,9	14 434,1	18 727,6
	1976	4 522,6	189,6	120,4	310,0	20 331,4	25 721,5
	1977	6 258,6	339,5	299,7	639,2	25 539,9	27 875,5
	1978	5 788,6	751,5	241,9	993,4	27 738,9	27 256,7
	1979	6 358,7	978,0	1 632,9	2 550,9	34 526,8	31 016,6
Gouvernements	1975	3 613,8	1 960,6	847,4	2 808,0	23 709,1	22 457,1
	1976	5 551,0	2 258,9	1 065,4	3 324,3	29 206,6	33 861,7
	1977	7 226,8	2 598,1	1 521,2	4 119,3	34 851,9	31 973,9
	1978	5 543,5	3 381,4	1 823,1	5 204,5	40 933,3	27 363,6
	1979	8 792,8	2 910,4	2 123,8	5 024,2	48 687,2	45 099,3
Banques et autres établissements financiers	1975	7 459,3	1 863,2	2 718,5	4 581,5	24 130,8	3 547,9
	1976	7 295,9	2 772,5	2 407,1	5 179,6	31 694,7	1 491,9
	1977	3 445,4	4 348,2	2 276,8	6 625,0	27 056,6	16 067,2
	1978	15 739,9	9 794,0	3 145,8	12 939,8	32 352,3	32 178,8
	1979	13 523,0	9 876,0	4 375,5	14 251,5	45 762,1	21 461,2
Crédits fournisseurs	1975	139,8	425,3	58,2	483,5	657,4	110,6
	1976	110,9	392,5	79,4	471,9	375,9	—
	1977	—	184,2	25,6	209,8	166,1	—
	1978	84,7	375,0	51,1	426,1	488,1	—
	1979	—	313,4	40,5	353,9	316,9	—
Autres origines	1975	737,0	169,1	154,8	323,9	3 646,3	237,1
	1976	—	338,7	79,1	417,8	2 907,9	370,1
	1977	149,9	222,7	154,4	377,1	2 622,3	452,3
	1978	276,8	50,6	188,6	239,2	3 217,8	—
	1979	905,5	13,8	293,6	307,4	3 774,2	1 445,3
Total	1975	17 323,6	4 644,5	3 884,3	8 528,8	66 577,7	51 992,3
	1976	17 480,4	5 952,2	3 751,4	9 703,6	84 516,5	61 445,2
	1977	17 080,7	7 692,7	4 277,7	11 970,4	90 036,8	76 368,9
	1978	27 433,5	14 352,5	5 450,5	19 803,0	104 730,4	86 799,1
	1979	29 580,0	14 091,6	8 466,3	22 487,9	133 067,2	99 022,4

* Dette de l'Etat et dette garantie par l'Etat.

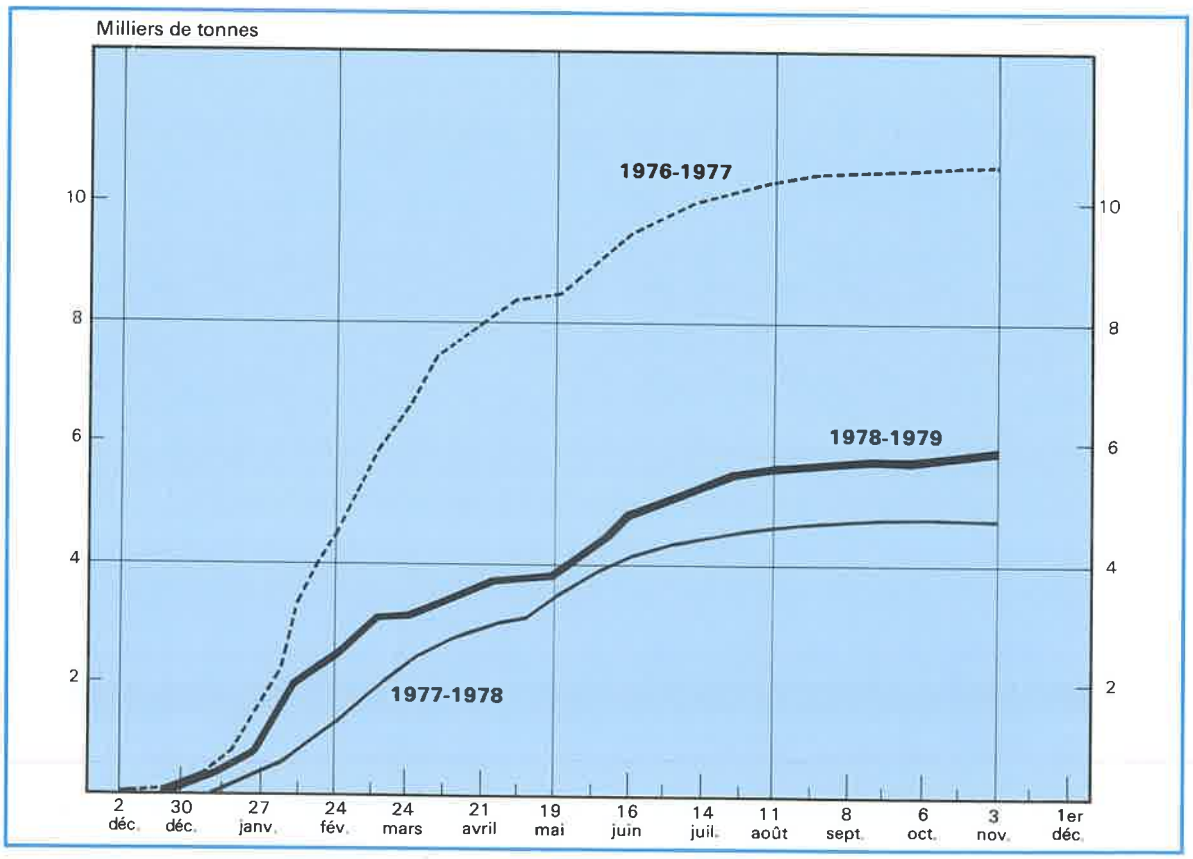
Source : Rapports à la B.I.R.D.

L'évolution économique et financière de la République togolaise

COMMERCIALISATION DU CACAO AU TOGO



COMMERCIALISATION DU CAFÉ AU TOGO



1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET DES PRIX ET SALAIRES EN 1979

En 1979 l'expansion de l'économie togolaise a été quelque peu handicapée par une mauvaise répartition des pluies qui n'a pas permis la reprise escomptée de la production agricole.

L'achèvement de la plupart des chantiers ouverts en 1978 a entraîné un léger fléchissement des activités dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Sous l'influence de l'évolution d'ensemble de la production et de l'environnement économique international défavorable, la hausse des prix intérieurs s'est accélérée.

1.1. La production agricole

Les tableaux ci-après retracent l'évolution de la commercialisation des principaux produits agricoles d'exportation et celle des prix d'achat au producteur.

TOGO — COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Milliers de tonnes			
Cacao*	17,8	14,1	16,7	12,6
Café marchand	6,2	9,4	4,1	4,3
Coton graine	9,7	7,0	4,5	12,7
Karité	5,4	1,2	6,7	1,2
Palmistes	7,5	1,3	0,8	5,8

*Récoltes principales et intermédiaires.

Source : Office des Produits Agricoles du Togo (O.P.A.T.).

TOGO — PRIX A LA PRODUCTION

	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
		Francs c.f.a. par kg		
Cacao	120	130	150	200
Café marchand	115	125	145	180
Coton graine (Allen 1er choix)	48	50	60	60
Karité	21	21	26	31
Palmistes	32	32	48	52

Source : Journaux officiels de la République togolaise.

La commercialisation du **cacao** au titre de la campagne 1978-1979 a porté sur 12 602 tonnes contre 16 686 tonnes au cours de la campagne précédente. La baisse de 24,5 % ainsi enregistrée d'une campagne à l'autre a été liée à l'effet conjugué d'une mauvaise répartition des pluies et de la politique de régénération des plantations qui n'ont pas encore atteint leur période de pleine production.

En 1978-1979, le niveau de la commercialisation du **café marchand** s'est élevé à 4 329 tonnes au lieu de 4 145 tonnes au cours de la campagne précédente. Par ailleurs, le programme de rénovation des plantations s'est poursuivi ; 1 200 hectares ont été replantés au cours de la saison écoulée.

La campagne 1978-1979 a connu une forte reprise de la **production cotonnière,** les quantités commercialisées se sont établies à 12 674 tonnes contre 4 517 tonnes un an auparavant. Le redressement de la production a été la conséquence de l'exécution du « Projet coton ». Celui-ci a permis en effet d'augmenter les superficies ensemencées et de diffuser la variété « Bou » qui a représenté 93,3 % du tonnage commercialisé au cours de la dernière campagne.

En 1978-1979, la commercialisation des **amandes de karité** a été de faible importance en raison du caractère cyclique de la production ; elle n'a porté que sur 1 217 tonnes alors qu'elle avait atteint 6 709 tonnes en 1977-1978.

Au cours de la campagne 1978-1979, la commercialisation de **palmistes** a porté sur 5 758 tonnes contre 777 tonnes au titre de la campagne précédente. Ce bon résultat a été obtenu grâce à l'amélioration des conditions climatiques enregistrée dans les principaux centres de production au cours de la dernière campagne.

S'agissant de la **production vivrière,** la campagne de sensibilisation lancée en 1977 par les autorités togolaises a permis de compenser, dans une certaine mesure, les effets d'une pluviométrie mal répartie. Ainsi, les besoins estimés du pays ont pu être couverts dans leur ensemble en dépit d'un recul, parfois sensible, des récoltes par rapport à la campagne 1977-1978.

TOGO – ESTIMATION DE LA PRODUCTION DE PRODUITS VIVRIERS

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	Besoins du pays
		Milliers de tonnes		
Igname	394	474	498	295
Maïs	123	173	154	129
Manioc	319	454	371	309
Mil et Sorgho	107	130	115	107
Riz paddy	16	23	17	17

Source : Direction des Enquêtes, des Evaluations et des Statistiques agricoles.

1.2. La production minière

La production togolaise de phosphates s'est élevée à 2 915 811 tonnes en 1979 contre 2 826 612 tonnes l'année précédente. L'augmentation de 3,2 % ainsi enregistrée est imputable au nouveau système mis en place pour la récupération des phosphates entraînés dans les eaux de lavage.

TOGO – PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE PHOSPHATES

	1976	1977	1978	1979
		Milliers de tonnes		
Production	2 068	2 857	2 827	2 916
Exportations	1 997	2 886	2 854	2 991

Les exportations de phosphates ont porté sur 2 990 727 tonnes au lieu de 2 853 820 tonnes en 1978. La part de ces exportations à destination des pays de la C.E.E. s'est sensiblement accrue en passant de 60 % en 1978 à 65 % en 1979. En dépit d'une légère dégradation des prix de vente, l'augmentation du volume des exportations a permis de réaliser un chiffre d'affaires de 23,0 milliards de francs en 1979, soit une amélioration de 3,6 % par rapport à l'année précédente.

1.3. La production industrielle

L'année 1979 a été marquée par un certain ralentissement de l'activité industrielle. L'évolution des chiffres d'affaires a toutefois été plus satisfaisante par suite d'un réajustement de la plupart des prix de vente des produits locaux.

L'*Industrie Textile Togolaise* (I.T.T.) a été l'une des plus éprouvées par la conjoncture défavorable. Son chiffre d'affaires est ainsi passé de 4,4 milliards de francs en 1978 à 3,5 milliards de francs en 1979, soit une forte baisse de 20,4 %.

Cette diminution des ventes a été particulièrement marquée au niveau des exportations qui n'ont porté que sur 0,7 milliard de francs au lieu de 1,2 milliard de francs l'année précédente, accusant ainsi une diminution de 41,7 %.

De son côté, la *Société des Ciments du Togo* (CIMTOGO) a souffert en 1979 des arrêts de travail occasionnés par l'entretien de ses machines. Au total, 298 000 tonnes de ciment ont été produites en 1979 contre 328 000 tonnes l'année précédente, soit une baisse de 9,1 %. La valeur des ventes au cours de l'année a par contre progressé de 9,3 % pour s'établir à 4,7 milliards de francs au lieu de 4,3 milliards de francs en 1978. Les résultats ainsi obtenus ont été liés au relèvement de 13 250 à 17 500 francs du prix de vente de la tonne de ciment.

La *Société Togolaise des Hydrocarbures* (S.T.H.), a repris sa production après avoir suspendu ses activités de septembre 1978 à mars 1979. Les quantités de brut raffinées au cours des neuf derniers mois de l'année ont porté sur 242 000 tonnes contre 459 000 tonnes avant l'arrêt en 1978.

S'agissant de la fabrication de boissons, les résultats obtenus en 1979 ont été meilleurs que ceux de l'année précédente. En effet, la *Brasserie du Bénin,* principale unité industrielle de ce secteur, a produit 310 000 hectolitres de bière et 70 000 hectolitres de boissons gazeuses contre respectivement 281 000 et 58 000 hectolitres en 1978. Cet accroissement du volume de la production, ajouté à l'augmentation des prix de vente, a permis de réaliser un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de francs au lieu de 4,0 milliards en 1978, soit une hausse de 20,0 %.

1.4. Le tourisme

L'extension des infrastructures d'accueil s'est poursuivie en 1979 avec la réalisation de la première tranche de l'hôtel « Sarakawa-Sogetel » à Lomé. Avec ce nouveau maillon des équipements touristiques, la capacité hôtelière du Togo, à la fin de l'année 1979, s'établissait à 1 404 chambres dont 78 % à Lomé. Les projets en cours de réalisation concernant « l'Hôtel du 2 Février » à Lomé et l'ensemble touristique de Fazao au centre du pays permettront de porter la capacité d'accueil à 1 829 chambres en 1980.

Selon les estimations relatives aux mouvements touristiques, le Togo aurait accueilli 95 000 visiteurs en 1979 contre 84 000 en 1978. Le taux d'occupation des hôtels est passé successivement de 51 % en 1977 à 68 % l'année suivante et 78 % en 1979. Les recettes touristiques au titre de l'année 1979 se sont ainsi établies à 3,2 milliards, soit une hausse de 28 % par rapport à l'année précédente.

1.5. Les prix et salaires

L'évolution des **prix,** durant l'année 1979, a été quelque peu différente de la précédente où la moyenne de l'indice des prix à la consommation africaine n'avait enregistré qu'une très faible progression de 0,5 %.

En effet, l'année 1979 a été marquée par une série d'ajustements de prix rendus nécessaires tant par le renchérissement des produits pétroliers que par les tensions nées de l'insuffisance de l'offre de certains produits locaux.

L'indice des prix à la consommation africaine s'est ainsi établi à un niveau moyen de 231,8 points au cours des dix premiers mois de l'année 1979 au lieu de 217,6 points au cours de la période correspondante de l'année précédente, soit une hausse de 6,5 %.

LOMÉ — ÉVOLUTION DE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE AFRICAINE

	1976	1977	1978	1979
		Base 100 : Année 1970		
Janvier	163,6	202,0	213,0	217,1
Février	167,8	205,5	212,7	221,9
Mars	173,8	211,8	222,4	226,4
Avril	175,8	216,8	223,4	230,5
Mai	177,1	231,0	220,7	232,8
Juin	176,5	240,7	215,7	239,2
Juillet	180,9	225,4	213,8	241,7
Août	178,5	218,9	216,9	234,6
Septembre	182,4	207,9	219,7	229,7
Octobre	184,4	204,0	217,5	244,3
Novembre	181,9	216,7	216,0	244,5
Décembre	178,1	216,2	216,7	...
Moyenne annuelle	*176,7*	*216,4*	*217,4*	...

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux publiés par la Direction de la Statistique du Togo, sur la base année 1963.

2. FINANCES PUBLIQUES

Selon les données définitives relatives à l'exécution du budget général de l'exercice 1978, équilibré en recettes et en dépenses à 60,6 milliards, les recouvrements se sont élevés à 51,6 milliards et les dépenses à 59,8 milliards. Il s'est ainsi dégagé, en fin de période, un solde négatif de 8,2 milliards.

Placé sous le signe de l'austérité, le budget de l'exercice 1979, équilibré en recettes et en dépenses à 62,6 milliards n'a enregistré qu'une faible progression de 3,3% par rapport au budget antérieur. Cependant, par suite de l'adoption à la fin de l'année d'un collectif budgétaire de 2,2 milliards, le montant définitif de ce budget a été porté de 64,8 milliards soit un accroissement de 6,9% d'une année à l'autre.

Alors que les recettes fiscales ont enregistré une augmentation de 9 milliards, une réduction de 4,3 milliards a été opérée au niveau des autres recettes. Cette baisse sensible se justifie par les difficultés rencontrées dans la réalisation des recettes extraordinaires qui ont été ramenées de ce fait, d'un budget à l'autre, de 11,9 milliards à 5,4 milliards.

Une part substantielle des crédits budgétaires a été consacrée au service de la Dette publique, 13,8 milliards soit 21,2% du total des dépenses ; ceci témoigne de la volonté des pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour faire face aux engagements extérieurs de l'Etat. Parallèlement, on observe un net fléchissement des dépenses d'équipement tombées de 15,6 milliards à 12,6 milliards pour tenir compte des ressources réellement disponibles et une quasi-stabilité des dépenses de personnel et de matériel.

Malgré un resserrement assez sensible de la trésorerie publique ayant entraîné un concours soutenu de l'Institut d'émission, les mesures prises en vue de freiner la croissance des dépenses de fonctionnement des administrations publiques permettent de penser que l'exécution du budget s'est déroulée dans des conditions plus favorables que les années précedentes.

TOGO — BUDGET GÉNÉRAL*

	1976**	1977	1978	1979
		Réalisations		Prévisions
		Milliards de francs c.f.a.		
Recettes	**35,1**	**42,5**	**51,6**	**64,8**
— Recettes fiscales	32,4	40,5	50,8	54,4
— Autres recettes	2,7	2,0	0,8	10,4
— Financements extérieurs	—	—	—	—
Dépenses	**42,0**	**49,8**	**59,8**	**64,8**
— Budget de fonctionnement	24,6	40,2	47,9	52,1
— Budget d'équipement	17,4	9,6	11,9	12,7
Déficit (—) ou excédent (+)	**— 6,9**	**— 7,3**	**— 8,2**	—
Apports des correspondants	+ 5,0	+ 5,7	+ 1,9	—
Autres opérations du Trésor (a)	— 3,1	— 6,7	— 12,2	—
Variations des avoirs nets auprès du système bancaire (b)	— 5,0	— 0,6	— 0,4	—

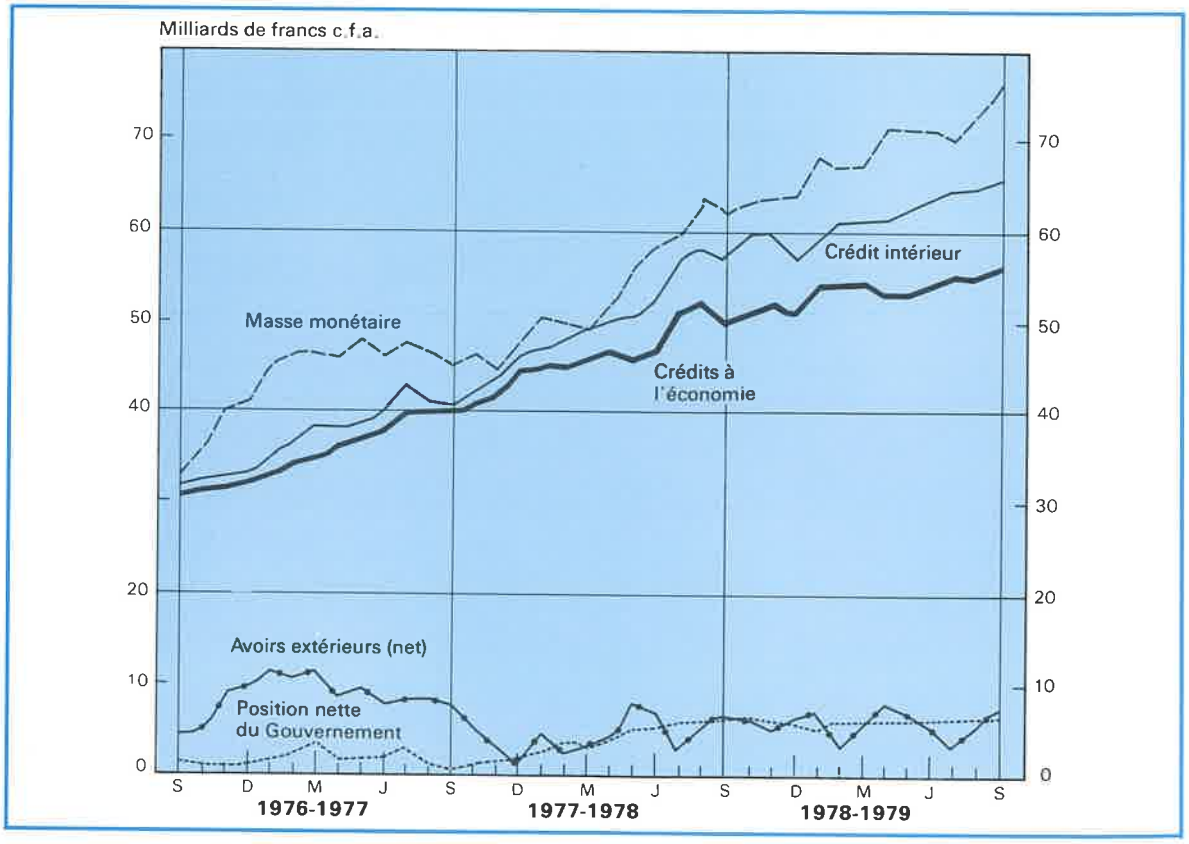
***Exercice : 1er janvier-31 décembre.** - **Chiffres provisoires communiqués par les Autorités togolaises.

(a) Décalages de trésorerie, budgets annexes et comptes spéciaux.

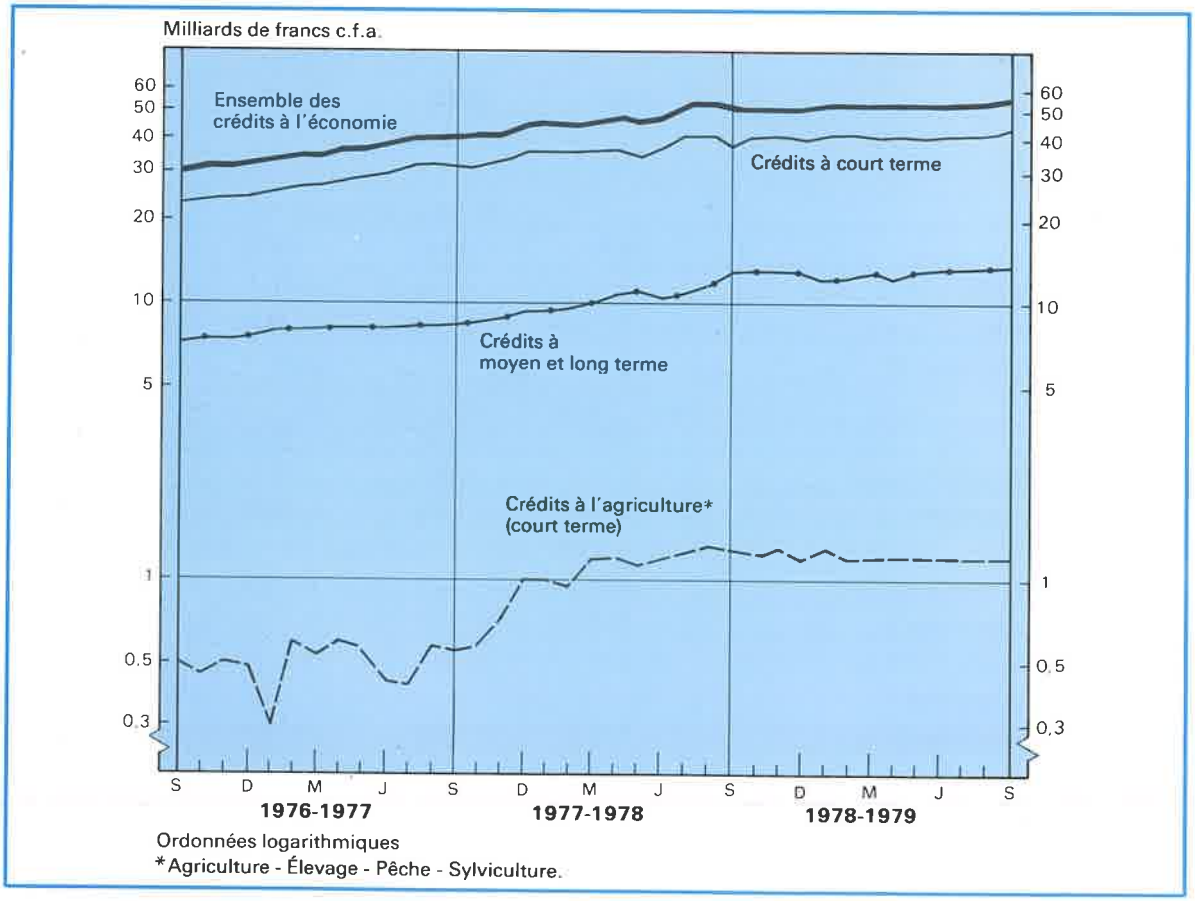
(b) Le signe + indique un accroissement des créances nettes ou une réduction des engagements nets.

Source : Services du Trésor togolais.

TOGO — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES



TOGO — ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE



3. MONNAIE ET CRÉDIT

Au cours de l'exercice 1978-1979, les récoltes relativement bonnes ainsi que la croissance modérée des dépenses publiques ont exercé une influence prépondérante sur l'évolution de la situation monétaire essentiellement caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets, une baisse sensible du taux de progression du crédit intérieur et un ralentissement de la croissance de la masse monétaire.

TOGO – SITUATION MONÉTAIRE INTÉGRÉE

	Septembre			
	1976	1977	1978	1979
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs nets	4 610	7 058	6 035	8 282
– *Banque centrale*	*7 655*	*7 890*	*6 285*	*11 127*
– *Banques*	*– 3 045*	*– 832*	*– 250*	*– 2 845*
Crédit intérieur	32 128	40 599	57 128	65 175
– *Gouvernement (net)*	*1 481*	*529*	*6 891*	*8 362*
– *Crédits à l'économie*	*30 647*	*40 070*	*50 237*	*56 813*
Masse monétaire	32 981	45 170	62 066	76 069
Autres éléments nets	3 757	2 487	1 097	2 613

Source : B.C.E.A.O.

Les **avoirs extérieurs nets** des institutions monétaires ont augmenté de 2,2 milliards pour atteindre 8,3 milliards à fin septembre 1979. Cette progression de 37,2 % entre le début et la fin de l'exercice a résulté notamment de l'amélioration en volume et en valeur des ventes de l'Office Togolais des Phosphates ainsi que de la pause enregistrée dans les importations.

L'excédent ainsi constaté a résulté d'une amélioration de 4,8 milliards de la position nette de la Banque centrale tandis que les banques ont augmenté leurs engagements extérieurs nets de 2,5 milliards.

Les réserves officielles de change comptabilisées dans la situation de la Banque centrale sont passées de 10,2 milliards à 16,9 milliards entre fin septembre 1978 et fin septembre 1979, soit une augmentation de 6,7 milliards ou 65,7 %. Le taux de couverture des engagements monétaires à vue de la Banque centrale par ces réserves a été en conséquence porté de 41,6 % à 55,7 %.

Le **crédit intérieur** s'est accru de 8,0 milliards soit 14,1 % entre le début et la fin de l'exercice 1978-1979. Cet accroissement modéré par rapport à celui constaté au cours de l'exercice précédent, 16,5 milliards ou 40,7 %, est le résultat d'une décélération du rythme de croissance de la demande de crédit émanant aussi bien du secteur privé que du secteur public.

La détérioration de la *position débitrice nette du Gouvernement* s'est poursuivie au cours de l'exercice 1978-1979 mais à un rythme moins rapide que celui de l'exercice précédent. L'amélioration des recettes tirées des exportations et la croissance modérée des dépenses publiques semblent avoir contribué à atténuer l'évolution défavorable de cet agrégat dont le solde débiteur a progressé de 1,5 milliard entre septembre 1978 et septembre 1979 contre 6,4 milliards durant la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice considéré, la Banque centrale a mis à la disposition du Trésor togolais, une somme de 1,0 milliard de francs c.f.a., contrevaleur d'un versement reçu du F.M.I. au titre des concours du Fonds fiduciaire, tandis que les facilités statutaires accordées par l'institut d'émission étaient maintenues pratiquement au même niveau.

Le rythme de croissance des *crédits à l'économie* dont l'encours atteignait 56,8 milliards à la fin de l'exercice 1978-1979 a connu un net ralentissement. Le taux de progression annuel, qui était de 25,4 % à la fin de l'exercice précédent, ne s'élevait plus qu'à 13,1 % en septembre 1979. La décélération ainsi constatée était surtout imputable aux crédits à moyen et long terme.

Les crédits à court terme ont accusé un accroissement de 5,9 milliards ou 15,9 % entre le début et la fin de l'exercice. L'évolution de cette catégorie de crédits a été imputable pour l'essentiel aux crédits ordinaires. Les bénéficiaires de ce supplément de crédits ordinaires à court terme ont été surtout les secteurs des Mines et des Industries ; dans ce dernier secteur cependant, les entreprises de travaux publics qui étaient les principales utilisatrices au cours de l'exercice 1977-1978, ont réduit leur endettement bancaire de 1,6 milliard.

Les crédits à moyen et long terme, qui s'étaient fortement développés au cours de l'exercice précédent, + 51,1 %, n'ont augmenté que de 5,0 % pendant l'exercice écoulé.

La **masse monétaire** a pendant l'exercice 1978-1979 progressé de 22,6 % contre 37,4 % au cours de l'exercice 1977-1978. Cette décélération du rythme de la création monétaire a été uniquement imputable aux dépôts en banque.

Durant l'exercice, la circulation fiduciaire s'est accrue de 4 milliards, enregistrant ainsi un taux de croissance de 23,1 % au lieu de 21,6 % précédemment. Cette progression semble être liée aux résultats de la campagne 1978-1979.

Les dépôts en banque ont augmenté de 10 milliards entre le début et la fin de l'exercice 1978-1979 au lieu de 13,6 milliards un an plus tôt. Le rythme de progression de cet agrégat s'est ainsi fortement réduit de 45,2 % à 22,9 %.

Cette évolution a été le résultat de la très forte diminution du taux d'expansion des dépôts des organismes publics qui, après avoir plus que doublé au cours de l'exercice antérieur, n'ont progressé que de 21,0 % en 1978-1979 tandis que les dépôts constitués par les agents économiques du secteur privé enregistraient au contraire une augmentation de 24,2 % au lieu de 19,3 % pour l'exercice 1977-1978.

La **base monétaire** (a) s'est relevée de 22,6 à 28,6 milliards entre le début et la fin de l'exercice. Le multiplicateur a été ramené de 2,74 à 2,66 en raison de la baisse du coefficient de réserves des banques. La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire n'a pas varié entre septembre 1978 et septembre 1979 et s'est maintenue à 28,4 %. Le développement de la base monétaire est imputable à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale et de la position débitrice nette du Gouvernement.

TOGO — ÉVOLUTION DE LA BASE MONÉTAIRE

	1976	1977	1978		1979		
	Sept.	Sept.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Base monétaire (B.M.)	**13 670**	**18 486**	**22 644**	**25 838**	**24 880**	**26 421**	**28 634**
— Circulation fiduciaire	11 506	14 488	17 616	20 803	20 901	21 293	21 611
— Réserves des banques	2 159	3 995	5 028	5 035	3 978	5 108	7 023
— Autres dépôts	5	3	—	—	1	20	—
Contreparties de la base monétaire	**13 670**	**18 486**	**22 644**	**25 838**	**24 880**	**26 421**	**28 634**
— Avoirs extérieurs nets	7 655	7 890	6 285	10 596	8 277	7 661	11 127
— Position du Gouvernement	2 042	5 198	9 857	9 588	9 106	11 381	10 951
— Concours aux banques et aux établissements financiers	3 973	5 397	6 850	5 655	7 513	7 380	6 561
— Autres éléments nets	—	1	— 348	— 1	— 16	— 1	— 5
Masse monétaire (M2)	**32 981**	**45 170**	**62 066**	**64 942**	**67 728**	**71 064**	**76 069**
Multiplicateur $(\frac{M2}{BM})$	***2,41***	***2,44***	***2,74***	***2,51***	***2,72***	***2,69***	***2,66***
			Pour cent				
Partage des encaisses							
— Circulation fiduciaire	34,9	32,0	28,4	32,0	30,8	30,0	28,4
— Dépôts en C.C.P.	1,8	1,4	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0
— Dépôts en banque	63,3	66,6	68,0	66,9	68,1	69,0	70,6
Coefficients de réserves (a)	10,3	13,2	11,5	11,6	8,6	10,4	13,0

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

(a) La base monétaire, définie comme l'ensemble des engagements liquides de la Banque centrale, conditionne le niveau de la masse monétaire par le jeu du *multiplicateur*. Les éléments déterminants de cette relation sont, d'une part, le comportement du public partageant ses encaisses entre monnaie fiduciaire et dépôts bancaires, et, d'autre part, le coefficient de réserves choisi par les banques. Les variations de la masse monétaire peuvent ainsi se décomposer en variations de la base (qui reflètent la politique de la Banque centrale) et variations du multiplicateur (qui reflètent le comportement du public et des banques).

4. RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

4.1. Échanges commerciaux avec l'extérieur

Malgré la progression des exportations, la balance commerciale du Togo a encore enregistré en 1978 une forte aggravation de son déficit qui s'est élevé à 46,7 milliards de francs c.f.a. contre 30,7 un an auparavant en raison de l'augmentation encore plus rapide des importations.

TOGO – ÉCHANGES EXTÉRIEURS

	1974	1975	1976	1977	1978
			Milliards de francs c.f.a.		
Exportations	45,2	27,0	24,9	39,1	54,2
Importations	28,6	37,3	44,4	69,8	100,9
Balance commerciale	+ 16,6	– 10,3	– 19,5	– 30,7	– 46,7
			Pour cent		
Couverture des importations par les exportations	158,0	72,4	56,1	56,0	53,7

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique.

Les exportations togolases en 1978 ont en effet bénéficié de la bonne tenue des cours de réalisation des phosphates et du cacao. Les expéditions de phosphates(a) se sont élevées à 2 801 508 tonnes contre 2 710 557 tonnes en 1977, entraînant une augmentation des recettes qui se sont établies à 21,2 milliards au lieu de 19,0 milliards de francs c.f.a. en 1977, soit une progression de 11,6 %. Les ventes de cacao en 1978 ont porté sur 22 784 tonnes d'une valeur totale de 15,9 milliards de francs c.f.a. contre 19 623 tonnes correspondant à 10,1 milliards en 1977 soit un accroissement en valeur de 57,4 % et de 16,1 % en volume. Les premières livraisons de produits pétroliers par le Togo ont représenté 7,1 milliards de francs c.f.a. En revanche, tous les autres produits exportés ont régressé en valeur et en volume sauf le café vert dont les exportations, en dépit d'un accroissement de 50,7 % des tonnages, ont subi une réduction en valeur, 5,0 milliards en 1978 au lieu de 5,5 milliards en 1977, en raison de la chute des cours.

(a) Les données chiffrées de la présente section provenant des statistiques douanières diffèrent de celles fournies par l'Office Togolais des Phosphates reprises à la section 1-2 Production minière en raison de décalages chronologiques dans la comptabilisation des opérations.

En 1979, une demande accrue de la C.E.E. a permis une progression en volume des exportations des principales cultures de rente et de phosphates malgré le marasme du marché mondial de ce dernier produit. Il en est résulté une hausse en valeur de ces exportations.

La poursuite des investissements commencés en 1977 et la réalisation de plusieurs grands travaux ont continué de soutenir avec fermeté les achats à l'étranger. Ceux-ci ont progressé de 44,6 % en 1978, rythme encore très élevé, mais inférieur toutefois à celui de 57,2 % enregistré en 1977. Les approvisionnements en machines et appareils ont en effet plus que doublé, pour se fixer à 29,3 milliards de francs c.f.a. contre 12,1 en 1977 et les importations de fers, fontes, aciers et autres ouvrages en métaux se sont élevées à 12,9 milliards de francs c.f.a. au lieu de 8,3 milliards en 1977, soit une augmentation de 55,4 %.

En 1979, malgré l'achèvement de plusieurs projets et de la plupart des grands travaux, la demande de biens d'équipement est demeurée élevée en raison des achats destinés à l'amélioration des capacités de production de plusieurs industries dans le domaine des textiles et le secteur minier.

Premier client du Togo pour les achats de phosphates en 1978, la C.E.E. est restée son principal partenaire en ce qui concerne l'ensemble des exportations et importations. En 1978, les livraisons aux pays de la C.E.E. ont représenté 58,7 % du total des expéditions contre 72,7 % en 1977 et les achats à ces pays. 65,4 % au lieu de 64,2 % un an auparavant. La part des pays de l'U.M.O.A. à l'exportation a progressé de 1,5 % en 1977 à 7,0 % en 1978. A l'importation, leur part, déjà très faible, s'est encore amenuisée en passant de 2,2 % à 1,8 %.

4.2. Balance des paiements

La balance des paiements du Togo, négative de 10,2 milliards en 1977, s'est sensiblement améliorée en 1978, année au cours de laquelle le déficit a été réduit pratiquement de moitié pour se fixer à 5,1 milliards de francs c.f.a.

Malgré l'accroissement de la valeur des exportations en 1978, le solde négatif des opérations sur marchandises s'est considérablement accentué par rapport à l'année précédente. La poursuite des achats d'équipement a en effet porté la valeur des importations au niveau élevé de 98,7 milliards de francs c.f.a.

La balance des services s'est très nettement dégradée. Le déficit de ces opérations a presque doublé d'une année à l'autre ; alors qu'il s'était élevé à 15,0 milliards, il a été estimé à 27,3 milliards pour 1978. Si cette aggravation reflète en partie les déboursements au titre de l'accroissement du coût du fret, elle tient surtout à l'augmentation du service de la dette publique et privée extérieure.

Les apports nets au titre des transferts sans contrepartie ont légèrement augmenté en 1978 : 12,0 milliards contre 10,0 milliards en 1977.

La conjugaison de ces divers facteurs a contribué à creuser le déficit de la balance des opérations courantes qui a évolué de 20,4 milliards en 1977 à 55,8 milliards en 1978.

Toutefois, l'important afflux de capitaux en 1978, destinés à financer les travaux en cours, s'est traduit par des entrées nettes de capitaux non monétaires de 50,7 milliards de francs c.f.a. qui ont permis d'atténuer largement le solde négatif des opérations courantes.

TOGO — BALANCE DES PAIEMENTS

	1974	1975	1976	1977*	1978**
			Milliards de francs c.f.a.		
Marchandises	+ 28,2	− 15,1	− 5,2	− 15,4	− 40,5
dont — *Exportations FOB*	*+ 51,8*	*+ 30,2*	*+ 38,0*	*+ 48,0*	*+ 58,2*
— *Importations FOB*	*− 23,6*	*− 45,3*	*− 43,2*	*− 63,4*	*− 98,7*
Services	− 5,6	− 10,0	− 9,6	− 15,0	− 27,3
Transferts sans contrepartie	+ 9,1	+ 8,8	+ 8,9	+ 10,0	+ 12,0
dont — *Privés*	*+ 0,6*	*+ 0,7*	*+ 1,3*	...	...
— *Publics*	*+ 8,5*	*+ 8,1*	*+ 7,6*	...	...
Balance des paiements courants	**+ 31,7**	**− 16,3**	**− 5,9**	**− 20,4**	**− 55,8**
Mouvements de capitaux					
non monétaires à long terme	− 4,4	+ 5,1	+ 9,5	+ 10,2 (a)	+ 50,7 (a)
Balance de base	**+ 27,3**	**− 11,2**	**+ 3,6**	**− 10,2** (b)	**− 5,1** (b)
Mouvements de capitaux					
non monétaires à court terme	− 2,4	+ 2,6	− 0,8	...	...
Erreurs et omissions nettes	− 4,9	− 1,2	+ 0,5	...	...
Balance globale	**+ 20,0**	**− 9,8**	**+ 3,3**	**− 10,2**	**− 5,1**

N.B. - Le signe + indique un excédent, le signe − un déficit.

*Données provisoires. -**Estimations. - (a) Long terme + court terme. - (b) Solde global des transactions non monétaires y compris les mouvements de capitaux à court terme.

4.3. Dette extérieure

Au cours des années 1977 et 1978, la dette extérieure du Togo a enregistré une progression très sensible consécutive au développement rapide de nouveaux projets d'infrastructure et au rythme soutenu observé dans la poursuite des travaux précédemment en cours d'exécution.

La majeure partie des engagements contractés au cours de la période sous revue a été consacrée au financement des travaux d'infrastructures routières et portuaires, d'adduction d'eau, d'électrification, de construction de complexes hôteliers et de bâtiments administratifs.

L'analyse de la structure de la dette fait ressortir un net accroissement des emprunts obtenus aux conditions du marché, comparativement aux autres apports, ce qui a contribué à alourdir notablement les charges du service de la dette.

Selon les données définitives concernant l'année 1977, le montant global de la dette extérieure s'est établi à 96,9 milliards de francs c.f.a. répartis à concurrence de 43,3 milliards pour l'encours et de 53,6 milliards pour le solde restant à prélever. A la fin de cette même année, les tirages se sont établis à 8,0 milliards de francs c.f.a. accusant ainsi un accroissement de 33 % par rapport à leur niveau de l'année précédente. Après déduction des amortissements évalués à 2,9 milliards, les flux nets de ressources se montaient à 5,1 milliards.

Comparé à la valeur estimée des exportations de biens et services, le service de la dette qui se chiffrait à 5,0 milliards représentait un pourcentage voisin de 9 %.

TOGO – DETTE EXTERIEURE

Origine des prêts		Opérations de la période				Dette en fin de période	
		Service de la dette				Partie	
		Tirages	Amortis-sements	Intérêts	Total	Encours	non encore prélevée
		Millions de francs c.f.a.					
Institutions internationales	1975	463,5	19,7	–	19,7	1 765,5	7 119,2
	1976	1 302,7	48,5	25,1	73,6	3 406,9	28 137,8
	1977	3 458,0	68,8	176,9	245,7	7 213,2	29 456,4
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Gouvernements	1975	1 289,0	443,3	259,3	702,6	10 819,5	12 630,1
	1976	402,0	489,0	262,6	751,6	12 818,7	18 598,3
	1977	1 119,6	424,2	176,1	600,3	14 084,5	14 665,2
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Banques et autres établissements financiers	1975	3 650,1	360,7	293,0	653,7	6 949,1	66,7
	1976	2 392,6	322,4	156,1	478,5	9 609,7	18 093,9
	1977	3 451,0	1 147,9	1 414,4	2 562,3	15 240,9	9 349,7
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Crédits fournisseurs	1975	1 383,3	683,1	240,7	923,8	3 008,6	37,2
	1976	1 890,0	903,6	289,2	1 192,8	4 379,1	548,5
	1977	–	1 279,2	297,2	1 576,4	6 731,9	173,5
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Autres origines	1975	–	560,7	104,6	665,3	558,6	–
	1976	–	235,9	99,4	335,3	462,0	1 369,2
	1977	...	...	...	...	...	...
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...
Total	1975	6 785,8	2 067,6	897,6	2 965,2	23 101,3	19 853,3
	1976	5 987,3	1 999,4	832,4	2 831,8	30 676,4	66 747,7
	1977	8 028,6	2 920,1	2 064,6	4 984,7	43 270,5	53 644,8
	1978	...	...	...	...	...	...
	1979	...	...	...	...	...	...

Dette de l'Etat et dette garantie par l'Etat (y compris dette C.I.M.A.O.).

Sources : Rapports à la B.I.R.D.

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Le transfert effectif à Dakar du siège de la B.C.E.A.O. avait été l'événement majeur de l'exercice 1977-1978 tant par sa signification symbolique que par l'ampleur et le caractère délicat de ses opérations matérielles.

L'exercice qui vient de s'achever aura vu la constatation officielle et solennelle de l'installation à Dakar du siège de la B.C.E.A.O. avec l'inauguration des nouveaux locaux.

Conscients de l'importance et de la signification historique du retour en terre africaine du siège de leur institut d'émission commun, les autorités politiques des Etats de l'U.M.O.A. et le Gouvernement de la Banque centrale ont été unanimes pour la célébrer avec un éclat tout particulier.

Le nouveau siège de la Banque centrale a donc été inauguré le 26 mai 1979 en présence des Chefs des six Etats membres de l'U.M.O.A. Diverses cérémonies auxquelles participèrent plus de 1 500 invités venus du monde entier ont marqué cette inauguration. Ces manifestations ont été l'occasion pour l'ensemble des participants de mieux connaître la B.C.E.A.O. et d'apprécier la grande solidarité, la cohésion et la sagesse dont font preuve les Etats de l'U.M.O.A. dans la gestion de leur institut d'émission commun.

1. ACTION RÉGLEMENTAIRE

Au cours de l'exercice sous-revue, la Banque centrale a porté ses efforts sur un contrôle plus rigoureux du débit monétaire afin d'assurer constamment un ajustement approprié de la liquidité en fonction de l'évolution des grandeurs économiques réelles. Cette rigueur dans le contrôle quantitatif de la monnaie s'est accompagnée d'une approche sélective plus poussée de la distribution du crédit permettant d'orienter les financements vers les secteurs vitaux pour le développement des Etats.

1.1. Ajustement de la liquidité globale

Comme pour l'exercice précédent, le réglage du débit monétaire dans la zone d'émission s'est organisé par le moyen d'une série de dispositions au nombre desquelles il convient de relever notamment :

- la fixation par le Conseil des Ministres de l'Union d'objectifs et de directives de politique monétaire. Celles-ci, pour l'exercice considéré, avaient mis l'accent sur la nécessité d'une pause dans la croissance des agrégats monétaires après la forte progression observée les années précédentes, cette pause ne devant pas, toutefois, entraver les efforts de développement économique entrepris par les Etats de l'Union ;

- la détermination, par le Conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest en décembre 1978, sur proposition des Comités Nationaux du Crédit, des maxima d'intervention de l'Institut d'émission pour l'année 1979 tant en faveur des banques et établissements financiers qu'au profit des Trésors nationaux. Ces concours portent la marque des orientations du Conseil des Ministres dans la mesure où la décélération du rythme de croissance des agrégats monétaires a été observée sans faire obstacle à un approvisionnement approprié des économies en moyens de financement, ni à un renforcement de la contribution de la Banque centrale au financement des emplois bancaires ;

- l'adoption par les Comités Nationaux du Crédit de chaque Etat de l'Union, d'indicateurs mensuels de refinancement permettant aux responsables de la gestion quotidienne de la monnaie et du crédit de disposer de repères d'action tout au long de l'exercice monétaire.

1.2. Contrôle qualitatif de la distribution du crédit

L'orientation économique des financements en fonction des priorités sectorielles arrêtées dans chaque Etat a continué de retenir l'attention des autorités nationales.

Cette orientation des financements dans le sens d'une utilisation plus rationnelle des ressources disponibles s'est avérée encore plus indispensable eu égard aux directives de pause dans la croissance des agrégats monétaires arrêtées par le Conseil des Ministres pour l'exercice considéré. Aussi, la mise en œuvre de la politique sectorielle du crédit a-t-elle progressé de manière significative dans les différents Etats de l'Union.

Au *Bénin*, les objectifs prévus pour 1979 ont reflété ceux du Plan triennal d'Etat qui retient comme secteurs prioritaires l'agriculture, les industries extractives, les industries de transformation, l'électricité, l'eau et le gaz, les bâtiments et travaux publics, les transports, entrepôts et communications, les services sociaux et personnels. Au minimum 65% des financements devaient être affectés à ces secteurs en 1979.

En *Côte d'Ivoire*, le Comité National du Crédit a accordé la priorité au secteur primaire et à l'activité industrielle. Des minima y ont été fixés en ce qui concerne les crédits bancaires et les établissements de crédit ont été invités à déployer leurs emplois au-delà de ces minima.

Les secteurs « bâtiments » et « tertiaire » qui ne sont pas prioritaires ont été astreints à des coefficients à ne pas dépasser.

En *Haute-Volta*, la politique sectorielle n'a pas encore reçu un début d'application. Toutefois des orientations ont été définies par le Plan de développement économique. Les secteurs considérés comme prioritaires sont le secteur rural, le secteur secondaire et les infrastructures.

Au *Niger*, le développement de l'agriculture, la multiplication des aménagements hydro-agricoles ainsi que la création de sociétés d'exploitation constituent les orientations prioritaires retenues au niveau national.

Au *Sénégal*, des orientations plus précises ont été fixées en 1979 par rapport aux années précédentes. Elles ont retenu un objectif conduisant à affecter au moins 66% des financements aux secteurs prioritaires avec une part prépondérante au secteur primaire et au secteur « industrie - tourisme - artisanat ».

Au *Togo*, le Comité National du Crédit a fixé des objectifs minimaux d'encours de crédit que les banques et établissements de crédit devaient atteindre à fin 1979 pour les secteurs « agriculture » (5%), « habitat à caractère social » (5%), « petites et moyennes entreprises » nationales (10%).

1.3. Modification des dispositions réglementaires

Le Conseil des Ministres a décidé au cours de sa réunion du 10 avril 1979 de modifier les conditions d'accès au taux d'escompte préférentiel. C'est ainsi que l'encours maximum à ne pas dépasser pour bénéficier de ce taux a été porté :

- de 10 à 15 millions de francs c.f.a. pour le financement de la construction de la première habitation principale des ressortissants d'un Etat de l'U.M.O.A. ;
- de 20 à 30 millions de francs c.f.a. en ce qui concerne le refinancement des concours aux petites et moyennes entreprises nationales.

La date d'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions a été fixée au 1er mai 1979.

1.4. Activité bancaire

Au cours de l'exercice sous-revue, l'Union monétaire a enregistré la création de cinq nouvelles banques au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Niger, au Sénégal et au Togo.

Par ailleurs, il convient de noter la parution, en juin 1979 au Togo, d'une ordonnance portant définition et répression de l'usure et fixation d'un taux d'intérêt légal.

1.5. Taux des opérations de la Banque centrale

Au cours de l'exercice 1978-1979, les **taux du marché monétaire** ont évolué comme suit :

	Jour le jour		Un mois		Trois mois	
	Dépôts	Avances	Dépôts	Avances	Dépôts	Avances
			Pour cent l'an			
1er août 1978	7,000	7,250	7,063	7,313	7,125	7,375
5 mars 1979	6,125	6,375	6,250	6,500	6,500	6,750
26 juin 1979	6,875	7,125	7,000	7,250	7,250	7,500
9 juillet 1979	7,125	7,375	7,250	7,500	7,500	7,750
23 juillet 1979	7,500	7,750	7,625	7,875	7,875	8,125
30 juillet 1979	7,625	7,875	7,750	8,000	8,000	8,250
6 août 1979	7,750	8,000	7,875	8,125	8,125	8,375

En ce qui concerne les **taux des dépôts à terme des banques publiques à statut spécial**, leur évolution est retracée ci-après :

	Dépôts		Retraits anticipés	
	1 mois	3 mois	1 mois	3 mois
		Pour cent l'an		
7 août 1978	7,0625	7,2500	7,0000	7,0625
16 octobre 1978	7,0000	7,0625	6,8750	7,0000
5 mars 1979	6,2500	6,5000	6,1250	6,2500
25 juin 1979	7,0000	7,2500	6,8750	7,0000
9 juillet 1979	7,2500	7,5000	7,1250	7,2500
23 juillet 1979	7,6250	7,8750	7,5000	7,6250
30 juillet 1979	7,7500	8,0000	7,6250	7,7500
6 août 1979	7,8750	8,1250	7,7500	7,8750

2. ORGANISATION INTERNE

2.1. L'administration de la Banque centrale

Le 26 mai 1979 s'est tenue à Dakar la deuxième **Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire Ouest Africaine**.

Les Chefs d'Etat ont rendu hommage à son Excellence le Général Gnassingbé EYADEMA, Président de la République togolaise, pour avoir présidé depuis le 11 octobre 1974 l'instance suprême de l'Union.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du traité de l'U.M.O.A., son Excellence Léopold Sédar SENGHOR, Président de la République du Sénégal, a été porté à la présidence de la Conférence.

Les Chefs d'Etat se sont félicités de l'africanisation des structures de la Banque centrale, du transfert de son siège à Dakar et des conditions très satisfaisantes dans lesquelles ces opérations se sont déroulées.

En vue de permettre un meilleur épanouissement de l'Union, la Conférence a donné des directives au Gouverneur pour une plus grande participation de l'Institut d'émission aux efforts de développement et d'intégration économique des pays membres.

Les travaux du **Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest africaine** ont été présidés tout au long de l'exercice par l'Intendant militaire de 2ème classe, Isidore AMOUSSOU, Ministre des Finances de la République populaire du Bénin, qui assure la présidence de ce Conseil depuis le 20 décembre 1977.

A la suite d'un remaniement ministériel intervenu le 14 novembre 1978 au Togo, M. Têtê TEVI-BENISSAN, nouveau Ministre des Finances et de l'Economie a remplacé M. Yao GRUNITZKY au sein du Conseil des Ministres de l'U.M.O.A.

Au cours de l'exercice 1978-1979, le Conseil des Ministres s'est réuni le 19 décembre 1978 à Abidjan, le 10 avril 1979 à Cotonou et le 25 septembre 1979 à Dakar.

Lors de sa séance du 21 décembre 1979 à Lomé, le Conseil des Ministres a décidé de l'affectation des bénéfices réalisés par la Banque centrale pendant l'exercice 1978-1979.

Le **Conseil d'administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest**, sous la présidence de M. Abdoulaye FADIGA, Gouverneur de la Banque centrale, son Président statutaire, a tenu, au cours de l'exercice sous revue, des séances ordinaires le 18 décembre 1978 à Abidjan, le 9 avril 1979 à Cotonou le 25 juin 1979 à Kaolack et le 24 septembre 1979 à Dakar.

Au cours de sa première séance ordinaire de l'exercice 1979-1980 qui s'est tenue le 20 décembre 1979 à Lomé, le Conseil d'administration a approuvé les comptes de la Banque centrale pour l'exercice clos le 30 septembre 1979.

Durant ce dernier exercice, les modifications suivantes ont été enregistrées dans la composition du Conseil d'administration.

M. Benjamin HIEN, nommé Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique en remplacement de M. Ambroise BATIENON a pris la place de ce dernier dans la représentation de la République de la Haute-Volta.

En ce qui concerne la représentation de la République togolaise :

M. Agbéko ETSI, à la suite de son départ du ministère des Finances et de l'Economie a été remplacé par M. Bawa MANKOUBI, devenu Directeur de l'Economie de ce même ministère.

M. Kouassi DOSSEH a été nommé à la place de M. Kodjo LABAN auquel il a succédé au poste de Directeur des Douanes.

Les **Comités Nationaux du Crédit** ont connu dans leur composition les modifications résultant des changements survenus dans la représentation des Etats au Conseil d'administration de la Banque centrale ou consécutives à l'affectation à d'autres fonctions des autres membres nommés par les Gouvernements.

Les Comités ont tenu informé le Conseil d'administration de leurs activités.

2.2. Le personnel et les services de la Banque centrale

La **réorganisation des services centraux** menée depuis la mise en œuvre de la réforme des institutions était quasiment terminée à la fin de l'exercice 1977-1978.

Toutefois, dans le souci d'une plus grande efficacité, quelques aménagements à l'organisation de trois Directions centrales ont été décidés en novembre 1979 avec effet au 30 septembre 1979.

A la Direction des Affaires administratives et sociales, le Service du Matériel, du Mobilier et des Immeubles a été scindé en deux services distincts :

- le service du Matériel, du Mobilier et de l'Entretien,
- le service des Travaux immobiliers.

A la Direction des Etudes, le service de la Monnaie et des Finances publiques a été également divisé en deux services distincts :

- le service des Finances publiques,
- le service de la Monnaie.

A la Direction des Opérations financières :

- les attributions antérieurement dévolues au service de la Trésorerie ont été réparties entre ce service et un nouveau service qui a été créé, le service des Placements ;
- en outre un contrôle interne chargé de la surveillance des opérations et des activités des services, du maintien du respect des règles et procédures comptables a été institué.

La politique d'africanisation du personnel de la Banque centrale qui constituait la mission prioritaire assignée au Gouverneur par les Chefs d'Etat de l'Union monétaire, s'est poursuivie au cours de l'exercice.

Au 30 septembre 1979, la Coopération technique ne représentait plus que 5,5% des effectifs d'encadrement.

La relève de la Coopération technique par les agents d'encadrement nationaux, ressortissants des Etats de l'Union monétaire se trouve ainsi en voie d'achèvement.

L'activité du **Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires** (C.O.F.E.B.), instrument de formation professionnelle de la Banque centrale, a été essentiellement consacrée à la deuxième phase de la formation des stagiaires de la première promotion, à l'accueil des stagiaires de la deuxième promotion et à des actions ponctuelles de perfectionnement.

La deuxième phase de la formation de la première promotion s'est déroulée de septembre 1978 à janvier 1979.

Après avoir reçu une formation générale aux diverses disciplines de l'économie et de la gestion monétaire et bancaire, et avant d'entamer leur stage pratique en agence, les stagiaires de la première promotion ont eu une série d'activités pratiques et de conférences :

- pré-stage, sous forme d'exposés-discussions suivis de travaux pratiques portant sur les opérations courantes de la B.C.E.A.O. ;
- stages spéciaux, organisés à l'intention des stagiaires de l'encadrement moyen dans les banques primaires et organismes spécialisés à Dakar ;
- séminaire sur les transactions monétaires internationales ;
- conférences-actualités, par lesquelles les Directeurs centraux de la B.C.E.A.O. ont animé des exposés-débats sur les principales missions de cette dernière.

Au terme de ces compléments de formation, les stagiaires ont effectué de février à juillet 1979 un stage pratique dans les différentes agences de la Banque centrale. Ce stage a été sanctionné par un mémoire soutenu par chaque stagiaire devant un jury.

Depuis le 1er septembre 1979, les stagiaires de cette première promotion, au total 28 cadres supérieurs et 35 cadres moyens ont été affectés, soit au siège, soit dans les agences de la Banque centrale.

Les stagiaires de la deuxième promotion ont été accueillis en novembre 1979, date de début du stage. Outre les stagiaires de la B.C.E.A.O., cette deuxième promotion comprend également des stagiaires des banques primaires et des administrations financières et économiques des Etats membres de l'Union monétaire. Son effectif se décompose en 46 stagiaires pour l'encadrement supérieur, dont 38 admis au titre de la B.C.E.A.O. et 8 au titre des banques et administrations, et 31 stagiaires pour l'encadrement moyen, tous destinés à la B.C.E.A.O.

Tenant compte de l'expérience de la première promotion, les programmes de certaines disciplines ont été renforcés. En plus, les séminaires et conférences-actualités se sont poursuivis.

Dans le cadre des relations de collaboration établies en 1978, entre l'Institut du F.M.I. et le C.O.F.E.B.,

M. TEYSSIER, Directeur de l'Institut a animé deux conférences sur le système de Bretton-Woods et la réforme du système monétaire international ;

M. TITH, Animateur à l'Institut a dirigé du 20 mars au 5 avril 1979, un séminaire d'analyse et de politique financière.

Le dernier trimestre de la scolarité, août à octobre 1979, a été consacré au pré-stage et aux séminaires spéciaux.

Parallèlement aux activités de formation organisées en cycles longs à l'intention des stagiaires, les programmes du C.O.F.E.B. prévoient également des actions ponctuelles de perfectionnement, cycles courts, à l'intention des agents déjà en poste dans les mêmes institutions.

L'inadaptation des locaux actuels du C.O.F.E.B. a conduit à renoncer au programme initialement prévu ; toutefois, un service minimum a été assuré au profit du personnel de la B.C.E.A.O. qui a bénéficié :

- d'une formation et d'un perfectionnement en anglais grâce au laboratoire de langues dont dispose le Centre ;

- d'un séminaire sur les opérations de la B.C.E.A.O. dont l'objectif était d'informer les jeunes diplômés recrutés récemment dans le cadre de la politique d'africanisation et qui n'avaient pas été soumis à une formation préalable.

Toujours au titre du perfectionnement des agents de la B.C.E.A.O. et profitant du concours que lui apportent les Instituts du F.M.I. et de la Banque Mondiale, le C.O.F.E.B. a présenté des candidatures du personnel d'encadrement à des stages organisés par ces institutions ; c'est ainsi que :

- Quatre agents d'encadrement de la B.C.E.A.O. ont pris part du 23 juillet au 14 décembre 1979 au séminaire organisé par l'Institut du Fonds sur l'analyse et la politique financières ;

- Deux agents d'encadrement ont participé du 17 septembre au 23 novembre 1979 au séminaire organisé par l'Institut de Développement Economique de la Banque Mondiale sur « la gestion de l'économie nationale ».

Le C.O.F.E.B. a également coordonné et contrôlé les enseignements dispensés aux agents de la Banque inscrits aux cours du Centre International de Formation de la Profession Bancaire (C.I.F.P.B.).

Enfin à la demande du Président de la Banque Ouest-Africaine de Développement, un séminaire a été organisé du 23 au 27 avril 1979 à Lomé en vue de faire connaître aux membres du personnel de cette institution, le rôle et les structures de la Banque centrale.

2.3. Le contrôle des comptes de la Banque centrale

En application des dispositions de l'article 63 des statuts, les comptes de la Banque centrale ont été arrêtés, comme les années précédentes, au 30 septembre.

Pour assurer le contrôle des comptes particuliers des agences, les Ministres des Finances des Etats membres ont désigné chacun, en application de l'article 64 des statuts, un contrôleur national.

- au Bénin : M. Alidou KOUSSE, Expert comptable Commissaire de sociétés agréé par les Cours d'Appel de Cotonou et de Dakar.
- en Côte d'Ivoire : M. Daouda SANGARE, Expert comptable inscrit près la Cour d'Appel d'Abidjan.
- en Haute-Volta : M. Noaga Edouard OUEDRAOGO, Commissaire aux comptes.
- au Niger : M. Ibrahim BOUBE, Commissaire aux comptes.
- au Sénégal : M. Mamadou Abdoulaye MBACKE, Directeur général du Trésor.
- au Togo : M. Kodjo AFANTCHAWO, Expert comptable diplômé.

Par ailleurs, M. Christian VIEYRA, Commissaire contrôleur désigné par le Conseil des Ministres de l'Union, a centralisé les observations des contrôleurs nationaux chargés du contrôle des comptabilités particulières des agences et a procédé à l'examen de la comptabilité centralisée de la Banque.

Le rapport général établi à cette occasion a été présenté, à l'appui des comptes de l'exercice, au Conseil d'administration du 20 décembre 1979.

La Convention du 4 décembre 1973, dite de « compte d'opérations », entre le Trésor français et la Banque centrale, prévoit que l'application de ses dispositions sera contrôlée par un commissaire désigné par le Gouvernement français et par le Commissaire contrôleur institué par l'article 64 des statuts de la Banque centrale.

Ce contrôle a été effectué, pour la République française, par M. Philippe HANROT, Administrateur civil à la Direction du Trésor au Ministère de l'Economie et, pour l'Union monétaire, par M. Christian VIEYRA.

3. LES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 1978-1979

L'exercice clos le 30 septembre 1979 s'est soldé par un bénéfice net après amortissements de 13 896 millions de francs c.f.a. en progression de 3 829 millions par rapport à l'exercice précédent qui avait enregistré un bénéfice de 10 067 millions de francs c.f.a.

Face aux produits qui sont passés de 26 951 millions à 31 366 millions, soit une augmentation de 4 415 millions, les charges se sont élevées à 17 469 millions contre 16 884 millions, soit un accroissement de 585 millions.

B.C.E.A.O. — COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 1978-1979

Charges	Francs c.f.a.	Produits	Francs c.f.a.
Agios reversés aux banques, Trésors		Intérêts sur	
et autres organismes publics	7 841 357 223	avoirs extérieurs	8 326 605 789
Intérêts versés au F.M.I.	676 147 653	Produits des opérations	
Entretien de la circulation	2 063 801 206	de crédit	20 876 537 797
Dépenses de fonctionnement		Produits divers	2 034 515 232
et charges diverses	6 239 986 068	Profits exceptionnels	128 013 783
Amortissements	648 115 554		
Résultats de l'exercice	13 896 264 897		
Total	**31 365 672 601**		**31 365 672 601**

3.1. Les recettes

La structure des recettes a été marquée :

— par une nette régression des intérêts sur placements extérieurs qui sont passés de 38,8% du total des recettes pour l'exercice précédent à 26,5% cet exercice ;

— par une progression sensible des intérêts et agios sur les concours de la Banque centrale, 5 313 millions de francs c.f.a. soit 34,1% ; en valeur relative, la part de cette catégorie de produits a été portée de 57,7% à 66,6% du total des recettes.

3.11. Intérêts sur placements extérieurs

Les intérêts encaissés au titre des dépôts au Trésor français se sont élevés à 6 383 millions contre 8 732 millions l'année dernière, soit une diminution de 2 349 millions. Cette évolution a résulté à la fois de la baisse du taux moyen de rémunération, 7,53% au lieu de 8,36% l'exercice précédent, et de la diminution du montant moyen des avoirs de la Banque centrale en compte d'opérations passé de 104 400 millions à 85 515 millions.

A fin septembre 1979, les avoirs en devises autres que le franc français représentaient 12,5% du total des disponibilités en devises de la Banque centrale. Compte non tenu des bénéfices de change réalisés, qui se sont élevés à 539 millions, les placements de cette catégorie ont rapporté 1 943 millions contre 1 731 millions correspondant à un taux moyen de rendement de 7,10% au lieu de 4,32% l'exercice précédent.

3.12. Produits des opérations de crédit

Le montant moyen des refinancements sous forme de réescompte, de pensions et, d'avances ordinaires accordées dans le cadre du marché monétaire de l'U.M.O.A. s'est élevé à 323 121 millions contre 228 895 millions en 1977-1978, soit une hausse de 41,2%.

En fin d'exercice, les crédits à des conditions préférentielles représentaient 51,5% du refinancement global :

— taux préférentiel et anciens taux (5,5% ou 3,5%)	149 286	millions F. c.f.a.
— marché monétaire	18 070	" "
— taux d'escompte normal (8%)	122 307	" "
Total	289 663	millions F. c.f.a.

Les intérêts au taux de 5,5% perçus sur les découverts consentis aux Trésors nationaux ont atteint 760 millions au cours de l'exercice.

3.13. Divers

Les intérêts compensatoires perçus au titre d'une insuffisance des disponibilités extérieures se sont établis pour l'exercice à 1 143 millions contre 41 millions l'exercice précédent et 8 millions en 1976-1977.

Les commissions de transfert se sont élevées à 665 millions, soit une hausse de 12 millions par rapport au montant de l'exercice 1977-1978. Cette augmentation a résulté de l'accroissement des transferts entre l'U.M.O.A. et l'extérieur de l'Union donnant lieu à perception d'une commission de 2,5‰ dans le sens « U.M.O.A. - extérieur de l'Union » et d'une commission de 0,10‰ dans le sens « extérieur de l'Union - U.M.O.A. ». Les mouvements se sont soldés cette année par un déficit de 82 681 millions contre 95 007 millions l'année dernière.

3.2. Les charges

Le poste « charges » recouvre d'une part les charges financières qui comprennent les agios reversés aux Banques, Trésors et autres organismes publics et les commissions versées au Fonds Monétaire International et, d'autre part, les dépenses de fonctionnement.

3.21. Les charges financières

La Banque a consacré 7 841 millions à la rémunération des dépôts dont 50% au profit des Trésors et de la Banque Ouest Africaine de Développement. Il y a lieu de signaler que le taux de rémunération des dépôts de ces organismes est fixé par référence à celui des avoirs de la Banque centrale en compte d'opérations. Le reliquat a été versé d'une part à d'autres organismes publics, notamment aux caisses autonomes d'amortissement et, d'autre part aux banques, en rémunération de leurs placements sur le marché monétaire.

En application de la Convention du 5 septembre 1975, la Banque centrale a assumé les obligations des Etats de l'Union à l'égard du Fonds Monétaire International auquel il a été réglé 676 millions de commissions et intérêts au titre des concours consentis par celui-ci aux Etats.

3.22. Les dépenses de fonctionnement

Le montant des dépenses de fonctionnement a augmenté de 1 292 millions en passant de 7 659 millions à 8 951 millions d'un exercice à l'autre. Cette situation est imputable à l'augmentation de la masse salariale.

Au cours de l'exercice 1978-1979, les charges ont progressé modérément ; elles ont atteint 2 064 millions au lieu de 1 842 millions l'exercice précédent, soit une hausse de 222 millions ou 12,1%. Pour répondre à l'accroissement de la demande en moyens de paiement fiduciaires, il a été fait appel en priorité à la production des ateliers de tri en billets et monnaies valides, les prélèvements sur le stock de billets et monnaies neufs existants n'intervenant qu'à titre complémentaire.

Pour les quinze derniers exercices, le rapport moyen annuel entre le coût d'entretien de la circulation et le montant des billets et monnaies en circulation s'est situé à 0,65%. Pour l'exercice 1978-1979, ce ratio - 0,61% - est inférieur à cette moyenne.

Les frais généraux, en progression de 13,8%, sont passés de 5 482 millions à 6 240 millions dont 78% de charges salariales.

3.3. Résultats de l'exercice

Après constitution d'une dotation aux amortissements de 648 115 554 francs c.f.a., calculée d'après les mêmes taux qu'au cours des exercices précédents, l'excédent de recettes s'est élevé à 13 896 264 897 francs c.f.a.

AFFECTATION DES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE 1978-1979

	Francs c.f.a.
Etats	6 900 000 000
Capital	1 985 500 000
Réserve statutaire	1 317 500 000
Réserve générale	1 377 519 975
Provision pour risques	2 315 744 922
Total	**13 896 264 897**

La Banque centrale a opéré sur la part des bénéfices de l'exercice 1978-1979 revenant aux Etats les retenues décidées antérieurement par le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire à savoir :

- prélèvement destiné à compléter le montant des commissions de transferts, pour verser à la Banque Ouest Africaine de Développement leur contribution à la dotation annuelle de 840 millions (séance du 11 décembre 1975),
- participation des Etats à la construction de l'immeuble de la B.O.A.D. (séance du 31 mars 1977),
- libération par quart de la souscription complémentaire des Etats au capital de la B.O.A.D. (séance du 21 décembre 1979),
- participation complémentaire des Etats à la construction de l'immeuble de la B.O.A.D. (séance du 21 décembre 1979).

BILAN
AU 30 SEPTEMBRE
1979

BANQUE CENTRALE DES ÉTAT

BILAN AU 3

Actif

	Francs c.f.a.	
Avoirs en or		**904 819 384**
Fonds Monétaire International		**23 316 988 563**
Position de réserve	8 428 365 211	
Droits de Tirage Spéciaux détenus	14 888 623 352	
Avoirs en monnaies étrangères		
Monnaies de la Zone franc		***84 332 544 223***
Compte d'opérations	80 901 042 923	
Correspondants de la Zone franc	702 404 272	
Billets et monnaies de la Zone franc	2 729 097 028	
Autres monnaies étrangères		***12 213 432 361***
Correspondants en dehors de la Zone franc	10 756 692 658	
Bons d'institutions financières internationales	1 414 672 500	
Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest	42 067 203	
Créances sur les banques		**288 669 232 818**
Court terme	235 172 941 257	
Moyen terme	53 496 291 561	
Long terme	–	
Créances sur les établissements financiers		**8 925 944 683**
Court terme	8 925 944 683	
Moyen terme	–	
Créances sur les Trésors nationaux		**39 096 101 861**
Escompte d'obligations cautionnées	–	
Escompte d'effets à long terme (Art. 15)	28 254 100 000	
Découverts en compte courant	10 839 000 000	
Compte courant postal	3 001 861	
Opérations pour le compte des Trésors nationaux		**16 268 566 788**
Accords de paiement	5 000 000	
Concours du Fonds fiduciaire mis à la disposition des Etats	16 263 566 788	
Participations		**5 191 416 356**
Autres immobilisations (amortissements déduits)		**8 213 743 920**
Comptes d'ordre et divers		**9 407 128 753**
		496 539 919 710

E L'AFRIQUE DE L'OUEST
EPTEMBRE 1979

Passif

	Francs c.f.a.	
Billets et monnaies		**268 956 705 401**
Banques et institutions étrangères		**7 235 003 131**
Banques et institutions communes de l'Union		**5 804 618**
Banques inscrites dans les Etats		**37 809 854 188**
Etablissements financiers inscrits dans les Etats		**12 114 497**
Trésors nationaux et autres comptables publics		**65 332 216 139**
Autres comptes de dépôt		**443 741 811**
Transferts à exécuter		**6 772 387 453**
Sur l'extérieur	5 795 936 948	
Sur les autres Etats de l'Union	66 069 110	
A l'intérieur d'un Etat	33 362 175	
Reçus de l'extérieur de l'Union	877 019 220	
Fonds Monétaire International		**28 249 641 190**
Recours au crédit du Fonds	10 612 125 480	
Allocations de Droits de Tirage Spéciaux	17 637 515 710	
Fonds fiduciaire		**19 513 828 201**
Capital et réserves		**14 760 262 871**
Comptes d'ordre et divers		**47 448 360 210**
		496 539 919 710

TAUX DES OPERATIONS DE LA BANQUE CENTRALE

TAUX DES OPERATIONS DE LA BANQUE CENTRALE au 30 septembre 1979

A - Dispositions générales

1 - Taux d'escompte préférentiel (T.E.P.) ..... 5,50% l'an
applicable aux opérations ci-après :

- *Escompte ou prise en pension d'effets privés* émis en mobilisation
  - de crédits de campagne (a),
  - de crédits de stockage de produits de campagne (b),
  - de crédits à court et à moyen terme, sous réserve des dispositions du chapitre D, ainsi que de crédits à long terme ayant moins de dix ans à courir jusqu'à leur échéance, consentis à des petites et moyennes entreprises nationales (c) (d) dont l'encours global de crédits de toute nature n'excède pas 30 millions de francs c.f.a.
  - de crédits à court, à moyen et à long terme ayant moins de dix ans à courir jusqu'à leur échéance, dont le total nominal n'excède pas 15 millions de francs c.f.a. accordés à des ressortissants d'un des Etats de l'Union monétaire pour financer la construction d'un logement destiné à constituer leur première habitation principale (e).

  Taux exclusif de toute commission. Un minimum de 10 jours d'agios est perçu sur tout effet escompté.

- *Escompte d'effets publics n'ayant plus que dix ans à courir,* créés par les Etats ou les collectivités publiques de l'Union monétaire pour financer la création ou l'amélioration d'équipements collectifs, d'infrastructures ou d'actions d'amélioration des conditions de production, ou, souscrire au capital d'entreprises concourant au développement présentés par les Etats, les collectivités publiques, la Banque Ouest Africaine de Développement ou les banques.

- *Découverts en compte courant aux Trésors nationaux.*

Décisions des Conseils d'administration des 19 juin 1975 et 25 août 1975. Décision du Conseil des Ministres du 10 avril 1979.

(a) Par crédits de campagne, il faut entendre, pour l'application du présent barème, les concours bancaires consentis de façon exclusive et certaine pour la commercialisation des produits agricoles locaux, y compris les crédits destinés à financer l'exportation de ces produits :
- lorsque cette commercialisation est effectuée par l'intermédiaire ou sous la surveillance d'organismes placés directement, ou indirectement, sous le contrôle de l'Etat ;
- et lorsque le dénouement de ces concours intervient normalement dans un délai maximum de 12 mois à compter du début de la campagne.

(b) Bénéficient également du taux d'escompte préférentiel, les stocks de report, lorsque leur montant représente moins de 40% des tonnages commercialisés au cours de la campagne.

(c) Sont considérées comme entreprises nationales, les entreprises appartenant à des personnes physiques ressortissant de l'un des Etats de l'Union, ou à des sociétés dont le capital est détenu à concurrence d'au moins 51% par des nationaux (personnes physiques ou morales) de l'Union monétaire et dont la gestion est assurée par des nationaux de celle-ci.

(d) Y compris les crédits consentis à des coopératives directement ou indirectement par l'intermédiaire d'organismes publics.

(e) Si un bénéficiaire peut également prétendre, au titre d'autres activités, à des crédits susceptibles d'être mobilisés dans les conditions prévues pour les entreprises nationales dont l'encours de crédit n'excède pas 30 millions de francs c.f.a., le taux préférentiel ne sera appliqué aux concours dont il bénéficie, comme particulier et comme entrepreneur, que si leur montant cumulé n'excède pas 30 millions de francs c.f.a.

2 - Taux d'escompte normal (T.E.N.) ..... 8,00% l'an
applicable aux opérations ci-après :

- *Escompte ou prise en pension d'effets privés autres que ceux visés au paragraphe I ci-dessus.*
  Ce taux s'applique aux effets représentatifs de crédits à court, à moyen ou à long terme ayant moins de dix ans à courir jusqu'à leur échéance, ne bénéficiant pas du taux préférentiel prévu au paragraphe I.
  Taux exclusif de toute commission. Un minimum de 10 jours d'agios est perçu sur tout effet escompté.
- *Avances sur effets publics.*
- *Escompte ou prise en pension d'obligations cautionnées.*

3 - Taux divers
- *Avances sur titres admis en garantie* ..... T.E.N. + 1,50%

B - Marché monétaire

	% l'an
1. Rémunération des dépôts effectués par les banques	
- *au jour le jour*	*7,750*
- *à un mois*	*7,875*
- *à trois mois*	*8,125*
2. Avances contre remise d'effets publics ou privés	
- *au jour le jour*	*8,000*
- *à un mois*	*8,125*
- *à trois mois*	*8,375*

C - Commissions de transferts

1. Transferts entre agences de la Banque centrale dans l'Union monétaire	Commission forfaitaire de 100 F.
2. Transferts sur l'Union monétaire	0,10‰ minim. 100 F.
3. Transferts de l'Union monétaire sur l'extérieur	2,50‰ minim. 100 F.

A ces commissions s'ajoutent les frais de câble ou de télex des transferts exécutés par ces voies.

Les remises de francs c.f.a. en devises autres que le franc français, et inversement, donnent lieu à perception de remboursement des frais de transfert et de change supportés par la Banque centrale.

La Banque centrale exécute sans commission :
- les transferts entre ses agences de l'Union monétaire,
- les transferts hors de l'Union monétaire,

qui lui sont demandés par les Trésors publics, les administrations des Postes et les institutions assimilées des Etats de l'Union monétaire.

D - Dispositions transitoires

Crédits à moyen terme

Taux d'escompte d'effets représentatifs de crédits à moyen terme ayant bénéficié d'un accord de mobilisation de la Banque centrale :
- avant le 29 janvier 1973, sans justification ..... 3,50% l'an
- entre le 29 janvier 1973 et le 30 juin 1975, sous réserve qu'il soit justifié à la Banque centrale que le crédit a été consenti à un taux non révisable ..... 5,50% l'an

Inauguration du siège de la B.C.E.A.O. à Dakar le 26 mai 1979 par les Chefs d'Etat des pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

De gauche à droite leurs Excellences : M. le Général de Corps d'Armée Sangoulé **Lamizana**, *Président de la République de Haute-Volta ; M.* Félix **Houphouët-Boigny**, *Président de la République de Côte d'Ivoire ; M.* Léopold Sédar **Senghor**, *Président de la République du Sénégal ; M. le Général d'Armée* Gnassingbé **Eyadéma**, *Président de la République Togolaise ; M. le Lieutenant Colonel* Seyni **Kountché**, *Chef de l'Etat du Niger ; M. le Colonel* Mathieu **Kérékou**, *Président de la République Populaire du Bénin.*

Photos Michel Renaudeau

Annexe Statistique

SOMMAIRE

RÉPERTOIRE DES ORGANISATIONS AFRICAINES 2-3
RÉPERTOIRE DES SIGLES UTILISÉS 4

UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union 5
Relations avec le Fonds Monétaire International 6-7
Situation des institutions monétaires 8
Situation de la Banque centrale 9
Situation des banques 10
Position nette des Gouvernements 11
Répartition par secteur d'activité
— des crédits à court terme 12
— des crédits à moyen et long terme 13

ETATS MEMBRES

Comptes économiques (Bénin, Côte d'Ivoire et Sénégal) ..... 14 à 16
Indicateurs d'activité ..... 17 à 19
Commercialisation des produits agricoles ..... 20 à 23
Activité industrielle (Côte d'Ivoire et Sénégal) 24
Indices des prix à la consommation familiale ..... 25 à 27
Salaires minima interprofessionnels garantis 27
Situation des institutions monétaires ..... 28 à 33
Situation de la Banque centrale ..... 34 à 39
Situation des banques ..... 40 à 45
Position nette du Gouvernement ..... 46 à 51
Répartition par secteur d'activité
— des crédits à court terme ..... 52 à 57
— des crédits à moyen et long terme ..... 58 à 63
Echanges extérieurs 65
— Principaux produits exportés et principales marchandises importées ..... 66 à 77
— Principaux pays de destination et d'origine ..... 78 à 89

Répertoire des Organisations Africaines

1 - DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (C.C.A.O.)

Dix Banques centrales membres : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Central Bank of Gambia, Bank of Ghana, Banque Centrale de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée, Banco Nacional da Guiné-Bissau, National Bank of Liberia, Banque Centrale du Mali, Banque Centrale de Mauritanie, Central Bank of Nigeria, Bank of Sierra-Leone.

Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.)

Six pays membres : Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal.

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.)

Seize pays membres : Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Haute-Volta, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra-Leone, Togo.

Comité Inter-ministériel de Lutte contre la Séchéresse au Sahel (CILSS)

Huit pays membres : Cap-Vert, Gambie, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad.

Conseil de l'Entente

Cinq pays membres : Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Haute-Volta, Togo.

Liptako-Gourma

Trois pays membres : Haute-Volta, Mali, Niger.

Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (O.M.V.G.)

Deux pays membres : Gambie, Sénégal.

Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.)

Trois pays membres : Mali, Mauritanie, Sénégal.

2 - AUTRES

Association des Banques Centrales Africaines (A.B.C.A.)

Trente Banques centrales membres regroupant trente-neuf pays :

- La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) : Bénin, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo.
- La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (B.E.A.C.) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Tchad.
- Les Banques centrales des pays suivants : Algérie, Botswana, Burundi, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Ile Maurice, Kenya, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tunisie, Zaïre, Zambie.

Banque Africaine de Développement (B.A.D.)

Tous les pays indépendants d'Afrique à l'exception de l'Angola.

Commission Economique de l'Afrique (C.E.A.)

Tous les pays indépendants d'Afrique membres de l'Organisation des Nations-Unies.

Commission du Fleuve Niger (C.F.N.)

Huit pays membres : Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Haute-Volta, Mali, Niger, Nigeria.

Organisation Commune Africaine et Mauricienne (O.C.A.M.)

Neuf pays membres : Bénin, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Ile Maurice, Niger, Rwanda, Sénégal, Togo.

Union Africaine et Mauricienne des Banques de Développement (U.A.M.B.D.) :

Au 6 juillet 1976, les banques de 11 pays étaient membres de l'Union : Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Gabon, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Répertoire des sigles utilisés

UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

O.I.C. : Organisation Internationale du Café.
O.I.C.C. : Organisation Internationale du Cacao.

BÉNIN

S.B.E.E. : Société Béninoise d'Electricité et d'Eau.
SONAGRI : Société Nationale pour la Production Agricole.
SONICOG : Société Nationale pour l'Industrie des Corps Gras.

COTE D'IVOIRE

C.S.S.P.P.A. : Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Productions Agricoles.
E.E.C.I. : Energie Electrique de Côte d'Ivoire.

HAUTE-VOLTA

VOLTELEC : Société Voltaïque d'Electricité.

NIGER

NIGELEC : Société Nigérienne d'Electricité.
O.P.V.N. : Office des Produits Vivriers du Niger.
SONARA : Société Nigérienne de Commercialisation de l'Arachide.

SÉNÉGAL

O.N.C.A.D. : Office National de Coopération et d'Assistance pour le Développement.
S.E.I.B. : Société Electrique et Industrielle du Baol.
S.E.I.C. : Société Electrique et Industrielle de la Casamance.
SENELEC : Société Sénégalaise de Distribution d'Energie Electrique.
SODEFITEX : Société de Développement des Fibres Textiles.

TOGO

C.E.E.T. : Compagnie d'Energie Electrique du Togo.
C.T.M.B. : Compagnie Togolaise des Mines du Bénin.
O.P.A.T. : Office des Produits Agricoles du Togo.

U.M.O.A. — COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	1976	1977	1978	1979	1978				1979			
					I	II	III	IV	I	II	III	IV
						Francs c.f.a. / kg						
Cacao												
Prix indicatif O.I.C.C.	489	931	768	701	728	735	751	846	748	715	682	657
Café												
Prix indicatif Robusta O.I.C.	672	1 212	734	780	890	732	648	673	627	747	905	842
Huile d'arachide brute												
Toutes origines												
Rotterdam	165	208	243	189	229	258	241	244	207	198	188	164
Huile de palme												
Sumatra												
CIF. N.W. Europe	97	130	135	139	132	144	133	131	143	142	140	131

Sources : cacao, O.I.C.C. ; café, O.I.C. ; huiles : Oil World.

INDICES DES COURS MONDIAUX EXPRIMÉS EN FRANCS C.F.A. DES PRINCIPAUX PRODUITS VÉGÉTAUX EXPORTÉS DE L'UNION

					Indices moyens — Base 100 : Année 1970							
Indice général	237,4	371,7	301,7	300,6	310,6	298,4	289,3	307,3	286,7	304,9	313,0	296,3
dont — Cacao. Café	267,0	489,5	346,9	340,1	370,2	338,1	324,4	353,4	320,3	346,1	362,1	333,2
Oléagineux	153,3	195,5	218,0	189,2	206,1	227,6	214,9	221,4	200,8	201,8	188,9	166,5
Bois	265,7	293,6	306,7	353,4	301,6	301,6	309,8	313,9	321,9	343,1	357,8	377,2

Sources : — Cotations des marchés.
— B.C.E.A.O.

U.M.O.A. — RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

		Situation au 30 septembre			
		1976	1977	1978	1979
		Millions de D.T.S.			
Bénin					
Département des D.T.S.	— Allocations	4,4	4,4	4,4	6,1
	— Disponibilités	4,4	4,4	4,4	6,1
Département général	— Quote-part	13,0	13,0	16,0	16,0
	— Position de réserve	2,1	2,1	2,1	2,1
	— Encours des tirages	—	—	—	—
Fonds fiduciaire	— Encours des prêts	—	—	5,4	5,4
Côte d'Ivoire					
Département des D.T.S.	— Allocations	14,3	14,3	14,3	22,2
	— Disponibilités	12,2	6,8	7,4	16,9
Département général	— Quote-part	52,0	52,0	76,0	76,0
	— Position de réserve	— (a)	— (a)	10,7	12,6
	— Encours des tirages	34,1	24,1	6,3	—
	dont : *Tranche-réserve*	—	—	—	—
	Mécanisme pétrolier	*21,5*	*11,5*	*6,3*	—
	Financt. compensat.	*12,6*	*12,6*	—	—
Fonds fiduciaire	— Encours des prêts	—	—	21,6	21,6
Haute-Volta					
Département des D.T.S.	— Allocations	4,4	4,4	4,4	6,1
	— Disponibilités	4,4	4,4	4,4	6,1
Département général	— Quote-part	13,0	13,0	16,0	16,0
	— Position de réserve	3,3	4,7	4,7	4,7
	— Encours des tirages	—	—	—	—
Fonds fiduciaire	— Encours des prêts	—	—	5,4	5,4

(a) Reconstitution virtuelle de la position de réserve.

Source : Fonds Monétaire International.

U.M.O.A. — RELATIONS AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

		Situation au 30 septembre			
		1976	1977	1978	1979
		Millions de D.T.S.			
Niger					
Département des D.T.S.	— Allocations	4,4	4,4	4,4	6,1
	— Disponibilités	4,4	4,4	4,4	6,1
Département général	— Quote-part	13,0	13,0	16,0	16,0
	— Position de réserve	2,1	2,1	5,1	5,1
	— Encours des tirages	—	—	—	—
Fonds fiduciaire	— Encours des prêts	—	—	5,4	5,4
Sénégal					
Département des D.T.S.	— Allocations	11,4	11,4	11,4	15,8
	— Disponibilités	1,6	2,2	5,3	12,1
Département général	— Quote-part	34,0	34,0	42,0	42,0
	— Position de réserve	—	—	1,2	4,3
	— Encours des tirages	30,2	30,2	27,1	39,3
	dont : *Tranche-réserve*	*4,8*	*4,8*	*3,6*	*1,2*
	Mécanisme pétrolier	*25,4*	*25,4*	*23,5*	*17,1*
	Financt. compensat.	—	—	—	*21,0*
Fonds fiduciaire	— Encours des prêts	—	—	14,1	22,2
Togo					
Département des D.T.S.	— Allocations	5,1	5,1	5,1	7,1
	— Disponibilités	5,1	4,8	4,4	6,3
Département général	— Quote-part	15,0	15,0	19,0	19,0
	— Position de réserve	2,1	2,1	2,1	3,4
	— Encours des tirages	7,5	7,5	—	—
	dont : *Financt. compensat.*	*7,5*	*7,5*	—	—
Fonds fiduciaire	— Encours des prêts	—	—	6,2	9,8

Source : Fonds Monétaire International.

U.M.O.A. — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	16 483	26 201	92 987	53 301
Crédit intérieur	549 920	612 190	695 399	823 908
— Position nette des Gouvernements	— 36 120	— 27 968	— 93 307	— 87 873
— Crédits à l'économie	586 040	640 158	788 706	911 781
. Créd. de campagne	83 077	96 993	73 992	126 423
. Autres crédits	502 963	543 165	714 714	785 358
dont :				
Obligat. caution.	*16 416*	*14 140*	*22 025*	*23 746*
ACTIF = PASSIF	**566 403**	**638 391**	**788 386**	**877 209**
Masse monétaire	515 160	596 042	701 871	811 561
— Circulation fiduciaire	151 541	190 311	177 775	232 228
— Dépôts en C.C.P.	10 766	7 984	9 527	9 759
— Dépôts en banque	352 853	397 747	514 569	569 574
. Organ. publics	99 451	125 589	191 491	220 590
. Autres	253 402	272 158	323 078	348 984
Autres éléments (net)	51 243	42 349	86 515	65 648

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	114 722	82 347	45 782	34 852	54 212	— 7 960	— 24 560
Crédit intérieur	872 667	852 493	868 877	993 963	1 071 396	1 103 748	1 108 245
— Position nette des Gouvernements	— 69 813	— 88 568	— 111 521	— 105 432	— 101 348	— 87 431	— 102 624
— Crédits à l'économie	942 480	941 061	980 398	1 099 395	1 172 744	1 191 180	1 210 869
. Créd. de campagne	143 840	69 832	66 549	119 776	156 377	144 132	111 358
. Autres crédits	798 640	871 229	913 849	979 619	1 016 367	1 047 048	1 099 511
dont :							
Obligat. caution.	*20 163*	*20 225*	*23 755*	*23 570*	*21 722*	*24 528*	*24 441*
ACTIF = PASSIF	**987 389**	**934 840**	**914 659**	**1 028 815**	**1 125 608**	**1 095 788**	**1 083 685**
Masse monétaire	896 832	852 175	822 112	941 109	1 028 333	989 204	980 730
— Circulation fiduciaire	244 257	225 635	213 483	272 688	294 108	263 890	252 250
— Dépôts en C.C.P.	12 044	12 571	12 472	12 329	10 851	10 272	10 447
— Dépôts en banque	640 531	613 969	596 155	656 092	723 374	715 042	718 033
. Organ. publics	262 712	225 757	199 666	213 228	243 412	214 595	217 529
. Autres	377 819	388 212	396 489	442 864	479 962	500 447	500 504
Autres éléments (net)	90 557	82 665	92 547	87 706	97 275	106 584	102 955

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. — SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	56 861	70 245	127 932	94 558
Créances sur les Etats	21 519	15 605	16 895	16 972
Créances sur les banques	143 747	165 042	167 380	234 184
Créances sur les établiss. financiers	4 119	4 542	6 289	6 842
ACTIF = PASSIF	**226 246**	**255 434**	**318 496**	**352 556**
Circulation fiduciaire	151 541	190 311	177 775	232 228
Dépôts des Etats (y.c. encaisse)	17 883	16 126	62 561	48 839
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	33 028	25 672	48 291	42 854
Autres dépôts	135	92	294	147
Autres éléments (net)	23 659	23 233	29 575	28 488

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	148 058	129 603	92 419	125 246	109 535	57 516	59 979
Créances sur les Etats	22 013	27 277	29 202	34 738	33 278	42 303	55 360
Créances sur les banques	227 590	209 157	239 230	280 856	314 246	304 674	288 669
Créances sur les établiss. financiers	7 596	8 272	8 032	8 071	8 740	9 113	8 925
ACTIF = PASSIF	**405 257**	**374 309**	**368 883**	**448 911**	**465 799**	**413 606**	**412 933**
Circulation fiduciaire	244 257	225 635	213 483	272 688	294 108	263 693	252 250
Dépôts des Etats (y.c. encaisse)	48 065	66 586	82 619	58 087	65 529	53 804	69 107
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	83 543	53 251	35 843	81 349	70 114	55 583	50 742
Autres dépôts	615	463	477	292	904	549	456
Autres éléments (net)	28 778	28 374	36 461	36 495	35 144	39 977	40 378

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. – SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	– 40 378	– 44 044	– 34 945	– 41 256
Réserves	32 005	23 218	45 708	43 010
Créances sur les Etats	25 143	28 835	26 419	22 809
Crédits à l'économie	565 506	621 476	760 392	881 194
ACTIF = PASSIF	**582 276**	**629 485**	**797 574**	**905 757**
Dépôts des particuliers et entreprises	352 718	397 655	514 274	569 427
– Organismes publics	99 331	125 513	191 409	220 466
– Autres	253 387	272 142	322 865	348 961
Dépôts des Etats	59 249	50 127	61 562	64 828
Crédits de la Banque centrale	143 746	165 452	167 378	234 185
Autres éléments (net)	26 563	16 251	54 360	37 317

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	– 33 334	– 47 256	– 46 648	– 90 394	– 55 322	– 65 476	– 84 539
Réserves	80 016	49 537	33 692	81 472	69 563	51 046	51 418
Créances sur les Etats	23 129	22 275	23 731	31 259	42 342	44 050	48 054
Crédits à l'économie	914 524	912 562	948 610	1 067 755	1 142 281	1 157 539	1 177 503
ACTIF = PASSIF	**984 335**	**937 118**	**959 385**	**1 090 092**	**1 198 864**	**1 187 159**	**1 192 435**
Dépôts des particuliers et entreprises	639 915	613 505	595 678	655 799	722 470	714 493	717 579
– Organismes publics	262 371	225 550	199 326	213 061	243 412	214 595	217 176
– Autres	377 544	387 955	396 352	442 738	479 058	499 898	500 403
Dépôts des Etats	57 410	63 882	70 552	102 102	100 568	105 920	122 937
Crédits de la Banque centrale	227 591	209 155	239 232	280 838	315 299	305 773	289 750
Autres éléments (net)	59 419	50 576	53 923	51 353	60 527	60 973	62 169

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. — POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	2 456	3 345	3 386	3 062
Dépôts à la Banque centrale	15 427	12 781	59 174	45 777
Dépôts dans les banques	59 249	50 127	61 562	64 829
Obligations cautionnées	16 416	14 140	22 025	23 745
Total des créances (—)	**93 548**	**80 393**	**146 147**	**137 413**
Concours de la Banque centrale	21 519	15 606	16 895	16 971
Concours des banques	25 143	28 835	26 419	22 809
Dépôts en C.C.P.	10 766	7 984	9 526	9 760
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**57 428**	**52 425**	**52 840**	**49 540**
POSITION NETTE	**— 36 120**	**— 27 968**	**— 93 307**	**— 87 873**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	4293	3206	3374	3353	3918	3752	3775
Dépôts à la Banque centrale	43771	63379	79245	54735	61612	49855	65332
Dépôts dans les banques	57408	63881	70552	102102	100567	105920	122937
Obligations cautionnées	21527	20225	23755	23569	21721	24528	24441
Total des créances (—)	**126999**	**150691**	**176926**	**183759**	**187818**	**184055**	**216485**
Concours de la Banque centrale	22013	27277	29202	34738	33278	42303	55360
Concours des banques	23129	22275	23731	31259	42341	44049	48054
Dépôts en C.C.P.	12044	12571	12472	12330	10851	10271	10447
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**57186**	**62123**	**65405**	**78327**	**86470**	**96623**	**113861**
POSITION NETTE	**— 69813**	**— 88568**	**— 111521**	**— 105432**	**— 101348**	**— 87432**	**— 102624**

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	45 963	52 290	55 645	62 577	46 561	46 422	40 949	46 650	46 319	39 411	37 730
Mines	8 584	8 308	7 222	7 306	8 122	8 224	13 980	11 132	14 004	13 565	13 378
Industries	121 172	134 565	134 964	159 422	180 076	192 340	201 833	216 680	243 947	250 571	252 629
— *Eau. Gaz. Electricité*	*1 614*	*1 069*	*2 669*	*4 909*	*8 243*	*10 052*	*6 473*	*10 206*	*13 702*	*14 175*	*12 246*
— *Raffinage de produits pétroliers*	*4 069*	*6 660*	*1 736*	*4 730*	*6 118*	*4 849*	*2 855*	*1 885*	*3 225*	*8 082*	*6 340*
— *Industries alimentaires*	*34 021*	*33 781*	*28 260*	*30 987*	*38 833*	*43 083*	*50 531*	*58 724*	*68 546*	*65 408*	*66 033*
— *Industries non alimentaires*	*46 995*	*53 545*	*57 757*	*65 910*	*68 678*	*69 785*	*75 351*	*81 930*	*86 024*	*86 172*	*90 278*
— *Travaux publics. Génie civil*	*25 192*	*27 300*	*28 379*	*33 091*	*39 126*	*43 863*	*47 761*	*43 073*	*50 682*	*54 568*	*54 959*
— *Construction de maisons d'habitation*	*9 281*	*12 210*	*16 163*	*19 795*	*19 078*	*20 708*	*18 862*	*20 862*	*21 768*	*22 166*	*22 773*
Services	306 397	272 910	267 040	324 188	339 658	299 210	308 629	378 304	411 367	398 956	369 183
— *Transport. Transit*	*14 701*	*16 919*	*21 580*	*21 418*	*23 260*	*25 008*	*38 160*	*29 350*	*23 518*	*28 464*	*29 864*
— *Commerce* { *Export. prod. agricoles*	*163 590*	*120 129*	*85 502*	*133 063*	*147 736*	*90 399*	*82 196*	*150 724*	*188 698*	*176 870*	*138 926*
— *Commerce* { *Autres*	*105 851*	*118 258*	*133 983*	*142 749*	*140 310*	*153 720*	*157 167*	*166 084*	*163 270*	*165 371*	*172 274*
— *Etablissements financiers inscrits (a)*	*13 799*	*8 730*	*15 608*	*16 316*	*18 152*	*19 349*	*19 580*	*19 114*	*21 234*	*13 205*	*13 557*
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	*19*	*57*	*104*	*139*	*457*	*49*	*161*	*259*	*1 175*	*549*	*87*
— *Autres services*	*8 437*	*8 817*	*10 263*	*10 503*	*9 743*	*10 685*	*11 365*	*12 773*	*13 472*	*14 497*	*14 475*
Personnes physiques	2 889	3 361	3 927	4 547	4 826	5 325	4 930	5 725	5 873	6 036	7 016
Crédits non classés ailleurs	2 501	2 043	2 975	4 930	3 808	4 446	4 871	7 290	6 203	7 206	8 308
Total	**487 506**	**473 477**	**471 773**	**562 970**	**583 051**	**555 967**	**575 192**	**665 781**	**727 713**	**715 745**	**688 244**
dont *Crédits de campagne*	*151 716*	*106 604*	*73 992*	*126 423*	*143 840*	*69 832*	*66 549*	*119 776*	*156 377*	*144 132*	*111 358*
Crédits bancaires non recensés	**78 997**	**82 961**	**95 322**	**105 337**	**105 969**	**112 262**	**102 896**	**113 474**	**95 465**	**107 756**	**120 972**
Obligations cautionnées	**12 547**	**23 046**	**22 024**	**23 745**	**20 163**	**20 225**	**23 755**	**23 570**	**21 722**	**24 528**	**24 441**
TOTAL	**579 050**	**579 484**	**589 119**	**692 052**	**709 183**	**688 454**	**701 843**	**802 825**	**844 900**	**848 029**	**833 657**

(a) Y compris les crédits consentis par les établissements financiers réescomptés par la Banque centrale.

U.M.O.A. — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs c.f.a.						
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	17 160	16 791	18 729	21 460	22 681	21 203	21 000	21 655	24 401	24 443	23 022
Mines	4 503	5 453	5 620	7 104	6 805	7 770	9 291	9 936	10 140	9 502	10 982
Industries	69 776	71 791	88 975	92 525	98 350	103 361	115 779	123 677	137 506	147 310	167 478
— *Eau. Gaz. Electricité*	*7 926*	*8 061*	*9 894*	*9 418*	*11 327*	*13 325*	*15 981*	*17 955*	*20 573*	*20 951*	*23 325*
— *Raffinage de produits pétroliers*	*1 388*	*930*	*2 055*	*2 559*	*7 417*	*3 776*	*3 941*	*5 608*	*5 556*	*4 922*	*5 516*
— *Industries alimentaires*	*16 934*	*18 997*	*19 962*	*21 652*	*21 129*	*23 021*	*24 379*	*25 092*	*28 400*	*28 447*	*30 356*
— *Industries non alimentaires*	*24 196*	*24 616*	*30 009*	*30 715*	*29 057*	*32 655*	*33 663*	*34 306*	*35 377*	*36 780*	*42 299*
— *Travaux publics. Génie civil*	*2 780*	*3 276*	*4 295*	*4 134*	*4 065*	*4 956*	*8 352*	*8 393*	*8 607*	*10 002*	*13 697*
— *Construction de maisons d'habitation*	*16 552*	*15 911*	*22 760*	*23 978*	*25 355*	*25 628*	*29 463*	*32 323*	*38 993*	*46 208*	*52 285*
Services	37 750	39 451	44 114	45 438	45 565	56 908	57 818	62 865	66 293	64 107	71 756
— *Transport. Transit*	*13 812*	*13 608*	*16 457*	*15 201*	*14 195*	*18 765*	*17 143*	*20 399*	*23 353*	*23 043*	*29 075*
— *Commerce* — *Export. prod. agricoles*	*1 585*	*1 577*	*1 853*	*1 803*	*1 767*	*2 479*	*2 618*	*2 169*	*2 483*	*2 645*	*2 770*
— *Commerce* — *Autres*	*6 736*	*7 754*	*8 495*	*10 778*	*11 009*	*12 943*	*14 137*	*15 066*	*13 701*	*14 333*	*15 644*
— *Etablissements financiers inscrits*	*2 141*	*2 458*	*2 520*	*114*	*169*	*277*	*698*	*675*	*746*	*1 191*	*583*
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	*281*	*287*	*285*	*2 597*	*2 561*	*3 346*	*3 786*	*3 806*	*4 516*	*1 596*	*1 053*
— *Autres services*	*13 195*	*13 767*	*14 504*	*14 945*	*15 864*	*19 098*	*19 436*	*20 750*	*21 494*	*21 299*	*22 631*
Personnes physiques	11 571	11 458	13 359	15 536	17 365	18 973	21 363	22 201	23 420	24 893	26 922
Crédits non classés ailleurs	802	265	711	960	1 674	2 264	2 177	1 711	2 367	2 579	4 076
Total	**141 562**	**145 209**	**171 508**	**183 023**	**192 440**	**210 479**	**227 428**	**242 045**	**264 127**	**272 834**	**304 236**
Crédits bancaires non recensés	**32 427**	**39 566**	**34 734**	**37 110**	**40 856**	**42 126**	**51 081**	**54 525**	**63 718**	**70 317**	**72 976**
TOTAL	**173 989**	**184 775**	**206 242**	**220 133**	**233 296**	**252 605**	**278 509**	**296 570**	**327 845**	**343 151**	**377 212**

BÉNIN – COMPTES ÉCONOMIQUES

Agrégats	1974 (a)	1975 (a)	1976 (b)	1977 (b)
		Millions de francs c.f.a.		
Produit intérieur brut au coût des facteurs	**98 359**	**103 176**	**119 011**	**132 756**
Agriculture. Elevage. Sylviculture. Pêche	37 705	38 983	50 050	56 500
Industrie et artisanat	9 206	9 576	9 880	10 100
Eau et électricité	715	763	790	826
Construction	4 863	4 666	4 810	4 920
Commerce	24 561	26 081	29 560	33 500
Transports et communications	7 041	7 932	8 820	9 500
Administrations publiques	9 732	10 960	10 895	13 160
Autres services	4 536	4 215	4 206	4 250
Impôts indirects nets de subventions	9 278	9 604	14 503	15 724
Produit intérieur brut au prix du marché	**107 637**	**112 780**	**133 515**	**148 480**
Consommation publique	11 440	12 949	...	...
Consommation privée	79 946	93 392	...	...
Formation brute de Capital fixe	20 207	17 877	...	...
Variation de stocks	3 683	1 958	...	...
Exportations de biens et services	27 762	24 965	...	...
Importations de biens et services	35 401	38 361	...	...

(a) Comptes nationaux

(b) Estimations provisoires

Source : Ministère du Plan, de la Statistique et de la Coopération technique : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

COTE D'IVOIRE — COMPTES ÉCONOMIQUES

Agrégats	1975	1976	1977	1978*
Produit intérieur brut (milliards de F. c.f.a.)	**834,5**	**1 114,0**	**1 539,3**	**1 740,6**
Population (1 000 habitants) (a)	6 720	7 022	...	...
Produit intérieur brut per-capita (1 000 F. c.f.a. / hab.)	***124,2***	***158,7***	...	...
		Milliards de francs c.f.a.		
Produit intérieur brut	**834,5**	**1 114,0**	**1 539,3**	**1 740,6**
Agriculture. Elevage. Forêts. Pêche.	240,4	284,8	380,2	427,3
Industries	124,2	147,0	185,4	229,4
dont : *Industries extractives*	*1,6*	*1,7*	*3,0*	*4,3*
Industries manufacturières	*109,2*	*130,9*	*165,0*	*204,7*
Electricité - Eau	*13,4*	*14,4*	*17,4*	*20,4*
Bâtiment. Travaux publics	55,0	73,6	108,6	153,4
Transports	72,2	86,0	97,7	120,9
Services et commerce marchands	197,3	327,1	527,3	516,0
Services non marchands	88,1	106,9	122,9	151,2
Droits et taxes à l'importation	57,3	88,6	117,2	142,5
Consommation finale	**645,9**	**796,7**	**1 021,6**	**1 214,9**
dont : *Ménages*	*504,1*	*616,4*	*811,9*	*932,2*
Administrations	*141,8*	*180,3*	*209,7*	*282,7*
Formation brute de capital fixe	**183,9**	**247,2**	**397,6**	**530,3**
Echanges extérieurs de biens et services (a)				
Exportations de biens (F.O.B.)	275,4	426,1	611,5	591,6
Importations de biens (C.A.F.)	260,6	336,8	469,8	554,1
Solde des utilisations de services	– 13,6	– 28,1	– 44,8	– 49,5

* Chiffres provisoires.

(a) Estimations retenues pour les Comptes nationaux.

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Direction des Etudes de Développement : « Les comptes de la Nation ».

SÉNÉGAL — COMPTES ÉCONOMIQUES

Agrégats	1973	1974	1975	1976
Produit intérieur brut (milliards de F. c.f.a.)	**278,3**	**338,8**	**406,4**	**459,3**
Population estimée (1 000 hab.)	4 708	4 831	4 948	...
Produit intérieur brut per capita (1 000 F. c.f.a./hab.)	***59,11***	***70,13***	***82,13***	...
		Milliards de francs c.f.a.		
Production intérieure brute	**243,2**	**299,4**	**359,2**	**402,8**
Agriculture. Elevage. Forêts. Pêche.	62,9	80,7	122,8	138,8
Industries	44,8	67,0	79,5	78,5
Artisanat	3,6	3,9		5,6
Bâtiments. Travaux publics	9,9	13,4	18,0	17,3
Transports	21,5	24,4	25,6	28,2
Services. Commerce	100,5	110,0	113,3	134,4
Consommation finale	**254,0**	**285,1**	**356,3**	**404,2**
Ménages	210,2	235,1	294,5	332,5
Administrations	43,8	50,0	61,8	71,7
Formation brute de capital fixe	**39,6**	**51,8**	**56,6**	**61,4**
Echanges extérieurs de biens et services (a)				
Exportations de biens (FOB) et de services	79,2	144,6	147,9	163,9
Importations de biens (CAF) et de services	107,6	166,0	170,1	184,5
Balance commerciale	− 28,4	− 21,4	− 22,2	− 20,6

(a) Estimations retenues pour les comptes nationaux.

Source : Direction de la Statistique du Sénégal.

BÉNIN — INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Consommation (a) d'énergie électrique (Ventes)	Chiffres d'affaires « marchandises » (Indices bruts)
	1 000 kWh	Base : Année 1970
Année 1975	50 267	163,5
" 1976	51 363	230,5
" 1977	59 482	276,0
" 1978	70 781	288,3
" 1979	...	289,6
1978 - 1er trimestre	.	279,2
2ème "	.	303,0
3ème "	.	287,2
4ème "	.	283,6
1979 - 1er trimestre	.	301,5
2ème "	.	319,2
3ème "	.	259,0
4ème "	.	278,5

(a) Les données s'appliquent à l'exercice couvrant la période de juillet de l'année précédente à juin de l'année concernée.

Sources : — S.B.E.E.
— B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE — INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Energie électrique		Ventes de marchandises (Indices sectoriels désaisonnalisés)			
	Production	Consom. H.-tension	Détail Alim.	Mat. prem. Biens équip.	Textiles	Véhicules
	Millions kWh		Base : Année 1970			
Année 1975	961,9	440,2	186,8	215,8	153,5	210,0
" 1976	1 114,5	512,8	247,1	240,6	185,0	296,1
" 1977	1 242,9	596,6	350,8	336,3	199,7	216,5
" 1978	1 417,8	673,9	460,6	609,4	289,7	302,8
" 1979	1 583,1	769,2	519,9	669,7	287,3	553,6
1978 - 1er trimestre	370,3	172,1	513,6	673,0	264,9	353,0
2ème "	356,7	173,0	438,3	618,5	315,3	323,0
3ème "	310,6	155,2	448,8	597,4	326,5	274,3
4ème "	380,2	173,6	441,4	548,7	252,2	261,0
1979 - 1er trimestre	426,6	200,9	534,4	591,0	288,2	506,5
2ème "	393,0	190,4	524,5	661,5	295,0	565,0
3ème "	344,5	169,5	524,0	742,8	301,5	618,3
4ème "	419,0	208,4	496,8	683,3	264,6	524,5

Sources : — E.E.C.I.
— B.C.E.A.O.

HAUTE-VOLTA — INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Consommation d'énergie électrique (Ventes)	Chiffres d'affaires « marchandises » (Indices bruts)
	1 000 kWh	Base : Année 1970
Année 1975	45 763	179,8
" 1976	51 926	205,7
" 1977	61 376	262,3
" 1978	67 488	269,6
" 1979	...	...
1978 - 1er trimestre	16 157	282,4
2ème "	18 522	256,7
3ème "	15 452	236,5
4ème "	17 357	289,4
1979 - 1er trimestre	17 987	307,2
2ème "	22 410	280,4
3ème "	...	269,4
4ème "	...	...

Sources : — VOLTELEC
— B.C.E.A.O.

NIGER — INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Consommation d'énergie électrique (Ventes)	Chiffres d'affaires « marchandises » (Indices bruts)
	1 000 kWh	Base : Année 1970
Année 1975	54 780	147,7
" 1976	68 379	162,2
" 1977	87 685	220,1
" 1978	...	296,1
" 1979	...	369,3
1978 - 1er trimestre	...	284,5
2ème "	...	303,1
3ème "	...	285,2
4ème "	...	311,8
1979 - 1er trimestre	...	371,0
2ème "	...	361,5
3ème "	...	367,7
4ème "	...	377,2

Sources : — NIGELEC
— B.C.E.A.O.

SÉNÉGAL — INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Consommation d'énergie électrique (Ventes)	Chiffres d'affaires « marchandises » (Indices bruts)
	1 000 kWh	Base : Année 1970
Année 1975	380 594	169,2
" 1976	408 147	189,3
" 1977	455 158	203,5
" 1978	482 483	192,4
" 1979	519 428	225,1
1978 - 1er trimestre	111 455	207,4
2ème "	110 781	180,1
3ème "	124 176	178,8
4ème "	136 071	203,1
1979 - 1er trimestre	120 522	244,7
2ème "	120 292	223,7
3ème "	135 784	200,6
4ème "	142 830	231,2

Sources : — SENELEC. - S.E.I.C. (ZIGUINCHOR). - S.E.I.B. (DIOURBEL)
— B.C.E.A.O.

TOGO — INDICATEURS D'ACTIVITÉ

	Consommation d'énergie électrique (Ventes)	Chiffres d'affaires « marchandises » (Indices bruts)
	1 000 kWh	Base : Année 1970
Année 1975	101 226	178,9
" 1976	117 596	218,8
" 1977	146 820	276,2
" 1978	172 643	341,8
" 1979	191 258	376,3
1978 - 1er trimestre	42 690	322,3
2ème "	43 394	328,1
3ème "	42 376	361,1
4ème "	44 183	355,6
1979 - 1er trimestre	47 763	394,4
2ème "	46 212	422,0
3ème "	46 554	324,3
4ème "	50 729	364,4

Sources : — C.E.E.T. et C.T.M.B.
— B.C.E.A.O.

BÉNIN – COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Campagnes			
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Tonnes			
Commercialisation				
Cacao	1 065	2 304	1 373	4 111
Café	91	801	397	140
Arachides décortiquées	6 996	7 886	2 716	1 341
Karité	12 372	2 949	8 274	248
Palmistes	49 785	41 425	11 818	23 430
Coton graine	20 070	17 497	13 889	18 740
	Francs c.f.a./kg.			
Prix officiels d'achat au producteur				
Cacao	250	250	250	250
Café	110	115	135	135
Arachides décortiquées	55	55	55	55
Karité	15	20	24	35
Palmistes	31	31	31	33,5
Coton graine	45	50	55	55
	Années			
	1975	1976*	1977*	1978*
	Millions de francs c.f.a.			
Exportations				
Cacao en fèves	642	306	826	1 359
Café vert	145	186	508	107
Arachides décortiquées	257	144	79	–
Graines de coton	200	149	247	149
Amandes de karité	30	273	35	172
Huile de palmiste	434	504	1 002	533
Huile de palme	394	202	196	18
Coton égrené	1 542	1 626	1 349	1 633

Provisoires

Sources : – SONAGRI. - SONICOG. - Journaux officiels du Bénin. - ministère du Plan, de la Statistique et de la Coordination des aides extérieures.

COTE D'IVOIRE — COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Campagnes			
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
Commercialisation	Tonnes			
Cacao	234 636	235 830	305 959	311 808
Café	308 097	291 337	195 742	277 048
Palmistes (a)	29 257	25 700	33 168	26 040
Coton graine	65 057	75 443	103 000	114 886
Prix officiels d'achat au producteur	Francs c.f.a. / kg.			
Cacao	175	180	250	250
Café	150	180	250	250
Palmistes	Prix non réglementé	31	...	...
Coton graine	70	80	80	80
	Années			
	1976	1977	1978	1979
Exportations	Millions de francs c.f.a.			
Cacao en fèves	71 397	98 799	160 907	116 231
Café vert	132 757	198 615	131 142	166 542
Palmistes	1 177	1 327	425	528
Huile de palme et de palmiste	7 783	10 448	12 426	8 771
Coton égrené	5 565	5 073	8 046	10 298

(a) Année civile

Sources : — C.S.S.P.P.A. - Journaux officiels de Côte d'Ivoire. - Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Direction générale des Douanes : Service des Statistiques Douanières.

HAUTE-VOLTA — COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Campagnes			
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
Commercialisation	Tonnes			
Arachides décortiquées	13 100	4 733	1 781	999
Karité	48 500	32 400	56 653	7 263
Coton graine	50 695	55 253	38 043	59 957
Prix officiels d'achat au producteur	Francs c.f.a. / kg			
Arachides décortiquées	34	40	44	54,29
Karité	20	20	22	23
Coton graine	40	40	55	55
	Années			
	1975	1976	1977	1978
Exportations	Millions de francs c.f.a.			
Arachides décortiquées	1 441	666	381	3
Huile de karité	374	437	226	317
Coton égrené	1 524	5 785	5 400	3 002

Sources : — Caisse de Stabilisation. - Journaux officiels de Haute-Volta. - Ministère du Commerce, du Développement industriel et des Mines. Direction du commerce.

NIGER — COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Campagnes			
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Tonnes			
Commercialisation				
Arachides décortiquées	3 758	7 191	14 585	8 888
Coton graine	11 133	7 151	3 799	4 371
	Francs c.f.a./kg			
Prix officiels d'achat au producteur				
Arachides décortiquées	55	55	69	75
Coton graine	47	47	55	62
	Années			
	1975	1976	1977	1978
	Millions de francs c.f.a.			
Exportations				
Arachides décortiquées	2	697	...	...
Huile d'arachide	699	919	...	...
Coton égrené	14	384	...	...

Sources : — SONARA. - O.P.V.N. - Journaux officiels du Niger. - Ministère du Plan : Direction de la Statistique et des Comptes nationaux

SÉNÉGAL — COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Campagnes			
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Tonnes			
Commercialisation				
Arachides	1 177 800	956 900	441 700	776 400
Coton graine	38 975	45 421	37 077	33 802
	Francs c.f.a./kg			
Prix officiels d'achat au producteur				
Arachides d'huilerie (base coque)	41,50	41,50	41,50	45,50
Coton graine	47	49	49	55
	Années			
	1975	1976	1977	1978
	Millions de francs c.f.a.			
Exportations				
Arachides décortiquées	1 138	11 475	8 959	...
Huile d'arachide brute	25 520	36 205	40 206	...
Huile d'arachide raffinée	5 603	5 833	8 295	...
Coton égrené	1 307	2 788	4 876	...

Sources : — ONCAD. - SODEFITEX. - Journaux officiels du Sénégal. - Ministère des Finances et des Affaires économiques : Direction des Douanes. Direction de la Statistique.

TOGO — COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Campagnes			
	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979
	Tonnes			
Commercialisation				
Cacao	17 753	14 118	16 686	12 602
Café (marchand et triages)	8 512	10 430	4 707	6 229
Arachides décortiquées	542	160	715	925
Palmistes	7 474	1 336	777	5 758
Coton graine	9 743	7 025	4 517	12 674
	Francs c.f.a. / kg			
Prix officiels d'achat au producteur				
Cacao	120	130	150	200
Café (marchand)	115	125	145	180
Arachides décortiquées	50	55	80	85
Palmistes	32	32	48	52
Coton graine	48	50	60	60
	Années			
	1975	1976	1977	1978
	Millions de francs c.f.a.			
Exportations				
Cacao en fèves	4 700	4 148	10 100	15 891
Café vert	1 764	3 985	5 473	5 003
Arachides décortiquées	—	—	—	—
Palmistes	169	212	233	28
Coton égrené	218	726	837	523

Sources : — O.P.A.T. - Journaux officiels du Togo. - Ministère du Plan. Direction de la Statistique.

COTE D'IVOIRE — ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE IVOIRIENNE

Année	Entreprises en production*	Investissements cumulés* (a)	Chiffre d'affaires Total	Chiffre d'affaires Dont Exportations	Travailleurs à la mi-année	Salaires distribués (b)
	Nombre	Milliards de francs c.f.a.			Milliers	Milliards F cfa
1968	309	57	72	...	29,1	9,5
1969	355	72	83	26	31,9	12,3
1970	375	84	100	32	36,3	15,2
1971	398	92	115	34	39,1	16,9
1972	408	106	135	41	40,9	19,0
1973	414	145	164	52	43,8	21,7
1974	442	186	254	99	46,3	27,3
1975	458	217	303	99	52,8	33,3
1976 (c)	486	250	350	99	57,9	40,7
1977	513	293	459	131	63,0	50,2
1978	553	330	550	164	64,0	63,0

*Situation en fin de période.

(a) Avant amortissements. — (b) Y compris charges sociales. — (c) A partir de 1976 : exercice 1er oct.-30 sept.

Source : Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire.

SÉNÉGAL — INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	Ensemble Ind. général	Ensemble N.c. Huileries	Huileries	Industries extractives	Raffineries de pétrole	Electricité
	Base mobile trimestrielle : 1969 = 100					
Année 1975	147,6	140,8	170,9	162,8	115,5	136,8
" 1976	165,0	152,6	207,1	153,8	113,2	165,6
" 1977	185,0	180,2	201,6	150,9	134,2	182,3
" 1978	137,5	159,5	62,3	149,4	138,8	187,6
" 1979	171,1	185,6	159,3	158,8	139,3	229,6
1978 - 1er trimestre	145,8	173,0	60,3	138,7	211,9	201,1
2ème "	133,1	151,7	69,6	151,7	84,7	195,2
3ème "	152,1	178,6	49,7	174,6	117,4	173,5
4ème "	157,3	174,8	97,3	148,0	152,1	183,1
1979 - 1er trimestre	164,4	186,5	88,9	147,0	223,3	218,6
2ème "	159,2	172,8	112,7	142,1	107,1	232,6
3ème "	188,7	189,5	186,1	205,1	123,1	235,5
4ème "	600,0*	179,4	2 040,6*	164,8	146,3	230,8

*L'importance de cet indice tient au choix de l'année de référence de 1969 dont le quatrième trimestre, au contraire de celui de 1979 où l'activité de l'huilerie a été particulièrement forte, avait été marqué par une production très faible.

Source : Direction de la Statistique du Sénégal.

COTE D'IVOIRE — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

	Abidjan			
	Africains		Européens (a)	
	Indice général	Alimentation	Indice général	Alimentation
	Base 100 : Année 1970			
Année 1975	145,1	151,3	155,3	169,0
" 1976	162,6	162,3	175,0	192,5
" 1977	206,9	226,7	197,9	215,8
" 1978	234,1	252,9	237,2	234,1
" 1979	272,8	308,1	258,3	257,6
1978 - 1er trimestre	216,4	229,2	228,3	224,8
2ème "	234,3	254,0	236,6	234,1
3ème "	239,9	260,6	239,8	237,3
4ème "	245,9	267,8	244,0	240,3
1979 - 1er trimestre	251,0	271,9	250,9	246,2
2ème "	273,3	309,2	254,8	252,7
3ème "	289,0	336,9	261,6	264,6
4ème "	277,8	314,2	265,7	266,9

(a) Indice dit « des 140 articles ».

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux établis sur la base février 1960 (africains) et année 1960 (européens).

Source : - Direction de la Statistique de Côte d'Ivoire.

HAUTE-VOLTA — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE AFRICAINE

	Ouagadougou			
	Indice général	Alimentation	Loyer	Distraction
	Base 100 : Année 1970			
Année 1975	137,7	202,7	100,0	115,9
" 1976	126,1	193,2	100,0	174,2
" 1977	176,6	247,9	100,0	202,6
" 1978	218,7	257,7	133,0	199,0
" 1979	204,1	288,1	166,7	188,1
1978 - 1er trimestre	214,0	243,2	132,3	217,0
2ème "	224,3	269,8	133,2	201,7
3ème "	213,6	242,6	133,2	206,4
4ème "	223,0	275,0	133,2	170,8
1979 - 1er trimestre	206,7	324,9	166,7	178,9
2ème "	205,9	292,5	166,7	178,0
3ème "	202,5	278,2	166,7	202,8
4ème "	201,2	277,3	166,7	192,5

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux établis sur la base année 1958.

Source : - Institut National de la Statistique et de la Démographie de Haute-Volta

NIGER — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

	Niamey			
	Africains		Européens (a)	
	Indice général	Alimentation	Indice général	Alimentation
	Base 100 : Année 1970			
Année 1975	144,3	160,6	128,8	141,7
" 1976	178,2	201,0	141,3	162,9
" 1977	219,7	254,7	154,7	182,5
" 1978	241,8	264,0	171,1	204,9
" 1979	259,4	287,3	200,3	237,5
1978 - 1er trimestre	232,1	264,2	160,4	186,7
2ème "	236,0	267,6	166,2	197,5
3ème "	249,0	246,4	173,6	212,2
4ème "	250,1	277,9	184,0	223,3
1979 - 1er trimestre	244,9	267,8	189,6	226,6
2ème "	260,1	287,8	198,3	236,4
3ème "	270,8	303,5	206,5	243,5
4ème "	261,8	290,1	207,0	243,6

(a) Agents de l Assistance technique française.

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux établis sur la base 1er juillet 1962 - 30 juin 1963 (africains) et 15 novembre - 15 decembre 1964 (européens).

Source : - Direction de la Statistique du Niger.

SÉNÉGAL — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

	Dakar			
	Africains		Européens	
	Indice général	Alimentation	Indice général	Alimentation
	Base 100 : Année 1970			
Année 1975	188,0	213,4	166,6	178,5
" 1976	193,3	214,0	176,8	191,8
" 1977	213,0	239,1	188,3	208,9
" 1978	219,2	248,9	202,2	228,3
" 1979	240,0	270,7	219,2	256,5
1978 - 1er trimestre	218,1	247,9	193,6	213,7
2ème "	217,9	247,5	197,1	218,3
3ème "	214,3	229,0	209,3	241,4
4ème "	226,7	261,3	208,7	239,7
1979 - 1er trimestre	230,6	259,9	204,1	228,8
2ème "	233,6	262,1	211,4	243,9
3ème "	248,0	279,8	225,7	270,3
4ème "	247,9	281,1	235,6	282,8

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux établis sur la base mobile 1967 (africains) et mai 1961 (europeens).

Source : - Direction de la Statistique du Sénégal.

TOGO – INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

	Lomé			
	Africains		Européens	
	Indice général	Alimentation	Indice général	Alimentation
	Base 100 : Année 1970			
Année 1975	158,3	169,6	155,1	152,1
" 1976	176,7	199,6	168,6	168,4
" 1977	216,4	248,7	185,9	195,3
" 1978	217,4	232,4	201,4	215,6
" 1979	...	...	...	...
1978 - 1er trimestre	216,0	236,9	195,2	209,0
2ème "	219,9	239,7	199,6	210,8
3ème "	216,8	229,4	204,7	223,4
4ème "	216,7	223,8	206,2	219,1
1979 - 1er trimestre	221,8	231,5	208,4	221,6
2ème "	234,2	252,1	211,8	230,2
3ème "	235,3	249,0	213,2	231,5
4ème "				

N.B. - Indices calculés par la B.C.E.A.O. à partir de ceux établis sur la base année 1963 (africains) et mai 1961 (européens).

Sources : - Direction de la Statistique du Togo.

SALAIRES MINIMA INTERPROFESSIONNELS GARANTIS

	Bénin	Côte d'Ivoire	Haute-Volta	Niger	Sénégal	Togo
	Francs c.f.a. l'heure					
Année 1975	45,00	92,00	47,00	48,00	107,05	51,74
" 1976	45,00	115,00	72,00	48,00	107,05	51,74
" 1977	45,00	115,00	72,00	58,21	107,05	59,50
" 1978	45,00	143,75	72,00	75,67	107,05	59,50
" 1979	45,00	158,125	90,00	99,11	107,05	59,50
1978 - 1er trimestre	45,00	143,75	72,00	58,21	107,05	59,50
2ème "	45,00	143,75	72,00	75,67	107,05	59,50
3ème "	45,00	143,75	72,00	75,67	107,05	59,50
4ème "	45,00	143,75	72,00	75,67	107,05	59,50
1979 - 1er trimestre	45,00	158,125	90,00	99,11	107,05	59,50
2ème "	45,00	158,125	90,00	99,11	107,05	59,50
3ème "	45,00	158,125	90,00	99,11	107,05	59,50
4ème "	45,00	158,125	90,00	99,11	107,05	59,50

N.B. - Taux horaire pour les professions industrielles soumises au régime des 40 heures (en fin de période).

Sources : - Journaux officiels des Etats.

BÉNIN — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre*	Décembre*	Septembre*	Décembre*
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	4 529	4 310	2 017	4 106
Crédit intérieur	27 221	29 800	31 780	31 385
— Position nette du Gouvernement	— 4 279	— 2 300	— 5 210	— 6 215
— Crédits à l'économie	31 500	32 100	37 000	37 600
. Créd. de campagne	2 029	2 006	1 900	3 000
. Autres crédits	29 471	30 094	35 100	34 600
dont : *Obligat. caution.*	—	—	—	—
ACTIF = PASSIF	**31 750**	**34 110**	**33 807**	**35 491**
Masse monétaire	31 422	30 631	34 275	34 824
— Circulation fiduciaire	8 739	9 364	10 269	9 924
— Dépôts en C.C.P.	1 383	1 567	1 706	1 700
— Dépôts en banque	21 300	19 700	22 300	23 200
. Organ. publics	6 000	4 500	6 900	6 500
. Autres	15 300	15 200	15 400	16 700
Autres éléments (net)	328	3 479	468	667

	1978				1979		
	Mars*	Juin*	Sept.*	Déc.*	Mars*	Juin*	Sept.*
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	1 225	— 1 397	424	— 1 898	5 422	2 749	3 040
Crédit intérieur	35 570	38 708	34 680	40 177	39 302	42 997	38 625
— Position nette du Gouvernement	— 6 430	— 4 292	— 8 820	— 4 923	— 13 198	— 9 603	— 11 375
— Crédits à l'économie	42 000	43 000	43 500	45 100	52 500	52 600	50 000
. Créd. de campagne	4 000	4 000	2 000	2 000	4 000	3 000	3 000
. Autres crédits	38 000	39 000	41 500	43 100	48 500	49 600	47 000
dont : *Obligat. caution.*	—	—	—	—	—	—	—
ACTIF = PASSIF	**36 795**	**37 311**	**35 104**	**38 279**	**44 724**	**45 746**	**41 665**
Masse monétaire	33 882	35 432	35 833	39 017	44 729	45 338	43 125
— Circulation fiduciaire	10 063	8 775	10 519	7 955	9 629	9 148	9 846
— Dépôts en C.C.P.	1 919	2 157	2 114	2 462	2 600	2 090	2 279
— Dépôts en banque	21 900	24 500	23 200	28 600	32 500	34 100	31 000
. Organ. publics	6 500	7 000	7 000	8 000	9 500	10 500	10 000
. Autres	15 400	17 500	16 200	20 600	23 000	23 600	21 000
Autres éléments (net)	2 913	1 879	— 729	— 738	— 5	408	— 1 460

Source : B.C.E.A.O.
*Données des banques estimées.

COTE D'IVOIRE – SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	– 24 341	– 17 981	49 073	17 431
Crédit intérieur	319 974	370 344	415 929	529 110
– Position nette du Gouvernement	– 23 839	– 21 546	– 82 245	– 76 004
– Crédits à l'économie	343 813	391 890	498 174	605 114
. Créd. de campagne	50 448	69 928	52 623	98 175
. Autres crédits	293 365	321 962	445 551	506 939
dont :				
Obligat. caution.	*14 143*	*11 652*	*18 394*	*19 432*
ACTIF = PASSIF	**295 633**	**352 363**	**465 002**	**546 541**
Masse monétaire	288 326	349 762	432 040	524 485
– Circulation fiduciaire	79 748	106 748	93 322	137 268
– Dépôts en C.C.P.	3 870	1 644	2 374	2 370
– Dépôts en banque	204 708	241 370	336 344	384 847
. Organ. publics	73 485	99 494	161 491	190 564
. Autres	131 223	141 876	174 853	194 283
Autres éléments (net)	7 307	2 601	32 962	22 056

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	87 539	69 884	32 670	24 277	48 354	– 2 334	– 24 277
Crédit intérieur	546 268	502 890	505 616	588 808	627 863	644 756	649 607
– Position nette du Gouvernement	– 64 462	– 93 976	– 108 824	– 107 507	– 97 989	– 95 007	– 95 500
– Crédits à l'économie	610 730	596 866	614 440	696 315	725 852	739 763	745 107
. Créd. de campagne	96 324	44 564	37 681	83 680	94 172	83 081	52 799
. Autres crédits	514 406	552 302	576 759	612 635	631 680	656 682	692 308
dont :							
Obligat. caution.	*16 288*	*14 407*	*18 419*	*17 323*	*15 604*	*18 253*	*17 430*
ACTIF = PASSIF	**633 807**	**572 774**	**538 286**	**613 085**	**676 217**	**642 422**	**625 330**
Masse monétaire	596 520	535 877	499 119	581 604	636 744	596 642	585 939
– Circulation fiduciaire	145 985	130 379	121 578	164 469	176 272	153 870	143 166
– Dépôts en C.C.P.	2 806	1 979	2 839	2 606	–	–	–
– Dépôts en banque	447 729	403 519	374 702	414 529	460 472	442 772	442 773
. Organ. publics	231 248	185 612	152 555	158 985	184 100	159 715	162 747
. Autres	216 481	217 907	222 147	255 544	276 372	283 057	280 026
Autres éléments (net)	37 287	36 897	39 167	31 481	39 473	45 780	39 391

Source : B.C.E.A.O.

HAUTE-VOLTA — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	8 609	6 814	3 864	384
Crédit intérieur	20 918	25 453	31 081	38 016
— Position nette du Gouvernement	— 6 754	— 6 956	— 7 654	— 7 734
— Crédits à l'économie	27 672	32 409	38 735	45 750
. Créd. de campagne	3 070	4 209	2 857	4 705
. Autres crédits	24 602	28 200	35 878	41 045
dont :				
Obligat. caution.	*403*	*462*	*643*	*807*
ACTIF = PASSIF	**29 527**	**32 267**	**34 945**	**37 632**
Masse monétaire	27 754	31 551	31 420	35 572
— Circulation fiduciaire	11 012	12 848	12 161	14 749
— Dépôts en C.C.P.	1 249	1 066	1 111	1 359
— Dépôts en banque	15 493	17 637	18 148	19 464
. Organ. publics	4 465	4 592	5 506	4 798
. Autres	11 028	13 045	12 642	14 666
Autres éléments (net)	1 773	716	3 525	2 060

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	— 2 092	— 5 094	— 6 134	— 7 687	— 5 196	— 10 501	— 3 100
Crédit intérieur	43 674	44 549	46 466	51 528	53 201	53 451	53 289
— Position nette du Gouvernement	— 5 817	— 4 320	— 3 229	— 3 284	— 3 211	— 455	— 3 849
— Crédits à l'économie	49 491	48 869	49 695	54 812	56 412	53 906	57 138
. Créd. de campagne	5 201	6 660	10 380	7 895	9 111	7 850	11 023
. Autres crédits	44 290	42 209	39 315	46 917	47 301	46 056	46 115
dont :							
Obligat. caution.	*928*	*962*	*1 038*	*1 130*	*1 043*	*947*	*1 361*
ACTIF = PASSIF	**41 582**	**39 455**	**40 332**	**43 841**	**48 005**	**42 950**	**50 189**
Masse monétaire	39 175	38 261	40 394	42 515	46 478	42 353	46 435
— Circulation fiduciaire	14 229	12 724	12 486	13 500	14 956	10 793	14 181
— Dépôts en C.C.P.	1 829	2 354	1 519	2 138	1 902	1 613	1 487
— Dépôts en banque	23 117	23 183	26 389	26 877	29 620	29 947	30 767
. Organ. publics	5 071	6 309	9 142	10 785	9 968	9 007	9 160
. Autres	18 046	16 874	17 247	16 092	19 652	20 940	21 607
Autres éléments (net)	2 407	1 194	— 62	1 326	1 527	597	3 754

Source : B.C.E.A.O.

NIGER — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	18 018	16 314	21 204	21 294
Crédit intérieur	13 790	16 234	16 873	16 262
— Position nette du Gouvernement	— 12 530	— 12 326	— 15 511	— 16 410
— Crédits à l'économie	26 320	28 560	32 384	32 672
. Créd. de campagne	1 022	4 016	786	2 088
. Autres crédits	25 298	24 544	31 598	30 584
dont :				
Obligat. caution.	*688*	*844*	*694*	*1 082*
ACTIF = PASSIF	**31 808**	**32 548**	**38 077**	**37 556**
Masse monétaire	27 401	29 239	32 734	37 637
— Circulation fiduciaire	11 074	13 415	13 929	14 847
— Dépôts en C.C.P.	631	687	686	873
— Dépôts en banque	15 696	15 137	18 119	21 917
. Organ.publics	5 267	5 380	7 273	6 545
. Autres	10 429	9 757	10 846	15 372
Autres éléments (net)	4 407	3 309	5 343	— 81

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	16 142	15 211	10 585	17 457	19 143	14 869	13 271
Crédit intérieur	24 553	33 233	38 577	42 360	46 612	47 891	46 310
— Position nette du Gouvernement	— 11 015	— 11 121	— 12 595	— 11 876	— 10 894	— 12 542	— 17 267
— Crédits à l'économie	35 568	44 354	51 172	54 236	57 506	60 433	63 577
. Créd. de campagne	1 200	984	3 050	4 666	5 375	5 000	7 167
. Autres crédits	34 368	43 370	48 122	49 570	52 131	55 433	56 410
dont :							
Obligat. caution.	*1 225*	*1 680*	*1 130*	*1 493*	*1 389*	*1 288*	*1 534*
ACTIF = PASSIF	**40 695**	**48 444**	**49 162**	**59 817**	**65 755**	**62 760**	**59 581**
Masse monétaire	39 550	45 501	44 034	54 197	61 176	55 445	54 219
— Circulation fiduciaire	16 361	17 868	16 392	19 736	21 304	22 686	21 830
— Dépôts en C.C.P.	1 005	1 096	855	742	921	847	832
— Dépôts en banque	22 184	26 537	26 787	33 719	38 951	31 912	31 557
. Organ. publics	7 974	9 669	12 876	16 688	15 494	9 517	9 820
. Autres	14 210	16 868	13 911	17 031	23 457	22 395	21 737
Autres éléments (net)	1 145	2 943	5 128	5 620	4 579	7 315	5 362

Source : B.C.E.A.O.

SÉNÉGAL — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	— 19 021	— 17 258	— 22 790	— 20 173
Crédit intérieur	135 917	136 992	159 148	162 723
— Position nette du Gouvernement	9 830	14 021	16 805	16 663
— Crédits à l'économie	126 087	122 971	142 343	146 060
. Créd. de campagne	25 879	15 259	14 906	17 455
. Autres crédits	100 208	107 712	127 437	128 605
dont :				
Obligat. caution.	*845*	*836*	*1 075*	*1 305*
ACTIF = PASSIF	**116 896**	**119 734**	**136 358**	**142 550**
Masse monétaire	107 229	113 648	126 232	130 967
— Circulation fiduciaire	29 416	33 741	33 606	39 468
— Dépôts en C.C.P.	3 046	2 462	3 045	2 886
— Dépôts en banque	74 767	77 445	89 581	88 613
. Organ. publics	3 108	3 330	3 036	3 070
. Autres	71 659	74 115	86 545	85 543
Autres éléments (net)	9 667	6 086	10 126	11 583

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	— 23 791	— 34 552	— 37 400	— 43 212	— 58 063	— 60 277	— 63 213
Crédit intérieur	173 618	180 576	186 423	213 349	243 292	250 751	255 258
— Position nette du Gouvernement	14 886	19 880	15 070	15 999	17 797	21 180	17 022
— Crédits à l'économie	158 732	160 696	171 354	197 350	225 495	229 571	238 236
. Créd. de campagne	23 049	12 728	12 593	20 390	42 721	44 137	36 003
. Autres crédits	135 683	147 968	158 761	179 960	182 774	185 434	202 233
dont :							
Obligat. caution.	*1 872*	*1 701*	*1 670*	*1 815*	*1 871*	*2 066*	*2 115*
ACTIF = PASSIF	**149 827**	**146 024**	**149 024**	**170 137**	**185 229**	**190 474**	**192 045**
Masse monétaire	139 734	138 225	140 666	158 834	171 478	178 362	174 944
— Circulation fiduciaire	41 058	37 505	34 894	46 225	51 046	46 100	41 616
— Dépôts en C.C.P.	3 833	4 312	4 382	3 662	4 683	4 990	5 093
— Dépôts en banque	94 843	96 408	101 390	108 947	115 749	127 271	128 235
. Organ. publics	3 617	1 747	1 637	3 056	6 282	6 133	5 882
. Autres	91 226	94 661	99 753	105 891	109 467	121 138	122 353
Autres éléments (net)	10 093	7 799	8 358	11 303	13 751	12 112	17 101

Source : B.C.E.A.O.

TOGO — SITUATION DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	4 610	9 570	7 058	1 209
Crédit intérieur	32 128	33 387	40 599	46 437
— Position nette du Gouvernement	1 481	1 159	529	1 852
— Crédits à l'économie	30 647	32 228	40 070	44 585
. Créd. de campagne	629	1 575	920	1 000
. Autres crédits	30 018	30 653	39 150	43 585
dont :				
Obligat. caution.	*337*	*347*	*1 018*	*1 119*
ACTIF = PASSIF	**36 738**	**42 957**	**47 657**	**47 646**
Masse monétaire	32 981	41 211	45 170	48 078
— Circulation fiduciaire	11 506	14 195	14 488	15 972
— Dépôts en C.C.P.	586	558	606	572
— Dépôts en banque	20 889	26 458	30 076	31 534
. Organ. publics	7 126	8 293	7 284	8 312
. Autres	13 763	18 165	22 792	23 222
Autres éléments (net)	3 757	1 746	2 487	— 432

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	3 125	6 934	6 035	6 889	6 363	5 625	8 282
Crédit intérieur	49 018	52 566	57 128	57 759	61 134	63 910	65 175
— Position nette du Gouvernement	3 059	5 290	6 891	6 177	6 155	9 003	8 362
— Crédits à l'économie	45 959	47 276	50 237	51 582	54 979	54 907	56 813
. Créd. de campagne	1 407	896	845	1 145	998	1 064	1 366
. Autres crédits	44 552	46 380	49 392	50 437	53 981	53 843	55 447
dont :							
Obligat. caution.	*1 213*	*1 475*	*1 499*	*1 809*	*1 815*	*1 974*	*2 001*
ACTIF = PASSIF	**52 143**	**59 500**	**63 163**	**64 648**	**67 497**	**69 535**	**73 457**
Masse monétaire	47 971	58 878	62 066	64 942	67 728	71 064	76 069
— Circulation fiduciaire	16 561	18 384	17 616	20 803	20 901	21 293	21 611
— Dépôts en C.C.P.	651	673	763	720	745	732	756
— Dépôts en banque	30 759	39 821	43 687	43 419	46 082	49 039	53 702
. Organ. publics	8 302	15 419	16 456	15 714	18 068	19 724	19 921
. Autres	22 457	24 402	27 231	27 705	28 014	29 315	33 781
Autres éléments (net)	4 172	622	1 097	— 294	— 231	— 1 529	— 2 612

Source : B.C.E.A.O.

BÉNIN — SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	2 529	3 210	1 016	3 106
Créances sur l'Etat	–	429	853	1
Créances sur les banques	9 446	7 694	10 710	9 325
Créances sur les établiss. financiers	–	–	–	–
ACTIF = PASSIF	**11 975**	**11 333**	**12 579**	**12 432**
Circulation fiduciaire	8 739	9 364	10 269	9 924
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	2 711	1 046	2 018	1 966
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	521	910	291	535
Autres dépôts	–	–	–	–
Autres éléments (net)	4	13	1	7

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	1 425	– 1 197	624	– 1 699	– 2 378	– 5 950	– 5 360
Créances sur l'Etat	509	668	1 947	2 296	1 773	5 294	5 465
Créances sur les banques	11 680	12 380	11 883	11 341	14 441	13 959	13 583
Créances sur les établiss. financiers	–	–	–	–	–	–	–
ACTIF = PASSIF	**13 614**	**11 851**	**14 454**	**11 938**	**13 836**	**13 303**	**13 688**
Circulation fiduciaire	10 063	8 775	10 519	7 955	9 629	9 148	9 846
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	3 138	2 347	3 151	1 930	2 471	2 187	1 889
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	413	556	768	2 048	1 734	1 963	1 888
Autres dépôts	–	–	–	–	–	–	–
Autres éléments (net)	–	173	16	5	2	5	65

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE — SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	1 877	7 957	63 701	32 789
Créances sur l'Etat	15 623	9 302	—	—
Créances sur les banques	81 495	103 019	103 374	165 194
Créances sur les établiss. financiers	2 680	2 918	4 054	4 363
ACTIF = PASSIF	**101 675**	**123 196**	**171 129**	**202 346**
Circulation fiducaire	79 748	106 748	93 322	137 268
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	2 830	2 385	42 332	33 155
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	18 960	13 846	35 390	30 045
Autres dépôts	27	26	84	65
Autres éléments (net)	110	191	1	1 813

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	98 171	87 616	52 043	77 180	80 313	38 668	26 354
Créances sur l'Etat	1	—	— 1	5 972	5 972	7 070	25 972
Créances sur les banques	148 935	129 845	149 435	173 548	181 675	172 280	161 432
Créances sur les établiss. financiers.	5 062	5 699	5 556	5 650	6 390	6 519	6 561
ACTIF = PASSIF	**252 169**	**223 160**	**207 033**	**262 350**	**274 350**	**224 537**	**220 319**
Circulation fiduciaire	145 985	130 379	121 578	164 469	176 272	153 870	143 166
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	32 094	50 533	62 561	40 744	50 110	39 817	47 938
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	73 607	41 951	22 640	56 365	47 312	30 435	29 170
Autres dépôts	459	260	118	182	645	119	38
Autres éléments (net)	24	37	136	590	11	296	7

Source : B.C.E.A.O.

HAUTE-VOLTA — SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a			
Avoirs extérieurs (net)	13 840	13 626	14 302	11 398
Créances sur l'Etat	—	—	1 125	1 974
Créances sur les banques	5 204	6 116	5 207	7 507
Créances sur les établiss. financiers	158	171	341	439
ACTIF = PASSIF	**19 202**	**19 913**	**20 975**	**21 318**
Circulation fiduciaire	11 012	12 848	12 161	14 749
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	6 662	6 569	7 384	5 613
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	1 525	468	1 429	922
Autres dépôts	—	—	—	4
Autres éléments (net)	3	28	1	30

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	11 594	8 409	5 216	3 629	4 243	172	6 347
Créances sur l'Etat	1 976	2 634	3 505	3 504	3 504	3 504	3 504
Créances sur les banques	6 941	7 551	8 787	13 289	13 083	10 857	10 987
Créances sur les établiss. financiers	492	523	486	403	387	332	330
ACTIF = PASSIF	**21 003**	**19 117**	**17 994**	**20 825**	**21 217**	**14 865**	**21 168**
Circulation fiduciaire	14 229	12 724	12 486	13 500	14 956	10 793	14 181
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	4 737	4 963	4 296	5 373	4 820	2 157	5 511
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	2 032	1 409	1 113	1 686	1 432	1 914	1 394
Autres dépôts	—	16	—	—	1	—	3
Autres éléments (net)	5	5	99	266	8	1	79

Source : B.C.E.A.O.

NIGER — SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	17 266	17 590	23 504	21 594
Créances sur l'Etat	1	2	727	587
Créances sur les banques	257	1 211	523	1 001
Créances sur les établiss. financiers	206	227	263	240
ACTIF = PASSIF	**17 730**	**19 030**	**25 017**	**23 422**
Circulation fiduciaire	11 074	13 415	13 929	14 847
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	4 753	4 868	9 023	6 222
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	1 691	743	2 021	2 352
Autres dépôts	8	4	6	—
Autres éléments (net)	204	—	38	1

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	16 994	16 715	14 888	23 366	22 823	16 948	17 832
Créances sur l'Etat	3 287	3 217	4 708	4 405	4 405	4 633	4 834
Créances sur les banques	1 566	5 532	7 614	6 421	5 170	10 583	13 356
Créances sur les établiss. financiers.	226	207	226	245	293	333	300
ACTIF = PASSIF	**22 073**	**25 671**	**27 436**	**34 437**	**32 691**	**32 497**	**36 322**
Circulation fiduciaire	16 361	17 868	16 392	19 736	21 304	22 686	21 830
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	5 021	6 369	9 300	7 413	5 219	7 046	12 066
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	675	1 434	1 719	6 728	6 129	2 754	2 351
Autres dépôts	12	—	2	10	5	11	5
Autres éléments (net)	4	—	23	550	34	—	70

Source : B.C.E.A.O.

SÉNÉGAL – SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	– 9 588	– 7 230	– 12 011	– 7 246
Créances sur l'Etat	3 404	3 413	8 335	8 141
Créances sur les banques	43 554	42 814	42 461	44 339
Créances sur les établiss. financiers	894	1 051	1 339	1 445
ACTIF = PASSIF	**38 264**	**40 048**	**40 124**	**46 679**
Circulation fiduciaire	29 416	33 741	33 606	39 468
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	479	978	1 147	1 429
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	8 208	4 934	5 166	5 099
Autres dépôts	95	59	201	62
Autres éléments (net)	66	336	4	621

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	– 13 372	– 18 409	– 22 463	– 22 814	– 38 636	– 39 447	– 35 789
Créances sur l'Etat	8 277	11 588	8 336	8 212	7 540	9 693	3 967
Créances sur les banques	51 828	49 232	55 195	71 164	92 947	90 218	83 335
Créances sur les établiss. financiers	1 422	1 378	1 231	1 209	1 089	1 326	1 150
ACTIF = PASSIF	**48 155**	**43 789**	**42 299**	**57 771**	**62 940**	**61 790**	**52 663**
Circulation fiduciaire	41 058	37 505	34 894	46 225	51 046	46 100	41 616
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	1 992	1 727	2 462	1 866	1 933	1 672	1 036
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	4 719	4 377	4 575	9 494	9 532	13 410	8 917
Autres dépôts	145	162	357	92	250	397	409
Autres éléments (net)	241	18	11	94	179	211	685

Source : B.C.E.A.O.

TOGO — SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	7 655	12 389	7 890	6 908
Créances sur l'Etat	2 491	2 460	5 854	6 268
Créances sur les banques	3 792	4 188	5 105	6 817
Créances sur les établiss. financiers	181	175	292	355
ACTIF = PASSIF	**14 119**	**19 212**	**19 141**	**20 348**
Circulation fiduciaire	11 506	14 195	14 488	15 972
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	449	281	655	454
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	2 159	4 729	3 994	3 901
Autres dépôts	5	3	3	15
Autres éléments (net)	—	4	1	6

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	4 754	8 365	6 285	10 596	8 277	7 661	11 127
Créances sur l'Etat	7 963	9 170	10 706	10 349	10 084	12 109	11 618
Créances sur les banques	6 640	4 617	6 316	5 092	6 931	6 777	5 976
Créances sur les établiss. financiers.	394	465	534	563	582	603	585
ACTIF = PASSIF	**19 751**	**22 617**	**23 841**	**26 600**	**25 874**	**27 150**	**29 306**
Circulation fiduciaire	16 561	18 384	17 616	20 803	20 901	21 293	21 611
Dépôts de l'Etat (y.c. encaisse)	1 083	646	849	761	977	728	667
Dépôts des banques (y.c. encaisse)	2 097	3 526	5 028	5 035	3 978	5 108	7 023
Autres dépôts	—	24	—	—	1	20	—
Autres éléments (net)	10	37	348	1	17	1	5

Source : B.C.E.A.O.

BÉNIN – SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre*	Décembre*	Septembre*	Décembre*
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	2 000	1 100	1 000	1 000
Réserves	500	500	850	600
Créances sur l'Etat	50	50	50	50
Crédits à l'économie	31 500	32 100	37 000	37 600
ACTIF = PASSIF	**34 050**	**33 750**	**38 900**	**39 250**
Dépôts des particuliers et entreprises	21 300	19 700	22 300	23 200
– Organismes publics	6 000	4 500	6 900	6 500
– Autres	15 300	15 200	15 400	16 700
Dépôts de l'Etat	3 000	3 300	5 800	6 000
Crédits de la Banque centrale	9 446	7 694	10 710	9 325
Autres éléments (net)	304	3 056	90	725

	1978				1979		
	Mars*	Juin*	Sept*.	Déc.*	Mars*	Juin*	Sept.*
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	– 200	– 200	– 200	– 200	7 800	8 700	8 400
Réserves	600	600	600	3 600	3 000	3 000	2 000
Créances sur l'Etat	50	50	270	250	500	500	770
Crédits à l'économie	42 000	43 000	43 500	45 100	52 500	52 600	50 000
ACTIF = PASSIF	**42 450**	**43 450**	**44 170**	**48 750**	**63 800**	**64 800**	**61 170**
Dépôts des particuliers et entreprises	21 900	24 500	23 200	28 600	32 500	34 100	31 000
– Organismes publics	6 500	7 000	7 000	8 000	10 500	10 500	10 000
– Autres	15 400	17 500	16 200	20 600	22 000	23 600	21 000
Dépôts de l'Etat	5 770	4 820	10 000	8 000	15 600	15 300	18 000
Crédits de la Banque centrale	11 680	12 380	11 883	11 341	14 441	13 959	13 583
Autres éléments (net)	3 100	1 750	– 913	809	1 259	1 441	– 1 413

Source : B.C.E.A.O.
*Estimation.

COTE D'IVOIRE — SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
		Millions de francs c.f.a.		
Avoirs extérieurs (net)	– 26 218	– 25 937	– 14 628	– 15 358
Réserves	18 988	12 041	33 257	30 004
Créances sur l'Etat	1 475	5 125	3 143	2 812
Crédits à l'économie	326 991	377 321	475 726	581 320
ACTIF = PASSIF	**321 236**	**368 550**	**497 498**	**598 778**
Dépôts des particuliers et entreprises	204 682	241 344	336 260	384 783
— Organismes publics	73 460	99 468	161 418	190 503
— Autres	131 222	141 876	174 842	194 280
Dépôts de l'Etat	27 834	23 581	27 036	28 600
Crédits de la Banque centrale	81 495	103 430	103 373	165 195
Autres éléments (net)	7 225	195	30 829	20 200

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Avoirs extérieurs (net)	– 10 632	– 17 732	– 19 373	– 52 903	– 31 958	– 41 002	– 50 631
Réserves	70 939	38 870	20 400	55 524	46 537	26 623	31 972
Créances sur l'Etat	2 640	657	709	6 413	14 546	14 740	17 191
Crédits à l'économie	589 381	576 760	590 466	673 342	703 858	714 992	721 116
ACTIF = PASSIF	**652 328**	**598 555**	**592 202**	**682 376**	**732 983**	**715 353**	**719 648**
Dépôts des particuliers et entreprises	447 270	403 258	374 584	414 347	459 827	442 653	442 735
— Organismes publics	230 907	185 410	152 491	158 815	183 862	159 686	162 717
— Autres	216 363	217 848	222 093	255 532	275 965	282 967	280 018
Dépôts de l'Etat	21 527	31 672	31 393	64 431	52 794	58 748	73 295
Crédits de la Banque centrale	148 936	129 845	149 436	173 529	182 877	173 379	162 322
Autres éléments (net)	34 595	33 780	36 789	30 069	37 485	40 573	41 296

Source : B.C.E.A.O.

HAUTE-VOLTA — SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	– 5 231	– 6 812	– 10 438	– 11 783
Réserves	1 397	573	1 031	894
Créances sur l'Etat	5 067	4 841	4 482	1 937
Crédits à l'économie	27 111	31 776	37 751	44 504
ACTIF = PASSIF	**28 344**	**30 378**	**32 826**	**35 552**
Dépôts des particuliers et entreprises	15 493	17 637	18 149	19 459
– Organismes publics	4 465	4 592	5 507	4 799
– Autres	11 028	13 045	12 642	14 660
Dépôts de l'Etat	6 006	5 832	6 344	6 585
Crédits de la Banque centrale	5 203	6 116	5 207	7 507
Autres éléments (net)	1 642	793	3 126	2 001

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	– 13 685	– 13 503	– 11 350	– 11 316	– 9 439	– 10 673	– 9 447
Réserves	1 772	1 250	918	1 498	1 052	1 681	1 256
Créances sur l'Etat	2 902	3 307	4 763	5 905	5 705	5 939	6 568
Crédits à l'économie	48 071	47 384	48 170	53 279	54 982	52 627	55 446
ACTIF = PASSIF	**39 060**	**38 438**	**42 501**	**49 366**	**52 300**	**49 574**	**53 823**
Dépôts des particuliers et entreprises	23 118	23 167	26 390	26 877	29 619	29 947	30 763
– Organismes publics	5 071	6 309	9 142	10 785	9 968	9 007	9 160
– Autres	18 047	16 858	17 248	16 092	19 651	20 940	21 603
Dépôts de l'Etat	6 859	6 695	7 681	8 328	8 459	8 406	8 536
Crédits de la Banque centrale	6 941	7 550	8 787	13 289	13 083	10 857	10 987
Autres éléments (net)	2 142	1 030	– 357	872	1 139	364	3 537

Source : B.C.E.A.O.

NIGER — SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
		Millions de francs c.f.a.		
Avoirs extérieurs (net)	752	— 1 276	— 2 300	— 300
Réserves	1 405	703	1 972	2 230
Créances sur l'Etat	3 582	4 388	6 420	4 795
Crédits à l'économie	25 427	27 490	31 427	31 350
ACTIF = PASSIF	**31 166**	**31 305**	**37 519**	**38 075**
Dépôts des particuliers et entreprises	15 687	15 133	18 113	21 917
— Organismes publics	5 266	5 381	7 272	6 545
— Autres	10 421	9 752	10 841	15 372
Dépôts de l'Etat	11 304	11 691	13 627	15 361
Crédits de la Banque centrale	257	1 211	523	1 001
Autres éléments (net)	3 918	3 270	5 256	— 204

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Avoirs extérieurs (net)	— 851	— 1 504	— 4 303	— 5 908	— 3 680	— 2 079	— 4 561
Réserves	692	1 322	1 801	6 776	6 130	2 747	2 665
Créances sur l'Etat	5 220	5 321	4 942	5 163	5 810	6 060	5 879
Crédits à l'économie	34 117	42 467	49 816	52 498	55 824	58 812	61 743
ACTIF = PASSIF	**39 178**	**47 606**	**52 256**	**58 529**	**64 084**	**65 540**	**65 726**
Dépôts des particuliers et entreprises	22 172	26 537	26 784	33 709	38 946	31 901	31 552
— Organismes publics	7 974	9 669	12 876	16 678	15 494	9 517	9 820
— Autres	14 198	16 868	13 908	17 031	23 452	22 384	21 732
Dépôts de l'Etat	14 282	12 706	12 671	13 280	15 422	15 748	15 212
Crédits de la Banque centrale	1 566	5 532	7 614	6 422	5 169	10 583	13 373
Autres éléments (net)	1 158	2 831	5 187	5 118	4 547	7 308	5 589

Source : B.C.E.A.O.

SÉNÉGAL — SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Avoirs extérieurs (net)	– 9 433	– 10 029	– 10 779	– 12 927
Réserves	8 078	5 169	4 746	5 425
Créances sur l'Etat	14 882	14 401	12 219	12 592
Crédits à l'économie	124 348	121 083	139 928	143 309
ACTIF = PASSIF	**137 875**	**130 624**	**146 114**	**148 399**
Dépôts des particuliers et entreprises	74 672	77 386	89 379	88 551
— Organismes publics	3 013	3 279	3 027	3 009
— Autres	71 659	74 107	86 352	85 542
Dépôts de l'Etat	10 179	4 440	4 572	4 222
Crédits de la Banque centrale	43 553	42 814	42 460	44 340
Autres éléments (net)	9 471	5 984	9 703	11 286

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Avoirs extérieurs (net)	– 10 418	– 16 143	– 14 937	– 20 397	– 19 427	– 20 829	– 27 423
Réserves	3 976	4 038	5 044	9 148	9 012	12 287	6 828
Créances sur l'Etat	11 323	12 125	12 072	12 261	14 638	14 875	15 541
Crédits à l'économie	155 436	157 617	168 541	194 326	222 535	226 178	234 971
ACTIF = PASSIF	**160 317**	**157 637**	**170 720**	**195 338**	**226 758**	**232 512**	**229 917**
Dépôts des particuliers et entreprises	94 698	96 246	101 033	108 847	115 497	126 873	127 827
— Organismes publics	3 617	1 743	1 362	3 056	6 120	6 133	5 559
— Autres	91 081	94 503	99 671	105 791	109 377	120 740	122 268
Dépôts de l'Etat	4 683	4 717	5 675	4 455	5 260	4 640	4 428
Crédits de la Banque centrale	51 828	49 231	55 196	71 165	92 796	90 218	83 509
Autres éléments (net)	9 108	7 443	8 816	10 871	13 205	10 780	14 153

Source : B.C.E.A.O.

TOGO — SITUATION DES BANQUES

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
		Millions de francs c.f.a.		
Avoirs extérieurs (net)	– 3 045	– 2 819	– 832	– 5 699
Réserves	1 638	4 231	3 852	3 859
Créances sur l'Etat	87	30	105	623
Crédits à l'économie	30 129	31 705	38 560	43 111
ACTIF = PASSIF	**28 809**	**33,147**	**41 685**	**41 894**
Dépôts des particuliers et entreprises	20 884	26 455	30 073	31 519
– Organismes publics	7 126	8 293	7 284	8 312
– Autres	13 758	18 162	22 789	23 207
Dépôts de l'Etat	898	1 261	4 162	4 038
Crédits de la Banque centrale	3 792	4 187	5 105	6 816
Autres éléments (net)	3 235	1 244	2 345	– 479

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
			Millions de francs c.f.a.				
Avoirs extérieurs (net)	– 1 630	– 1 431	– 306	– 3 708	– 1 914	– 2 036	– 2 844
Réserves	2 038	3 456	4 929	4 926	3 831	4 708	6 697
Créances sur l'Etat	994	815	888	1 267	1 143	1 935	2 105
Crédits à l'économie	44 352	45 335	48 204	49 211	52 582	52 330	54 227
ACTIF = PASSIF	**45 754**	**48 175**	**53 715**	**51 696**	**55 642**	**56 937**	**60 185**
Dépôts des particuliers et entreprises	30 760	39 796	43 687	43 419	46 081	49 019	53 702
– Organismes publics	8 302	15 418	16 456	15 714	18 068	19 724	19 921
– Autres	22 458	24 378	27 231	27 705	28 013	29 295	33 781
Dépôts de l'Etat	4 252	3 246	3 118	3 590	3 024	3 070	3 449
Crédits de la Banque centrale	6 640	4 617	6 316	5 092	6 931	6 777	5 976
Autres éléments (net)	4 102	516	594	– 405	– 394	– 1 929	– 2 942

Source : B.C.E.A.O.

BÉNIN – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	504	511	500	500
Dépôts à la Banque centrale	2 208	535	1 519	1 466
Dépôts dans les banques	3 000	3 300	5 800	6 000
Obligations cautionnées	–	–	–	–
Total des créances (–)	**5 712**	**4 346**	**7 819**	**7 966**
Concours de la Banque centrale	–	429	853	1
Concours des banques	50	50	50	50
Dépôts en C.C.P.	1 383	1 567	1 706	1 700
Mécanisme pétrolier	–	–	–	–
Total des dettes (+)	**1 433**	**2 046**	**2 609**	**1 751**
POSITION NETTE	**– 4 279**	**– 2 300**	**– 5 210**	**– 6 215**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	500	500	500	500	500	500	500
Dépôts à la Banque centrale	2 638	1 847	2 651	1 430	1 971	1 687	1 389
Dépôts dans les banques	5 770	4 820	10 000	8 000	15 600	15 300	18 000
Obligations cautionnées	–	–	–	–	–	–	–
Total des créances (–)	**8 908**	**7 167**	**13 151**	**9 930**	**18 071**	**17 487**	**19 889**
Concours de la Banque centrale	509	668	111 947	2 296	1 773	5 294	5 465
Concours des banques	50	50	270	250	500	500	770
Dépôts en C.C.P.	1 919	2 157	2 114	2 462	2 600	2 090	2 279
Mécanisme pétrolier	–	–	–	–	–	–	–
Total des dettes (+)	**2 478**	**2 875**	**4 331**	**5 008**	**4 873**	**7 884**	**8 514**
POSITION NETTE	**– 6 430**	**– 4 292**	**– 8 820**	**– 4 922**	**– 13 198**	**– 9 603**	**– 11 375**

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE — POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	462	479	583	374
Dépôts à la Banque centrale	2 368	1 906	41 749	32 781
Dépôts dans les banques	27 834	23 581	27 036	28 600
Obligations cautionnées	14 143	11 652	18 394	19 432
Total des créances (—)	**44 807**	**37 618**	**87 762**	**81 187**
Concours de la Banque centrale	15 623	9 302	—	—
Concours des banques	1 475	5 125	3 143	2 812
Dépôts en C.C.P.	3 870	1 644	2 374	2 370
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**20 968**	**16 071**	**5 517**	**5 182**
POSITION NETTE	**— 23 839**	**— 21 547**	**— 82 245**	**— 76 005**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	569	561	511	407	632	675	739
Dépôts à la Banque centrale	31 525	49 972	62 050	40 337	49 478	39 142	47 199
Dépôts dans les banques	21 527	31 672	31 393	64 431	52 794	58 748	73 295
Obligations cautionnées	16 288	14 407	18 419	17 323	15 604	18 252	17 430
Total des créances (—)	**69 909**	**96 612**	**112 373**	**122 498**	**118 508**	**116 817**	**138 663**
Concours de la Banque centrale	1	—	—	1	5 972	5 972	7 070	25 972
Concours des banques	2 640	657	709	6 413	14 546	14 740	17 191
Dépôts en C.C.P.	2 806	1 979	2 839	2 606	—	—	—
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**5 447**	**2 636**	**3 549**	**14 991**	**20 518**	**21 810**	**43 163**
POSITION NETTE	**— 64 462**	**— 93 976**	**— 108 824**	**— 107 507**	**— 97 990**	**— 95 007**	**— 95 500**

Source : B.C.E.A.O.

HAUTE-VOLTA — POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	479	603	576	635
Dépôts à la Banque centrale	6 182	5 966	6 808	4 978
Dépôts dans les banques	6 006	5 833	6 344	6 585
Obligations cautionnées	403	462	643	806
Total des créances (—)	**13 070**	**12 864**	**14 371**	**13 004**
Concours de la Banque centrale	—	—	1 124	1 974
Concours des banques	5 067	4 841	4 482	1 937
Dépôts en C.C.P.	1 249	1 066	1 111	1 359
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**6 316**	**5 907**	**6 717**	**5 270**
POSITION NETTE	**— 6 754**	**— 6 957**	**— 7 654**	**— 7 734**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	768	745	636	771	949	940	994
Dépôts à la Banque centrale	3 969	4 218	3 660	4 602	3 871	1 217	4 517
Dépôts dans les banques	6 859	6 690	7 681	8 328	8 459	8 406	8 536
Obligations cautionnées	928	962	1 038	1 130	1 043	947	1 361
Total des créances (—)	**12 524**	**12 615**	**13 015**	**14 831**	**14 322**	**11 510**	**15 408**
Concours de la Banque centrale	1 976	2 634	3 505	3 504	3 504	3 504	3 504
Concours des banques	2 902	3 307	4 763	5 905	5 705	5 938	6 568
Dépôts en C.C.P.	1 829	2 354	1 519	2 138	1 902	1 613	1 487
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**6 707**	**8 295**	**9 787**	**11 547**	**11 111**	**11 055**	**11 559**
POSITION NETTE	**— 5 817**	**— 4 320**	**— 3 228**	**— 3 284**	**— 3 211**	**— 455**	**— 3 849**

Source : B.C.E.A.O.

NIGER — POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	274	899	460	442
Dépôts à la Banque centrale	4 479	3 969	8 563	5 780
Dépôts dans les banques	11 303	11 691	13 627	15 361
Obligations cautionnées	688	844	694	1 082
Total des créances (—)	**16 744**	**17 403**	**23 344**	**22 665**
Concours de la Banque centrale	1	2	727	587
Concours des banques	3 582	4 388	6 420	4 795
Dépôts en C.C.P.	631	687	686	873
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**4 214**	**5 077**	**7 833**	**6 255**
POSITION NETTE	**— 12 530**	**— 12 326**	**— 15 511**	**— 16 410**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	493	440	503	658	446	571	500
Dépôts à la Banque centrale	4 528	5 929	8 797	6 755	4 773	6 475	11 577
Dépôts dans les banques	14 282	12 706	12 671	13 280	15 422	15 748	15 212
Obligations cautionnées	1 225	1 680	1 130	1 493	1 389	1 288	1 534
Total des créances (—)	**20 528**	**20 755**	**23 101**	**22 186**	**22 030**	**24 082**	**28 823**
Concours de la Banque centrale	3 287	3 217	4 708	4 405	4 405	4 633	4 834
Concours des banques	5 220	5 321	4 942	5 164	5 810	6 060	5 879
Dépôts en C.C.P.	1 005	1 096	855	742	921	847	832
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**9 512**	**9 634**	**10 505**	**10 311**	**11 136**	**11 540**	**11 545**
POSITION NETTE	**— 11 016**	**— 11 121**	**— 12 596**	**— 11 875**	**— 10 894**	**— 12 542**	**— 17 278**

Source : B.C.E.A.O.

SÉNÉGAL — POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	289	573	612	658
Dépôts à la Banque centrale	190	405	535	771
Dépôts dans les banques	10 179	4 440	4 572	4 222
Obligations cautionnées	845	836	1 075	1 305
Total des créances (—)	**11 503**	**6 254**	**6 794**	**6 956**
Concours de la Banque centrale	3 404	3 413	8 335	8 141
Concours des banques	14 882	14 401	12 219	12 592
Dépôts en C.C.P.	3 047	2 461	3 045	2 886
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**21 333**	**20 275**	**23 599**	**23 619**
POSITION NETTE	**+ 9 830**	**+ 14 021**	**+ 16 805**	**+ 16 663**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	880	314	376	300	457	382	386
Dépôts à la Banque centrale	1 111	1 413	2 086	1 566	1 476	1 290	650
Dépôts dans les banques	4 683	4 717	5 675	4 455	5 260	4 640	4 428
Obligations cautionnées	1 873	1 701	1 670	1 815	1 871	2 066	2 115
Total des créances (—)	**8 547**	**8 145**	**9 807**	**8 136**	**9 064**	**8 378**	**7 579**
Concours de la Banque centrale	8 277	11 588	8 336	8 212	7 540	9 693	3 967
Concours des banques	11 323	12 125	12 159	12 261	14 638	14 876	15 541
Dépôts en C.C.P.	3 833	4 312	4 381	3 662	4 683	4 990	5 093
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**23 433**	**28 025**	**24 876**	**24 135**	**26 861**	**29 559**	**24 601**
POSITION NETTE	**+ 14 886**	**+ 19 880**	**+ 15 069**	**+ 15 999**	**+ 17 797**	**+ 21 181**	**+ 17 022**

Source : B.C.E.A.O.

TOGO — POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1976		1977	
	Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	Millions de francs c.f.a.			
Billets et monnaies	448	280	655	454
Dépôts à la Banque centrale	—	1	—	—
Dépôts dans les banques	898	1 261	4 162	4 038
Obligations cautionnées	337	347	1 218	1 119
Total des créances (—)	**1 683**	**1 889**	**6 035**	**5 611**
Concours de la Banque centrale	2 491	2 460	5 854	6 268
Concours des banques	87	30	105	623
Dépôts en C.C.P.	586	558	606	572
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**3 164**	**3 048**	**6 565**	**7 463**
POSITION NETTE	**+ 1 481**	**+ 1 159**	**+ 530**	**+ 1 852**

	1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.						
Billets et monnaies	1 083	646	848	717	934	684	667
Dépôts à la Banque centrale	—	—	1	44	43	44	—
Dépôts dans les banques	4 252	3 246	3 118	3 590	3 024	3 070	3 449
Obligations cautionnées	1 213	1 475	1 499	1 808	1 815	1 974	2 001
Total des créances (—)	**6 548**	**5 367**	**5 466**	**6 159**	**5 816**	**5 772**	**6 117**
Concours de la Banque centrale	7 963	9 170	10 706	10 349	10 084	12 109	11 618
Concours des banques	994	815	888	1 267	1 143	1 935	2 105
Dépôts en C.C.P.	651	673	763	720	745	732	756
Mécanisme pétrolier	—	—	—	—	—	—	—
Total des dettes (+)	**9 608**	**10 658**	**12 357**	**12 336**	**11 972**	**14 776**	**14 479**
POSITION NETTE	**+ 3 060**	**+ 5 291**	**+ 6 891**	**+ 6 177**	**+ 6 156**	**+ 9 004**	**+ 8 362**

Source : B.C.E.A.O.

BÉNIN — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs c.f.a.						
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	3 570	3 275	3 013	3 237	3 646	5 131	5 336	5 833	7 324	8 538	7 458
Mines	11	11	11	12	12	12	66	92	91	76	77
Industries	5 044	5 474	6 953	7 081	6 844	7 309	8 289	8 226	9 534	9 090	10 260
— *Eau. Gaz. Electricité*	—	—	—	—	*68*	*64*	—	—	*84*	—	—
— *Raffinage de produits pétroliers*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Industries alimentaires*	*479*	*400*	*534*	*442*	*652*	*834*	*1 300*	*1 741*	*1 988*	*1 832*	*1 585*
— *Industries non alimentaires*	*3 054*	*3 506*	*4 652*	*4 798*	*4 836*	*5 058*	*5 836*	*5 415*	*6 223*	*6 091*	*7 376*
— *Travaux publics. Génie civil*	*1 473*	*1 512*	*1 712*	*1 793*	*1 226*	*1 290*	*1 101*	*968*	*1 133*	*1 060*	*1 222*
— *Construction de maisons d'habitation*	*38*	*56*	*55*	*48*	*62*	*63*	*52*	*102*	*106*	*107*	*77*
Services	9 975	10 324	11 440	12 110	13 305	13 591	13 040	15 821	18 774	17 476	19 450
— *Transport. Transit*	*869*	*864*	*914*	*1 235*	*1 575*	*1 601*	*2 009*	*1 902*	*1 936*	*2 251*	*2 595*
— *Commerce* { *Export. prod. agricoles*	*18*	*18*	*22*	*22*	*22*	*22*	*22*	*24*	*25*	*29*	*29*
— *Commerce* { *Autres*	*8 582*	*8 496*	*9 806*	*10 155*	*10 910*	*10 996*	*9 763*	*12 358*	*14 924*	*13 566*	*14 406*
— *Etablissements financiers inscrits*	*5*	*5*	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Autres services*	*501*	*941*	*698*	*698*	*798*	*972*	*1 246*	*1 537*	*1 889*	*1 630*	*2 420*
Personnes physiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits non classés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**18 600**	**19 084**	**21 417**	**22 440**	**23 807**	**26 043**	**26 731**	**29 972**	**35 723**	**35 180**	**37 245**
dont *Crédits de campagne*	*3 453*	*2 552*	*1 900*	*3 000*	*4 000*	*4 000*	*2 000*	*2 000*	*4 000*	*3 000*	*3 000*
Crédits bancaires non recensés	**11 400**	**10 916**	**8 483**	**7 960**	**10 193**	**8 957**	**6 769**	**5 028**	**277**	**1 580**	**2 155**
Obligations cautionnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	**30 000**	**30 000**	**29 900**	**30 400**	**34 000**	**35 000**	**33 500**	**35 000**	**36 000**	**36 760**	**39 400**

COTE D'IVOIRE — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	36 978	43 833	48 078	52 538	35 721	32 444	26 448	30 755	26 646	20 765	21 092
Mines	799	786	812	1 063	1 149	1 162	1 273	994	877	1 152	1 440
Industries	79 978	88 421	86 966	107 046	124 570	130 996	138 699	150 106	172 618	179 033	172 633
— *Eau. Gaz. Electricité*	*806*	—	*1 290*	*3 577*	*6 055*	*8 160*	*5 005*	*8 770*	*11 888*	*12 725*	*9 177*
— *Raffinage de produits pétroliers*	*2 853*	*5 250*	*1 306*	*4 157*	*5 961*	*4 355*	*2 592*	*1 446*	*3 225*	*7 407*	*6 116*
— *Industries alimentaires*	*21 383*	*20 378*	*16 431*	*19 339*	*25 858*	*28 540*	*34 668*	*41 274*	*51 072*	*48 761*	*46 554*
— *Industries non alimentaires*	*32 752*	*37 161*	*38 267*	*44 142*	*46 399*	*46 763*	*52 703*	*57 799*	*59 317*	*59 977*	*58 764*
— *Travaux publics. Génie civil*	*13 452*	*14 176*	*14 582*	*17 237*	*22 044*	*23 470*	*26 175*	*21 538*	*27 413*	*30 145*	*31 596*
— *Construction de maisons d'habitation*	*8 732*	*11 456*	*15 090*	*18 594*	*18 253*	*19 708*	*17 556*	*19 279*	*19 703*	*20 018*	*20 426*
Services	167 402	151 680	147 075	202 560	203 904	168 641	170 663	215 372	220 427	212 294	182 166
— *Transport. Transit*	*7 634*	*9 233*	*10 603*	*12 933*	*13 557*	*15 409*	*27 531*	*19 003*	*13 208*	*15 971*	*17 976*
— *Commerce* — *Export. prod. agricoles*	*88 078*	*61 888*	*41 230*	*90 642*	*96 354*	*46 006*	*34 936*	*83 845*	*95 732*	*86 650*	*59 218*
— *Commerce* — *Autres*	*56 647*	*65 369*	*77 403*	*81 460*	*75 234*	*87 143*	*87 524*	*91 080*	*88 457*	*93 351*	*89 542*
— *Etablissements financiers inscrits (a)*	*8 564*	*8 881*	*9 968*	*9 937*	*11 943*	*13 035*	*13 202*	*12 738*	*14 850*	*6 718*	*7 244*
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	*6*	*31*	*104*	*114*	*454*	*41*	*129*	*227*	*232*	*11*	*10*
— *Autres services*	*6 473*	*6 278*	*7 767*	*7 474*	*6 362*	*7 007*	*7 341*	*8 479*	*7 948*	*9 593*	*8 176*
Personnes physiques	2 050	2 376	2 806	3 165	3 368	3 663	2 965	3 637	3 959	4 036	4 840
Crédits non classés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**287 207**	**287 096**	**285 737**	**366 372**	**368 712**	**336 906**	**340 048**	**400 864**	**424 527**	**417 280**	**382 171**
dont *Crédits de campagne*	*101 178*	*74 334*	*52 623*	*98 175*	*96 324*	*44 564*	*37 681*	*83 680*	*94 172*	*83 081*	*52 799*
Crédits bancaires non recensés	**51 015**	**48 521**	**53 207**	**72 127**	**70 218**	**75 428**	**71 476**	**82 119**	**71 064**	**76 205**	**86 118**
Obligations cautionnées	**9 217**	**19 269**	**18 394**	**19 432**	**16 288**	**14 407**	**18 419**	**17 323**	**15 604**	**18 253**	**17 430**
TOTAL	**347 439**	**354 886**	**357 338**	**457 931**	**455 218**	**426 741**	**429 943**	**500 306**	**511 195**	**511 738**	**485 719**

(a) Y compris les crédits consentis par les établissements financiers réescomptés par la Banque centrale

HAUTE-VOLTA — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	199	111	67	129	379	277	348	492	429	382	396
Mines	—	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries	6 142	5 574	7 578	8 839	9 176	8 864	8 964	10 180	10 822	10 160	10 507
— *Eau. Gaz. Electricité*	—	—	—	—	*38*	—	*50*	*50*	*50*	*50*	—
— *Raffinage de produits pétroliers*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Industries alimentaires*	*3 764*	*3 091*	*3 640*	*3 529*	*4 196*	*3 962*	*4 180*	*4 998*	*5 301*	*4 878*	*4 909*
— *Industries non alimentaires*	*1 222*	*1 246*	*2 676*	*3 375*	*2 910*	*3 017*	*3 004*	*3 006*	*3 266*	*3 586*	*4 179*
— *Travaux publics. Génie civil*	*1 156*	*1 237*	*1 262*	*1 926*	*2 023*	*1 876*	*1 721*	*2 117*	*2 196*	*1 637*	*1 410*
— *Construction de maisons d'habitation*	—	—	—	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*
Services	7 482	6 873	6 982	8 732	10 655	10 875	11 543	12 888	13 927	12 332	14 018
— *Transport. Transit*	*414*	*389*	*389*	*453*	*408*	*430*	*498*	*665*	*504*	*357*	*469*
— *Commerce* — *Exp. prod. agricoles*	*2 964*	*2 081*	*1 466*	*2 331*	*4 085*	*3 842*	*3 675*	*4 970*	*6 597*	*5 608*	*6 799*
— *Commerce* — *Autres*	*3 414*	*3 674*	*4 294*	*4 903*	*5 041*	*5 481*	*6 171*	*6 207*	*5 816*	*5 475*	*5 898*
— *Etablissements financiers inscrits (a)*	*562*	*624*	*719*	*908*	*948*	*959*	*966*	*914*	*881*	*758*	*717*
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Autres services*	*128*	*105*	*114*	*137*	*173*	*163*	*233*	*132*	*129*	*134*	*135*
Personnes physiques	135	190	282	273	276	135	349	396	467	446	395
Crédits non classés ailleurs	1 299	1 060	1 931	2 419	1 969	1 981	2 243	2 066	2 417	2 418	3 704
Total	**15 257**	**13 858**	**16 840**	**20 392**	**22 455**	**22 132**	**23 447**	**26 022**	**28 062**	**25 738**	**29 020**
dont *Crédits de campagne*	*4 682*	*3 374*	*2 857*	*4 705*	*5 201*	*6 660*	*10 380*	*7 895*	*9 111*	*7 850*	*11 023*
Crédits bancaires non recensés	**2 946**	**3 694**	**4 171**	**5 679**	**6 433**	**5 735**	**5 170**	**4 787**	**4 110**	**5 291**	**3 832**
Obligations cautionnées	**713**	**730**	**643**	**807**	**928**	**962**	**1 037**	**1 130**	**1 043**	**947**	**1 361**
TOTAL	**18 916**	**18 282**	**21 654**	**26 878**	**29 816**	**28 829**	**29 654**	**31 939**	**33 215**	**31 976**	**34 213**

(a) Y compris les crédits consentis par les établissements financiers réescomptés par la Banque centrale.

NIGER — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs c.f.a.						
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture.	311	231	640	798	983	1 324	1 574	2 337	2 541	2 274	2 259
Mines	9	–	17	79	109	964	7 060	2 780	4 231	3 949	2 991
Industries	4 769	5 979	5 525	5 021	6 424	8 299	6 267	7 028	6 579	7 752	10 180
– Eau. Gaz. Electricité	*209*	*167*	*75*	*101*	*30*	*160*	*90*	*66*	*32*	*207*	*1 732*
– Raffinage de produits pétroliers	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
– Industries alimentaires	*847*	*1 073*	*974*	*979*	*913*	*952*	*1 034*	*1 156*	*952*	*1 145*	*1 658*
– Industries non alimentaires	*2 276*	*2 728*	*2 444*	*2 528*	*3 046*	*3 213*	*1 071*	*1 779*	*1 662*	*1 693*	*2 228*
– Travaux publics. Génie civil	*1 428*	*1 953*	*2 018*	*1 413*	*2 430*	*3 954*	*4 066*	*4 017*	*3 923*	*4 678*	*4 529*
– Construction de maisons d'habitation	*9*	*58*	*14*	–	*5*	*10*	*6*	*10*	*10*	*29*	*33*
Services	13 510	13 615	12 867	14 371	16 128	17 572	17 821	19 684	20 250	23 605	21 982
– Transport. Transit	*1 792*	*2 200*	*2 127*	*2 105*	*2 629*	*2 674*	*2 576*	*2 501*	*2 350*	*4 213*	*2 707*
– Commerce { *Export. prod. agricoles*	*1 645*	*764*	*194*	*132*	*268*	*1 215*	*726*	*1 180*	*1 660*	*5 923*	*912*
– Commerce { *Autres*	*9 217*	*9 724*	*9 682*	*11 101*	*12 190*	*12 741*	*13 612*	*15 155*	*15 227*	*12 351*	*17 179*
– Etablissements financiers inscrits (a)	*638*	*663*	*703*	*660*	*610*	*589*	*628*	*644*	*773*	*915*	*874*
– Assurances. Comm. métaux précieux	*13*	*13*	–	*10*	*3*	–	–	–	–	–	–
– Autres services	*205*	*251*	*161*	*363*	*428*	*353*	*279*	*204*	*240*	*203*	*310*
Personnes physiques	73	85	65	120	141	97	85	67	62	118	74
Crédits non classés ailleurs	1 047	383	501	1 010	1 150	1 672	1 143	2 511	2 405	3 259	2 705
Total	**19 719**	**20 293**	**19 615**	**21 399**	**24 935**	**29 918**	**33 950**	**34 407**	**36 068**	**40 957**	**40 191**
dont *Crédits de campagne*	*3 157*	*1 850*	*786*	*2 088*	*1 200*	*984*	*3 050*	*4 666*	*5 375*	*5 000*	*7 167*
Crédits bancaires non recensés	**3 068**	**3 863**	**3 762**	**933**	**150**	**2 265**	**2 760**	**3 121**	**3 522**	**1 719**	**3 611**
Obligations cautionnées	**1 076**	**1 063**	**694**	**1 082**	**1 225**	**1 680**	**1 130**	**1 493**	**1 389**	**1 288**	**1 534**
TOTAL	**23 863**	**25 219**	**24 071**	**23 414**	**26 310**	**33 863**	**37 840**	**39 021**	**40 979**	**43 964**	**45 336**

(a) Y compris les crédits consentis par les établissements financiers réescomptés par la Banque centrale.

SENÉGAL — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture.	4 363	4 392	3 281	4 848	4 615	6 017	5 938	6 006	8 138	6 168	5 304
Mines	580	532	474	496	293	461	243	280	276	373	498
Industries	20 184	23 455	22 555	24 956	25 739	28 613	31 498	32 593	33 635	34 788	39 475
— *Eau. Gaz. Electricité*	*362*	*673*	*987*	*736*	*1 103*	*842*	*864*	*647*	*1 023*	*843*	*871*
— *Raffinage de produits pétroliers*	*1 216*	*1 410*	*430*	*573*	*157*	*494*	*263*	*439*	—	*675*	*224*
— *Industries alimentaires*	*6 917*	*8 104*	*5 877*	*6 154*	*6 952*	*8 527*	*9 070*	*9 085*	*8 278*	*7 874*	*10 304*
— *Industries non alimentaires*	*5 973*	*7 133*	*7 801*	*9 359*	*9 469*	*9 511*	*10 289*	*10 963*	*10 759*	*10 461*	*13 032*
— *Travaux publics. Génie civil*	*5 214*	*5 495*	*6 456*	*6 990*	*7 309*	*8 321*	*9 773*	*10 019*	*11 660*	*12 957*	*12 850*
— *Construction de maisons d'habitation*	*502*	*640*	*1 004*	*1 144*	*749*	*918*	*1 239*	*1 440*	*1 915*	*1 978*	*2 194*
Services	100 218	87 604	79 055	75 819	84 753	77 613	83 917	102 479	127 026	121 767	119 556
— *Transport. Transit*	*3 586*	*3 835*	*7 099*	*4 161*	*4 380*	*4 119*	*4 866*	*4 471*	*4 808*	*4 806*	*5 171*
— *Commerce* { *Export. prod. agricoles*	*70 885*	*56 142*	*42 590*	*39 936*	*47 007*	*39 314*	*42 837*	*60 605*	*84 684*	*78 660*	*71 968*
— *Commerce* { *Autres*	*21 126*	*22 723*	*24 447*	*26 083*	*27 793*	*28 421*	*30 593*	*31 808*	*30 509*	*31 763*	*35 912*
— *Etablissements financiers inscrits (a)*	*3 626*	*3 793*	*3 545*	*3 986*	*3 777*	*3 777*	*3 552*	*3 498*	*3 362*	*3 315*	*3 340*
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	—	*13*	—	*14*	—	*8*	*32*	*32*	*943*	*538*	*77*
— *Autres services*	*995*	*1 098*	*1 374*	*1 639*	*1 796*	*1 974*	*2 037*	*2 065*	*2 720*	*2 685*	*3 088*
Personnes physiques	631	710	774	977	1 041	1 402	1 520	1 614	1 342	1 372	1 665
Crédits non classés ailleurs	129	477	284	304	152	225	497	1 941	712	754	889
Total	**126 105**	**117 170**	**106 423**	**107 400**	**116 593**	**114 331**	**123 613**	**144 913**	**171 129**	**165 222**	**167 387**
dont *Crédits de campagne*	*38 408*	*23 574*	*14 906*	*17 455*	*23 049*	*12 728*	*12 593*	*20 390*	*42 721*	*44 137*	*36 003*
Crédits bancaires non recensés	**5 241**	**6 483**	**10 570**	**9 088**	**9 464**	**11 307**	**8 433**	**11 270**	**8 704**	**15 044**	**16 369**
Obligations cautionnées	**891**	**1 020**	**1 075**	**1 305**	**1 872**	**1 701**	**1 670**	**1 815**	**1 871**	**2 066**	**2 115**
TOTAL	**132 237**	**124 673**	**118 068**	**117 793**	**127 929**	**127 339**	**133 716**	**157 998**	**181 704**	**182 332**	**185 871**

(a) A compter de mars 1976, y compris les crédits consentis par les établissements financiers réescomptés par la Banque centrale.

TOGO — RÉPARTITION DES CRÉDITS A COURT TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	542	448	566	1 027	1 217	1 229	1 305	1 227	1 241	1 284	1 221
Mines	7 185	6 929	5 908	5 656	6 559	5 625	5 338	6 986	8 529	8 015	8 372
Industries	5 055	5 662	5 387	6 479	7 323	8 269	8 116	8 547	10 759	9 748	9 574
— Eau. Gaz. Electricité	*237*	*229*	*317*	*495*	*949*	*826*	*464*	*673*	*625*	*350*	*466*
— Raffinage de produits pétroliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Industries alimentaires	*631*	*735*	*804*	*544*	*305*	*341*	*279*	*470*	*955*	*918*	*1 023*
— Industries non alimentaires	*1 718*	*1 771*	*1 917*	*1 708*	*1 975*	*2 150*	*2 448*	*2 968*	*4 797*	*4 364*	*4 699*
— Travaux publics. Génie civil	*2 469*	*2 927*	*2 349*	*3 732*	*4 094*	*4 952*	*4 925*	*4 414*	*4 357*	*4 091*	*3 352*
— Construction de maisons d'habitation	—	—	—	—	—	—	—	*22*	*25*	*25*	*34*
Services	7 809	9 290	9 621	10 596	10 913	10 918	11 645	12 060	10 963	11 482	12 011
— Transport. Transit	*406*	*398*	*448*	*531*	*711*	*775*	*680*	*808*	*712*	*866*	*946*
— Commerce — Export. prod. agricoles	—	—	—	—	—	—	—	*100*	—	—	—
— Commerce — Autres	*6 865*	*8 272*	*8 351*	*9 047*	*9 142*	*8 938*	*9 504*	*9 476*	*8 337*	*8 865*	*9 337*
— Etablissements financiers inscrits (a)	*403*	*476*	*673*	*825*	*874*	*989*	*1 232*	*1 320*	*1 368*	*1 499*	*1 382*
— Assurances. Comm. métaux précieux	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—
— Autres services	*135*	*144*	*149*	*192*	*186*	*216*	*229*	*356*	*546*	*252*	*346*
Personnes physiques	—	—	—	12	—	28	11	11	43	64	42
Crédits non classés ailleurs	26	140	259	1 197	537	568	988	772	669	775	1 010
Total	**20 617**	**22 469**	**21 741**	**24 967**	**26 549**	**26 637**	**27 403**	**29 603**	**32 204**	**31 368**	**32 230**
dont *Crédits de campagne*	*841*	*920*	*920*	*1 000*	*1 407*	*896*	*845*	*1 145*	*998*	*1 064*	*1 366*
Crédits bancaires non recensés	**5 327**	**6 469**	**8 474**	**9 145**	**8 148**	**8 570**	**8 288**	**7 149**	**7 787**	**7 917**	**8 889**
Obligations cautionnées	**651**	**965**	**1 218**	**1 119**	**1 213**	**1 475**	**1 499**	**1 809**	**1 815**	**1 974**	**2 001**
TOTAL	**26 595**	**29 903**	**31 433**	**35 231**	**35 910**	**36 682**	**37 190**	**38 561**	**41 806**	**41 259**	**43 120**

(a) Y compris les crédits consentis par les établissements financiers réescomptés par la Banque centrale.

BÉNIN — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	787	817	872	904	904	948	1 446	1 625	1 742	1 770	1 757
Mines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries	1 869	1 880	1 903	2 003	2 063	2 164	2 250	2 287	2 399	2 578	2 780
— *Eau. Gaz. Electricité*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Raffinage de produits pétroliers*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Industries alimentaires*	*749*	*824*	*849*	*908*	*1 029*	*1 080*	*1 080*	*1 080*	*1 193*	*1 354*	*1 475*
— *Industries non alimentaires*	*1 054*	*991*	*981*	*1 024*	*964*	*1 016*	*1 064*	*1 064*	*1 064*	*1 002*	*1 086*
— *Travaux publics. Génie civil*	—	—	*10*	*10*	*10*	*10*	*48*	*87*	*87*	*170*	*168*
— *Construction de maisons d'habitation*	*66*	*65*	*63*	*61*	*60*	*58*	*58*	*56*	*55*	*52*	*51*
Services	2 033	2 392	2 563	2 807	3 179	4 078	4 203	4 726	5 433	5 548	5 766
— *Transport. Transit*	*1 109*	*1 423*	*1 312*	*1 488*	*1 474*	*2 150*	*2 240*	*2 704*	*3 329*	*3 320*	*3 348*
— *Commerce* — *Export. prod. agricoles*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Commerce* — *Autres*	*422*	*413*	*365*	*910*	*706*	*765*	*747*	*745*	*769*	*886*	*912*
— *Etablissements financiers inscrits*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Autres services*	*502*	*556*	*886*	*409*	*999*	*1 163*	*1 216*	*1 277*	*1 335*	*1 342*	*1 506*
Personnes physiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits non classés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**4 689**	**5 089**	**5 338**	**5 714**	**6 146**	**7 190**	**7 899**	**8 638**	**9 574**	**9 896**	**10 303**
Crédits bancaires non recensés	**1 311**	**2 011**	**1 762**	**1 486**	**1 854**	**810**	**2 101**	**1 462**	**6 926**	**5 944**	**297**
TOTAL	**6 000**	**7 100**	**7 100**	**7 200**	**8 000**	**8 000**	**10 000**	**10 100**	**16 500**	**15 840**	**10 600**

COTE D'IVOIRE — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs c.f.a.						
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	11 188	10 983	13 618	13 642	14 786	14 565	13 771	13 883	13 633	13 635	13 946
Mines	282	263	236	210	316	485	472	632	608	670	604
Industries	50 923	51 376	68 830	71 827	77 495	79 811	91 026	98 694	111 042	119 217	137 618
— *Eau. Gaz. Electricité*	*6 528*	*6 658*	*8 193*	*7 485*	*9 227*	*10 369*	*12 832*	*14 884*	*17 528*	*17 978*	*20 280*
— *Raffinage de produits pétroliers*	*1 388*	*930*	*2 055*	*2 559*	*7 417*	*3 776*	*3 941*	*5 608*	*5 556*	*4 922*	*5 516*
— *Industries alimentaires*	*8 414*	*9 075*	*10 919*	*12 869*	*12 995*	*13 786*	*15 465*	*16 597*	*19 419*	*19 512*	*21 475*
— *Industries non alimentaires*	*17 937*	*18 184*	*23 281*	*23 991*	*22 190*	*25 677*	*26 342*	*26 991*	*28 029*	*28 628*	*32 760*
— *Travaux publics. Génie civil*	*1 944*	*2 481*	*3 543*	*3 235*	*3 096*	*3 476*	*5 944*	*5 684*	*5 307*	*6 334*	*9 504*
— *Construction de maisons d'habitation*	*14 712*	*14 048*	*20 839*	*21 688*	*22 570*	*22 727*	*26 502*	*28 930*	*35 203*	*41 843*	*48 083*
Services	26 575	26 746	29 369	30 970	30 391	38 401	36 770	39 884	42 370	39 265	46 243
— *Transport. Transit*	*9 587*	*8 968*	*10 299*	*10 171*	*9 342*	*12 860*	*10 926*	*13 408*	*15 423*	*15 026*	*20 326*
— *Commerce* { *Export. prod. agricoles*	*1 265*	*1 227*	*1 481*	*1 447*	*1 338*	*2 012*	*2 103*	*1 452*	*1 719*	*2 257*	*2 155*
— *Commerce* { *Autres*	*4 323*	*4 915*	*5 535*	*6 432*	*6 626*	*7 228*	*7 432*	*8 311*	*7 009*	*7 067*	*7 903*
— *Etablissements financiers inscrits*	*2 069*	*2 270*	*2 332*	*2 592*	*2 556*	*3 251*	*3 414*	*3 384*	*4 103*	*1 188*	*1 042*
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	*281*	*279*	*277*	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Autres services*	*9 050*	*9 087*	*9 445*	*10 328*	*10 529*	*13 050*	*12 895*	*13 329*	*14 116*	*13 727*	*14 817*
Personnes physiques	6 004	6 000	6 501	7 055	7 403	8 196	9 295	9 082	9 272	10 114	10 554
Crédits non classés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**94 972**	**95 368**	**118 554**	**123 704**	**130 391**	**141 458**	**151 334**	**162 175**	**176 925**	**182 901**	**208 965**
Crédits bancaires non recensés	**19 888**	**26 046**	**22 282**	**23 479**	**25 121**	**28 667**	**33 164**	**33 834**	**37 732**	**45 124**	**50 423**
TOTAL	**114 860**	**121 414**	**140 836**	**147 183**	**155 512**	**170 125**	**184 498**	**196 009**	**214 657**	**228 025**	**259 388**

HAUTE-VOLTA — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs c.f.a.						
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	23	12	10	12	5	9	16	12	14	23	10
Mines	—	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47
Industries	7 136	8 615	8 853	8 886	8 734	9 264	8 648	8 009	8 168	7 873	7 760
— *Eau. Gaz. Electricité*	*1 142*	*1 155*	*1 149*	*1 480*	*1 602*	*1 794*	*1 713*	*1 697*	*1 692*	*1 630*	*1 581*
— *Raffinage de produits pétroliers*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Industries alimentaires*	*4 606*	*5 991*	*6 162*	*5 808*	*5 266*	*5 608*	*4 881*	*4 284*	*4 437*	*4 189*	*4 074*
— *Industries non alimentaires*	*1 230*	*1 313*	*1 388*	*1 445*	*1 704*	*1 702*	*1 898*	*1 874*	*1 831*	*1 801*	*1 838*
— *Travaux publics. Génie civil*	*26*	*24*	*22*	*21*	*20*	*18*	*17*	*14*	*68*	*123*	*148*
— *Construction de maisons d'habitation*	*132*	*132*	*132*	*132*	*142*	*142*	*139*	*140*	*140*	*130*	*119*
Services	1 741	2 341	2 940	3 271	3 404	3 185	3 359	3 665	3 767	4 003	4 103
— *Transport. Transit*	*997*	*1 083*	*1 395*	*1 353*	*1 430*	*1 284*	*1 274*	*1 296*	*1 351*	*1 678*	*1 666*
— *Commerce* — *Export. prod. agricoles*	*234*	*303*	*300*	*259*	*296*	*284*	*288*	*275*	*341*	*289*	*360*
— *Commerce* — *Autres*	*129*	*206*	*363*	*639*	*678*	*649*	*780*	*775*	*801*	*779*	*773*
— *Etablissements financiers inscrits*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Autres services*	*381*	*749*	*882*	*1 020*	*1 000*	*968*	*1 017*	*1 319*	*1 274*	*1 257*	*1 304*
Personnes physiques	1 864	1 695	2 482	2 704	2 867	2 791	3 090	3 139	3 208	3 201	3 306
crédits non classés ailleurs	82	197	361	557	937	1 075	737	402	598	581	1 595
Total	**10 846**	**12 907**	**14 693**	**15 477**	**15 994**	**16 371**	**15 897**	**15 274**	**15 802**	**15 728**	**16 821**
Crédits bancaires non recensés	**4 300**	**3 957**	**2 388**	**3 395**	**3 681**	**3 669**	**4 143**	**7 599**	**7 394**	**6 202**	**6 104**
TOTAL	**15 146**	**16 864**	**17 081**	**18 872**	**19 675**	**20 040**	**20 040**	**22 873**	**23 196**	**21 930**	**22 925**

NIGER — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	352	306	404	514	420	335	382	734	731	683	958
Mines	2 107	2 700	2 829	4 000	4 096	4 400	5 900	6 649	6 578	5 774	7 635
Industries	1 244	1 672	1 951	1 893	1 650	1 402	2 514	2 844	3 396	3 429	3 628
— *Eau. Gaz. Electricité*	*16*	*39*	*39*	*69*	*64*	*67*	*67*	*57*	*55*	*55*	*205*
— *Raffinage de produits pétroliers*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Industries alimentaires*	*591*	*574*	*529*	*438*	*442*	*575*	*522*	*429*	*472*	*397*	*348*
— *Industries non alimentaires*	*510*	*727*	*1 063*	*905*	*729*	*434*	*700*	*726*	*743*	*676*	*848*
— *Travaux publics. Génie civil*	*84*	*80*	*78*	*235*	*175*	*158*	*1 058*	*1 465*	*1 959*	*2 148*	*2 074*
— *Construction de maisons d'habitation*	*43*	*252*	*242*	*246*	*240*	*168*	*167*	*167*	*167*	*153*	*153*
Services	757	1 010	941	1 104	1 069	1 653	1 708	2 167	2 275	1 956	2 910
— *Transport. Transit*	*552*	*645*	*578*	*543*	*482*	*816*	*785*	*1 083*	*1 283*	*1 105*	*1 686*
— *Commerce* — *Export. prod. agricoles*	*4*	*3*	—	*40*	*75*	*135*	*176*	*392*	*375*	*55*	*199*
— *Commerce* — *Autres*	*113*	*268*	*266*	*424*	*394*	*439*	*449*	*397*	*327*	*517*	*684*
— *Etablissements financiers inscrits*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— *Assurances. Comm. métaux précieux*	—	—	—	—	—	*15*	*15*	*15*	*11*	*11*	*11*
— *Autres services*	*88*	*94*	*97*	*97*	*118*	*248*	*283*	*280*	*279*	*268*	*330*
Personnes physiques	86	138	151	169	167	167	208	199	388	336	371
Crédits non classés ailleurs	639	51	40	171	260	627	452	781	1 160	1 124	1 255
Total	**5 185**	**5 877**	**6 316**	**7 851**	**7 662**	**8 584**	**11 164**	**13 374**	**14 528**	**13 302**	**16 757**
Crédits bancaires non recensés	**1 867**	**1 834**	**1 997**	**1 407**	**1 596**	**1 907**	**2 167**	**1 841**	**1 999**	**3 167**	**1 484**
TOTAL	**7 052**	**7 711**	**8 313**	**9 258**	**9 258**	**10 491**	**13 331**	**15 215**	**16 527**	**16 469**	**18 241**

SÉNÉGAL — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs c.f.a.						
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	4 796	4 662	3 814	6 390	6 538	5 318	5 324	5 340	8 184	8 235	6 254
Mines	770	1 100	1 165	1 155	1 155	1 148	1 148	1 178	1 178	1 220	1 187
Industries	7 282	6 876	6 058	6 350	6 612	8 070	7 987	8 428	9 083	10 870	12 366
— Eau. Gaz. Electricité	*104*	*166*	*379*	*344*	*325*	*310*	*292*	*265*	*246*	*245*	*216*
— Raffinage de produits pétroliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Industries alimentaires	*2 225*	*2 167*	*1 111*	*1 087*	*759*	*1 318*	*1 218*	*1 431*	*1 593*	*1 716*	*1 738*
— Industries non alimentaires	*2 797*	*2 706*	*2 574*	*2 591*	*2 674*	*2 903*	*2 748*	*2 710*	*2 778*	*3 804*	*4 863*
— Travaux publics. Génie civil	*599*	*465*	*552*	*519*	*553*	*1 048*	*1 174*	*1 034*	*1 080*	*1 117*	*1 716*
— Construction de maisons d'habitation	*1 557*	*1 372*	*1 442*	*1 809*	*2 301*	*2 491*	*2 555*	*2 988*	*3 386*	*3 988*	*3 833*
Services	5 148	5 572	6 922	5 795	6 009	8 091	10 119	10 575	10 592	11 343	10 806
— Transport. Transit	*1 280*	*1 227*	*2 614*	*1 381*	*1 197*	*1 385*	*1 648*	*1 639*	*1 683*	*1 659*	*1 815*
— Commerce — Export. prod. agricoles	*82*	*54*	*72*	*57*	*58*	*48*	*51*	*50*	*48*	*44*	*56*
— Commerce — Autres	*686*	*980*	*987*	*1 380*	*1 593*	*2 862*	*3 583*	*3 708*	*3 715*	*3 861*	*4 172*
— Etablissements financiers inscrits	*62*	*188*	*188*	*114*	*169*	*262*	*372*	*407*	*402*	*397*	—
— Assurances. Comm. métaux précieux	*10*	*8*	*8*	*5*	*5*	*95*	*683*	*675*	*746*	*1 191*	*583*
— Autres services	*3 018*	*3 115*	*3 053*	*2 858*	*2 987*	*3 439*	*3 782*	*4 096*	*3 998*	*4 191*	*4 180*
Personnes physiques	3 589	3 593	4 194	5 585	6 870	7 758	8 715	9 648	10 217	10 920	12 291
Crédits non classés ailleurs	54	56	238	152	329	147	365	188	404	581	785
Total	**21 639**	**21 859**	**22 391**	**25 427**	**27 513**	**30 532**	**33 658**	**35 357**	**39 658**	**43 169**	**43 689**
Crédits bancaires non recensés	**1 142**	**1 505**	**1 884**	**2 839**	**3 289**	**2 825**	**3 981**	**3 995**	**4 133**	**4 070**	**8 676**
TOTAL	**22 781**	**23 364**	**24 275**	**28 266**	**30 802**	**33 357**	**37 639**	**39 352**	**43 791**	**47 239**	**52 365**

TOGO — RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activité	1977				1978				1979		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs c.f.a.										
Crédits bancaires recensés											
Agriculture. Elevage. Pêche. Sylviculture	14	11	11	25	28	28	61	61	97	97	97
Mines	1 344	1 343	1 343	1 692	1 191	1 690	1 724	1 430	1 729	1 791	1 509
Industries	1 322	1 372	1 380	1 566	1 796	2 650	3 354	3 415	3 418	3 343	3 326
— Eau. Gaz. Electricité	*136*	*143*	*134*	*109*	*109*	*785*	*1 077*	*1 052*	*1 052*	*1 043*	*1 043*
— Raffinage de produits pétroliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Industries alimentaires	*349*	*366*	*392*	*542*	*638*	*654*	*1 213*	*1 271*	*1 286*	*1 279*	*1 246*
— Industries non alimentaires	*668*	*695*	*722*	*759*	*796*	*923*	*911*	*941*	*932*	*869*	*904*
— Travaux publics. Génie civil	*127*	*126*	*90*	*114*	*211*	*246*	*111*	*109*	*106*	*110*	*87*
— Construction de maisons d'habitation	*42*	*42*	*42*	*42*	*42*	*42*	*42*	*42*	*42*	*42*	*46*
Services	1 496	1 390	1 379	1 491	1 513	1 500	1 659	1 848	1 856	1 992	1 928
— Transport. Transit	*277*	*262*	*259*	*265*	*270*	*270*	*270*	*269*	*284*	*255*	*234*
— Commerce — Export. prod. agricoles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Commerce — Autres	*1 063*	*972*	*979*	*993*	*1 012*	*1 000*	*1 146*	*1 130*	*1 080*	*1 223*	*1 200*
— Etablissements financiers inscrits	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Assurances. Comm. métaux précieux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres services	*156*	*156*	*141*	*233*	*231*	*230*	*243*	*449*	*492*	*514*	*494*
Personnes physiques	28	32	31	23	58	61	55	133	335	322	400
Crédits non classés ailleurs	27	56	72	53	148	415	623	340	205	293	441
Total	**4 231**	**4 204**	**4 216**	**4 850**	**4 734**	**6 344**	**7 476**	**7 227**	**7 640**	**7 838**	**7 701**
Crédits bancaires non recensés	**3 920**	**4 118**	**4 421**	**4 504**	**5 315**	**4 250**	**5 571**	**5 794**	**5 533**	**5 810**	**5 992**
TOTAL	**8 151**	**8 322**	**8 637**	**9 354**	**10 049**	**10 594**	**13 047**	**13 021**	**13 173**	**13 648**	**13 693**

COMMERCE EXTÉRIEUR

COMPOSITION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Principaux produits exportés et principales marchandises importées

- Bénin 66-67
- Côte d'Ivoire 68-69
- Haute-Volta 70-71
- Niger 72-73
- Sénégal 74-75
- Togo 76-77

ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Principaux pays de destination et d'origine

- Bénin 78-79
- Côte d'Ivoire 80-81
- Haute-Volta 82-83
- Niger 84-85
- Sénégal 86-87
- Togo 88-89

BÉNIN — PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS

	Quantités					Valeurs				
	1974	1975	1976*	1977	1978*	1974	1975	1976*	1977*	1978*
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Crevettes	948	723	88	67	1	152	195	26	16	ε
Café vert	161	477	579	610	185	31	145	186	508	107
Cacao en fèves	3 694	1 610	809	1 105	1 852	1 205	642	306	826	1 359
Arachides décortiquées	4 605	1 779	1 577	1 049	–	489	257	144	79	–
Graines de coton	27 975	6 214	6 409	9 705	5 896	733	200	149	247	149
Amandes de karité	13 161	500	5 069	1 000	2 861	459	30	273	35	172
Huile brute de palme	1 563	5 723	3 191	3 277	755	123	394	202	196	18
Huile brute de palmiste	301	5 391	6 012	8 906	3 752	32	434	504	1 002	533
Tourteaux de palmiste	8 530	19 056	7 794	12 977	4 273	319	481	186	528	115
Tabacs bruts	1 133	1 048	492	416	41	253	230	121	113	14
Ciments hydrauliques	37 841	45 645	9 153	193	4 631	469	556	113	39	81
Coton égrené	18 062	11 724	6 614	6 310	5 398	4 471	1 542	1 626	1 349	1 633
Sacs de jute	7	520	–	382	ε	1	74	–	9	1
Friperie, drilles, chiffons	851	920	1 027	264	106	71	108	98	56	23
Ferrailles	1 944	844	25	25	86	10	7	3	2	1
Autres produits	25 798	16 531	20 504	18 528	8 184	1 422	1 496	1 601	2 637	1 570
Total	**146 574**	**118 705**	**69 343**	**64 814**	**38 021**	**10 240**	**6 791**	**5 538**	**7 642**	**5 776**

*Provisoires.

Source : Ministère du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures.

BÉNIN – PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES

	Quantités					Valeurs				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976*	1977*	1978*
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Poissons, crustacés, mollusques	7 293	9 536	9 336	5 058	813	327	521	540	278	58
Produits laitiers	1 728	1 029	1 947	1 479	1 784	262	247	449	398	461
Céréales	5 418	10 033	33 374	62 745	19 756	542	532	1 318	2 703	926
Sucres et sucreries	7 379	2 459	3 446	1 209	1 919	878	532	454	135	233
Préparations et conserves										
– de viande et poisson	3 653	1 036	1 202	889	639	235	249	262	270	184
– de fruits et légumes	1 465	1 257	1 338	1 799	2 278	411	265	317	463	554
Boissons	4 022	9 394	10 301	14 707	10 988	887	2 922	3 447	4 748	4 668
Tabacs	2 833	2 901	3 129	2 831	10 492	2 416	3 337	4 782	5 728	8 237
Matériaux de construction	105 955	67 778	16 917	21 642	16 379	1 367	891	979	811	564
Produits pétroliers	66 262	86 200	88 926	71 503	77 427	2 250	2 579	2 954	2 990	2 933
Produits chimiques	2 486	3 168	3 142	2 313	3 886	362	476	434	382	661
Produits pharmaceutiques	1 756	648	1 077	438	1 898	1 899	1 083	2 009	817	2 322
Engrais	13 671	7 812	7 670	7 420	7 597	884	561	401	336	394
Plastiques (y.c. ouvrages)	1 002	768	1 035	796	1 072	194	279	414	353	433
Caoutchouc (y.c. ouvrages)	1 086	1 165	1 206	1 042	1 155	460	595	704	538	791
Papiers, cartons. Articles de librairie	4 407	3 395	2 437	2 767	2 524	647	1 013	792	831	878
Fils et tissus	4 901	6 106	5 892	6 382	4 979	4 012	5 744	6 774	10 172	6 433
Vêtements et bonneterie	1 460	1 305	1 857	2 608	2 487	3 150	2 877	4 989	7 365	7 582
Fers. Fontes. Aciers	17 411	12 870	22 971	14 696	16 030	2 646	2 071	2 819	2 584	2 744
Ouvrages divers en métaux	647	775	1 014	740	632	370	424	564	509	503
Machines et appareils mécaniques	7 383	2 737	2 515	2 787	3 113	4 526	2 990	2 848	3 003	3 962
Machines et appareils électriques	3 945	5 238	5 934	5 315	5 003	2 141	2 425	3 105	3 040	2 991
Matériel de transport routier	4 116	6 090	7 077	7 178	6 790	2 363	3 852	5 176	5 430	5 067
Matériel de précision	77	93	123	92	127	159	262	294	347	234
Autres marchandises	14 970	28 863	28 303	28 721	22 259	2 142	5 353	5 382	6 123	6 397
Total	**285 326**	**272 656**	**262 169**	**267 157**	**222 027**	**35 530**	**42 080**	**52 207**	**60 354**	**60 212**

*Provisoires.

Source : Ministère du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures.

COTE D'IVOIRE – PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS

	Quantités					Valeurs				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Cacao en fèves	169 741	194 949	158 491	244 011	170 843	47 637	71 397	98 799	160 907	116 231
Beurre de cacao	16 956	12 113	11 211	14 323	12 631	10 196	10 594	15 294	14 269	12 959
Cacao en masse	15 156	20 056	12 715	25 415	21 372	4 138	9 291	14 069	24 513	16 658
Café vert	254 768	322 826	233 149	230 114	259 743	61 702	132 757	198 615	131 142	166 542
Extraits de café	2 220	2 424	1 875	4 079	3 710	2 365	2 421	2 228	6 341	6 687
Bananes fraîches	135 881	98 647	106 544	143 999	117 542	3 006	3 149	3 271	4 164	3 538
Ananas frais	69 732	61 315	59 512	89 561	91 200	3 113	2 772	2 705	4 086	4 315
Ananas conservés sans alcool	54 878	59 600	52 052	61 854	19 560	6 164	7 486	7 577	9 155	2 427
Jus d'ananas	10 328	12 041	11 695	8 045	2 792	515	646	745	556	220
Noix et amandes palmistes	29 060	28 508	16 487	3 979	4 456	1 125	1 177	1 327	425	528
Huile de palme et de palmiste	114 077	91 861	78 815	88 979	57 144	10 552	7 783	10 448	12 426	8 771
Tourteaux de palmiste	825	1 231	1 715	15 238	11 158	14	30	35	278	260
Noix de cola	54 562	36 996	38 677	47 557	34 450	1 144	900	852	1 078	852
Conserves de poissons et crustacés	6 866	9 473	11 838	9 735	14 478	2 473	3 095	4 822	4 867	7 941
Caoutchouc naturel brut	14 869	17 476	16 840	17 526	18 165	1 731	2 952	3 111	3 575	4 534
Bois (y. c. ouvrages)	2 075 763	2 787 128	2 850 667	2 300 537	2 442 053	45 546	78 319	86 879	71 263	85 215
dont : - *Bois bruts*	*1 802 387*	*2 492 778*	*2 533 231*	*2 003 090*	*2 193 774*	*34 824*	*62 357*	*67 586*	*52 878*	*67 589*
- *Bois sciés*	*172 651*	*239 451*	*264 431*	*243 190*	*208 883*	*6 683*	*10 935*	*13 546*	*13 261*	*11 812*
- *Placages et contreplaqués*	*23 054*	*28 384*	*36 330*	*42 660*	*25 604*	*1 776*	*2 683*	*4 086*	*3 628*	*3 376*
Diamants	ε	ε	ε	–	–	668	282	111	–	8
Produits pétroliers	464 477	488 309	501 959	494 658	478 807	14 407	15 166	19 996	19 405	23 902
Coton égrené	12 188	18 976	14 844	25 481	31 202	3 640	5 565	5 073	8 046	10 298
Autres produits	287 137	294 286	302 491	215 966	307 640	34 436	36 719	53 255	47 886	62 961
Total	**3 789 484**	**4 558 215**	**4 481 577**	**4 041 057**	**4 098 947**	**254 572**	**392 501**	**529 212**	**524 382**	**534 847**

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan : Direction générale des Douanes, Service des statistiques douanières.

COTE D'IVOIRE — PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTEES

	Quantités					Valeurs				
	1975	1976	1977	1978	1979	1975	1976	1977	1978	1979
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Poissons, crustacés, mollusques	94 910	86 045	77 488	81 080	107 253	6 792	6 489	6 996	8 408	11 653
Produits laitiers	18 520	31 448	61 828	45 782	51 473	4 468	7 001	9 700	11 935	12 802
Céréales	78 592	119 508	278 027	277 790	356 788	2 825	5 353	14 422	14 947	20 170
Sucres et sucreries	31 092	19 749	21 698	35 253	8 250	6 419	2 491	2 235	2 663	841
Préparations et converses										
— de viande et poisson	2 154	3 273	3 589	4 675	3 244	708	1 013	1 331	1 908	1 443
— de fruits et légumes	5 528	8 393	10 805	10 517	9 235	935	1 286	1 891	1 962	1 821
Boissons	57 982	68 726	90 560	86 081	69 945	4 431	5 195	6 931	7 186	7 160
Tabacs	2 535	3 542	3 947	4 182	2 910	1 495	2 099	2 298	2 730	2 343
Matériaux de construction	800 084	863 434	1 167 204	1 234 181	1 394 142	6 163	6 697	10 272	12 254	15 058
Produits pétroliers	1 520 737	1 635 838	1 772 589	1 873 368	2 198 964	33 531	39 965	48 960	49 689	76 983
Produits chimiques	34 897	37 675	43 461	49 303	60 142	5 346	5 251	6 530	10 996	9 435
Produits pharmaceutiques	2 708	2 700	2 431	4 862	3 308	4 682	5 449	5 842	10 226	9 889
Engrais	54 327	69 514	55 667	83 970	89 389	2 430	2 034	1 747	2 839	3 408
Plastiques (y.c. ouvrages)	17 399	27 071	30 995	36 438	35 608	4 137	7 065	9 334	11 798	12 605
Caoutchouc (y.c. ouvrages)	8 124	10 124	11 825	8 631	8 087	4 733	6 439	8 154	6 393	6 886
Papiers, cartons. Articles de librairie	44 525	51 308	57 273	68 581	77 466	9 190	9 859	12 017	14 596	16 698
Fils et tissus	21 727	23 130	23 653	21 498	20 759	11 307	14 216	16 680	16 423	16 151
Vêtements et bonneterie	1 078	1 846	858	627	402	2 589	2 554	2 547	2 273	1 715
Fers. Fontes. Aciers	105 469	169 240	192 140	247 287	185 138	16 835	24 103	33 480	46 622	35 705
Ouvrages divers en métaux	5 486	7 754	8 000	8 517	7 740	4 007	6 471	7 270	8 338	8 303
Machines et appareils mécaniques	29 422	29 465	47 014	53 959	38 827	30 396	37 731	62 443	77 076	65 155
Machines et appareils électriques	10 556	12 559	17 080	20 406	16 333	11 932	17 320	26 299	36 779	31 688
Matériel de transport routier	37 331	44 657	60 751	61 052	44 353	26 547	40 260	60 831	60 511	50 948
Matériel de précision	634	894	1 002	1 137	1 097	2 395	3 503	4 184	5 769	5 723
Autres marchandises	141 026	158 491	219 698	308 237	304 721	37 100	51 763	67 172	98 181	104 267
Total	**3 126 843**	**3 486 384**	**4 259 588**	**4 627 414**	**5 095 574**	**241 393**	**311 607**	**429 566**	**522 502**	**528 850**

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan : Direction générale des Douanes, Service des statistiques douanières.

HAUTE-VOLTA — PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS

	Quantités					Valeurs				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Animaux vivants	29 006	31 117	28 226	7 226	19 636	2 286	3 061	3 382	1 479	3 949
Viandes et abats comestibles	1 083	1 099	627	177	156	155	162	116	27	37
Légumes	2 677	5 150	7 919	11 296	10 188	127	201	271	357	381
dont : - *Oignons, échalotes, aulx*	*732*	*1 848*	*1 642*	*1 316*	*1 700*	*33*	*54*	*47*	*20*	*68*
- *Haricots verts*	*376*	*573*	*625*	*1 008*	*775*	*53*	*77*	*90*	*79*	*62*
- *Haricots secs*	*1 490*	*2 308*	*5 168*	*7 266*	*6 286*	*36*	*55*	*112*	*189*	*192*
Mangues	551	1 742	1 633	1 443	3 594	22	63	54	53	32
Arachides décortiquées	11 293	16 824	17 769	11 114	4 739	655	1 698	1 441	666	381
Graines de coton	7 065	1 346	–	21	–	55	46	–	ε	–
Graines de sésame	4 067	4 131	4 885	1 708	3 024	230	318	534	131	257
Amandes de karité	3 821	8 762	11 597	40 489	30 613	73	358	638	2 089	1 305
Huile d'arachide	1	–	–	–	–	ε	–	–	–	–
Huile de karité	662	1 632	2 103	2 357	1 172	37	141	374	437	226
Sons. Tourteaux. Préparations alimentaires pour animaux	4 256	4 790	7 599	8 986	7 275	79	141	170	209	214
Ciments hydrauliques	15	638	21	30	46	1	13	ε	1	1
Ouvr. caoutchouc (pneumatiques)	24	206	167	226	70	11	143	141	203	76
Peaux et cuirs bruts	902	814	797	551	821	257	209	254	355	528
Coton en masse égrené	10 473	8 271	9 540	20 671	15 305	1 205	1 546	1 524	5 785	5 400
Fils et tissus de coton	173	224	101	58	60	98	253	60	27	11
Autres produits	6 153	3 393	3 004	12 763	3 409	305	349	409	871	816
Total	**82 222**	**90 139**	**95 988**	**119 116**	**100 108**	**5 596**	**8 702**	**9 368**	**12 690**	**13 614**

Source : Ministère du Commerce, du Développement industriel et des Mines : Direction du Commerce.

HAUTE-VOLTA — PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES

	Quantités					Valeurs				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
	Tonnes					Millions de francs .c.f.a.				
Poissons, crustacés, mollusques	549	1 073	546	273	764	79	143	72	46	103
Produits laitiers	1 959	7 499	3 404	5 285	5 933	328	2 709	713	1 958	2 510
Céréales	40 001	93 958	23 813	27 866	52 016	1 237	3 587	1 577	1 686	3 264
Sucres et sucreries	10 779	9 406	5 375	276	421	761	1 258	1 040	92	126
Préparations et conserves										
— de viande et poisson	126	527	433	260	508	36	136	148	119	165
— de fruits et légumes	835	653	491	398	663	130	120	100	73	146
Boissons	2 869	2 728	2 548	2 759	3 112	289	383	408	515	625
Tabacs	805	924	1 074	786	972	203	285	315	356	438
Matériaux de construction	56 640	67 841	68 509	68 968	77 774	712	1 035	1 105	1 206	1 374
Produits pétroliers	62 909	70 545	75 090	65 406	84 944	1 234	2 246	2 864	2 700	4 358
Produits chimiques	2 593	3 343	2 508	3 579	4 149	166	433	350	473	635
Produits pharmaceutiques	308	541	618	464	600	458	831	1 080	1 101	1 567
Engrais	5 643	7 221	7 406	5 193	15 271	234	368	814	296	826
Plastiques (y.c. ouvrages)	1 270	1 301	1 492	1 788	1 938	246	394	506	664	721
Caoutchouc (y.c. ouvrages)	1 767	1 684	1 593	1 541	1 768	737	731	667	707	933
Papiers, cartons. Articles de librairie	1 984	3 394	2 366	2 104	2 952	454	671	965	861	1 199
Fils et tissus	2 927	3 514	5 033	5 576	5 447	1 049	1 693	1 699	1 947	2 504
Vêtements et bonneterie	52	156	243	179	189	63	109	167	245	339
Fers. Fontes. Aciers	12 571	23 051	13 094	21 296	25 667	1 201	2 553	1 945	3 101	3 991
Ouvrages divers en métaux	575	633	742	1 624	2 219	242	310	417	733	1 088
Machines et appareils mécaniques	1 505	4 069	3 151	3 000	5 100	1 318	3 346	3 118	3 714	6 905
Machines et appareils électriques	1 284	1 408	1 169	1 739	1 895	751	1 268	1 098	2 190	2 644
Matériel de transport routier	3 613	5 199	5 703	5 573	9 074	1 887	3 240	4 124	3 914	6 876
Matériel de précision	55	86	117	141	143	132	292	418	536	682
Autres marchandises	47 613	67 568	54 927	38 560	51 897	3 485	6 523	6 676	5 190	7 338
Total	**261 232**	**378 322**	**281 445**	**264 634**	**355 416**	**21 690**	**34 664**	**32 386**	**34 423**	**51 357**

N.B. — A compter de 1974, les statistiques douanières tiennent compte des importations en franchise.

Source : Ministère du Commerce, du Développement industriel et des Mines : Direction du Commerce.

NIGER – PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS

	Quantités					Valeurs				
	1972	1973	1974	1975	1976	1972	1973	1974	1975	1976
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Animaux vivants	59 686	63 076	43 191	17 579	31 947	2 517	2 313	2 093	3 653	4 798
Viandes et abats	479	618	351	479	2 702	111	133	124	283	210
Produits de la pêche	551	4 009	5 641	1 465	10	90	81	126	30	1
Légumes	3 694	1 784	3 932	8 917	34 180	260	139	152	575	2 785
Arachides décortiquées	92 227	40 922	–	2 451	7 246	4 598	1 844	–	2	697
Huile brute d'arachide	18 128	17 172	5 353	4 893	4 580	1 221	1 083	1 143	699	919
Tourteaux d'arachide	26 823	25 066	7 286	7 036	10 482	356	335	185	185	369
Cigarettes	309	250	675	70	20	369	233	456	107	18
Minerai d'uranium	411	1 419	1 247	1 192	1 470	2 370	5 428	6 322	11 882	20 476
Cuirs et peaux bruts	833	1 000	936	194	2 113	435	662	607	177	477
Coton égrené	1 367	720	100	68	1 748	194	94	16	14	384
Fils et tissus de coton	140	109	168	25	63	87	119	218	32	158
Tissus artificiels et synthétiques	71	111	291	111	ε	103	146	456	250	ε
Autres produits	8 284	10 544	1 470	6 490	17 907	1 001	1 207	723	1 667	687
Total	**213 003**	**166 800**	**70 641**	**50 970**	**114 468**	**13 712**	**13 817**	**12 621**	**19 556**	**31 979**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique et des Comptes nationaux.

	Quantités					Valeurs				
	1972	1973	1974	1975	1976	1972	1973	1974	1975	1976
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Poissons, crustacés, mollusques	16	40	56	16	21	9	12	12	12	12
Produits laitiers	838	886	1 330	451	4 248	170	174	311	147	170
Céréales	13 811	24 822	22 385	10 275	2	319	800	1 212	502	1
Farines et gruaux	4 468	7 686	2 302	3 342	2 730	174	362	181	269	182
Arachides	22	66	7 303	10 002	6	1	5	462	2 066	7
Noix de cola	2 307	1 047	1 933	5 144	1 148	192	111	222	534	135
Sucres et sucreries	10 831	10 345	11 368	3 274	4 559	836	884	1 367	642	739
Préparations et conserves										
– de viande et poisson	118	98	96	59	1 220	45	35	45	30	42
– de fruits et légumes	1 059	948	1 091	595	587	140	157	232	126	130
Boissons	1 650	1 652	1 788	1 141	24 883	186	198	241	180	274
Tabacs	503	460	287	327	5 356	248	432	242	374	470
Matériaux de construction	17 936	14 592	19 641	26 128	7 431	251	239	371	515	331
Produits pétroliers	62 649	77 920	77 954	90 405	102 380	1 463	1 488	3 139	2 750	3 525
Produits chimiques	2 949	6 296	2 704	1 144	4 065	175	286	222	114	329
Produits pharmaceutiques	267	194	242	124	640	301	289	407	277	432
Engrais	644	1 230	1 523	899	1 376	24	46	116	86	145
Plastiques (y.c. ouvrages)	702	645	588	423	1 280	190	236	214	172	461
Caoutchouc (y.c. ouvrages)	720	979	797	928	11 166	347	492	467	454	496
Papiers, cartons. Articles de librairie	1 011	1 067	824	888	9 470	302	310	312	338	827
Fils et tissus	3 295	2 320	1 831	2 116	21 760	2 837	1 677	1 380	1 188	1 951
Vêtements et bonneterie	149	47	32	15	45	120	77	89	51	100
Fers. Fontes. Aciers	9 827	7 085	8 742	7 707	17 273	913	1 008	1 292	1 150	2 093
Ouvrages divers en métaux	300	391	378	300	3 937	175	214	278	279	427
Machines et appareils mécaniques	1 773	2 238	2 420	1 288	42 606	1 408	1 990	2 224	2 080	3 142
Machines et appareils électriques	1 545	1 533	1 601	1 294	7 043	983	1 150	1 175	1 065	1 295
Matériel de transport routier	3 834	4 869	3 817	5 841	98 725	1 896	2 772	2 812	2 397	5 394
Matériel de précision	97	90	74	82	14 818	219	289	260	344	409
Autres marchandises	16 532	21 628	22 799	25 818	121 565	2 652	3 365	3 859	3 747	6 864
Total	**159 853**	**191 174**	**195 906**	**200 026**	**510 340**	**16 576**	**19 098**	**23 144**	**21 889**	**30 383**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique et des Comptes nationaux.

SÉNÉGAL – PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS

	Quantités					Valeurs				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Poissons, crustacés, mollusques	20 591	24 981	26 892	24 417	45 856	2 152	3 798	3 711	4 711	9 071
Conserves de poisson	8 198	8 593	8 944	7 763	16 816	2 527	3 428	3 646	3 152	7 807
Légumes et fruits comestibles	6 872	6 821	10 848	7 526	16 369	660	729	999	648	1 599
Farine de froment	8 989	10 615	5 903	499	6 086	321	572	352	32	460
Sons	14 381	9 220	8 173	4 104	3 465	191	214	141	71	75
Sucres et sucreries	2 056	1 882	227	107	119	251	347	79	57	72
Arachides décortiquées	3 375	5 941	8 512	129 721	70 545	290	791	1 138	11 475	8 959
Huile d'arachide brute	55 105	79 232	164 964	221 002	192 334	5 727	19 131	25 520	36 205	40 206
Huile d'arachide raffinée	22 159	25 462	31 689	23 036	34 996	2 597	6 531	5 603	5 833	8 295
Tourteaux d'arachide	166 474	184 333	312 025	376 111	352 254	6 532	6 917	7 872	10 397	16 597
Gomme arabique	837	1 175	314	1 406	740	144	757	102	332	194
Tabacs	804	824	733	553	768	676	736	842	587	868
Ciments hydrauliques	64 338	92 233	103 526	51 317	24 195	503	841	1 194	587	283
Sel brut	98 672	106 345	106 326	121 821	111 219	493	796	860	2 162	2 419
Phosphates de calcium	1 302 881	1 582 994	1 317 209	1 387 844	1 712 130	4 700	23 172	21 005	14 623	14 455
Phosphates alumino-calciques	112 952	315 046	199 706	228 455	149 214	243	1 775	1 220	914	516
Engrais phosphatés simples	71 090	118 095	64 780	100 296	90 519	646	2 549	1 508	1 372	1 292
Produits pétroliers	253 002	251 435	246 407	183 204	332 058	2 537	5 309	6 948	5 316	12 781
Cuirs et peaux	3 066	1 581	876	1 173	741	810	464	327	418	402
Papier et ses applications	1 776	1 975	1 984	1 916	3 815	340	489	640	1 039	1 251
Coton égrené	4 837	6 829	5 439	9 746	12 588	1 032	2 266	1 308	2 788	4 876
Fils et tissus de coton	1 785	1 082	1 004	1 223	1 424	1 768	1 672	1 805	1 630	2 044
Chaussures *(1 000 paires)*	*2 530*	*1 984*	*2 235*	*1 094*	*1 368*	859	977	1 235	656	1 123
Fers - Fontes - Aciers	17 400	37 219	26 192	17 860	20 307	1 183	2 097	1 981	1 479	3 029
Machines et appareils mécaniques	1 407	1 301	2 659	2 255	1 535	770	537	1 870	1 626	1 299
Machines et appareils électriques	94	251	1 029	82	132	162	617	552	105	398
Matériel pour transport routier	864	941	1 104	818	1 310	395	502	519	549	1 073
Autres produits	///	///	///	///	///	4 728	5 969	6 124	7 161	11 476
Total	**2 306 032**	**2 951 321**	**2 709 657**	**2 968 507**	**3 303 828**	**43 237**	**93 983**	**99 101**	**115 925**	**152 920**

Source : Ministère des Finances et des Affaires économiques : Direction des Douanes - Direction de la Statistique.

SENEGAL — PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTEES

	Quantités					Valeurs				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Produits laitiers	8 853	8 013	8 505	8 410	17 058	1 781	1 986	2 411	2 145	3 796
Légumes et fruits comestibles	36 885	35 570	39 416	43 072	43 017	1 769	1 881	2 405	4 042	3 599
Céréales	426 553	336 491	217 419	387 231	407 125	14 747	22 120	11 129	16 730	18 557
Sucres et sucreries	78 706	60 304	60 661	102 609	63 827	5 374	9 294	7 831	10 132	5 887
Préparations et conserves										
— de viande et poisson	582	268	253	398	6 313	142	101	124	158	145
— de fruits et légumes	8 137	5 251	5 657	6 531	9 817	884	1 040	987	913	1 771
Boissons	12 516	10 784	13 393	18 247	14 573	772	870	1 144	1 258	1 489
Tabacs	2 956	2 150	2 601	4 706	2 905	686	754	1 047	1 626	1 709
Matériaux de construction	39 692	10 629	14 834	11 230	33 197	330	267	385	451	648
Produits péroliers	696 100	718 357	720 324	754 507	814 640	5 233	15 479	14 785	19 011	23 386
Produits chimiques	49 589	54 066	49 329	56 013	48 593	1 354	3 246	3 927	3 107	3 257
Produits pharmaceutiques	871	1 061	1 173	1 344	1 284	1 319	1 419	2 033	2 115	2 813
Engrais	16 018	17 158	48 054	49 315	34 728	286	639	2 114	1 158	1 234
Plastiques (y.c. ouvrages)	7 573	8 690	10 028	10 338	15 847	1 311	2 364	2 319	2 701	4 045
Caoutchouc (y.c. ouvrages)	2 202	3 516	3 664	4 605	5 361	799	1 350	1 790	1 714	2 015
Papiers, cartons. Articles de librairie	17 388	19 407	14 272	19 491	28 372	2 229	3 434	3 459	4 583	5 929
Fils et tissus	8 913	8 476	10 635	9 401	10 078	3 866	5 007	5 019	6 502	8 224
Vêtements et bonneterie	855	1 267	891	1 126	1 144	798	778	929	1 082	1 278
Produits sidérurgiques	47 290	60 296	47 303	69 183	71 886	4 013	7 303	7 622	8 939	10 242
Ouvrages divers en métaux	1 683	2 001	2 036	3 199	4 151	836	1 123	1 359	1 794	2 132
Machines et appareils mécaniques	9 374	11 011	15 144	12 903	14 187	8 415	10 351	14 293	15 295	19 590
Machines et appareils électriques	3 308	5 239	3 747	4 955	5 645	3 173	4 878	4 877	6 623	8 400
Matériel de transport routier	9 549	11 239	16 592	21 255	22 808	5 519	7 246	11 306	17 155	20 534
Matériel de précision	220	393	280	305	647	834	1 034	1 519	1 769	2 180
Autres marchandises	134 887	123 743	117 729	129 423	157 495	13 696	15 418	19 802	22 882	34 687
Total	**1 620 700**	**1 515 380**	**1 423 940**	**1 729 797**	**1 834 698**	**80 166**	**119 382**	**124 616**	**153 887**	**187 547**

Source : Ministère des Finances et des Affaires économiques : Direction des Douanes - Direction de la Statistique.

TOGO – PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS

	Quantités					Valeurs				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Animaux vivants	212	93	16	–	–	21	9	2	–	–
Poissons et crustacés	160	51	7	37	27	26	8	1	6	5
Cuirs et peaux brutes	4	–	–	–	1	2	–	–	–	1
Arachides décortiquées	–	–	–	–	–	ε	–	–	–	–
Amandes de palme	7 031	6 250	6 468	3 949	470	670	169	212	233	28
Huile de palme	3	9	263	66	ε	ε	2	15	2	ε
Coprah	30	–	–	–	–	5	–	–	–	–
Amandes de karité	2 418	4 340	2 007	5 758	3 602	111	266	60	269	221
Graines de coton	3 247	4 434	3 084	3 967	1 515	54	95	64	88	16
Graines de ricin	80	200	–	265	201	8	5	–	17	14
Graines de kapok	500	–	–	–	–	5	–	–	–	–
Coton égrené	1 281	1 361	2 903	2 635	2 401	357	218	726	837	523
Café vert	10 681	7 935	9 702	5 477	8 292	1 971	1 764	3 985	5 473	5 003
Cacao en fèves	15 850	16 183	11 806	19 623	22 784	5 363	4 700	4 148	10 100	15 891
Piments	10	1	2	6	4	1	ε		1	1
Farine de manioc	215	434	423	416	135	6	13	12	32	4
Fécule de manioc	7 240	3 651	3 206	30	–	137	70	29	ε	–
Tapioca	3 385	3 028	2 350	2 945	146	163	163	93	185	4
Phosphates	2 580 088	1 125 919	1 832 279	2 710 557	2 801 508	34 533	17 406	13 043	19 039	21 247
Diamants	ε	ε	ε	ε	ε	65	27	42	115	137
Produits pétroliers	–	–	–	66	298 059	–	–	–	8	7 116
Autres produits	10 312	14 226	12 903	42 934	58 656	1 676	2 047	2 482	2 903	4 027
Total	**2 642 747**	**1 188 115**	**1 887 419**	**2 798 665**	**3 197 801**	**45 174**	**26 962**	**24 914**	**39 115**	**54 238**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique.

TOGO — PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES

	Quantités					Valeurs				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	Tonnes					Millions de francs c.f.a.				
Poissons frais, réfrigérés, etc	7 871	13 352	12 864	10 640	7 785	346	723	742	725	636
Produits laitiers	4 801	427	1 078	1 668	1 067	335	151	286	459	367
Légumes frais et pommes de terre	778	1 055	442	2 019	878	29	64	52	132	90
Riz	118	1 014	5 645	13 382	9 221	8	82	326	827	578
Farine de froment	1 086	308	9	8	12	82	14	1	2	1
Sucre raffiné	3 112	2 501	2 419	14 893	9 797	411	615	556	2 217	1 293
Conserves de viande et de poisson	321	243	375	597	1 087	78	83	127	208	227
Boissons	4 023	4 676	4 953	8 316	7 537	847	1 129	1 420	2 434	2 857
Tabacs	785	751	926	1 109	698	886	1 143	1 665	2 136	1 445
Ciments hydrauliques	124 922	33 381	1 826	16 488	84 508	827	414	226	174	719
Clinker	—	—	—	—	258 382	—	—	—	—	1 794
Produits pétroliers	94 014	99 035	100 398	159 478	529 440	2 640	2 787	3 053	5 006	14 287
Produits chimiques	1 549	1 676	2 143	2 528	2 253	227	268	278	340	282
Produits pharmaceutiques	741	821	765	949	9 083	732	1 016	1 013	1 336	1 232
Plastiques (y.c. ouvrages)	692	630	749	1 261	2 066	273	259	354	570	857
Caoutchouc (y.c. ouvrages)	8 343	1 353	1 159	1 398	1 257	459	743	655	929	1 058
Papiers, cartons. Articles de librairie	2 801	3 845	3 436	4 075	4 773	748	1 653	985	1 495	1 591
Fils et tissus	4 909	4 470	8 715	5 093	5 138	4 084	4 225	5 140	7 696	7 907
Vêtements, Bonneterie, Coiffures	5 020	195	196	9 224	155	801	319	410	531	350
Pierres. Céramiques. Verrerie	3 623	3 085	2 961	3 843	2 462	419	126	525	666	571
Fers. Fontes. Aciers	13 857	23 482	23 425	43 976	41 361	2 487	3 554	3 536	7 292	11 855
Ouvrages divers en métaux	931	1 133	1 040	8 328	1 035	547	601	632	976	1 023
Machines et appareils mécaniques	3 578	14 178	16 123	8 530	22 628	2 478	4 086	4 233	8 741	21 175
Machines et appareils électriques	1 747	2 062	2 141	3 768	4 436	1 494	2 021	2 315	3 351	8 117
Matériel de transport routier	4 179	6 290	8 603	13 827	9 906	2 703	3 902	7 153	9 463	7 279
Matériel de précision	727	132	175	386	217	242	406	326	853	733
Autres marchandises	50 015	120 362	109 970	98 137	93 303	4 429	6 886	8 411	11 275	12 574
Total	**344 543**	**340 457**	**312 536**	**433 921**	**1 110 485**	**28 612**	**37 270**	**44 420**	**69 834**	**100 898**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique

BÉNIN — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS

	1974	1975	1976*	1977*	1978*
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	603,8	521,1	193,0	638,3	148,6
Belgique-Luxembourg	440,9	122,3	160,3	3,8	1,7
Danemark	142,5	0,1	57,4	33,9	134,4
France	2 638,3	1 849,4	1 719,2	1 883,4	1 303,6
Irlande	—	—	—	—	—
Italie	110,5	257,5	74,6	65,2	85,3
Pays-Bas	544,3	472,1	332,6	1 019,0	1 294,8
Royaume-Uni	80,0	138,8	430,2	583,5	54,9
C.E.E.	*4 560,3*	*3 361,3*	*2 967,3*	*4 227,1*	*3 023,3*
Grèce	545,2	52,7	38,3	ε	0,1
Europe de l'Est	2,6	148,3	—	61,2	3,8
U.M.O.A.	887,0	1 072,7	677,6	827,4	561,3
Cameroun	33,5	33,8	6,7	8,7	23,5
Ghana	155,6	62,4	16,2	23,2	19,1
Nigeria	801,8	1 078,3	541,6	628,9	291,2
Maroc	1,3	—	45,6	—	0,1
Chine (Rép. pop.)	2 106,7	374,8	19,0	0,3	0,7
Liban	0,7	—	ε	—	—
Japon	742,3	347,6	1 007,6	1 534,4	1 219,3
Etats-Unis	10,6	20,2	0,5	26,0	124,1
Autres pays	392,7	238,4	217,6	304,8	509,2
Total	**10 240,3**	**6 790,5**	**5 538,0**	**7 642,0**	**5 775,7**

*Provisoires.

Source : Ministère du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures.

BÉNIN – ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS

	1974	1975	1976*	1977*	1978*
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	2 696,1	3 159,1	3 733,8	4 954,6	3 717,5
Belgique-Luxembourg	623,2	1 147,9	894,3	619,7	930,5
Danemark	123,3	378,4	99,8	780,3	170,7
France	11 715,7	12 026,1	15 636,6	14 088,4	17 190,6
Irlande	1,9	0,8	1,1	–	–
Italie	942,0	594,9	534,1	1 182,7	2 875,3
Pays-Bas	1 754,5	2 634,2	3 007,1	3 580,4	2 684,5
Royaume-Uni	2 457,8	5 255,3	5 605,3	7 671,6	7 935,3
C.E.E.	*20 314,5*	*25 196,7*	*29 512,1*	*32 877,7*	*35 504,4*
Espagne	199,3	589,2	689,8	822,1	392,2
Finlande	1,4	0,2	1,2	0,9	2,7
Suède	38,5	67,2	35,6	172,1	152,8
Suisse	224,2	267,1	280,1	500,0	1 059,5
U.R.S.S.	422,3	748,1	754,2	425,7	342,8
Autres pays Europe de l'Est	698,0	345,0	770,7	956,7	1 182,8
U.M.O.A.	2 477,0	1 828,4	1 773,0	1 968,5	1 274,1
Egypte (Rép. Arabe d')	–	4,6	6,5	0,7	15,8
Libye	0,9	–	–	–	–
Nigeria	718,2	613,6	733,0	874,7	561,0
Algérie	959,7	1 475,9	2 104,4	2 019,7	477,9
Maroc	308,4	126,1	193,7	90,6	26,8
Tunisie	16,7	23,0	22,6	4,1	0,2
Chine (Rép. pop.)	1 311,8	1 894,9	1 724,3	985,5	3 167,1
Iran	173,5	23,3	0,8	26,3	0,2
Hong-Kong	150,9	167,8	616,6	1 155,1	142,0
Japon	1 282,9	1 808,7	3 945,6	3 057,8	2 857,4
Taïwan	713,8	284,6	470,2	1 548,5	686,7
Thaïlande	–	27,1	320,2	125,2	31,0
Antilles britanniques	–	640,5	–	–	–
Brésil	22,9	14,8	19,0	21,6	639,8
Canada	605,1	437,0	396,1	186,1	49,7
Etats-Unis	2 393,2	2 826,1	3 071,8	3 333,0	2 814,2
Venezuela	237,8	141,6	70,5	23,9	58,6
Autres pays	2 258,9	2 528,7	4 694,8	9 177,3	8 772,3
Total	**35 529,9**	**42 080,2**	**52 206,8**	**60 353,8**	**60 212,0**

*Provisoires.

Source : Ministère du Plan, de la Statistique et de la Coordination des Aides Extérieures.

COTE D'IVOIRE – ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS

	1975	1976	1977	1978	1979
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	22 539,5	28 469,8	28 441,7	25 503,5	31 254,7
Belgique-Luxembourg	4 242,2	6 617,5	6 986,5	7 410,3	9 104,4
Danemark	690,7	1 647,8	1 769,0	1 196,7	1 619,7
France	69 116,2	99 881,8	135 856,2	122 485,7	127 658,4
Irlande	307,2	822,5	599,5	1 610,4	1 065,5
Italie	16 820,8	36 265,8	45 187,4	29 839,8	45 045,0
Pays-Bas	26 570,1	51 381,0	78 971,9	98 094,3	93 370,5
Royaume-Uni	6 323,9	15 601,7	19 583,1	19 557,5	24 007,1
C.E.E.	*146 609,6*	*240 687,9*	*317 395,3*	*305 698,2*	*333 125,3*
Espagne	10 009,0	18 469,3	30 413,2	16 859,0	17 607,8
Grèce	2 696,9	4 258,0	6 402,8	4 943,3	6 058,0
Yougoslavie	1 897,6	3 289,4	5 207,5	684,7	1 429,8
Hongrie	886,2	1 182,8	1 307,3	2 969,8	1 662,4
U.R.S.S.	3 591,0	3 428,5	5 882,1	19 671,8	14 286,6
U.M.O.A.	17 480,8	19 843,5	24 355,6	24 000,8	27 984,5
Algérie	2 741,1	3 066,3	1 415,6	6 816,1	11 376,9
Cameroun	976,5	2 136,2	1 995,8	1 247,8	2 705,5
Gabon	1 575,1	1 487,4	1 887,1	1 373,3	1 090,8
Ghana	802,1	1 581,2	1 570,7	1 772,4	1 575,9
Mali	11 338,8	8 451,5	12 464,7	10 836,4	13 681,3
Maroc	3 134,1	4 294,4	4 577,5	3 759,8	5 446,0
Nigeria	1 321,1	1 717,6	1 398,8	3 195,0	4 685,5
Canada	1 070,1	1 918,8	1 291,5	1 989,7	1 308,7
Etats-Unis	26 015,3	41 016,8	62 071,8	76 306,6	51 343,0
Japon	4 049,2	10 172,6	14 843,8	10 306,9	10 012,2
Liban	787,0	–	218,4	242,5	362,4
Autres pays	17 590,2	25 498,8	34 512,2	31 708,1	29 104,3
Total	**254 571,7**	**392 501,0**	**529 211,7**	**524 382,2**	**534 846,9**

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan : Direction générale des Douanes, Service des Statistiques douanières.

COTE D'IVOIRE — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS

	1975	1976	1977	1978	1979
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	13 065,1	21 962,4	31 715,7	37 710,8	27 342,5
Belgique-Luxembourg	5 723,4	7 092,9	8 682,2	17 450,1	19 289,2
Danemark	429,3	880,0	813,7	987,5	729,6
France	94 883,1	119 551,8	169 181,3	205 207,3	193 063,0
Irlande	109,4	205,9	555,7	993,7	715,6
Italie	12 561,7	12 351,5	14 538,0	22 097,6	20 871,2
Pays-Bas	7 282,7	12 448,5	18 009,6	20 343,0	18 627,3
Royaume-Uni	8 391,1	9 733,0	12 888,4	12 413,9	11 824,0
C.E.E.	*142 445,8*	*184 226,0*	*256 384,6*	*317 203,9*	*292 462,4*
Espagne	3 138,8	5 327,0	9 028,0	16 923,5	16 937,1
Suède	1 290,7	1 610,8	2 447,6	2 713,0	2 824,1
Suisse	2 542,4	2 809,8	7 351,6	7 433,7	6 046,8
U.R.S.S.	4 792,0	3 630,0	2 147,2	2 766,3	3 978,4
U.M.O.A.	4 677,8	4 947,8	5 123,7	7 857,3	6 889,6
Algérie	3 223,5	767,1	1 973,4	3 235,0	2 114,2
Cameroun	1 562,9	3 081,2	1 918,5	2 039,2	2 536,5
Gabon	2 303,1	2 355,5	56,3	517,6	177,2
Nigeria	11 921,3	7 990,3	16 152,7	13 900,6	14 158,8
Tunisie	1 098,7	750,1	796,2	483,9	137,1
Brésil	1 925,9	551,4	4 752,9	1 732,7	2 348,3
Canada	759,7	1 751,1	4 917,3	5 265,5	5 037,7
Etats-Unis	17 273,6	23 190,6	32 705,6	27 398,2	35 336,6
Chine (Rép. pop.)	1 247,9	1 890,1	1 713,2	5 784,0	3 915,6
Iran	6 631,8	12 815,6	5 125,7	3 548,2	8 165,2
Irak	3 550,5	3 116,1	8 946,5	8 956,2	11 521,5
Japon	9 745,5	15 778,0	22 131,6	38 043,2	31 577,6
Taïwan	3 495,0	4 901,4	6 543,7	6 555,8	7 085,5
Autres pays	17 766,3	30 117,4	39 349,5	50 144,3	75 600,0
Total	**241 393,2**	**311 607,3**	**429 565,8**	**522 502,1**	**528 850,2**

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan : Direction générale des Douanes, Service des Statistiques douanières.

HAUTE-VOLTA — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS

	1973	1974	1975	1976	1977
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	147,1	365,6	304,7	1 471,6	571,9
Belgique-Luxembourg	83,0	54,0	193,7	547,6	100,1
Danemark	99,8	168,9	100,9	25,9	203,8
France	1 469,4	3 095,5	1 761,1	3 336,5	3 024,4
Irlande	—	—	—	—	—
Italie	425,4	374,8	618,6	461,2	973,1
Pays-Bas	15,9	73,7	2,5	2,5	162,3
Royaume-Uni	147,7	137,6	602,7	2 206,2	1 473,4
C.E.E.	*2 388,3*	*4 270,1*	*3 584,2*	*8 051,5*	*6 509,0**
U.R.S.S.	—	—	63,2	—	7,5
U.M.O.A.	2 393,5	3 133,3	5 092,9	2 420,4	4 706,5
dont : *Côte d'Ivoire*	*2 288,4*	*2 962,6*	*4 507,7*	*1 950,5*	*4 289,7*
Ghana	389,1	593,2	244,7	251,8	233,2
Mali	126,9	381,0	3,3	12,7	45,6
Maroc	—	11,3	65,6	114,4	174,2
Etats-Unis	13,7	40,4	37,0	19,3	10,5
Hong-Kong	—	—	35,8	108,2	242,8
Japon	75,4	181,3	152,2	960,6	333,3
Taïwan	—	—	52,8	216,2	780,4
Autres pays	209,5	91,5	37,0	534,5	670,9
Total	**5 596,4**	**8 702,1**	**9 368,7**	**12 689,6**	**13 613,8**

Source : Ministère du Commerce, du Développement industriel et des Mines : Direction du Commerce.

* Chiffre rectifié.

HAUTE-VOLTA — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS

	1973	1974	1975	1976	1977
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	863,4	4 244,7	1 349,1	2 202,9	2 844,1
Belgique-Luxembourg	294,9	1 829,9	734,2	1 201,4	1 743,8
Danemark	23,8	63,5	61,9	190,3	352,2
France	8 447,5	13 898,0	14 067,1	15 300,0	22 927,6
Irlande	0,2	1,2	0,5	0,6	–
Italie	332,4	383,6	544,3	867,5	1 102,4
Pays-Bas	510,7	497,0	827,3	1 162,4	1 874,5
Royaume-Uni	219,6	444,2	824,9	575,2	834,5
C.E.E.	*10 692,5*	*21 362,1*	*18 409,3*	*21 501,3*	*31 679,1*
Autriche	22,1	19,2	29,0	126,3	60,2
Espagne	23,9	97,1	144,0	243,7	477,0
Suisse	49,0	169,0	159,0	197,3	183,6
Europe de l'Est	167,4	158,6	942,7	223,0	196,1
U.M.O.A.	3 566,8	5 398,9	6 810,9	6 032,6	7 500,4
dont : *Côte d'Ivoire*	*3 199,5*	*5 009,6*	*6 359,0*	*5 611,1*	*6 819,0*
Congo (Rép. pop.)	67,1	22,7	4,9	ε	0,5
Ghana	458,3	623,0	562,6	452,8	324,2
Mali	520,4	888,5	205,6	181,4	539,1
Tunisie	58,7	15,5	14,1	1,3	1,7
Canada	14,4	370,2	167,5	81,5	270,1
Etats-Unis	584,3	3 278,9	2 287,3	2 503,1	4 824,4
Venezuela	77,1	156,5	219,6	67,8	23,1
Chine (Rép. pop.)	103,1	197,1	526,0	790,9	950,8
Hong-Kong	34,0	56,1	95,7	90,4	62,7
Japon	153,2	289,1	655,3	752,8	1 397,8
Pakistan	120,3	103,4	157,7	226,0	841,2
Taïwan	320,5	849,6	503,4	334,8	756,7
Autres pays	4 656,4	608,8	491,5	616,4	1 267,8
Total	**21 689,5**	**34 664,3**	**32 386,1**	**34 423,4**	**51 356,5**

N.B. - Importations en franchise comprises à compter de 1974.

Source : Ministère du Commerce, du Développement industriel et des Mines : Direction du Commerce.

NIGER — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS

	1972	1973	1974	1975	1976
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	924,4	715,9	933,9	140,7	1 140,1
Belgique-Luxembourg	122,7	11,0	6,3	2,0	12,4
Danemark	0,1	–	–	–	–
France	5 260,6	7 007,6	6 874,2	12 450,5	17 270,2
Irlande	6,9	–	–	–	–
Italie	710,4	814,6	224,5	72,4	4 973,0
Pays-Bas	41,9	5,4	0,5	122,8	–
Royaume-Uni	147,4	344,2	81,6	245,2	–
C.E.E.	*7 214,4*	*8 898,7*	*8 121,0*	*13 033,6*	*23 395,7*
Espagne	916,4	16,9	5,1	4,4	2,6
Suisse	160,2	6,1	1,5	1,4	0,2
U.M.O.A.	608,3	659,7	619,4	1 322,1	838,1
Algérie	25,5	12,3	–	28,9	20,1
Ghana	87,9	152,3	2,3	16,0	24,6
Libye	36,7	55,8	14,2	12,4	39,7
Mali	173,3	162,6	216,2	24,3	14,4
Nigeria	3 772,3	3 580,4	3 402,1	4 284,1	7 439,6
Etats-Unis	132,9	37,3	93,3	503,8	44,7
Iran	–	–	24,6	–	0,6
Japon	0,9	0,4	4,6	138,7	0,1
Liban	2,9	10,6	40,0	7,2	–
Autres pays	579,8	223,4	76,9	178,9	158,2
Total	**13 711,5**	**13 816,5**	**12 621,2**	**19 555,8**	**31 978,6**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique et des Comptes nationaux.

NIGER — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS

	1972	1973	1974	1975	1976
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	1 325,5	1 486,1	1 806,9	1 080,7	2 061,8
Belgique-Luxembourg	145,0	281,8	227,8	268,3	616,6
Danemark	13,2	39,8	35,4	16,4	0,3
France	7 721,3	8 246,4	8 576,8	6 649,1	13 197,0
Irlande	0,9	1,2	2,0	2,5	2,1
Italie	402,6	660,7	337,0	330,7	324,5
Pays-Bas	739,9	679,6	754,9	674,2	865,8
Royaume-Uni	423,7	721,0	791,2	575,2	1,3
C.E.E.	*10 772,1*	*12 116,6*	*12 532,0*	*9 597,1*	*17 069,4*
Espagne	56,3	79,8	80,2	507,9	227,3
Suisse	81,0	56,0	55,5	31,3	89,6
Europe de l'Est	105,6	74,2	100,7	106,3	258,0
U.M.O.A.	1 730,6	1 165,2	1 575,5	4 188,5	3 010,0
Algérie	247,9	149,0	763,4	1 686,3	1 757,1
Cameroun	29,2	31,4	471,3	73,3	139,8
Congo (Rép.pop.)	2,5	23,9	191,4	130,6	—
Ghana	47,9	14,7	8,6	2,2	37,7
Libye	258,9	265,9	247,1	9,8	10,3
Madagascar	143,4	201,3	12,6	0,1	0,4
Mali	13,0	130,2	175,5	140,9	20,4
Maroc	22,3	16,2	75,7	11,0	45,2
Nigeria	463,9	1 054,0	1 984,7	513,7	1 302,6
Canada	163,3	228,3	310,5	340,3	130,2
Etats-Unis	810,3	1 424,7	2 953,9	2 675,0	1 948,8
Venezuela	420,8	488,4	207,6	270,7	195,0
Chine (Rép. pop.)	294,0	424,2	411,7	402,0	881,3
Iran	98,2	206,5	162,8	16,9	16,9
Japon	153,3	140,8	180,0	261,6	908,6
Pakistan	77,9	59,8	73,3	172,0	—
Taïwan	137,9	123,2	115,0	114,8	76,2
Autres pays	445,4	624,0	454,7	637,0	2 258,2
Total	**16 575,7**	**19 098,3**	**23 143,7**	**21 889,3**	**30 383,0**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique et des Comptes nationaux.

SÉNÉGAL — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS

	1973	1974	1975	1976	1977
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	292,6	746,0	1 238,2	2 017,1	3 171,6
Belgique-Luxembourg	190,9	769,0	1 058,6	2 098,9	2 198,5
Danemark	33,1	102,3	161,3	17,3	466,0
France	21 181,7	53 049,0	49 756,5	52 702,5	68 391,6
Irlande	100,0	36,0	0,7	149,8	1 184,8
Italie	1 732,8	1 365,0	2 872,8	5 443,5	7 125,6
Pays-Bas	1 600,0	4 857,7	3 613,7	3 699,9	2 861,3
Royaume-Uni	1 107,3	4 673,1	5 980,8	8 222,8	11 346,3
C.E.E.	*26 238,4*	*65 598,1*	*64 682,8*	*74 351,8*	*96 745,1*
Espagne	1 214,3	1 262,5	793,3	745,2	991,8
Grèce	488,1	2 380,6	2 845,5	1 662,1	1 908,7
Norvège	836,6	18,2	0,1	1,6	40,2
Europe de l'Est	78,6	32,0	2 045,2	1 458,0	671,0
U.M.O.A.	4 912,0	6 028,4	6 035,7	7 178,2	10 069,2
Gabon	145,7	354,4	354,6	489,7	428,1
Mali	1 638,6	1 926,2	2 808,4	2 713,9	5 376,0
Mauritanie	3 083,3	4 210,0	5 220,4	4 143,4	6 893,1
Nigeria	110,1	154,1	347,0	3 901,8	3 852,9
Canada	3,5	4,8	406,2	6,8	35,8
Etats-Unis	91,5	672,8	97,5	15,4	58,2
Mexique	—	—	1 174,7	534,5	0,1
Inde	39,8	—	737,5	406,7	1 576,5
Japon	554,3	1 865,4	1 313,3	2 072,4	2 884,7
Liban	182,8	1 064,7	855,0	206,5	0,4
Prov. de bord. Indéterminés	882,8	2 073,4	3 222,2	3 004,2	6 254,4
Autres pays	2 736,3	6 337,8	6 162,1	13 033,2	15 133,5
Total	**43 236,7**	**93 983,4**	**99 101,3**	**115 925,4**	**152 920,3**

Source : Ministère des Finances et des Affaires économiques. Direction des Douanes - Direction de la Statistique.

SÉNÉGAL — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS

	1973	1974	1975	1976	1977
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	3 781,5	6 711,0	6 725,7	9 301,7	10 449,5
Belgique-Luxembourg	1 160,1	1 958,5	3 018,3	3 250,2	4 170,0
Danemark	446,9	620,1	353,5	536,2	1 177,2
France	37 139,6	44 306,3	51 646,7	62 564,9	75 066,4
Irlande	2,5	5,8	10,0	39,1	103,0
Italie	3 174,7	2 652,6	3 616,6	5 552,2	9 240,7
Pays-Bas	1 956,4	2 324,0	3 514,4	3 303,7	3 723,3
Royaume-Uni	989,1	1 642,9	2 363,6	4 153,1	4 377,3
C.E.E.	*48 650,8*	*60 221,2*	*71 248,8*	*88 701,1*	*108 307,4*
Espagne	250,3	392,1	574,4	1 218,5	1 676,6
Suède	463,7	570,5	486,2	589,2	1 691,8
Suisse	380,9	758,7	808,4	1 103,0	1 798,9
U.R.S.S.	551,0	6 024,5	1 725,4	173,9	188,3
Autres pays Europe de l'Est	533,3	853,2	2 040,9	885,3	1 782,1
U.M.O.A.	3 630,8	3 855,3	5 502,8	5 557,8	6 605,4
Algérie	89,0	153,2	847,0	3 767,3	7 411,2
Gabon	1 279,9	591,7	1 171,7	1 106,4	19,6
Mali	785,1	351,6	174,9	247,2	16,8
Maroc	451,4	518,1	540,8	1 097,1	1 586,8
Nigeria	1 948,0	6 592,3	5 117,8	7 648,2	6 935,9
Brésil	1 119,0	9 018,8	2 212,7	1 990,1	1 825,3
Canada	322,6	366,1	433,8	907,7	811,1
Cuba	65,4	—	2 819,2	5 893,9	809,4
Etats-Unis	5 962,4	7 542,4	9 214,6	7 518,5	15 693,0
Chine (Rép. pop.)	4 269,3	3 461,5	1 853,8	3 406,5	3 098,7
Inde	1 130,4	51,8	106,0	29,1	—
Irak	1 529,8	4 012,6	4 392,4	1 901,8	6 111,4
Japon	563,5	798,8	968,8	956,4	1 220,1
Oman	—	2 863,7	1 635,7	2 845,1	1 062,7
Pakistan	477,0	2 958,2	2 388,1	4 277,9	1 980,4
Taïwan	97,2	124,6	596,6	725,8	567,0
Thaïlande	2 857,7	3 530,3	1 880,0	3 663,4	4 280,7
Prov. de bord. Indéterminés	155,2	111,5	249,4	343,6	1 619,3
Autres pays	2 602,5	3 658,9	5 625,3	7 332,6	10 447,3
Total	**80 166,2**	**119 381,6**	**124 615,5**	**153 887,4**	**187 547,2**

Source : Ministère des Finances et des Affaires économiques : Direction des Douanes - Direction de la Statistique.

TOGO — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS

	1974	1975	1976	1977	1978
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	2 807,5	2 807,8	1 733,9	4 618,1	4 304,6
Belgique-Luxembourg	3 085,7	1 717,0	705,6	1 839,5	1 213,5
Danemark	310,0	170,0	172,7	322,5	175,4
France	20 473,7	10 577,4	7 023,4	8 174,8	7 996,8
Irlande	–	–	–	–	–
Italie	348,6	72,7	455,0	1 042,0	1 628,7
Pays-Bas	13 436,9	8 743,9	8 352,8	12 349,6	16 453,5
Royaume-Uni	94,9	86,9	386,6	99,9	38,5
C.E.E.	*40 557,3*	*24 175,7*	*18 830,0*	*28 446,4*	*31 811,0*
Norvège	–	99,2	–	–	737,2
U.R.S.S.	0,4	–	429,1	1 092,4	1 415,1
Autres pays Europe de l'Est	–	409,4	1 842,8	6 228,7	4 115,5
U.M.O.A.	441,2	475,1	423,1	601,3	3 721,5
Ghana	95,1	116,4	195,9	117,3	112,5
Mali	423,0	602,4	545,2	455,6	213,9
Nigeria	22,1	300,3	391,8	333,3	1 025,2
Zaïre	66,6	13,8	–	130,2	75,5
Canada	298,0	1,8	3,7	36,0	10,2
Etats-Unis	269,3	44,9	37,6	146,9	4 056,8
Chine (Rép. pop.)	106,0	–	0,5	–	533,0
Iran	236,9	–	–	–	–
Japon	862,6	523,4	474,1	243,3	120,2
Liban	1 639,3	–	–	2,4	315,7
Autres pays	156,3	199,8	1 740,1	1 280,9	5 974,3
Total	**45 174,1**	**26 962,2**	**24 913,9**	**39 114,7**	**54 237,6**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique.

TOGO – ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS

	1974	1975	1976	1977	1978
			Millions de francs c.f.a.		
Allemagne (R.F.)	2 575,7	4 061,2	4 056,7	6 588,4	8 120,0
Belgique-Luxembourg	340,9	603,9	590,6	851,1	3 410,3
Danemark	50,4	107,5	98,0	197,7	250,7
France	9 614,6	13 052,3	14 724,3	23 723,5	30 936,2
Irlande	0,1	–	0,8	5,1	4,7
Italie	799,7	1 458,8	1 091,1	1 631,2	2 201,3
Pays-Bas	1 705,4	2 736,7	3 286,7	5 108,2	5 142,4
Royaume-Uni	2 483,5	4 284,1	5 622,1	6 734,5	8 979,8
C.E.E.	*17 570,3*	*26 034,5*	*29 470,3*	*44 839,7*	*59 045,4*
Autriche	242,9	41,4	82,7	126,7	2 625,2
Espagne	621,3	439,7	1 209,5	2 896,2	916,0
Suisse	181,8	298,2	114,7	974,4	8 716,2
U.R.S.S.	536,2	774,7	678,6	774,7	545,3
Autres pays Europe de l'Est	349,1	531,8	455,4	666,8	571,9
U.M.O.A.	1 025,7	1 121,9	1 135,8	1 504,7	1 779,0
Ghana	289,0	378,2	276,9	313,3	480,6
Nigeria	360,2	245,3	93,9	76,0	11 940,0
Maroc	44,9	73,8	45,8	51,5	56,8
Canada	186,3	107,6	1 392,7	353,6	419,3
Etats-Unis	1 243,0	1 694,7	2 212,6	5 483,7	4 400,4
Venezuela	1 735,8	1 124,8	1 488,3	2 016,2	81,6
Chine (Rép. pop.)	1 307,5	1 387,7	1 310,3	2 340,5	2 337,5
Inde	64,8	50,6	76,5	310,7	144,0
Irak	115,0	115,5	13,2	32,3	–
Japon	871,0	1 069,0	2 257,1	3 032,6	2 681,4
Taïwan	889,6	193,9	218,7	421,6	299,1
Autres pays	977,7	1 316,6	1 886,5	3 618,8	3 858,5
Total	**28 612,1**	**37 269,9**	**44 419,5**	**69 834,0**	**100 898,2**

Source : Ministère du Plan : Direction de la Statistique.